Les Belges haussent leur voix

Les Belges haussent leur voix

Une analyse des comportements électoraux du 26 mai 2019

Jean-Benoit Pilet
Pierre Baudewyns
Kris Deschouwer
Anne Kern
Jonas Lefevere

PUL PRESSES UNIVERSITAIRES DE LOUVAIN

© Presses universitaires de Louvain, 2020
Dépôt légal : D/2020/9964/54
ISBN : 978-2-39061-013-7
ISBN pour la version numérique (pdf) : 978-2-39061-014-4
Imprimé en Belgique par CIACO scrl – n° d'imprimeur : 101192

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.
Couverture : Marie-Hélène Grégoire
Mise en page : Gaëlle Marion

Diffusion : www.i6doc.com, l'édition universitaire en ligne
Sur commande en librairie ou à
Diffusion universitaire CIACO
Grand-Rue, 2/14
1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél. 32 10 47 33 78
Fax 32 10 45 73 50
duc@ciaco.com

Distributeur pour la France :
Librairie Wallonie-Bruxelles
46 rue Quincampoix – 75004 Paris
Tél. 33 1 42 71 58 03
Fax 33 1 42 71 58 09
librairie.wb@orange.fr

TABLE DES MATIÈRES

Introduction
Les principaux chiffres et tendances des élections du 26 mai 2019 9
1. Des élections dans un contexte mouvant 9
2. Les résultats 11
3. L'enquête EOS REPRESENT 2019 16
4. Les différents électorats 19
   4.1. L'électorat des partis flamands 20
   4.2. L'électorat des partis francophones 23
5. Structure de l'ouvrage 26

Chapitre 1
Des transferts de voix avant ou pendant la campagne ? 29
1. Méthode 31
2. Volatilité nette 2014-2019 33
3. Changements entre les élections de 2014 et 2019 35
4. Les élections pendant la campagne de 2019 42
5. Le choix des électeurs indécis 50
6. Le profil de l'électeur volatil 52
7. Conclusion 55

Chapitre 2
Vote protestataire ou idéologique ? 59
1. Revue de la littérature 60
   1.1. Voter pour protester ? 60
   1.2. Des considérations idéologiques ? 62
2. Données, opérationnalisation et méthode 64
3. Résultats 67
   3.1. Voter pour protester ? 67
   3.2. Un vote idéologique ? 71
4. Conclusion 74

Chapitre 3
Comportement électoral et soutien aux réformes de la démocratie représentative en Belgique 77
1. Travaux antérieurs sur les réformes de la démocratie représentative 79
   1.1. Trois modèles de démocratie 80
   1.2. Les familles de partis et leurs positions sur les réformes 82
2. Les réformes de la démocratie représentative dans l'enquête Represent 2019 et les positions des partis belges 85
   2.1. Propositions de réformes et préférences politiques – l'enquête RepResent 2019 85

2.2. La position des partis belges à propos des sept réformes 87
3. Analyse de variance.....91
3.1. Le soutien citoyen aux sept réformes de démocratie représentative en Belgique.....91
3.2. Différences d'opinions entre les sept propositions de réformes parmi l'électorat flamand.....92
3.3. Différences d'opinions entre les sept propositions de réformes parmi l'électorat francophone.....98
4. Conclusion.....102

Chapitre 4
Comment l'importance d'une question pousse les électeurs vers la gauche ou vers la droite 105
1. La demande des électeurs et de l'offre des partis 106
2. Demande des électeurs à deux dimensions contre offre des partis à une dimension 108
3. Relier l'offre et la demande avec l'importance de l'enjeu (saillance) 112
4. Conclusion.....121

Chapitre 5
Émotions et choix de vote : une analyse des élections 2019 en Belgique 125
1. Étudier les comportements électoraux : revue de la littérature 126
2. Données et opérationnalisation.....129
2.1. Mesurer les émotions envers la politique 129
2.2. Émotions envers la politique : une dimension positive et une dimension négative 131
3. Émotions et choix de vote 133
3.1. Analyses bivariées 133
3.2. Analyse multivariée.....137
4. Choix de vote et émotions 146
5. Conclusion.....150

Chapitre 6
Attitudes différentes, comportements électoraux différents, sentiments différents ? 153
1. Polarisation affective.....155
2. La polarisation affective en Belgique 157
3. Données et méthode 160
3.1. Polarisation affective 160
3.2. Distance sociale 160
3.3. Positionnement idéologique et partisan 161
4. Résultats 161
5. Conclusion et discussion 171

Chapitre 7
Tous des insatisfaits ? Le rôle de l'homophilie sur la satisfaction politique perçue 175
1. État de l'art 176
2. Approche méthodologique : données, méthode et opérationnalisation 180
3. La satisfaction politique perçue : « faux consensus » ou « fausse unicité » ? 181
4. Le réseau personnel : l'homophilie 182
5. Analyse : du « faux consensus »… mais aussi de la « fausse unicité » 185
6. Discussion des résultats 192
7. Conclusion 194

Chapitre 8
Comportement électoral, identité, autonomie, solidarité et contact interrégional 197
1. Éléments objectifs et subjectifs d'analyse des succès et défaites lors des élections fédérales de 2019 198
2. Le vote de 2019 était-il un vote nationaliste en Flandre ? 200
3. Et qu'en est-il en Belgique francophone ? 202
4. Contact, identité, fédéralisme, solidarité et comportement électoral 203
5. Données et méthodes 208
6. Résultats 209
7. Discussion 211
8. Conclusion 212

Chapitre 9
Les utilisateurs du test électoral 2019 en Belgique 215
1. Les systèmes d'aide au vote 217
2. Données et méthodes 222
3. « Qui » ? Le profil de l'utilisateur type du stemtest/test électoral 225
4. « Pourquoi » ? Une typologie des motivations des utilisateurs du test électoral 227
5. L'impact du test électoral sur la connaissance politique 229
6. Discussion et conclusion 231

Chapitre 10
Les élections européennes de 2019 en Belgique 233
1. Les élections européennes de 2019 en Belgique : toujours des élections de second ordre ? 235
   1.1. Le modèle d'élections de second ordre dans les élections européennes 235

1.2. La perception de la responsabilité de l'UE, participation électorale et préférences électorales 236
1.3. Attitudes européennes, participation électorale et préférences électorales 237
2. Les élections européennes de 2019 : vraiment différentes ? 239
3. Présentation des données et des variables 240
4. Analyses et résultats 245
4.1. Perceptions de responsabilité de l'UE, attitudes européennes, participation aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire 245
4.2. Perceptions de responsabilité de l'UE, attitudes européennes et préférences électorales 250
5. Conclusion 253

Bibliographie 255
1. Références scientifiques 255
2. Documents officiels 278

Annexes 281
1. Annexes chapitre 1 281
2. Annexes chapitre 2 282
3. Annexes chapitre 3 285
4. Annexes chapitre 4 289
5. Annexes chapitre 5 294
6. Annexes chapitre 6 296
7. Annexes chapitre 7 302
8. Annexes chapitre 8 306
9. Annexes chapitre 9 309

Introduction
Les principaux chiffres et tendances des élections du 26 mai 2019

Jean-Benoit Pilet
Anna Kern
Marta Gallina
Jonas Lefevere
Kris Deschouwer
Pierre Baudewyns

1. Des élections dans un contexte mouvant

Avant même le jour du scrutin, il était clair que les élections du 26 mai 2019 se tenaient dans un contexte particulier, propice aux transformations et bouleversements. Premièrement, lors de ce scrutin, les électeurs belges ont procédé au renouvellement de la Chambre des représentants au niveau fédéral, des parlements wallon, flamand, de Bruxelles-Capitale et de la Communauté germanophone, ainsi que des représentants belges au Parlement européenne. Ce n'est que la troisième fois, après 1999 et 2014, que des élections simultanées aux trois niveaux de pouvoir sont organisées.

Deuxièmement, le scrutin du 26 mai s'est tenu cinq ans et un jour après le précédent, organisé le 25 mai 2014. Cet écart de cinq années sans voter, en dehors du scrutin communal et provincial d'octobre 2018, est une première dans l'histoire politique belge. Jamais une aussi longue période sans élection n'avait été observée en Belgique. Celle-ci est due à l'allongement de la législature au niveau fédéral de 4 à 5 ans dans le cadre de la dernière réforme de l'État. Une des conséquences de cette longue période sans élections au niveau fédéral, régional et européen est que le corps électoral au 26 mai 2019 est fort différent de ce qu'il était cinq années plus tôt. D'une part, en cinq années, un nombre significatif d'électeurs sont décédés ou ne sont plus en capacité physique de voter. D'autre part, de nombreux citoyens belges ont voté pour la première fois en 2019, soit, car il n'avait pas 18 ans en 2014, soit, car ils ont acquis la nationalité belge depuis lors. C'était le cas de près de 700 000 électeurs sur un total de 7 989 802 personnes ayant le droit de vote, soit près de

8,8 % de l'électorat. Ces deux transformations du corps électoral ne sont pas sans conséquence pour les résultats des élections. En 2014, certains partis avaient un électorat comprenant un plus grand nombre de personnes plus âgées qui sont plus susceptibles de ne plus être en capacité de voter 5 ans plus tard. Si l'on se base sur les données de l'enquête électorale PARTIREP 2014, on peut ainsi noter que les électeurs âgés alors de 75 ans et plus étaient surreprésentés dans les électorats de la N-VA, du CD&V, et du CDH. Et du côté des primo-votants, il est fréquent que les préférences partisanes ne soient pas les mêmes que celles du reste de la population. Nous présenterons ce qu'il en a été en 2019 dans la section suivante. En d'autres termes, même si tous leurs électeurs de 2014 encore en capacité de voter avaient choisi de voter pour le même parti en 2019, les résultats électoraux ne seraient pas identiques entre les deux scrutins.

Enfin, l'élection du 26 mai 2019 a été singulière du fait de la situation de la situation des gouvernements sortants. Au niveau fédéral, le gouvernement mené par Charles Michel s'était d'abord distingué par sa composition. Il intégrait pour la première fois de l'histoire un parti ayant explicitement dans ses statuts la fin de l'État belge, la N-VA. Par ailleurs, la coalition entre la N-VA, le MR, l'Open VLD et le CD&V était l'une des plus à droite de l'histoire sur le plan des programmes socio-économiques des quatre partis. Enfin, du côté francophone, seul le MR était représenté, plaçant l'exécutif en forte minorité au sein de ce groupe linguistique (20 sièges sur 62). En plus de la singularité de sa composition, le gouvernement fédéral s'est aussi distingué par son instabilité. En effet, suite à des désaccords entre la N-VA et les autres partis au pouvoir sur le Pacte mondial sur les migrations ou « Pacte de Marrakech », les nationalistes flamands décidèrent de quitter la coalition. Le gouvernement Michel devenait alors minoritaire à la Chambre des représentants le 9 décembre 2018. Et à partir de là, un gouvernement en affaires courantes a gouverné le pays jusqu'aux élections du 26 mai 2019. Ce n'est pas la première fois qu'un gouvernement tombe avant des élections, mais c'était la première fois qu'un gouvernement d'affaires courantes restait en place pendant une aussi longue période avant que des élections soient organisées.

L'instabilité gouvernementale n'a pas touché que le niveau fédéral. La Wallonie a aussi connu un épisode inédit. Pour la première fois depuis l'élection directe des parlements régionaux en 1995, la coalition installée au lendemain des élections a été remplacée par une nouvelle majorité par le biais d'une motion de méfiance constructive. En juin 2014, une coalition était formée entre le PS et le CDH. Trois années plus tard, en juillet 2017, le CDH décidait de rompre le pacte de majorité conclu avec le PS pour former un gouvernement MR-CDH en Wallonie. Les deux partis tentèrent de rallier d'autres partis pour former également de nouvelles majorités en Fédération Wallonie-Bruxelles et

en Région de Bruxelles-Capitale, mais sans succès. En Wallonie, la majorité parlementaire MR-CDH était très courte (38 sièges sur 75). En mars 2019, une élue du MR fit défection et décida de rejoindre la nouvelle formation créée par Alain Destexhe. La coalition MR-CDH termina la législature sans majorité parlementaire. En Flandre et en Communauté germanophone, la vie des gouvernements fut moins tumultueuse. Les coalitions installées au lendemain des scrutins (respectivement N-VA – CD&V – Open VLD et ProDG – SP – PFF) restèrent en place jusqu'à la fin de la législature.

2. Les résultats

C'est dans ce contexte d'agitation politique que les électeurs belges se rendirent aux urnes le 26 mai 2019. Le premier résultat est celui relatif à la participation électorale (voir tableau 1). Pour commencer, la proportion d'électeurs ne s'étant pas déplacé pour voter se situe entre 9,5 % des électeurs inscrits pour le Parlement flamand et 16,5 pour le Parlement bruxellois. Les différences entre régions se retrouvent d'ailleurs de façon systématique pour tous les scrutins. La participation est un peu plus forte en Flandre, suivie par la Wallonie et la Région de Bruxelles-Capitale. Parmi les électeurs s'étant rendus aux urnes, 4,8 % (pour le Parlement flamand) et 8,4 % (pour le Parlement bruxellois) ont déposé un bulletin blanc ou nul. Au total, cela donne des pourcentages de bulletins valides en rapport au nombre total d'électeurs inscrits qui varient entre 86,2 % pour le Parlement flamand et 77,9 % pour le Parlement bruxellois. Si l'on compare aux scrutins précédents, ces chiffres indiquent que l'érosion de la participation électorale se poursuit lentement. La baisse de la participation électorale par rapport à 2014 se situe autour des 2 points de %.

Tableau 1. Participation électorale, abstention, bulletins blancs/nulsitre du tableau

	Chambre	Parl. flamand	Europe	Parl. wallon	Parl. bruxellois	Parl. Cté germa
% votes exprimes	88,4	90,5	88,5	86,6	83,5	86,0
% votes blancs/nuls[1]	6,1	4,8	6,3	8,4	6,7	7,8
% votes valides	83,0	86,2	82,9	79,4	77,9	79,3

[1] % de votes blancs et nuls sur l'ensemble des bulletins déposés, et non sur l'ensemble des électeurs inscrits.

Au-delà de ces chiffres de la participation électorale, il convient de se pencher sur les résultats des partis. Les résultats des élections aux trois niveaux sont présentés dans les tableaux 2, 3 et 4 pour la Flandre, la Wallonie et Bruxelles. Le tableau 5 présente les résultats en Communauté germanophone pour la désignation du seul député européen de la circonscription ainsi que pour le renouvellement du Parlement de la Communauté germanophone.

En Flandre, les résultats principaux sont la forte progression du Vlaams Belang tandis que les autres grands partis perdent tous des plumes. Enfin, Groen et le PVDA enregistrent de petites progressions. À la Chambre, dans les circonscriptions flamandes, le Vlaams Belang passe de 5,8 % à 18,6 % et devient le deuxième plus grand parti en Flandre. La chute la plus sévère est pour la N-VA qui descend de 32,4 % à 25,5 %, mais qui conserve la pole position au Nord du pays. Le CD&V et le SP.A continuent leur érosion en perdant respectivement 4,4 et 3,2 points de %. L'Open VLD perd aussi des parts de l'électorat (-2 points de %). Groen augmente légèrement (+1,2 points de %). Et le PVDA double son score de 2014 (de 2,8 % à 5,6 %) et surtout obtient ses premiers députés fédéraux en Flandre.

Tableau 2. Les résultats des élections en Flandre (Chambre des représentants, Parlement flamand et Parlement européen)[2]

	Chambre	Parl. Flamand	Europe
N-VA	25,5	24,9	22,5
Vlaams Belang	18,6	18,7	19,3
CD&V	14,2	15,5	14,7
Open VLD	13,5	13,1	15,6
SP.A	10,8	10,3	10,3
Groen	9,8	9,8	12,2
PVDA	5,6	5,3	5,0

En Wallonie, les deux grands vainqueurs des élections sont Ecolo et le PTB. Dans les provinces wallonnes pour les élections fédérales, les deux formations ont respectivement progressé de 6,7 et 8,3 points de %, devenant les troisième et quatrième plus grands partis. À l'inverse, le PS, le MR et le CDH enregistrent un recul électoral. Le PS reste le plus grand parti wallon, mais enregistre le plus mauvais score de l'après-guerre (26,1 % pour 32 % en 2014). Le MR décline de 5,3 % et le CDH est à son plancher avec 10,7 %. Défi et le PP

[2] Seuls les résultats de provinces flamandes sont rapportés. Pour la Chambre et le Parlement européen, les résultats n'incluent pas la circonscription électorale de Bruxelles. Pour le Parlement flamand, les résultats n'incluent pas les électeurs bruxellois ayant émis un vote pour cette assemblée.

n'enregistrent pas non plus de bons scores (4,1 % et 3,2 %) et ne décrochent aucun élu.

Tableau 3. Les résultats des élections en Wallonie (Chambre des représentants, Parlement wallon et Parlement européen)[3]

	Chambre	Parl. Wallon	Europe
PS	26,1	26,2	27,6
MR	20,5	21,4	19,7
Ecolo	14,9	14,5	18,2
PTB	13,8	13,7	14,7
cdH	10,7	11,0	9,6
Défi	4,1	4,1	5,1
PP	3,2	3,7	5,1

En Région de Bruxelles-Capitale, Ecolo est le grand vainqueur. À la Chambre, en cartel avec Groen, les verts deviennent le premier parti avec 21,3 % des suffrages (+10,8 %). Le PS passe en revanche à la deuxième place (21 %). Les positions de deux formations sont toutefois inversées au Parlement bruxellois. Sans l'appoint de Groen, Ecolo progresse, mais ne décroche pas la première place. Le MR est en recul net (-6 points de % aux fédérales). Le CDH parvient tout juste à se maintenir au-dessus du seuil électoral pour la Chambre (5,9 %). Défi est relativement stable (-0,5 points de %). Le PTB-PVDA est l'autre grand gagnant, atteignant 13 % à la Chambre (+9 points de %). En fait, du fait de l'apparentement de liste avec le PTB, DierAnimal décroche un siège au Parlement régional bruxellois.

[3] Seuls les résultats des provinces wallonnes sont rapportés. Pour la Chambre et le Parlement européen, les résultats n'incluent pas la circonscription électorale de Bruxelles.

Tableau 4. Les résultats des élections en Région de Bruxelles-Capitale (Chambre des représentants, Parlement bruxellois et Parlement européen)[4]

	Chambre	Parl. Bruxellois	Europe
Ecolo[5]	21,3	16,2	23,5
PS	21,0	18,7	19,5
MR	15,9	14,3	13,6
PTB[6]	13,0	12,1	12,4
Défi	10,3	11,7	8,1
cdH	5,9	6,4	5,1
N-VA	3,3	2,2	2,8
Listes Destexhe	2,5	2,2	-
Open Vld	2,3	2,2	4,9
PP	1,7	1,4	2,1
Vlaams Belang	1,6	1,3	1,5
CD&V	1,3	1,1	1,1
Groen[7]	-	3,1	3,3
SP.A[8]		2,3	1,2
Agora (Nl)		0,8	-
Dier Animal (F)		1,1	-

Du côté des partis flamands, Groen est le grand vainqueur. Son cartel avec Ecolo au niveau fédéral lui permet de faire élire un député. Pour les élections régionales, les verts sont premier parti dans le collège néerlandais. Les autres formations enregistrent des résultats relativement stables, à l'exception de l'Open VLD. Celui-ci perd 10,9 points de % et sa première place. La N-VA est stable. Le Vlaams Belang progresse un peu. Le SP.A et le CD&V sont en recul. S'y ajoute Agora qui parvient à franchir le seuil de 5 % et à avoir un élu.

Enfin, en Communauté germanophone, ProDG progresse légèrement (+1,1 points de %), mais surtout devient pour la première fois le premier parti au Parlement de la Communauté. Il dépasse le CSP qui recule de 1,8 points de %. Ecolo et Vivant progressent significativement (+3 et +4,2 points de %). Le

---

4 Pour la Chambre, les résultats couvrent la circonscription électorale de Bruxelles (qui inclut les 19 communes de la Région bruxelloise plus les six communes à facilités). Pour le Parlement européen et le Parlement bruxellois, les résultats couvrent uniquement les 19 communes de Bruxelles-Capitale.

5 À la Chambre, Ecolo se présentait en cartel avec Groen pour la circonscription de Bruxelles.

6 À la Chambre, le PTB se présentait une liste PTB-PVDA pour la circonscription de Bruxelles. Ici le résultat pour la Région est l'addition des votes pour PTB et PVDA.

7 À la Chambre Groen était en cartel avec la liste Ecolo.

8 À la Chambre le SP.A ne présentait pas de liste, mais avais des candidats sur la liste PS.

PFF-MR et le SP reculent (-1,2 et -4,2 points de %). Aux élections européennes, les résultats sont assez différents, surtout pour ProDG et le CSP. Les seconds en particulier enregistrent un score nettement supérieur à celui obtenu pour le scrutin du Parlement de la Communauté germanophone (34,9 %). Cela leur permet de rester largement en tête et d'emporter le seul siège à pourvoir.

Tableau 5. Les résultats des élections en Comnunauté germanophone (Chambre des représentants, Parlement wallon et Parlement européen)[9]

	Parlement de la Communauté germanophone	Europe
ProDG	23,3	13,1
CSP	23,1	34,9
SP	14,9	11,4
Vivant	14,8	11,2
Ecolo	12,5	16,3
PFF-MR	11,4	11,5

Au-delà de ces chiffres bruts, il est intéressant de se pencher sur les écarts qui peuvent être observés dans les résultats entre niveaux d'élection. En particulier, pour les élections européennes, les travaux en science politique soulignent une tendance à observer des résultats électoraux qui se détachent de ceux observés aux élections fédérales. Deux explications sont apportées. D'une part, certains expliquent que les élections européennes sont des élections de second ordre que les électeurs utilisent pour être plus sévères avec les partis au pouvoir au niveau du pays. D'autre part, certains partis parviennent à porter un message sur la politique européenne qui est plus claire, soit en étant eurosceptique, soit en étant pro-européen. Et cela peut leur permettre de gagner plus de votes. Ces éléments font que, en Belgique, les partis verts, mais aussi la droite radicale (VB en particulier), ont tendanciellement des scores un peu plus élevés aux élections européennes. À quelques occasions, des effets de personnalité peuvent jouer quand un parti a un candidat très connu sur sa liste. Cela avait été le cas avec Guy Verhofstadt et l'Open VLD en 2014.

En 2019, les résultats des différents partis aux élections fédérales et européennes sont fort semblables. Les écarts notables sont peu nombreux. Une première différence notable apparaît toutefois dans le score des verts qui font de meilleurs scores aux Européennes. Ecolo enregistre 3,3 points de % en plus en Wallonie et 4,4 points de % en plus en Région de Bruxelles-Capitale. Groen

[9] Seuls les résultats des provinces wallonnes sont rapportés. Pour la Chambre et le Parlement européen, les résultats n'incluent pas la circonscription électorale de Bruxelles.

gagne également 2,4 points de % en Flandre pour les Européennes par rapport aux Fédérales. L'Open VLD est aussi plus attractif pour les électeurs aux Européennes. Les libéraux flamands ont recueilli en Flandre 15,6 % pour les Européennes contre 13,5 % à la Chambre. À nouveau, on peut se demander s'il y a un effet Guy Verhofstadt, même s'il est moins marqué qu'en 2014. Les autres écarts sont peu significatifs.

Enfin, de façon intéressante, nous pouvons noter qu'il n'existe pratiquement aucune différence significative entre les résultats des élections fédérales et régionales dans les trois principales régions du pays. Les écarts sont en général inférieurs à 1 point de %. Cet état de fait semble indiquer que les dynamiques électorales sont très convergentes pour les deux niveaux de pouvoir et que le couplage des scrutins aux niveaux fédéral et régional ne favorise clairement pas l'émergence de logiques propres pour chacun de ces scrutins.

3. L'enquête EOS REPRESENT 2019

Dans cet ouvrage, nous proposons une série d'analyses qui vont plus loin dans la compréhension des dynamiques à l'oeuvre à l'occasion des élections fédérales, régionales et européennes du 26 mai 2019. Pour cela, nous nous appuyons sur les données collectées dans le cadre de l'enquête électorale EOS Represent 2019[10]. Celle-ci a été mise sur pied par un consortium de chercheurs venant de l'Université d'Anvers, de l'ULB, de la VUB, de l'UCLouvain et de la KU Leuven. Les équipes concernées ont organisé une enquête auprès des électeurs belges afin de mieux comprendre quelles étaient les motivations sur lesquelles s'appuyaient leur vote.

L'enquête a été organisée en deux phases. Un premier échantillon de 7609 répondants a été interrogé entre le 5 avril et le 5 mai, soit juste avant le scrutin. Ils étaient 3420 en Flandre, 3133 en Wallonie et 1056 en Région de Bruxelles-Capitale. Ensuite, entre le 28 mai et le 18 juin, les mêmes ont été recontactés afin de les interroger à nouveau, mais en pouvant cette fois connaître leurs comportements de vote[11]. Les participants ont complété les questionnaires en ligne. Au final, ils ont été 1978 électeurs en Flandre, 1429 en Wallonie et 503 en Région de Bruxelles-Capitale à prendre part aux deux vagues de l'étude (soit un total de 3910 répondants).

---

[10] Le projet REPRESENT bénéficie d'un financement du programme Excellence of Science (EOS). Ce programme est financé conjointement par le FNRS et le FWO.

[11] Le questionnaire et les critères d'échantillonnage ont été établis par le consortium interuniversitaire EOS Represent. La collecte de données et le contact avec les électeurs ont été réalisés par la société TNS Kantar.

Les chapitres qui vont suivre exploitent ces données, et en particulier celles de la deuxième vague, post-électorale, puisque le but est d'expliquer les choix posés dans les urnes le 26 mai 2019 par les électeurs belges interrogés. Pour cela, la société TNS Kantar a tiré dans ses bases de données de répondants un échantillon représentatif de la population belge sur des critères sociodémographiques tels que l'âge, le sexe ou le niveau d'éducation. À la fin de l'enquête, nous avons sur cette base obtenu un échantillon de 3910 répondants de qualité, mais pas parfaitement représentatif des citoyens belges en âge de voter. En effet, du fait des non-réponses, des écarts peuvent apparaître entre la structure démographique de l'échantillon et de l'électorat.

Afin de le vérifier, la composition de l'échantillon peut être comparée aux statistiques officielles sur ces critères. C'est ce que nous présentons au tableau 6. Il en ressort, tout d'abord, que l'échantillon constitué est assez similaire à la population dans son ensemble pour ce qui concerne la répartition entre hommes et femmes ainsi que pour l'âge. Sur le sexe, on note toutefois une surreprésentation des hommes dans les échantillons flamands et bruxellois, mais pas en Wallonie. Sur l'âge, on observe déjà toutefois quelques écarts. En particulier, les plus jeunes (18-29 ans) tendent à être sous-représentés dans notre échantillon pour les trois régions. Les plus de 65 ans sont, en revanche, surreprésentés.

Tableau 6. Caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon d'enquête EOS (EOS) et du population (Pop.)

Catégories	*Flandre*		*Wallonie*		*Bruxelles*	
	EOS	Pop.	EOS	Pop.	EOS	Pop.
Homme	58,1 %	49,5 %	48,6 %	48,8 %	54,8 %	48,9 %
Femme	41,9 %	50,5 %	51,4 %	51,2 %	45,2 %	51,1 %
Max. enseignement primaire	12,3 %	27,0 %	12,4 %	33,1 %	10,0 %	24,3 %
Max. enseignement secondaire	40,0 %	41,6 %	36,7 %	39,5 %	26,4 %	36,5 %
Enseignement supérieur	47,6 %	31,4 %	50,9 %	27,4 %	63,6 %	39,2 %
Âge entre 18 et 29	11,6 %	17,7 %	14,6 %	19,3 %	17,0 %	23,5 %
Âge entre 30 et 44	20,6 %	24,2 %	29,0 %	24,7 %	23,2 %	33,0 %
Âge entre 45 et 64	40,5 %	34,5 %	46,9 %	34,2 %	38,6 %	31,2 %
Âge plus de 65	27,4 %	23,6 %	9,7 %	21,8 %	21,2 %	12,3 %

Note : les totaux des colonnes ne sont pas toujours égaux à 100 % en raison des arrondis.

Le critère démographique sur lequel l'échantillon tend à être le moins le reflet fidèle de l'électorat est le niveau d'étude atteint. À ce niveau, nous constatons une surreprésentation systématique des plus diplômés (ceux ayant un diplôme de l'enseignement supérieur) et une sous-représentation de ceux n'ayant pas obtenu de diplôme au-delà du primaire.

À côté de ces critères socio-démographiques, nous pouvons également vérifier la représentativité de notre échantillon pour ce qui concerne les choix électoraux des enquêtés. Le tableau 7 présente la distribution des répondants selon le parti pour lequel ils ont voté pour les trois régions du pays, la Flandre, la Wallonie et Bruxelles-Capitale.

Tableau 7. Choix électoral des répondants pour la Chambre des représentants de l'échantillon d'enquête EOS (EOS) et du population (Pop.)

Flandre			*Wallonie*			*Bruxelles*		
Choix électoral	EOS	Pop.	Choix électoral	EOS	Pop.	Choix électoral	EOS	Pop.
CD&V	10,4 %	12,1 %	cdH	6,6 %	8,4 %	cdH	4,0 %	4,1 %
Groen	9,0 %	8,4 %	Défi (FDF)	6,3 %	3,3 %	CD&V	2,0 %	1,2 %
N-VA	27,0 %	21,8 %	Ecolo	16,1 %	11,7 %	Défi (FDF)	13,8 %	5,3 %
Open VLD	8,9 %	11,5 %	MR	18,1 %	16,2 %	Ecolo-Groen	15,8 %	12,2 %
PVDA	6,9 %	4,8 %	PP	4,4 %	2,5 %	MR	17,2 %	10,2 %
SP.A	10,8 %	9,3 %	PS	20,8 %	20,6 %	N-VA	5,8 %	3,3 %
VB	20,4 %	15,9 %	PTB	14,0 %	10,9 %	Open VLD	1,2 %	1,6 %
Autres listes	1,4 %	1,7 %	Autres listes	3,3 %	5,3 %	PP	1,4 %	1,6 %
Blanc/nul	2,5 %	4,2 %	Blanc/nul	6,1 %	7,4 %	PS-SP.A	14,6 %	19,0 %
N'a pas voté	2,9 %	10,3 %	N'a pas voté	4,4 %	13,7 %	PTB-PVDA	9,8 %	13,3 %
						VB	2,2 %	2,1 %
						Autres listes	2,4 %	1,6 %
						Blanc/nul	4,8 %	7,4 %
						N'a pas voté	4,8%	17,2 %

Le segment électoral le plus sous-représenté est celui de non-votants. Ce n'est pas une surprise. Dans toutes les enquêtes électorales en Europe, ce comportement de vote est sous-déclaré. Pour le reste, dans l'ensemble, nous avons une bonne représentation des électorats des différents partis ayant obtenu au moins un siège à la Chambre des représentants en 2019. Malgré cela, il y a quelques petits écarts à pointer dans les trois régions. En Flandre, Les électeurs

de la N-VA et du Vlaams Belang sont surreprésentés dans l'échantillon. En Wallonie, ce sont les électeurs du PS et du PTB qui sont surreprésentés. Enfin, en Région de Bruxelles-Capitale, les électorats plus présents dans notre échantillon que dans l'ensemble de l'électorat sont ceux de Défi et du MR.

Afin de veiller à ce que ces écarts ne posent pas de problème dans les analyses menées dans cet ouvrage, les auteurs de chacun des chapitres ont mené leurs analyses sur l'échantillon brut de répondants, mais aussi sur un échantillon pondéré qui corrige les écarts observés entre notre échantillon et l'électorat belge. Nous avons pour cela produit des clés de pondération proportionnelles basées sur l'âge (quatre catégories), le sexe, le niveau d'éducation (croisés, six catégories) et le choix électoral. En fonction de la méthode d'analyse statistique utilisée, certains auteurs ont utilisé ces pondérations dans leur analyse.

4. Les différents électorats

Avant de présenter les chapitres de l'ouvrage et leurs objectifs quant à une meilleure compréhension des dynamiques électorales du 26 mai 2019, nous pouvons déjà nous plonger dans les données de l'enquête électorale EOS Represent afin de dresser un rapide portrait des électorats des différents partis. Concrètement, dans cette section, nous allons examiner quel est le profil des électeurs des différents partis sur le plan sociodémographique (âge, sexe, niveau de diplôme), mais aussi sur quelques attitudes politiques (positionnement gauche-droite, confiance politique). Ces portraits dresseront la toile de fond des analyses qui suivront dans les chapitres suivants.

Les analyses que nous présentons ici se feront successivement pour les électorats des partis flamands puis francophones. Les électeurs en Région de Bruxelles-Capitale ont été répartis au Nord ou au Sud du pays selon le vote qu'ils ont exprimé pour le renouvellement de la Chambre des représentants. Un électeur Open VLD à Bruxelles est donc mélangé, par exemple, avec les électeurs de l'Open VLD des cinq provinces flamandes. Pour les électeurs des listes bilingues Ecolo-Groen et PTB-PVDA, nous les avons répartis en fonction de la langue (français ou néerlandais) dans laquelle ils ont choisi de remplir notre questionnaire. Nous aurions, idéalement, voulu mener des analyses spécifiques pour les électeurs de la Région de Bruxelles-Capitale. Cependant, la plus petite taille de notre échantillon (503 répondants) rend cela fort compliqué, surtout dès qu'un parti fait moins d'une dizaine de pourcents. Or, c'est le cas de presque tous les partis à Bruxelles (voir tableau 7).

4.1. L'électorat des partis flamands

Le tableau 8 présente la répartition hommes/femmes au sein de l'électorat des partis flamands représentés à la Chambre. Il en ressort deux éléments principaux. Les deux partis les plus à droite de l'échiquier politique flamand ont un électorat plus masculin que l'ensemble de notre échantillon. À l'inverse, Groen et le SP.A bien plus féminin que l'ensemble de notre échantillon. Les autres partis ne se distinguent pas par un électorat nettement plus masculin ou féminin que l'échantillon de tous les électeurs flamands.

En ce qui concerne la répartition selon le niveau de diplôme, les électorats ayant proportionnellement le plus d'électeurs ayant pu poursuivre des études plus longtemps sont ceux de Groen, du CD&V, de l'Open VLD et de la N-VA. Les quatre formations ont nettement plus de diplômés du supérieur que le total de notre échantillon d'électeurs flamands. Le plus marquant en la matière est Groen avec 71,2 % de ses électeurs ayant un diplôme du supérieur. À l'inverse, le Vlaams Belang, le SP.A et le PVDA comptent plus d'électeurs diplômés du secondaire et du primaire que ce que nous observons sur la totalité de l'échantillon. Et c'est au sein de l'électorat du Vlaams Belang que c'est le plus marqué (65,9 %).

Tableau 8. Répartition selon le sexe, le niveau de diplôme et l'âge au sein des électorats des partis flamands

	CD&V	Groen	N-VA	Open VLD	PVDA	SP.A	Vlaams Belang	Tous électeurs flamands
Hommes	57,8	50,6	62,3	58,2	59,1	53,1	62,1	58,1
Femmes	42,2	49,4	37,7	41,8	40,9	46,9	37,9	41,9
Max. Diplôme primaire	1,9	0,0	0,7	4,0	2,3	3,8	2,5	1,9
Max. Diplôme secondaire	39,3	28,8	46,7	41,2	52,6	58,2	63,4	50,5
Max. Diplôme du supérieur	58,6	71,2	52,6	54,8	45,1	39,0	34,1	47,6
18-35 ans	17,0	32,2	11,1	22,5	19,4	13,6	21,4	18,0
35-50 ans	17,9	28,8	23,2	33,1	24,6	24,4	27,1	25,2
50-65 ans	30,7	26,6	30,2	20,2	36,6	35,2	35,5	31,1
65 ans et +	34,4	12,4	35,5	24,2	19,4	26,8	16,0	25,7

Enfin, en ce qui concerne la pyramide des âges des électorats des partis flamands, deux partis comptent proportionnellement plus d'électeurs ayant entre 18 et 35 que ce que nous observons sur l'ensemble de l'échantillon des électeurs flamands. Il s'agit de Groen, très nettement, et dans une moindre mesure du Vlaams Belang et du PVDA. Le rajeunissement de l'électorat des verts se confirme donc clairement. En ce qui concerne les 35-50 ans, ils sont proportionnellement surreprésentés dans les électorats de l'Open VLD, de Groen, et du Vlaams Belang. Les 50-65 ans sont proportionnellement plus nombreux au PVDA, au SP.A et au Vlaams Belang. Enfin, les partis dont l'électorat tend à compter plus d'électeurs âgés de 65 ans et plus sont la N-VA et le CD&V. À l'inverse, Groen, le Vlaams Belang et le PVDA ont moins d'électeurs de cette classe d'âge que ce qu'ils représentent sur l'ensemble de notre échantillon d'électeurs flamands.

À côté de ces portraits sociodémographiques des électorats des partis flamands, les données de l'enquête EOS Represent nous permettent également de donner un premier aperçu de leur positionnement sociopolitique. Le tableau 9 présente d'abord l'auto-positionnement moyen des électeurs des différents partis sur un axe gauche-droite allant de 0 à 10. La dernière colonne montre que, en moyenne, les électeurs flamands se positionnement au centre, penchant un tout petit peu vers la droite (5,59). Les électorats du CD&V et de l'Open VLD ont une position moyenne très proche de ce centre de gravité. Le SP.A, Groen et le CD&V ont des électorats assez proches et penchant à gauche (autour de 3). À l'inverse, les électorats de la N-VA et du Vlaams Belang sont clairement ancrés à droite (autour de 7).

Tableau 9. Attitudes politiques des électorats des partis flamands

	CD&V	Groen	N-VA	Open VLD	PVDA	SP.A	Vlaams Belang	Tous électeurs flamands
Auto-positionnement gauche/droite (0-10).	5,33	3,71	6,98	5,77	3,06	3,84	7,07	5,59
Certaines personnes pensent que le gouvernement doit intervenir le moins possible dans l'économie, d'autres pensent que le gouvernement doit intervenir autant que possible dans l'économie (0-10).	6,27	6,24	5,62	5,93	5,97	6,22	5,75	5,88
Certains pensent que les immigrés non-occidentaux doivent pouvoir vivre en Europe tout en conservant leur culture d'origine. D'autres pensent que ces immigrés doivent s'adapter à la culture européenne (0-10).	7,07	5,98	7,85	7,09	5,95	6,96	7,66	7,23
« Je donnerais une partie de mon revenu si j'étais certain que cela aiderait l'environnement » (0-10).	4,66	6,09	3,53	4,58	4,08	3,74	2,81	3,88

Le tableau 9 reprend ensuite le score moyen entre 0 et 10 par rapport à trois affirmations visant à capter le positionnement sur l'intervention de l'État dans l'économie, les politiques d'assimilation des migrants à la culture européenne et l'ouverture à l'idée de donner une part de son revenu pour soutenir la transition environnementale. Nous avons repris ces trois axes du débat politique, car ils ont été les plus saillants dans la campagne électorale.

Par rapport à une intervention de l'État dans l'économie, l'électorat flamand se situe à nouveau au centre, mais en penchant légèrement vers la gauche (et une plus grande intervention de l'État). De façon intéressante, les électorats de tous les partis flamands ont une position moyenne assez proche de ce centre

de gravité. Ceux qui s'en écartent le plus le font pour moins de 0,5 points sur une échelle de 11 points (0-10). Le centrisme est donc nettement dominant sur cette question.

À propos du rapport des immigrés non-occidentaux à leur culture d'origine et à la culture européenne, l'électorat flamand penche en revanche nettement vers la droite. La position moyenne est à 7, soit clairement du côté d'une logique d'abandon de la culture d'origine et d'adaptation à la culture européenne. Les électorats qui se distancient de cette position moyenne (autour de 7) sont ceux qui sont plus ouverts au maintien de la culture d'origine. C'est le cas pour les électorats de Groen et du PVDA.

Enfin, sur l'environnement, l'électeur flamand moyen est peu enthousiaste à donner une partie de son revenu pour financer la transition durable (3,88). Les écarts entre les électorats des différents partis sont toutefois marqués. En particulier, Groen a le seul électorat en faveur de cette idée. Les électorats du CD&V et de l'Open VLD ont une position moyenne proche du point central (5). En revanche, les électorats du PVDA, du SP.A, de la N-VA et du Vlaams Belang y sont nettement opposés.

4.2. L'électorat des partis francophones

Nous pouvons produire le même exercice pour les électorats des partis francophones. En ce qui concerne la répartition hommes-femmes, les écarts ne sont pas très importants entre les électorats (tableau 10). Tout au plus peut-on observer que les hommes sont un peu plus nombreux parmi les électeurs de Défi et du MR.

Les différences sont plus marquées quant au dernier diplôme obtenu. En particulier, au sein des électorats d'Ecolo, du MR, et dans une moindre mesure, du CDH et de Défi, les diplômés de l'enseignement supérieur sont plus nombreux que dans l'ensemble de l'échantillon francophone. À l'inverse, au sein des électorats du PS et du PTB, ce sont les diplômés du secondaire et du primaire qui sont plus nombreux que sur l'ensemble de l'échantillon.

Enfin, en ce qui concerne la pyramide des âges des électorats, les plus jeunes électeurs sont surreprésentés dans les électorats d'Ecolo et du PTB. Comme en Flandre, les Verts et, dans une moindre mesure, la gauche radicale, ont pu rajeunir leurs électorats à l'occasion du scrutin de 2019. Les 35-50 sont, quant à eux, surreprésentés dans les électorats du PTB, du PS et du CDH. Les 50-65 ans le sont dans l'électorat du PS. Enfin, les électeurs les plus âgés sont plus nombreux dans les électorats du CDH, du MR et de Défi que sur l'ensemble de notre échantillon. À l'inverse, on peut noter la très faible proportion des électeurs de plus de 65 ans dans l'électorat du PTB. Cela peut paraître sur-

prenant pour un parti ayant autant mis en avant la proposition de hausse de la pension minimale.

Tableau 10. Répartition selon le sexe, le niveau de diplôme et l'âge au sein des électorats des partis francophones

	CDH	Défi	Ecolo	MR	PS	PTB	Tous les électeurs francophones
Hommes	49,1	56,3	47,8	55,3	51,6	49,4	50,2
Femmes	50,9	43,7	52,2	44,7	48,4	50,6	49,8
Max. Diplôme primaire	0,9	1,3	0,7	1,5	2,3	3,3	1,9
Max. Diplôme secondaire	40,9	38,7	32,9	32,1	51,8	51,8	43,8
Max. Diplôme du supérieur	58,2	60,0	66,4	66,4	45,9	44,9	54,3
18-35 ans	24,5	21,2	31,5	22,2	23,4	29,1	25,6
35-50 ans	32,7	26,3	27,5	28,5	32,2	37,3	30,9
50-65 ans	26,4	33,3	29,8	32,7	35,3	30,3	32,0
65 ans et +	16,4	19,2	11,2	16,6	9,1	3,3	11,5

En ce qui concerne le positionnement politique des électorats des partis francophones, les scores moyens sur les mêmes quatre axes que pour les partis sont présentés dans le tableau 11. En ce qui concerne l'auto-positionnement gauche-droite, la position moyenne sur l'ensemble de l'électorat des partis francophones est parfaitement au centre (5,00). L'écart est, remarquons-le, finalement peu marqué avec l'électorat flamand (5,59). Si l'on revient du côté francophone, le parti à l'électorat le plus à droite est le MR (6,71). Les électeurs de Défi et du CDH s'auto-positionnent au centre. L'électorat d'Ecolo penche au centre-gauche (4,30). Enfin, ceux du PS et du PTB sont un peu plus nettement à gauche (3,65 et 3,62).

Les écarts sont en revanche moins nets quand on passe à la question sur le degré d'intervention de l'État dans l'économie. La position moyenne des électeurs francophones est clairement au centre gauche, pour une plus grande intervention de l'État dans l'économie (6,16). À nouveau, l'écart avec les électeurs flamands est limité (5,88). Entre électorats des partis francophones, les écarts sont très minimes.

Tableau 11. Attitudes politiques des électorats des partis francophones

	CDH	Défi	Ecolo	MR	PS	PTB	Tous électeurs francophones
Auto-positionnement gauche/droite (0-10).	5,36	5,35	4,30	6,71	3,65	3,62	5,00
Certaines personnes pensent que le gouvernement doit intervenir le moins possible dans l'économie, d'autres pensent que le gouvernement doit intervenir autant que possible dans l'économie (0-10).	6,34	5,96	6,16	6,42	6,42	6,12	6,16
Certains pensent que les immigrés non-occidentaux doivent pouvoir vivre en Europe tout en conservant leur culture d'origine. D'autres pensent que ces immigrés doivent s'adapter à la culture européenne.	6,71	7,56	6,71	7,64	6,76	6,61	7,08
Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec la proposition suivante ? : « Je donnerais une partie de mon revenu si j'étais certain que cela aiderait l'environnement ».	4,47	3,50	5,48	4,13	4,27	3,34	4,09

Sur la question relative à l'immigration, les électeurs francophones ne se démarquent pas non plus nettement de leurs concitoyens flamands. La position moyenne est pour une assimilation à la culture européenne pour les immigés non-occidentaux (7,08). Le parti qui penche le plus vers une assimilation à la

culture européenne est le MR (7,64), suivi de Défi. Mais les écarts entre les électorats des différents partis francophones sont faibles.

Enfin, sur la volonté de donner une partie de son revenu en faveur de la transition environnementale, les francophones rejoignent les flamands avec une position moyenne assez défavorable (4,09). Seul l'électorat d'Ecolo a une position moyenne en faveur de cette idée, mais de façon très modérée (5,48). Les autres électorats y sont nettement plus rétifs, en particulier au PTB et chez Défi.

5. Structure de l'ouvrage

Dans les chapitres qui vont suivre, les chercheurs du consortium interuniversitaire EOS Represent examinent donc différentes facettes des élections fédérales, régionales et européennes de 2019 sur la base des données d'enquête collectées au lendemain du scrutin. Pour commencer, Patrick van Erkel, Jonas Lefevere, Stefaan Walgrave, Isaïa Jennart, Anna Kern, Sofie Marien et Pierre Baudewyns analysent les mouvements d'électeurs entre 2014 et 2019, mais aussi au cours des dernières semaines de la campagne de 2019. Émilie van Haute, Ine Goovaerts, Sofie Marien et Anna Kern enchaînent ensuite en voyant dans quelle mesure le vote pour les deux grands vainqueurs des dernières élections, le Vlaams Belang et le PTB-PVDA, se définit comme un vote de protestation ou, au contraire, comme un vote d'adhésion idéologique aux propositions qui sont au cœur des programmes de ces partis. Dans la même logique d'une élection que beaucoup disent marquée par le vote protestataire, Jean-Benoit Pilet, Lisa Van Dijck, Thomas Legein et Sofie Marien tentent de voir dans quelle mesure les demandes de réforme de la démocratie représentative se trouvaient au cœur des préoccupations des électeurs de certains partis (chapitre 3).

Ces trois premiers chapitres visent donc à aborder de façon rigoureuse plusieurs lectures qui ont été proposées par les commentateurs politiques au lendemain du scrutin du 26 mai 2019. À partir de méthodologie scientifique sérieuse, ils confirment certaines clés de lecture déjà bien ancrées, mais ils en déconstruisent aussi d'autres.

Les cinq chapitres qui suivent s'inscrivent dans une autre logique, ils visent à mettre en lumière certaines dynamiques électorales jusqu'ici peu abordées pour décrypter les dernières élections fédérales, régionales et européennes.

Dans le chapitre 4, Stefaan Walgrave, Patrick van Erkel, Isaïa Jennart et Jonas Lefevere, Pierre Baudewyns étudient la situation particulière des électeurs qui n'ont pas une position claire sur les clivages qui structurent les paysages partisans en Belgique. En particulier, ils regardent les comportements électoraux des électeurs qui sont à droite socio-économiquement mais à gauche sur les questions de valeurs (immigration, choix de vie, environnement), ainsi que de ceux qui sont à gauche socio-économiquement mais à droite sur les valeurs sociétales. Il ressort de leurs analyses que c'est la saillance accordée aux enjeux structurants ces deux clivages qui déterminent vers quel parti vont s'orienter ces électeurs qui peuvent voter tant à gauche qu'à droite.

Les chapitres 5 et 6 offrent une grille de lecture des élections à partir des émotions des électeurs. Caroline Close et Émilie van Haute commencent par étudier quelles émotions définissent le rapport des Belges à la politique et au vote en 2019. Quant à eux, Patrick van Erkel et Emma Turkenburg examinent comment les électeurs des différents partis évaluent affectivement les citoyens qui choisissent de voter pour d'autres partis. Et ils font clairement ressortir l'existence d'un clivage gauche-droite basé autant sur l'affect que sur les enjeux idéologiques.

Les deux chapitres suivants proposent eux une lecture relationnelle des élections. Emilien Paulis étudie de quelle façon les électeurs et leurs amis proches se relient politiquement, et comment les similitudes ou les écarts qui peuvent exister entre amis autour de la politique semblent s'articuler aux comportements de vote (chapitre 7). De leur côté, Min Reuchamps, Lieven De Winter, Jérémy Dodeigne, Dave Sinardet et Peter Thijssen étudient comment le fait d'avoir des relations interpersonnelles entre citoyens belges des deux grandes communautés linguistiques peut affecter le vote (chapitre 8).

Ensuite, dans le chapitre 9, Laura Uyttendaele, Isaïa Jennart, David Talukder et Benoît Rihoux regardent comme les outils d'aide au vote (Stemtest/Test électoral) peuvent intervenir dans les choix posés par les électeurs. En particulier, ils regardent si de tells outils peuvent aider les électeurs à voter plus souvent pour un parti avec lequel ils sont largement d'accord sur le plan des propositions programmatiques. Enfin, Cal Le Gall, Virginie Van Ingelgom et Ramon van der Does clôturent l'ouvrage en se penchant sur les élections européennes, les grandes oubliées de l'analyse de ce scrutin. Ils regardent en particulier quels éléments et facteurs semblent différencier le vote pour ce scrutin des dynamiques à l'œuvre pour les votes au niveau fédéral et au niveau régional.

Chapitre 1
Des transferts de voix avant ou pendant la campagne ?

Une étude sur les transferts électoraux lors des élections de 2019 en Belgique

Patrick van Erkel
Jonas Lefevere
Stefaan Walgrave
Isaïa Jennart
Anna Kern
Sofie Marien
Pierre Baudewyns

Par rapport aux élections de 2014, nous avons constaté des changements substantiels dans les comportements de vote en Flandre et en Wallonie lors des élections de 2019. En Flandre, tous les partis traditionnels ont perdu des sièges, tandis que le Vlaams Belang, parti radical de droite, et, dans une moindre mesure, le PVDA, parti radical de gauche, ont obtenu un nombre important de sièges. La Wallonie a connu la même perte des partis traditionnels, avec le PTB de gauche radicale et les Verts d'Ecolo comme vainqueurs incontestables. D'un point de vue tant comparatif que longitudinal, ces changements substantiels ne sont pas surprenants. On suppose généralement que les électeurs sont de moins en moins fidèles aux partis. Alors que les électeurs avaient l'habitude de voter systématiquement pour le même parti toute leur vie, l'individualisation accrue entraîne un désalignement entre les électeurs et les partis ayant entraîné comme conséquence une plus grande volatilité dans le comportement de vote. En résumé, les préférences pour un parti étant devenues moins stables, on s'attend à ce que de plus en plus d'électeurs changent leur choix pour un parti entre les élections (Mair et Müller, 2004 ; McAllister, 2002 ; Pedersen, 1979). Si certains voient dans ce changement une indication que les électeurs sont devenus plus rationnels et pèsent consciemment leurs options (Van Der Meer, Elsas, Lubbe et Brug, 2015), d'autres considèrent plutôt dans cette volatilité accrue une indication de l'indécision. Les partisans de

cette dernière interprétation montrent, par exemple, que si certains électeurs passent d'un parti idéologiquement « proche » à un autre, d'autres parcourent de grandes distances dans l'espace idéologique, ce qui suggère que l'idéologie et les questions/enjeux politiques sont moins importants pour déterminer un changement de vote (Katz, Rattinger et Pedersen, 1997). Outre les questions normatives entourant les changements de comportement des électeurs, l'affirmation selon laquelle la volatilité augmente est de plus en plus nuancée par la recherche empirique. Bien qu'une tendance à la hausse soit visible, cette tendance générale masque des différences substantielles entre les pays. Par exemple, les systèmes multipartisans ont des niveaux de volatilité plus élevés que les systèmes bipartisans (Lachat, 2007), et plusieurs pays européens ont même vu une diminution de la volatilité au cours de la dernière décennie (Dassonneville and Hooghe, 2011).

Par rapport à ces autres résultats, la volatilité des élections belges présente un schéma plus irrégulier d'augmentation et de diminution lorsqu'on examine la volatilité « nette » via l'indice dit Pedersen. Dassonneville et Baudewyns (2014) examinent cet indice de Pedersen de 1961 à 2014, et constatent une légère tendance à la hausse au fil du temps, qui se caractérise toutefois par des pics et des creux importants, avec le score de volatilité nette le plus élevé en 2010 (17,6 en Flandre). Ceci dit, la volatilité nette ne donne qu'une indication des changements à un niveau agrégé car il masque les changements de comportement de vote au niveau individuel. Au niveau individuel, les données basées sur les élections récentes suggèrent qu'une partie substantielle de l'électorat change de parti entre les élections. En comparant les comportements de vote autodéclarés lors des élections actuelles et précédentes, Swyngedouw (2008) estime que 28,5 % des électeurs flamands ont changé de parti entre les élections fédérales de 2003 et 2007. Entre 2007-2009 et 2010-2014, environ quatre électeurs belges sur dix ont changé de parti (Dassonneville and Baudewyns, 2014 ; Walgrave, Lefevere and Hooghe, 2010).

C'est dans ce contexte que ce chapitre vise à répondre à trois questions concernant les élections de 2019 en Belgique. *Premièrement*, combien d'électeurs ont changé leur choix de vote, à la fois entre les élections de 2014 et 2019 et pendant les dernières semaines de la campagne ? *Deuxièmement*, entre quels partis ces électeurs ont-ils changé ? *Troisièmement*, quel est le profil de cet électeur en mutation ? Ce chapitre commence par compléter les analyses susmentionnées sur la volatilité nette avec une mise à jour de la période 2014-2019. Ensuite, nous utilisons les données de l'enquête RepResent pour étudier les changements individuels en Flandre et en Wallonie. Nous étudions les changements dans le comportement des électeurs entre les élections (2014-2019) ainsi qu'au cours de la campagne de 2019. En plus de ces analyses, nous présentons des données sur les électeurs indécis et les nouveaux électeurs.

Nous terminons par une analyse des caractéristiques de l'électeur « changeant » : quel type d'électeur est le plus enclin à changer de parti ?

1. Méthode

Nos analyses sont basées sur deux ensembles de données. *Tout d'abord*, pour l'analyse de la volatilité nette (l'indice Pedersen), nous utilisons les résultats officiels des élections (https://verkiezingen2019.belgium.be/nl). *Ensuite*, nous utilisons l'enquête RepResent (voir le chapitre d'introduction pour plus de détails). Trois questions de l'enquête sont au centre de nos analyses : les intentions de vote rétrospectives en 2014, les intentions de vote de la première vague en 2019 et les intentions de vote réelles déclarées en 2019 (deuxième vague). Le choix de vote rétrospectif aux élections de 2014 a été mesuré de la manière suivante : *« Pour quel parti avez-vous voté lors des précédentes élections nationales (en mai 2014) » ?* Les catégories de réponses étaient constituées des partis (Flandre : CD&V, Groen, N-VA, Open VLD, PVDA, SP.A, Vlaams Belang. Wallonie : cdH, Ecolo, Défi, PP, MR, PS, PTB), sinon, vote blanc ou nul, ne va pas voter, n'a pas encore le droit de voter, et « je ne me souviens pas ». L'intention de vote lors de la première vague a été mesurée par la question suivante : *« S'il y avait des élections fédérales pour la Chambre aujourd'hui, pour lequel des partis suivants voteriez-vous » ?* Les catégories de réponse étaient les suivantes : les différents partis, vote blanc ou nul, « je ne suis pas encore autorisé à voter » et « je ne sais pas ». Enfin, le choix de vote réel déclaré en 2019 a été mesuré en demandant aux répondants lors de la deuxième vague au lendemain de l'élection : *« Pour quel parti avez-vous voté lors des élections du 26 mai 2019 » ?* Les catégories de réponse étaient les suivantes : les partis, sinon, blanc ou nul, ne va pas voter, pas encore autorisé à voter, et « je ne me souviens pas ». Pour nos analyses, nous utilisons uniquement les répondants qui indiquent avoir voté pour un parti (à l'exception de « autre parti ») pour les trois questions. Cela donne 1470 répondants en Flandre et 860 répondants en Wallonie.

Pour l'analyse dans laquelle nous étudions le profil de l'électeur en évolution, nous utilisons également un certain nombre de questions supplémentaires qui sont disponibles dans l'enquête. Nous regroupons ces facteurs en quatre catégories (Dassonneville, 2012) : les facteurs socio-structurels, l'idéologie, la sophistication politique et l'aliénation/affection politique.

Les variables suivantes sont liées aux facteurs socio-structurels : Le sexe (« Quel est votre sexe », 1 = Homme, 2 = Femme), l'âge (« Quel est votre âge ? »), le niveau d'éducation [« Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé ? », 1 = Pas d'éducation ou éducation primaire, 2 = Éducation niveau moyen (catégorie de référence), 3 = Éducation niveau supérieur], et la classe sociale [1 = Inactif (catégorie de référence), 2 = Travailleur, 3 = Classe moyenne, 4 = Classe supérieure[1]]. (2) Les facteurs idéologiques consistent en une position gauche-droite *(en politique, les termes* « *gauche* » *et* « *droite* » *sont souvent utilisés. Pouvez-vous placer vos propres opinions sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie « à gauche », 5 signifie « au centre » et 10 signifie « à droite »),* la distance idéologique (un recodage de la question gauche-droite où 0 signifie « au centre » et 5 signifie une position « extrême » à gauche ou à droite), et la distance d'utilité, qui mesure la différence entre les deux partis les mieux notés par le répondant à la question d'utilité électorale (« *en Flandre/Wallonie, plusieurs partis politiques sont actifs. Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure il est probable que vous votiez pour les partis énumérés ci-dessous lors de futures élections »,* les réponses varient de 0 (très peu probable) à 10 (très probable). En d'autres termes, cette mesure indique dans quelle mesure le changement de comportement électoral est dû au fait que les électeurs ont plusieurs partis qui les placent sur un pied d'égalité. (3) La sophistication politique se compose des indicateurs suivants : connaissances politiques (une échelle de 0 à 6 basée sur des questions de connaissance factuelle, où un score plus élevé signifie plus de connaissances, alpha = 0,72), Intérêt politique *(« dans quelle mesure êtes-vous généralement intéressé par la politique »,* 0 = Totalement désintéressé, 10 = Très intéressé), participation politique (une échelle de 0 à 9, basée sur neuf formes de participation que les répondants peuvent ou non avoir faites. Des scores élevés indiquent une participation plus importante, alpha = 0,86) et une exposition à la campagne (une échelle de somme basée sur six éléments reflétant l'exposition aux différents médias de la campagne, alpha = 0,82). Nous mesurons la (dés)affection politique à l'aide de l'efficacité politique (échelle de somme basée sur huit éléments mesurant l'efficacité politique, alpha = 0,74) et de la confiance politique (échelle de somme basée sur des éléments de fierté mesurant la confiance dans les partis politiques, le parlement fédéral, les politiciens et l'Union européenne, alpha = 0,93).

---

[1] Basé sur l'activité principale de la personne interrogée. Inactif = retraité, chômeur, étudiant ou homme au foyer. Travailleur = travailleur non qualifié. Classe moyenne = travailleur qualifié, travailleur indépendant, employé de bureau. Classe supérieure = profession libérale (médecin, avocat...) ou poste de direction.

2. Volatilité nette 2014-2019

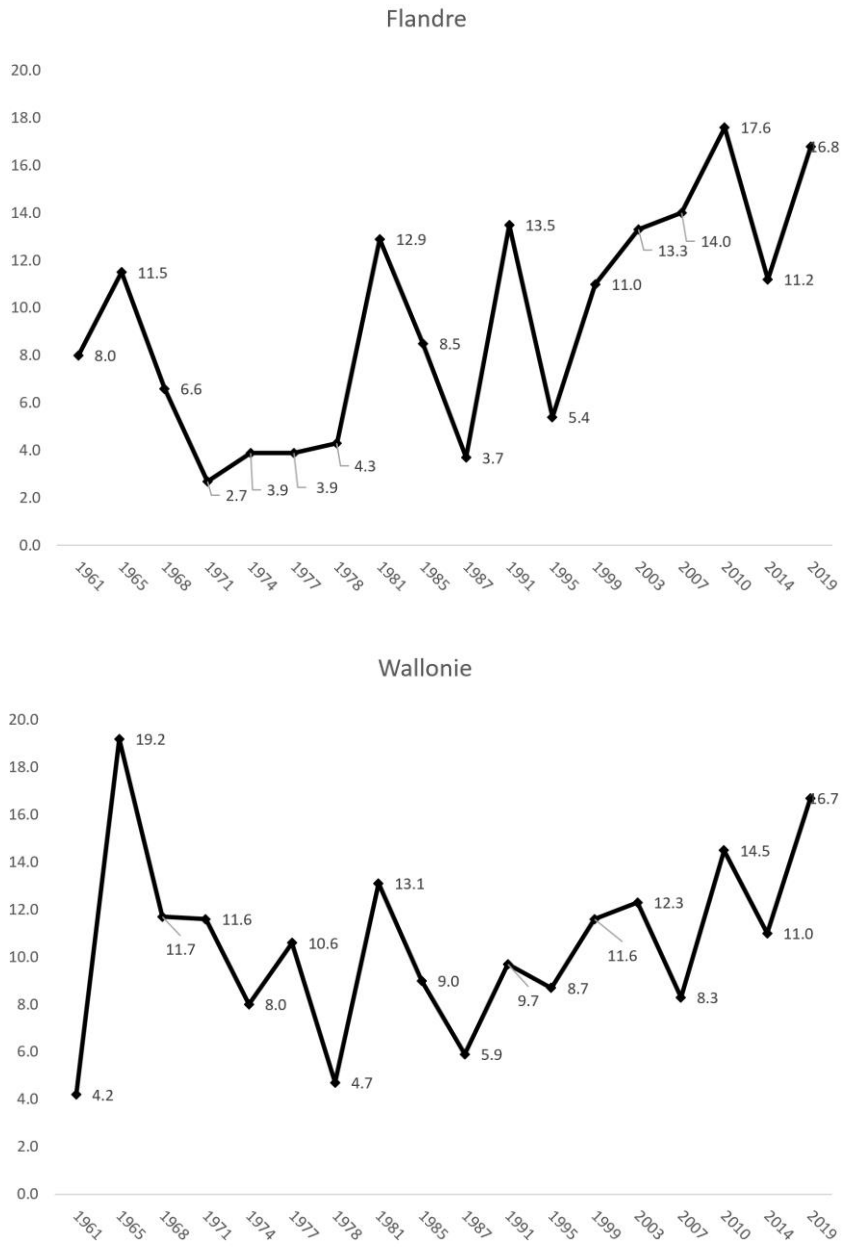
Pour avoir une idée de la volatilité agrégée en Flandre et en Wallonie, le tableau 1.1 donne un aperçu des résultats des élections au niveau fédéral pour les deux régions en 2014 et 2019. Le tableau indique le score de chaque parti en 2014 et 2019, ainsi que la différence entre les deux élections.

Tableau 1.1. Mouvements électoraux nets entre les élections fédérales de 2014 et 2019 (résultats officiels)

Flandre				*Wallonie*			
Parti	2014	2019	Δ (différence)	Parti	2014	2019	Δ (différence)
CD&V	18,5 %	14,2 %	-4,3	CDH	14,0 %	10,7 %	-3,3
Groen	8,6 %	9,8 %	1,2	Défi (FDF)	2,4 %	4,1 %	1,7
N-VA	32,4 %	25,5 %	-6,9	Ecolo	8,2 %	14,9 %	6,7
Open VLD	15,5 %	13,5 %	-2,0	MR	25,8 %	20,5 %	-5,3
PVDA	2,8 %	5,6 %	2,8	PP	4,5 %	3,2 %	-1,3
SP.A	14,0 %	10,8 %	-3,2	PS	32,0 %	26,1 %	-5,9
VB	5,8 %	18,7 %	12,9	PTB	5,5 %	13,8 %	8,3
Autres	2,2 %	1,9 %	-0,3	Autres	7,6 %	6,7 %	-0,9
Volatilité nette			**16,8**	Volatilité nette			**16,7**

Sur la base des différences entre les actions avec droit de vote entre 2014 et 2019, nous avons calculé l'indice Pedersen, qui est une mesure commune de la volatilité nette. Cet indice a été créé en additionnant la somme des différences absolues entre les actions avec droit de vote entre 2014 et 2019 et en la divisant par deux (Pedersen, 1979). Plus l'indice Pedersen est élevé, plus la volatilité est grande entre deux élections. Si l'on considère le pays dans son ensemble, ces élections ont été historiquement les plus volatiles, avec 2010 en deuxième position (un score de volatilité de 14,9). En examinant les régions séparément, nous constatons des scores de volatilité de 16,8 en Flandre et de 16,7 en Wallonie, ce qui est historiquement très élevé.

Figure 1.1. Volatilité nette en Flandre et en Wallonie, 1961-2019



Source : Deschouwer (2009), Dassonneville et Baudewyns (2014).

Pour mettre cela en perspective, la figure 1.1 fournit une représentation graphique du score de volatilité nette de 1961 à 2019. En Flandre, seules les élections de 2010 ont été encore plus volatiles avec un score de 17,6, mais ces élections ont été appelées « élections éclair » suite à la chute du gouvernement fédéral. Pour la Wallonie, il faut remonter jusqu'en 1965 pour trouver des élections plus volatiles (score de volatilité de 19,2). En résumé, les élections de 2019 ont été marquées par des changements de vote historiquement importants d'un parti à l'autre. Cependant, ces changements ne font que montrer les parties qui ont gagné et perdu, ce qui peut masquer des changements importants entre les parties. Dans la section suivante, nous examinons donc plus en détail les flux d'électeurs en provenance et à destination des différents partis.

3. Changements entre les élections de 2014 et 2019

Bien que la volatilité nette montre qu'un grand pourcentage d'électeurs a changé de parti entre 2014 et 2019, le pourcentage réel d'électeurs ayant changé de parti est probablement beaucoup plus élevé. Pour donner un exemple, si 1 000 électeurs sont passés du parti x au parti y et 1 000 autres électeurs sont passés du parti y au parti x, ces électeurs ne seront pas pris en compte dans l'indice Pedersen. Les scores nets de volatilité sous-estiment donc la proportion réelle d'électeurs qui ont changé de parti. Par conséquent, afin de mieux comprendre dans quelle mesure les électeurs ont effectivement changé de parti, nous devons examiner les mouvements des individus.

Parmi les électeurs qui ont déclaré avoir voté pour un parti en 2014 et 2019, 32,2 % des électeurs flamands et 31,6 % des électeurs wallons ont changé de parti. En d'autres termes, près d'un électeur sur trois a changé de parti entre ces deux élections, et ce chiffre est presque identique en Flandre et en Wallonie. Notez que cette approche est doit être relativisée. Nous interrogerons les électeurs en 2019 sur leur comportement de vote en 2014, cinq ans plus tard. Sur de telles questions de rappel, les répondants sont plus enclins à renoncer à leur préférence actuelle pour un parti afin de paraître cohérents (van Elsas, Miltenburg and Van Der Meer, 2016). La proportion réelle d'électeurs qui ont changé de parti est donc probablement encore plus élevée.

En examinant les électeurs qui ont changé de parti, nous examinons dans quelle mesure les partis ont perdu des électeurs qui ont voté pour eux en 2014 et dans quelle mesure les partis ont gagné des électeurs qui ont voté pour un autre parti en 2019. C'est ce que montrent les figures 1.2 et 1.3. Le panneau de gauche (barres bleues) indique le pourcentage de l'électorat de ce parti en 2014 qui est allé à un autre parti en 2019. Le panneau de droite (barres orange) indique le pourcentage d'électeurs qui ont voté pour ce parti en 2019, mais qui ont voté pour un autre parti en 2014. Comme la base sur laquelle les pour-

centages sont calculés est différente pour le panel de gauche et celui de droite – la gauche représente la taille de l'électorat en 2014, la droite représente la taille de l'électorat en 2019 – nous ne pouvons pas soustraire ces chiffres directement les uns des autres pour calculer le bénéfice ou la perte nette. Néanmoins, ce chiffre nous donne une meilleure idée de la mesure dans laquelle les partis ont réussi à conserver ou à perdre leurs électeurs de 2014, et de la mesure dans laquelle ils ont réussi à attirer des électeurs d'autres partis en 2019.

Figure 1.2. Pourcentage d'électeurs que chaque parti a gagné et perdu entre les élections – Flandre, N=1470

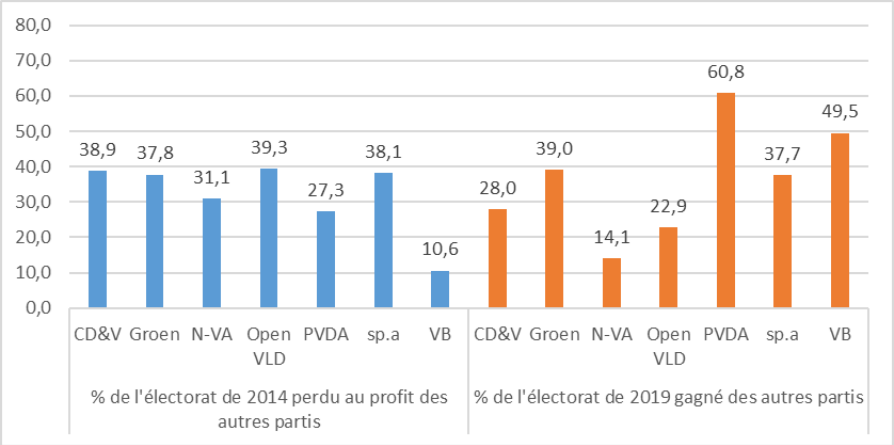
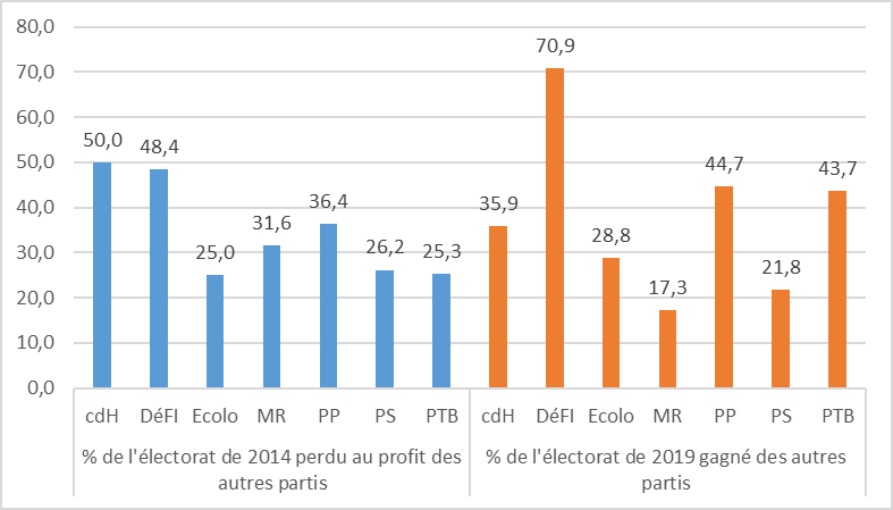


Figure 1.3. Pourcentage d'électeurs que chaque parti a gagné et perdu entre les élections – Wallonie, N=860



Les partis du gouvernement flamand – CD&V, Open VLD et N-VA – n'ont pas systématiquement perdu plus d'électeurs que les partis d'opposition, en particulier les Verts et le SP.A La N-VA a même réussi à conserver ses électeurs de 2014 que les autres partis traditionnels (68,9 % ; 31,1 % ont quitté le parti). Cependant, les partis au pouvoir ont relativement moins bien réussi à gagner des électeurs des autres partis. Dans le cas de la N-VA, seulement 14 % de son électorat a voté pour un autre parti en 2014. Pour l'Open VLD et le CD&V, ces chiffres étaient respectivement de 22,9 % et 28,0 %. Si l'on compare avec les partis d'opposition, on constate que le pourcentage d'électeurs entrants parmi eux est systématiquement plus élevé. Groen et SP.A ont réussi à attirer un pourcentage relativement important de leur électorat d'autres partis en 2019, bien que nous devions être quelque peu prudents dans nos conclusions concernant SP.A et Groen, car notre échantillon sous-estime légèrement leurs pertes et profits respectifs. Si nous regardons le Vlaams Belang et le PVDA, nous voyons qu'ils ont été les vainqueurs incontestables. Le succès du PVDA s'explique principalement par sa capacité à attirer des électeurs d'autres partis. Le succès du Vlaams Belang s'explique par le fait que, d'une part, il a pu conserver 89 % de ses électeurs en 2014 – cela peut s'expliquer par le fait qu'après plusieurs défaites électorales, le parti a dû se rabattre sur son noyau d'électeurs en 2014 – tandis que, d'autre part, il a pu attirer de nombreux nouveaux électeurs d'autres partis (mais relativement moins que le

PVDA). Près de la moitié de l'électorat du VB en 2019 a voté pour un autre parti en 2014.

Si nous regardons la Wallonie, nous pouvons voir que la situation est différente sur certains points. Le parti au pouvoir au niveau fédéral, le MR, a clairement perdu des électeurs, mais il en va de même pour les deux autres partis traditionnels, le cdH et dans une moindre mesure le PS. Le Défi a connu une forte volatilité. Le parti a perdu près de 50 % de ses électeurs, mais a pu en attirer encore plus, de sorte que ces flux s'annulent en partie et que le parti a même réussi à gagner. Mais le vainqueur incontestable est le PTB. Si l'on considère les flux bruts, le parti a perdu 25 % de ses électeurs en 2014, mais il a gagné plus de 40 % de son électorat auprès d'autres partis. Nos données ne semblent pas prédire la victoire d'Ecolo et la perte du PP également. Pour Ecolo, par exemple, les flux entrants et sortants semblent équilibrés. Bien que cela soit dû en partie au fait que les entrées et les sorties sont calculées sur la base d'un autre n, nous sous-estimons toujours la victoire d'Ecolo si nous la convertissons en actions avec droit de vote. Nous sous-estimons aussi légèrement la perte de PS. Cela signifie que nous devons être un peu plus prudents dans nos conclusions pour ces partis. Notez que si nous utilisons des poids, nos conclusions sur le paysage partisan wallon changent légèrement[2].

Nous pouvons examiner ces flux plus en détail en étudiant les mouvements des électeurs entre les différents partis. Le tableau 1.2 montre le mouvement des électeurs flamands dans notre échantillon au cours de la période 2014-2019. La figure 1.4 donne une présentation graphique des mêmes flux : à gauche, nous voyons l'électorat du parti en 2014, qui s'adresse à différents partis en 2019. À titre d'exemple, le tableau montre que 113 de nos répondants – environ 61 % de l'électorat en 2014 – sont restés fidèles au CD&V ; 17 répondants (environ 9,2 % de l'électorat du CD&V en 2014) sont passés du CD&V à la N-VA en 2019, tandis que 22 répondants (environ 4 % de l'électorat de la N-VA en 2014) sont passés de la N-VA en 2014 au CD&V en 2019. La figure 1.4 le montre graphiquement : nous voyons un flux important (113 répondants) passant de CD&V en 2014 à CD&V en 2019, mais aussi 4 autres flux qui se sont séparés vers N-VA, Open VLD, VB et SP.A CD&V a eu un flux entrant d'électeurs N-VA, mais pas assez pour compenser son flux sortant. Il est important de souligner que même si nous travaillons avec un grand échantillon, il s'agit souvent d'un petit nombre de répondants. Cela s'explique par le fait qu'il existe de nombreux partis vers lesquels les électeurs peuvent potentiellement migrer ; il en résulte un petit nombre de répondants pour les flux spécifiques d'un parti à l'autre (alors que la plupart des électeurs ne changent pas du tout). C'est pourquoi nous devons être prudents dans l'in-

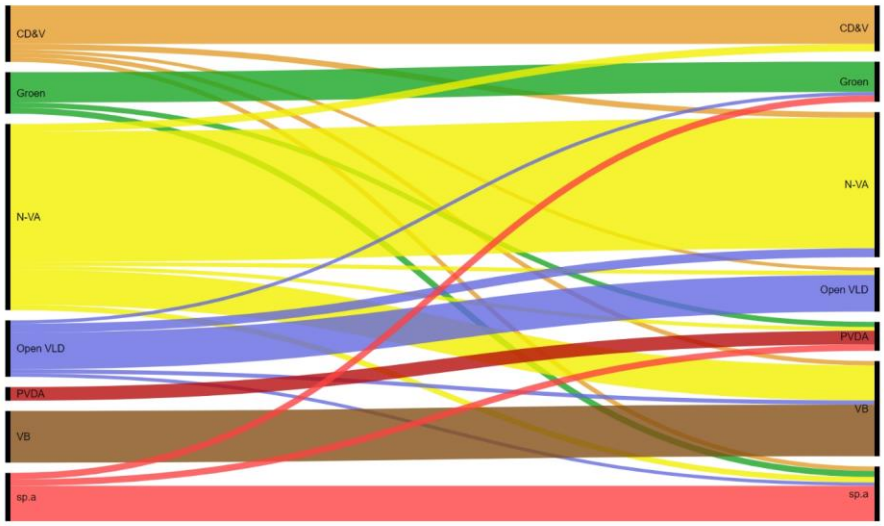
[2] Pour la cdH et la Défi, les flux sortants sont plus faibles si l'on pondère les données.

terprétation, et dans le tableau 1.2 et la figure 1.4, nous ne présentons que les flux de plus de 10 répondants.

Tableau 1.2. Évolution du nombre d'électeurs entre 2014 et 2019 – Flandre, N=1470

	CD&V		Groen		N-VA		Open VLD		PVDA		SP.A		VB	
CD&V	**113**					↗17		↗10				↗13		↗13
					↙22									
Groen			**89**							↗15		↗18		
							↙10				↙19			
N-VA		↗22			**384**			↗12		↗11				↗103
	↙17						↙26							
Open VLD				↗10		↗26	**108**					↗10		↗12
	↙10				↙12									
PVDA									**40**					
			↙15		↙11						↙19			
SP.A				↗19						↗19	**104**			
	↙13		↙18		↙16		↙10							
VB													**152**	
	↙13				↙103		↙12							

Figure 1.4. Évolution du nombre d'électeurs entre 2014 (gauche) et 2019 (droite) – Flandre, N=1470



Tant le tableau 1.2 que la figure 1.4 l'indiquent clairement ; le mouvement d'électeurs de loin le plus important est le passage de la N-VA en 2014 vers le Vlaams Belang en 2019. La N-VA a perdu 18,5 % de ses électeurs en 2014 au profit du Vlaams Belang. Pour le Vlaams Belang, cela représente près d'un tiers de ses électeurs en 2019 (32,4 %). Le Vlaams Belang a également réussi à attirer les électeurs des autres partis au pouvoir, mais dans une moindre mesure. 4,3 % de l'électorat du Vlaams Belang en 2019 (13 répondants) provenaient du CD&V, tandis que 4 % (12 répondants) provenaient de l'Open VLD. Le succès du Vlaams Belang s'explique donc par le fait que, d'une part, il a réussi à conserver son électorat de 2014, mais que, d'autre part, il a réussi à attirer des électeurs des partis au pouvoir, en particulier la N-VA[3]. Plus généralement, les partis de la coalition CD&V, Open VLD et N-VA semblent perdre beaucoup d'électeurs les uns par rapport aux autres et en gagner les uns des autres : à l'exception d'un cas (Open VLD à CD&V), tous les flux entre les anciens partis de la coalition ont été substantiels (plus de 10 répondants), bien que pour le CD&V le flux soit clairement supérieur au nombre d'électeurs qu'il a réussi à gagner auprès de ses anciens partenaires de la coalition.

Alors que le Vlaams Belang a principalement gagné des électeurs des (anciens) partis gouvernementaux, nous constatons que l'autre gagnant des élections, le PVDA, a gagné des électeurs d'un groupe de partis divers. Le parti a réussi à « voler » les votes des côtés gauche et droit de l'éventail politique : 18,6 % (19 répondants) et 14,7 % (15 répondants) de l'électorat du PVDA en 2019 provenaient de SP.A et de Groen. Mais le PVDA a également gagné des électeurs de la N-VA : environ 10,8 % (11 personnes interrogées) de l'électorat du PVDA de 2019 ont voté pour la N-VA en 2014.

Enfin, nous observons une dynamique intéressante du côté gauche du spectre politique : les électeurs Verts et SP.A. ont alterné, mais il semble que les électeurs Verts en particulier aient perdu contre le PVDA. Les électeurs que Green a réussi à attirer des socialistes ont été en partie détruits par les pertes de la gauche radicale. Toutefois, lorsque l'on examine les analyses pondérées, on constate que, bien que toujours présents, ces flux sont inférieurs aux 10 répondants et ne sont donc pas robustes.

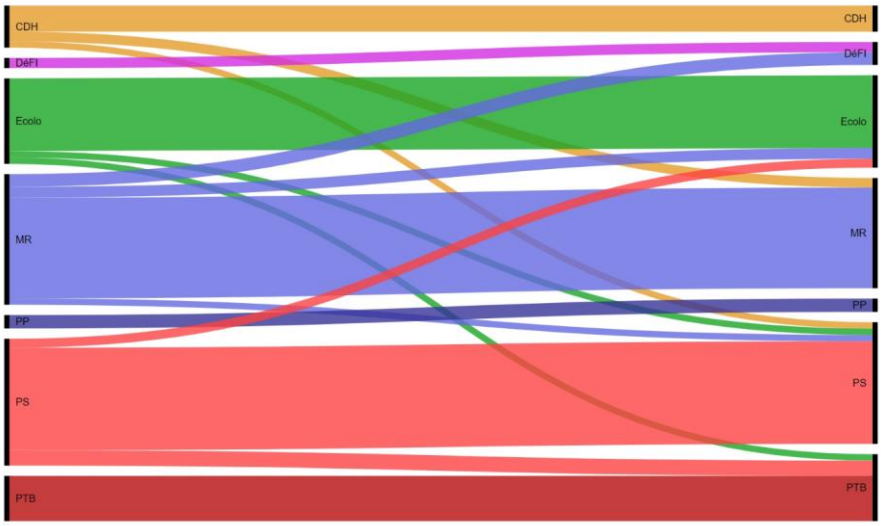
---

[3] Notez que bien que nous ne voyions pas de mouvement substantiel du Vert au Vlaams Belang dans l'analyse non pondérée, nous voyons un mouvement de plus de 10 répondants dans l'analyse pondérée. Cependant, étant donné que ce résultat n'est pas robuste dans les différentes analyses, ce mouvement semble plutôt limité.

Tableau 1.3. Évolution du nombre d'électeurs en 2014 et 2019 – Wallonie, N=860

	cdH	Défi	Ecolo	MR	PP	PS	PTB
cdH	**41**			↗15		↗10	
Défi		**16**					
				↙20			
Ecolo			**114**			↗10	↗10
				↙17		↙14	
MR		↗20	↗17	**158**		↗10	
	↙15						
PP					**21**		
PS			↗14			**161**	↗24
	↙10		↙10	↙10			
PTB							**71**
			↙10			↙24	

Figure 1.5. Évolution du nombre d'électeurs entre 2014 (à gauche) et 2019 (à droite) – Wallonie, N=860



Le tableau 1.3 et la figure 1.5 montrent l'évolution des électeurs entre 2014 et 2019 en Wallonie. Quelques éléments ressortent. Tout d'abord, nous constatons que contrairement à son homologue flamand, le PVDA, l'arrivée du PTB, parti de gauche radical, se limite à la gauche de l'échiquier politique. Respectivement 19 % (24 répondants) et 7,9 % (10 répondants) de l'électorat

du PTB en 2019 ont voté en faveur du PS et de l'Ecolo en 2014 [Ces résultats doivent être interprétés avec une certaine prudence, car le flux est inférieur à 10 avec l'ensemble des données pondérées. Lorsque nous pesons les données, nous constatons également un mouvement de MR à PTB]. Deuxièmement, Ecolo a gagné la plupart de ses électeurs du MR et du PS. Respectivement 10,6 % (17 répondants) et 8,8 % (14 répondants) de l'électorat Ecolo en 2019 ont voté pour le MR et le PS en 2014. Troisièmement, nous constatons que le MR a perdu ses électeurs au profit d'un large groupe de partis. Un flux important est passé du MR au Défi ; 8,7 % de l'électorat du MR en 2014. Étant donné l'histoire entre MR et le FDF de Maingain, ce n'est pas une grande surprise[4]. D'autre part, le MR a également perdu des électeurs au profit d'Ecolo et du PS, respectivement 7,4 % et 4,3 %.

4. Les élections pendant la campagne de 2019

Jusqu'à présent, nous nous sommes concentrés sur les changements entre les élections de 2014 et 2019. Cependant, l'enquête RepResent a interrogé les répondants à deux reprises. Une première fois (au moins) trois semaines avant les élections et une deuxième fois immédiatement après les élections. Cela nous permet de faire une comparaison entre la préférence déclarée des répondants pendant la campagne et leur comportement de vote réel. Cela permet de comprendre dans quelle mesure les citoyens ont modifié leurs préférences pendant la campagne et comment les partis l'ont fait pendant la campagne qui a été courte.

Environ un répondant sur cinq a changé de parti pendant la campagne en Flandre (20,8 %) et en Wallonie (21,6 %). À titre de comparaison, en 2009, 25,0 % des électeurs ont changé pendant la campagne. Bien que cela indique que la campagne est importante, étant donné qu'un électeur sur cinq a changé son vote au cours de cette période, il est nettement inférieur au nombre d'électeurs ayant changé entre 2014 et 2019. Cela se confirme lorsque nous demandons à nos répondants quand ils ont décidé pour qui ils allaient voter : 61,2 % des électeurs flamands et 54,9 % des électeurs wallons avaient déjà décidé pour qui ils allaient voter avant le début de la campagne. En bref, nos données suggèrent que les principaux changements sont intervenus avant, et non pendant, la campagne. D'autre part, les analyses dont nous parlerons plus loin montrent que cela ne s'applique pas toujours aux flux d'électeurs entre des partis spécifiques.

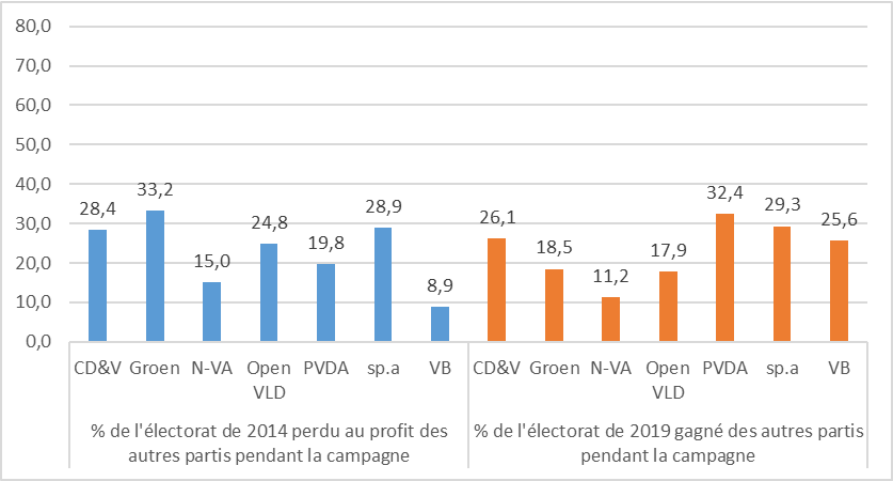
Si nous nous concentrons sur les électeurs qui ont changé pendant la campagne, nous avons une idée des partis qui ont « perdu » pendant les trois der-

---

4 Notez que lorsque l'on repondère le comportement de vote, le flux est sensiblement plus faible.

nières semaines de la campagne et de ceux qui ont « gagné ». La figure 1.6 montre le changement au sein de la campagne pour la Flandre. Le panneau de gauche (barres bleues) indique par parti le pourcentage d'électeurs qui avaient l'intention de voter pour ce parti, mais qui ont finalement choisi un autre parti. Il s'agit du pourcentage d'électeurs virtuels que le parti a « perdu » pendant la courte campagne. Le panneau de droite (barres orange) indique le pourcentage d'électeurs qui ont finalement voté pour le parti lors des élections, mais qui envisageaient toujours de voter pour un autre parti au début de la campagne. Il s'agit donc du pourcentage d'électeurs que le parti a « gagné » pendant la courte campagne. Là encore, nous ne pouvons pas simplement soustraire ces pourcentages afin de calculer le bénéfice ou la perte « net », car la base sur laquelle les pourcentages sont calculés est différente pour le panel de gauche (le nombre d'électeurs qui voteraient pour le parti x au début de la campagne) et le panel de droite (le nombre d'électeurs qui ont finalement voté pour le parti x). Néanmoins, ce chiffre nous donne un aperçu de la mesure dans laquelle les partis ont perdu des électeurs pendant la campagne, ou ont réussi à en gagner au cours de ces dernières semaines.

Figure 1.6. Pourcentage d'électeurs ayant perdu (gauche) ou gagné (droite) chaque parti pendant la campagne – Flandre, N=1470



Quelques éléments ressortent. Tout d'abord, le chiffre montre que Groen, en particulier, a perdu des électeurs potentiels au cours des trois dernières semaines. Environ un tiers (33,2 %) des électeurs qui voteraient encore pour les Verts pendant la campagne ont fini par voter pour un autre parti. Bien que nous ne puissions pas les comparer directement en raison de la différence de pourcentage, l'écart entre les flux entrants (18,5 %) et sortants (33,2 %) est le plus important pour les Verts. Cela suggère que c'est le parti qui a le plus « souffert » de la courte campagne. De plus, il s'agit également d'un renversement de tendance si on le compare au mouvement des électeurs entre 2014 et le début de la campagne (pas dans le graphique), où les Verts ont réussi à gagner plus d'électeurs (34,3 %) qu'à en perdre (18,2 %). Cela montre que les Verts ont réussi à attirer un grand nombre d'électeurs entre 2014 et le début de la campagne, mais qu'ils ont ensuite perdu une partie de leurs électeurs potentiels pendant la campagne. Sans une analyse systématique de la campagne des Verts et des interactions entre les Verts et les autres partis, il est difficile de dire que les Verts ont mené une « mauvaise » campagne, mais il est vrai que leur campagne n'a pas réussi à retenir l'électeur vert.

Deuxièmement, le chiffre montre que la perte de la N-VA ne s'est pas produite pendant la campagne. Les deux barres, la barre des profits et la barre des pertes, sont remarquablement petites pour la N-VA. Si l'on tient compte de la différence de pourcentage, la différence entre les entrées et les sorties semble faible pour la N-VA. Cela montre que la N-VA a perdu la plupart des électeurs avant la campagne et non pendant la campagne. Si l'on examine plus en détail le flux d'électeurs de la N-VA (pas dans le graphique), on constate que 70 % des électeurs qui ont voté pour la N-VA en 2014 mais ont voté pour un autre parti en 2019 ont indiqué qu'ils voteraient pour un autre parti avant même le début de la campagne.

Troisièmement, le chiffre montre que le PVDA et le Vlaams Belang ont obtenu les meilleurs résultats pendant la campagne. Pour les deux partis, l'afflux d'électeurs est sensiblement plus élevé que leur départ, et surtout pour le Vlaams Belang (8,9 % de départ contre 25,6 % d'afflux[5]). D'autre part, si l'on compare ces résultats avec les électeurs qui ont changé entre 2014 et 2019 (figure 1.2), on constate que le nombre d'électeurs qui ont changé de parti pendant la campagne est nettement inférieur. Pour être plus précis : 51 % des électeurs qui ont voté pour un autre parti en 2014, et qui ont voté pour le VB en 2019, l'avaient déjà décidé avant la campagne. En ce sens, notre conclusion est que ces partis étaient déjà dans une tendance à la hausse avant la campagne,

[5] Notez que nous devons interpréter les résultats pour le PVDA avec une certaine prudence, car l'analyse pondérée montre un flux entrant et un flux sortant plutôt équilibrés.

et qu'ils ont pu poursuivre cette tendance au cours des trois dernières semaines.

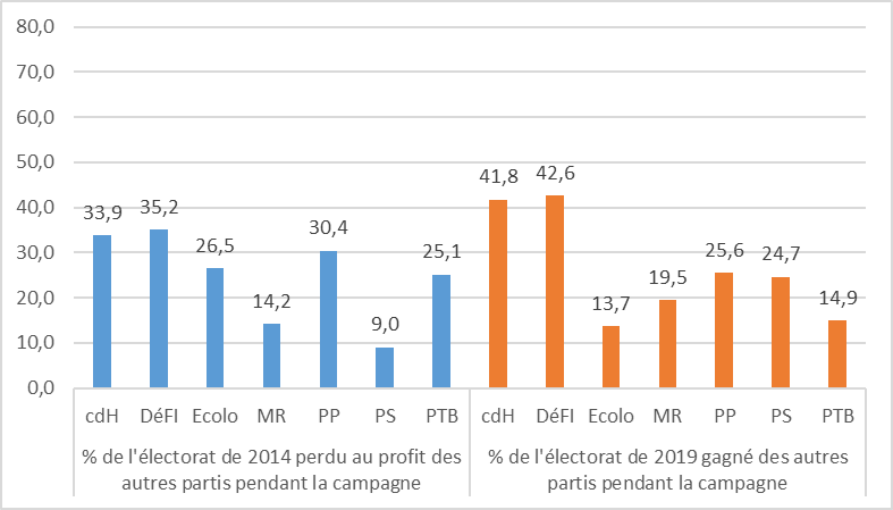
En résumé, nous pouvons conclure que la campagne flamande a principalement confirmé les tendances déjà existantes – le profit du Vlaams Belang (et du PVDA), et la perte de la N-VA. Les Verts font exception à cette règle, car ils ont bien travaillé pendant la campagne, mais ont ensuite perdu un grand nombre d'électeurs potentiels au profit d'autres partis pendant la campagne.

La figure 1.7 montre les changements de campagne pour la Wallonie. Les tendances des changements entre 2014 et 2019 sont maintenues dans une certaine mesure : Défi a connu de grands changements à la fois dans les entrées et les sorties[6]. Néanmoins, nous constatons des différences tout aussi importantes entre les tendances à long et à court terme. Cela semble être la principale différence entre les campagnes flamande et wallonne : là où l'on trouve des dynamiques à long et à court terme largement similaires en Flandre (à l'exception des Verts), ce n'est pas le cas en Wallonie. Certainement du côté gauche du spectre politique, nous voyons que les changements pendant la courte campagne ont commencé à l'encontre des tendances à long terme. Par exemple, nous voyons que la campagne, a été plutôt un frein pour le vainqueur des élections, le PTB : si l'on regarde les changements à court terme, le PTB a perdu un certain nombre d'électeurs virtuels, alors que seul un petit pourcentage de l'électorat de 2019 a été gagné pendant la campagne. Le PTB aurait gagné encore plus sans cette campagne. Ecolo a constaté un schéma similaire à court terme, à savoir un flux sortant plus important que le flux entrant, bien que nous devions être un peu plus prudents avec cette interprétation, car notre échantillon semble moins bien prédire les flux à destination et en provenance d'Ecolo. Pour le PS, nous voyons une image inverse : alors que les flux étaient à peu près les mêmes lorsqu'on regarde les changements entre 2014 et 2019, nous voyons ici dans les mouvements intra-campagne que le PS a eu une campagne assez réussie, avec un flux d'entrée sensiblement plus élevé. Cependant, nous devons également être prudents dans nos conclusions, y compris pour la PS.

---

[6] Notez que dans l'analyse pondérée, la perte du Défi pendant la campagne est légèrement plus élevée.

Figure 1.7. Pourcentage d'électeurs ayant perdu (gauche) ou gagné (droite) chaque parti pendant la campagne – Wallonie, N=860



Au MR, nous constatons également que le parti a subi des pertes si nous regardons la période 2014-2019, mais que pendant la campagne, il a réussi à attirer plus d'électeurs qu'il n'en a perdu. De plus, le cdH a plus d'entrées que de sorties[7]. En bref, nous constatons que bien que le PTB et Ecolo aient gagné à long terme (2014-2019), ils ont perdu des électeurs au cours des dernières semaines de la campagne. Les partis traditionnels PS, et dans une moindre mesure le cdH et le MR, semblent avoir le plus profité de cette situation. Leurs campagnes ont eu plus de succès. Sans cette « courte » campagne, l'attraction de la gauche en Wallonie aurait été encore plus forte.

Afin de donner une image plus détaillée des partis entre lesquels les électeurs ont changé pendant la courte campagne, le tableau 1.4 et la figure 1.8 montrent les flux d'électeurs entre les partis pendant celle-ci. Une fois de plus, nous constatons que le plus grand mouvement du côté flamand est le flux de la N-VA vers le Vlaams Belang. 37 personnes interrogées avaient initialement prévu de voter pour la N-VA au début de la courte campagne, mais ont finalement choisi le Vlaams Belang. Cela représente environ 12,3 % de l'électorat final du Vlaams Belang. Bien que cela montre qu'une partie substantielle des électeurs a changé pendant la courte campagne, cela ne peut pas être comparé au

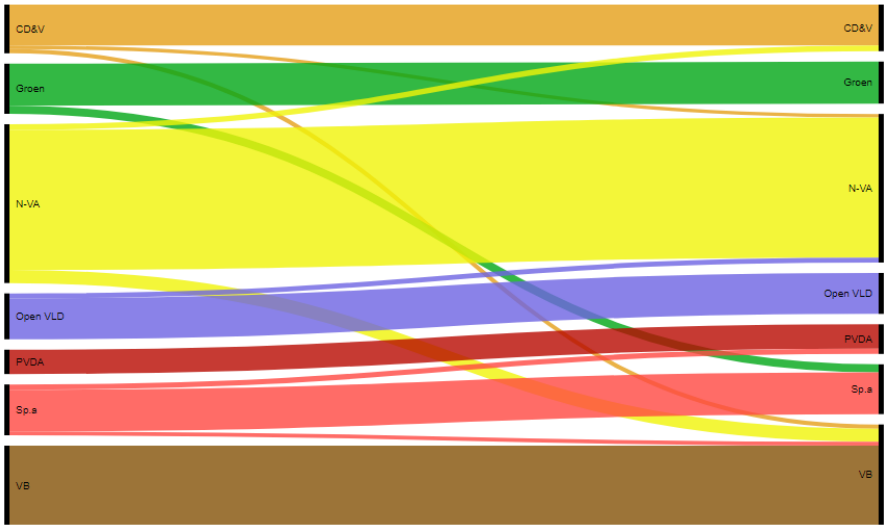
[7] Notez que pour le cdH, ce résultat doit être interprété avec une certaine prudence, car il n'est pas entièrement étayé par l'ensemble de données pondérées. Dans l'analyse pondérée, le cdH ne perd qu'un faible pourcentage d'électeurs potentiels.

flux beaucoup plus important de N-VA vers le Vlaams Belang que nous avons vu entre 2014 et 2019. En d'autres termes : la tendance de la campagne était déjà que les électeurs de la N-VA perdent contre le Vlaams Belang. Si l'on se concentre sur les 103 électeurs qui sont passés de la N-VA au Vlaams Belang entre 2014 et 2019, on constate que 56,3 % avaient déjà pris cette décision avant le début de la campagne. En ce sens, la campagne n'a fait que poursuivre la tendance existante. Dans ce chapitre, nous n'entrerons pas dans le détail de la sociologie de ces électeurs. Toutefois, un premier coup d'œil aux données montre que pour ceux qui sont passés de la N-VA au Vlaams Belang entre 2014 et 2019, l'immigration a été particulièrement importante. Plus de 80 % de ces répondants ont indiqué que l'immigration était un thème important pour eux, ce qui est nettement supérieur à la moyenne des répondants flamands (43 %). Il est parfois suggéré que la réforme de l'État était une considération importante, mais cela n'est pas confirmé par nos données : seuls 2 % de ces électeurs ont indiqué que la réforme de l'État était un thème important pour eux.

Tableau 1.4. Évolution du nombre d'électeurs entre le début de la campagne et le vote effectif – Flandre, N=1470

	CD&V		Groen		N-VA		Open VLD		PVDA		SP.A		VB	
CD&V	**116**					↗10								↗12
					↙16									
Groen			**119**									↗23		
							↙4							
N-VA		↗16			**397**									↗37
	↙10						↙14							
Open VLD						↗14	**115**							
PVDA									**69**					
											↙15			
SP.A										↗15	**118**			↗11
			↙23											
VB													**224**	
	↙12				↙37						↙11			

Figure 1.8. Évolution du nombre d'électeurs entre le début de la campagne (à gauche) et le vote final – Flandre, N=1470



Un autre flux d'électeurs intéressant se produit du côté gauche du spectre politique. La figure 1.8 montre que les Verts ont perdu des électeurs au profit de la SP.A au cours de la campagne. Environ 12,9 % des électeurs qui voteraient encore pour les Verts au début de la courte campagne ont finalement opté pour la SP.A. Cependant, cela n'a pas entraîné de profit pour la SP.A, car celle-ci a à son tour perdu environ 9 % de ses électeurs potentiels au profit de la PVDA[8]. L'afflux d'électeurs verts dans le PVDA a donc été compensé par l'afflux d'électeurs SP.A dans le PVDA.

Le tableau 1.5 et la figure 1.9 montrent les mêmes tendances pour les électeurs wallons. Les conclusions basées sur l'analyse des flux entrants et sortants restent largement identiques : les deux vainqueurs des élections – Ecolo et PTB – ont perdu des électeurs pendant la courte campagne. Ecolo a vu des électeurs partir pour le PS et le MR, tandis que le PTB a vu des électeurs potentiels aller au PS mais aussi des anciens électeurs du PS arriver[9]. La perte du PTB provient d'un ensemble de pertes subies par différents partis, où le flux sortant est toujours légèrement supérieur au flux entrant. Mais les différences s'additionnent : au total, 31 personnes ont quitté le PTB pendant la campagne, une perte qui n'a été que partiellement compensée par l'arrivée de

8 Dans l'analyse pondérée, le flux est légèrement plus faible, environ 6,3 %.

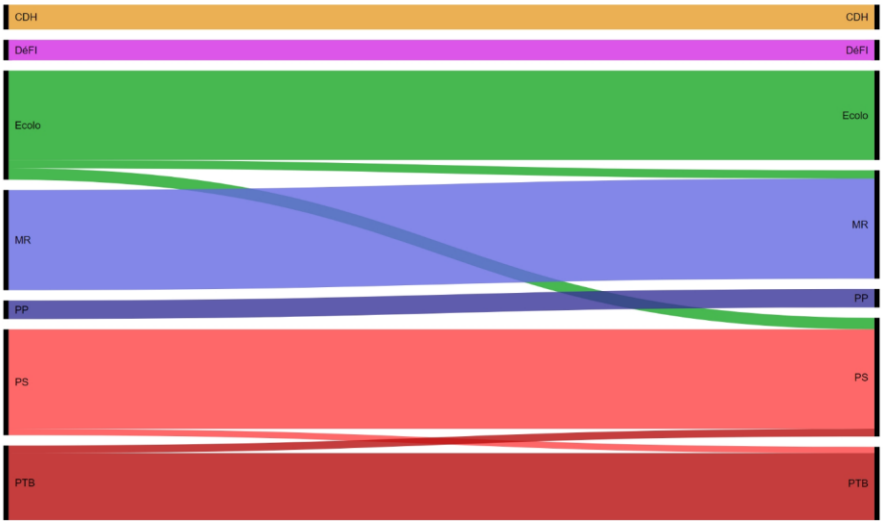
9 Il est à noter que lorsque nous évaluons le comportement de vote, Ecolo et le PTB perdent également une proportion substantielle d'électeurs au profit du cdH.

19 nouveaux répondants. En revanche, le MR a gagné pendant la courte campagne, avec un afflux substantiel de candidats à l'élection d'Ecolo. Le parti a également réussi à gagner un petit nombre d'électeurs des autres partis pendant la courte campagne, bien qu'il soit difficile d'identifier des modèles clairs étant donné le faible nombre de répondants. Bien entendu, il ne s'agit que de gagner pendant la campagne, et on ne peut pas exclure la possibilité que d'anciens électeurs du MR aient changé de parti au début de la campagne, pour finalement revenir au MR.

Tableau 1.5. Évolution des électeurs entre le début de la campagne et le vote effectif – Wallonie, N=860

	CDH	Défi	Ecolo	MR	PP	PS	PTB
CDH	**39**						
Défi		**32**					
Ecolo			**140**	↗13		↗18	
MR			↙13	**157**			
PP					**29**		
PS			↙18			**156**	↗10 ↙12
PTB						↗12 ↙10	**105**

Figure 1.9. Évolution du nombre d'électeurs entre le début de la campagne (à gauche) et le vote final (à droite) – Wallonie, N=860



5. Le choix des électeurs indécis

Dans les analyses ci-dessus, nous avons laissé de côté les électeurs indécis qui n'avaient pas de préférence marquée pour un parti au début de la campagne. Cependant, nous pouvons également nous pencher sur ce groupe. Quel parti a attiré les électeurs les plus indécis ? Les figures 1.10 et 1.11 montrent comment les électeurs indécis ont finalement voté lors de la première vague. En Flandre, environ 7,6 % des électeurs ont indiqué, dans les semaines précédant les élections, qu'ils ne savaient pas encore pour quel parti ils allaient voter[10]. La figure 1.10 montre que ces électeurs sont allés vers différents partis, et certainement pas seulement aux vainqueurs finaux des élections. Le Vlaams Belang a remporté le plus grand nombre d'électeurs indécis (25,6 %), mais la N-VA (21,5 %), le SP.A (15,7 %) et le CD&V (15,7 %) ont également réussi à attirer ce groupe d'électeurs[11]. À la N-VA, nous devons cependant commenter ce succès, puisque 84,6 % des électeurs « indécis » qui se sont orientés vers la N-VA (22 des 26 répondants) ont déjà voté pour la N-VA en 2014. Bien que ces électeurs aient opté pour la N-VA, il est très probable qu'ils aient déjà eu tendance à choisir la N-VA au début de la campagne. Ce qui est frappant,

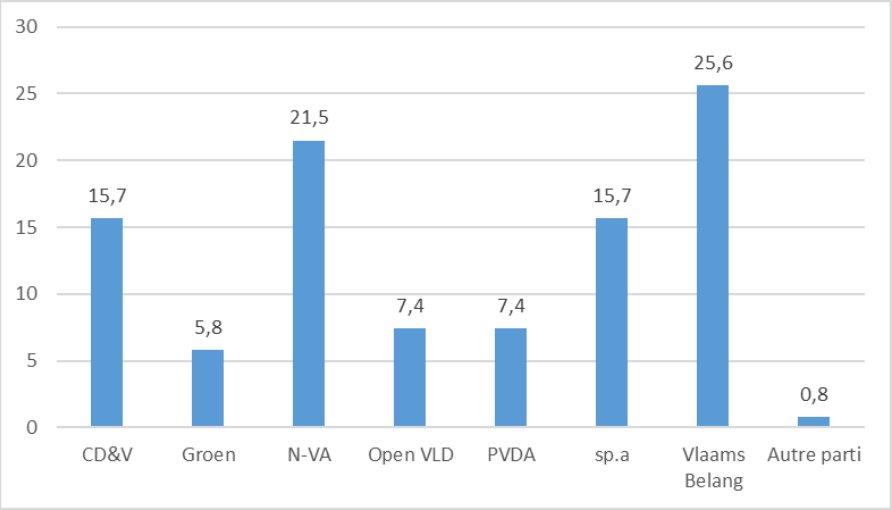
---

10 Notez que ce pourcentage est légèrement plus élevé si nous pondérons les données.

11 Lorsque nous pondérons les données sur le comportement électoral, le pourcentage est légèrement inférieur pour le VB : 21,5 %, mais le parti reste le plus performant parmi les électeurs indécis.

c'est le faible score des Verts dans leur capacité d'attirer les électeurs indécis. Comme le parti a peu réussi à attirer des électeurs d'autres partis pendant la courte campagne (voir ci-dessus), il a également attiré quelques électeurs indécis.

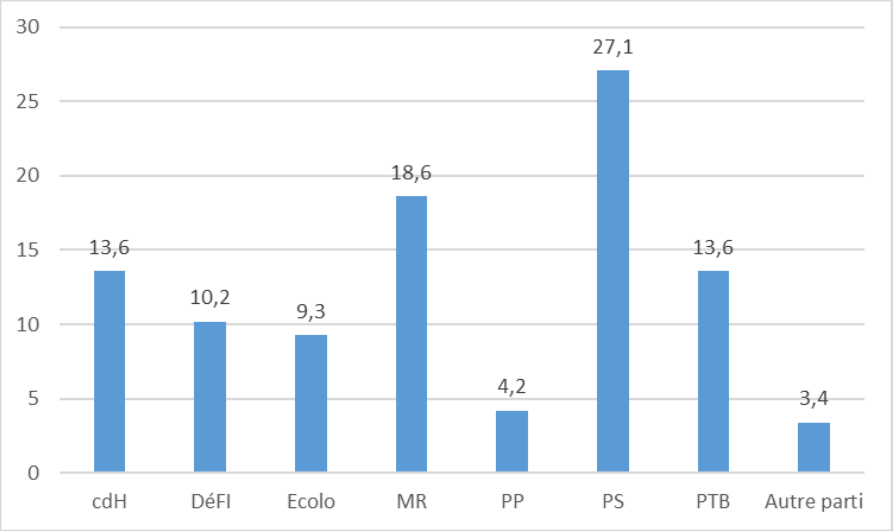
Figure 1.10. Choix final des électeurs indécis – Flandre, N=121



En Wallonie, les électeurs indécis étaient plus nombreux : 11,9 % des personnes interrogées dans notre échantillon étaient encore indécises au début de la campagne. La figure 1.11 montre que la plupart de ces électeurs indécis sont allés au PS (27,1 %) et au MR (18,6 %), suivis du PTB et du cdH[12]. Bien qu'Ecolo ait mieux réussi à attirer les électeurs indécis que les Verts, le nombre d'électeurs indécis ayant opté pour Ecolo était dans l'ensemble limité. Cela suggère qu'Ecolo, comme Groen, a eu moins de succès dans la campagne. Cependant, nous devons être prudents avec cette interprétation, car nos données semblent moins bien prédire les flux vers et depuis Ecolo.

[12] À noter que si l'on considère le comportement de vote, le cdH gagne un peu plus d'électeurs indécis (16,4 %), ce qui rapproche le parti du MR.

Figure 1.11. Vote final des électeurs indécis – Wallonie, N=118



6. Le profil de l'électeur volatil

Enfin, pour mieux comprendre le prototype de « l'électeur qui change », nous utilisons des régressions pour prédire la probabilité qu'un électeur change de parti entre 2014 et 2019, et pendant la campagne (première et deuxième enquête de 2019). Cela nous permet d'étudier l'impact combiné de différents facteurs (tels que la position gauche-droite des répondants et leur niveau de connaissance, etc.) Cela suit la même logique que l'analyse de Dassonneville (2012), et nous aide à comprendre le profil de l'électeur en évolution. Pour faciliter l'interprétation, le tableau 1.6 présente les résultats les plus importants des probabilités prédites : celles-ci indiquent la probabilité prédictive qu'un répondant présentant une certaine caractéristique change de parti, en tenant compte de tous les autres facteurs. En Flandre, par exemple, nous constatons que les personnes âgées sont moins enclines à changer de parti : un répondant âgé de 25 ans a une chance de changer de parti de 44,9 % entre 2014 et 2019, alors que cette chance tombe à 18,5 % pour un répondant de plus de 75 ans. Nous ne montrons que les effets significatifs, « n.s. » indique que l'impact de la variable sur le changement de voix n'est pas significatif. Cela signifie que même si le modèle peut suggérer qu'il existe des différences entre les différentes catégories sur la commutation vocale, il y a une forte probabilité (plus de 10 %) que ces différences soient dues à des erreurs d'échan-

tillonnage, nous ne pouvons donc pas tirer de conclusions définitives à ce sujet.

Le tableau 1.6 montre plusieurs résultats intéressants qui suggèrent que certains facteurs fonctionnent partout – en d'autres termes, tant en Flandre qu'en Wallonie et tant pour les changements entre les élections qu'au sein de la campagne. D'autres facteurs, en revanche, n'ont un effet que dans certains cas. Deux variables qui ont toujours un effet important sont l'extrémité et la distance d'utilité. L'extrême indique à quel point le répondant se situe sur l'échelle de gauche à droite. Dans toutes les situations, un répondant du centre a plus de chances de changer de voix qu'un répondant dans une position plus extrême. L'explication est simple : les électeurs les plus extrêmes ont moins d'alternatives pour voter. Un électeur d'extrême droite en Flandre, par exemple, aura une préférence pour le VB et aura peu d'alternatives. Un électeur de centre-droit peut avoir une préférence pour le CD&V, mais il a plusieurs autres options réalistes qui ne sont pas trop éloignées idéologiquement. C'est pourquoi ces électeurs seront plus enclins à changer.

Deuxièmement, le facteur de loin le plus puissant pour prédire si un communicateur va changer est ce qu'on appelle la distance d'utilité. Plus la distance entre les deux partis les mieux classés est faible, plus il y a de chances que la personne interrogée change de parti. L'effet est potentiellement important, en particulier pour le passage d'une élection à l'autre : lorsque les électeurs flamands/wallons classent deux partis comme étant les meilleurs, ils ont 51,2 %/49,6 % de chances de passer d'une élection à l'autre entre 2014 et 2019 respectivement. Cependant, si elles donnent à un seul parti un 10/10 et à tous les autres partis un 0/10 – ce qui est le cas pour 900 répondants de notre échantillon – les chances de changer de vote chutent à 3,3 % et 8,4 % respectivement.

Tableau 1.6. Probabilités prédites de changement de vote entre les élections et pendant la campagne pour la Flandre et la Wallonie

Variables	Transferts entre élections		Transferts pendant la campagne	
	Flandre	*Wallonie*	*Flandre*	*Wallonie*
Catégories d'âge				
25 ans	44,9%	37,3%	n.s.	n.s.
50 ans	30,0%	30,9%		
75 ans	18,5%	25,1%		
Niveau d'éducation				
Pas de diplôme/primaire	43,4%	20,8%	17,8%	n.s.
Éducation de niveau moyen	31,7%	28,0%	14,3%	
Éducation de niveau supérieur	24,6%	34,5%	11,3%	
Classe sociale				
Inactif	n.s.	37,2%	n.s.	20,6%
Travailleur		37,1%		13,7%
Classe moyenne		26,6%		12,5%
Classe supérieure		30,1%		11,4%
Positionnement Gauche droite				
Centre	29,1%	36,9%	15,6%	25,2%
Modéré	27,7%	28,5%	11,5%	11,9%
Extrême	26,8%	23,6%	9,3%	6,8%
Utilité du vote (distance)				
Petite (0)	51,2%	49,6%	37,3%	37,1%
Moyenne (5)	15,9%	23,1%	5,3%	9,4%
Grande (10)	3,3%	8,4%	0,5%	1,8%
Connaissance politique				
Basse (0)	n.s.	n.s.	30,1%	n.s.
Moyenne (3)			14,0%	
Haute (6)			9,6%	
Intérêt politique				
Basse (0)	n.s.	n.s.	19,2%	n.s.
Moyenne (5)			14,0%	
Haute (10)			10,0%	
Participation politique				
Basse (0)	n.s.	27,2%	n.s.	12,4%
Moyenne (5)		33,2%		16,5%
Haute (9)		38,5%		20,5%
Opinion sur l'efficacité politique				
Basse	36,0%	n.s.	n.s.	n.s.
Moyenne	26,1%			
Haute	18,2%			
Attitude de confiance politique				
Basse	40,4%	45,0%	n.s.	n.s.
Moyenne	26,1%	27,0%		
Haute	15,5%	14,3%		

Note : les probabilités sont basées sur les modèles présentés dans le tableau A1 dans l'annexe 1.

Les autres variables ont des effets plus variables : l'âge est important, mais seulement pour expliquer les changements de parti entre les élections. Tant en Flandre qu'en Wallonie, les jeunes sont plus enclins à changer (44,9 % en Flandre, 37,3 % en Wallonie) que les électeurs plus âgés (18,5 %/25,1 %). En ce qui concerne le niveau d'éducation, on constate des effets inverses dans les deux régions. En Flandre, les électeurs plus instruits sont moins enclins à changer que les électeurs moins instruits, alors que c'est le contraire en Wallonie. Nous n'avons pas d'explication immédiate pour cette différence, mais il se peut que la sociologie des partis joue un rôle ici. En Flandre, les résultats du niveau d'éducation correspondent à la constatation que les électeurs ayant moins de connaissances et d'intérêt sont également plus enclins à changer. En Wallonie, par contre, seules les classes sociales comptent, les citoyens inactifs étant plus enclins à changer que les autres classes.

Enfin, la confiance politique – ou le manque de confiance – prédit également le changement entre les élections. Plus une personne interrogée est méfiante, plus elle est disposée à changer de parti. Cela n'est pas surprenant, bien qu'il soit important de réaliser que cela peut également être dû à des variables qui ne sont pas incluses dans le modèle. Il est possible que les électeurs changent de parti parce qu'ils sont déçus par le fonctionnement de leur ancien parti, ce qui signifie qu'ils ont moins confiance en la politique. Dans ce cas, c'est plutôt le (manque de) fonctionnement qui entraîne à la fois la diminution de la confiance et l'augmentation de la chance de changer de fournisseur. Cependant, nous ne pouvons pas tester cela avec notre modèle.

Bien que les modèles donnent des résultats intéressants, il est important de noter qu'ils expliquent moins d'un cinquième de la variance entre les électeurs qui changent ou non. Dans cette mesure, le changement de parti semble également être largement idiosyncratique – ou nos variables ne saisissent qu'une partie des facteurs qui expliquent si les électeurs changent de préférences ou non. Dans la conclusion, nous réfléchissons à ces résultats et aux tendances que nous avons trouvées plus haut dans ce chapitre.

7. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était d'examiner la volatilité électorale entre les élections de 2014 et 2019 et au cours des dernières semaines de la campagne de 2019. En outre, nous avons élaboré un profil de l'électeur prototype changeant afin d'identifier les facteurs qui poussent les électeurs à changer de parti. Le déclin des liens étroits entre les électeurs et les partis et l'individualisation croissante créent les conditions d'une plus grande volatilité. Les chercheurs s'attendent donc à ce qu'une proportion croissante d'électeurs change de parti entre les élections (Mair et *al.*, 2004). L'enquête par panel RepResent, qui a

interrogé un échantillon représentatif d'électeurs flamands et wallons avant et après les élections, fournit un aperçu unique de la dynamique des changements de comportement électoral dans le contexte des élections de 2019. La structure en panel des données nous a permis non seulement d'étudier les changements dans les comportements de vote entre les élections de 2014 et 2019, mais aussi de comprendre les changements dans les préférences des partis au cours des dernières semaines de la campagne. En outre, le fait que les données aient été mesurées au niveau individuel nous permet d'aller plus loin que la simple volatilité au niveau agrégé afin d'examiner la part brute des électeurs qui change entre les partis. Au niveau global, les élections de 2019 ont été parmi les plus volatiles de l'après-guerre. Si l'on examine les changements nets entre les partis, on constate un indice de volatilité Pedersen de 16,9 en Flandre et de 16,6 en Wallonie. Il n'est pas clair si cela indique une tendance à long terme vers plus de volatilité : en Belgique, cette dernière est plutôt irrégulière, certaines élections ayant une très forte volatilité (par exemple 2010 et 2019) mais d'autres ayant un niveau de fluctuation des électeurs nettement plus faible. Au niveau individuel, la volatilité est encore plus grande : un électeur flamand et wallon sur trois a changé de parti entre 2014 et 2019.

Si nous examinons les pertes et les profits relatifs des différents partis, nous obtenons plusieurs résultats intéressants. Pour la Flandre, deux conclusions claires se dégagent concernant l'alternance entre les élections. Premièrement, nous constatons que la perte des partis flamands au pouvoir n'est pas tant due au fait qu'ils ont eu plus d'électeurs qui ont quitté les partis. Au lieu de cela, nous constatons que les partenaires de la coalition ont moins bien réussi à attirer les électeurs des autres partis. Deuxièmement, les vainqueurs incontestables des élections de 2019, le VB et le PVDA, ont tous deux réussi à attirer de nouveaux électeurs. De plus, le VB est le parti le plus à même de conserver ses électeurs de 2014. Probablement parce qu'à cette époque, le parti avait subi plusieurs défaites électorales et, en ce sens, devait s'appuyer largement sur son noyau dur d'électeurs.

En ce qui concerne la Wallonie, nous constatons que tous les partis traditionnels, et pas seulement le parti gouvernemental MR, ont moins bien réussi. Bien que le MR n'ait pas été le plus efficace pour conserver son électorat de 2014, il n'a certainement pas été le plus mauvais à cet égard non plus. En particulier, la cdH et le Défi ont subi des pertes plus importantes de leur électorat de 2014. Cela dit, c'est le MR qui a le moins réussi à attirer de nouveaux électeurs, bien que le PS n'y soit pas parvenu non plus. Le PTB, en revanche, est le parti qui a le mieux réussi à conserver ses électeurs et qui a également réussi à attirer un afflux important de nouveaux électeurs d'autres partis.

Conformément à ce qui précède, en examinant les différents flux vers et depuis les partis, nous avons vu que la majorité des bénéfices du VB provenaient des partis au pouvoir, en particulier de la N-VA. Le PVDA, en revanche, a attiré des électeurs des deux partis de gauche (SP.A, Groen) et de droite (N-VA). Si nous examinons les changements intervenus entre 2014 et 2019 en Wallonie, nous constatons qu'Ecolo a principalement réussi à attirer les anciens électeurs du PS et du MR, tandis que le PTB a principalement réussi à « voler » les électeurs du côté gauche du spectre politique (PS/Ecolo).

Les changements au sein de la campagne suivent en partie les schémas des changements entre les partis – la N-VA a également perdu des électeurs lors de la courte campagne et a donc poursuivi sa tendance à long terme, le PVDA et le VB ont réussi à attirer de nouveaux électeurs – mais il existe également des différences frappantes. Tout d'abord, il convient de noter qu'une grande partie des changements de préférence de parti ont eu lieu au cours de ces dernières semaines de la campagne, 20,8 % et 21,6 % des électeurs flamands et wallons ayant respectivement changé de préférence. Deuxièmement, en Flandre, les Verts ont perdu la campagne, qui a été courte : ils ont insisté pour gagner au début de la campagne, mais ont perdu des voix au profit de SP.A. dans la phase finale de la campagne. Bien que le parti ait réussi à gagner par rapport à 2014, nos données confirment l'interprétation de leur victoire comme une occasion manquée. Troisièmement, nous constatons qu'en Wallonie, les modèles ne coïncident pas à court et à long terme. La campagne a eu un effet négatif pour le vainqueur de la campagne, le PTB, car elle a eu moins de succès pendant la campagne. Les partis traditionnels, MR, cdH et PS, par contre, ont réussi à limiter partiellement leur perte (virtuelle) pendant la courte campagne.

Enfin, notre étude de l'électeur « type » qui change suggère que divers facteurs augmentent la probabilité qu'un électeur change. Les jeunes électeurs changent plus souvent, tout comme les électeurs qui se placent au centre de l'axe idéologique. Le facteur le plus important expliquant les changements inter- et intra-campagne est la perception des électeurs que les partis multiples peuvent servir leurs intérêts, mesurée par les petites différences d'utilité qu'ils donnent aux partis multiples. Pour les changements au sein de la campagne, les connaissances et l'intérêt politiques ont de faibles effets, tandis que pour les changements entre les élections, l'insatisfaction politique augmente les chances que les électeurs changent de parti. Ces résultats suggèrent que le processus de changement des préférences des partis est difficile à appréhender.

Les élections de 2019 sont parmi les plus instables de ces dernières décennies. Les schémas que nous observons suggèrent des dynamiques différentes entre les deux régions dans l'évolution des préférences de vote : en Flandre,

les partis au pouvoir ont perdu tandis que les partis d'opposition ont gagné. En Wallonie, par contre, le parti au pouvoir a perdu, mais il n'était pas le seul perdant. L'objectif de ce chapitre était de donner un aperçu de la dynamique derrière cette volatilité et de découvrir quel type d'électeur est le plus enclin à changer de parti. Bien que nos modèles suggèrent que différents facteurs jouent un rôle, certaines explications potentiellement importantes des changements de comportement de vote font défaut. La couverture médiatique est l'un des facteurs importants qui devrait jouer un rôle majeur. Bien que nos modèles montrent que l'attention portée à la campagne en elle-même n'a pas d'effet systématique, c'est bien sûr trop simpliste. Les recherches futures devraient donc s'efforcer d'inclure des données sur la visibilité des médias et l'importance de la couverture médiatique, car nous savons que ces facteurs influencent l'évaluation des partis par les électeurs et, par conséquent, la probabilité qu'ils quittent le parti et changent de parti.

Chapitre 2
Vote protestataire ou idéologique ?
Les déterminants des comportements électoraux aux élections de 2019 en Belgique

Ine Goovaerts
Anna Kern
Émilie van Haute
Sofie Marien

En comparaison des élections de 2014, le scrutin de 2019 a mis en exergue des mouvements substantiels dans les préférences partisanes en Flandre et en Wallonie (*cf.* chapitre 1). En Flandre, les partis traditionnels ont perdu des sièges, alors que la droite radicale du Vlaams Belang (VB) en particulier et dans une moindre mesure la gauche radicale du PVDA en ont gagné un nombre substantiel. En Wallonie, on a assisté à la même sanction des partis traditionnels, avec la gauche radicale du PTB (et Ecolo) qui sont ressortis à la hausse. Cela s'est traduit par une augmentation du nombre de sièges pour le VB (de 3 sièges en 2014 à 18 en 2019), et une augmentation de 10 sièges pour le PTB-PVDA (de 2 sièges en 2014 à 12 en 2019) au parlement fédéral. Ce succès des partis populistes situés aux extrêmes du spectre idéologique (VB et PTB-PVDA) s'explique par le fait qu'ils ont perdu moins d'électeurs de 2014 que les autres partis, mais sont surtout parvenus à gagner de nouveaux électeurs en 2019. Comme mis en évidence dans le chapitre 1, le VB a gagné des électeurs de la N-VA, et dans une moindre mesure du CD&V et de l'Open VLD. Le PVDA en Flandre a gagné des électeurs du SP.A, de Groen, et dans une moindre mesure de la N-VA ; le PTB en Wallonie a principalement gagné des électeurs au PS et dans une moindre mesure à Ecolo. Quels ont été les ressorts de ces mouvements ? C'est la question à laquelle nous tentons de répondre dans ce chapitre.

Afin de répondre à cette question, nous analysons deux déterminants possibles du vote pour les partis radicaux populistes : les attitudes protestataires et les facteurs idéologiques. Dans un premier temps, nous explorons dans quelle mesure les votes exprimés pour le VB et le PVDA-PTB peuvent être considérés comme des votes protestataires. Plus précisément, nous analysons

si les électeurs de ces partis se caractérisent par un niveau d'attitudes protestataires plus élevé, c'est-à-dire s'ils attirent des électeurs faisant état d'un manque de confiance et de satisfaction plus élevés que les électeurs des autres partis.

Nous explorons en outre dans quelle mesure le vote de 2019 a également été guidé par des considérations idéologiques. Afin d'analyser l'importance de ces considérations idéologiques, nous analysons les préférences politiques des électeurs du VB et du PTB-PVDA sur les enjeux centraux de ces partis, à savoir l'immigration pour le VB et les enjeux socioéconomiques pour le PTB-PVDA (Delwit et *al.* 2011). Nous comparons les positions de leurs électorats sur ces enjeux à ceux des autres partis. Dans un deuxième temps, nous analysons les similitudes entre les positions de ces électeurs et celles de l'électorat de l'ensemble des partis en Flandre/Wallonie sur un nombre d'enjeux plus large (p. ex. l'économie, l'environnement, l'avortement, etc.). À cet effet, nous proposons une mesure de congruence idéologique que nous mobilisons pour comparer les électeurs du VB et du PTB-PVDA aux électeurs des autres partis, afin de voir si les premiers marquent une congruence plus marquée sur les positionnements politiques de ces partis. Ce faisant, ce chapitre propose une analyse de l'importance du manque de confiance et de satisfaction des électeurs dans leur choix de vote à l'occasion des élections de 2019, en comparaison des considérations idéologiques.

1. Revue de la littérature

1.1. Voter pour protester ?

Les partis populistes peuvent être identifiés sur base d'une idéologie commune, qui considère la société comme étant divisée en deux groupes homogènes et antagonistes, le « peuple pur » contre les « élites corrompues », et qui avance que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple (Mudde 2004, p. 543, trad. libre des auteures). En s'appuyant sur cette définition, notre analyse se focalise en Flandre sur les deux extrêmes du spectre idéologique, occupés respectivement par le VB à droite et le PVDA à gauche. En Wallonie, notre analyse se centre sur le PTB. Dans la littérature, le VB est systématiquement classé parmi les partis populistes (p. ex. Hooghe et *al.* 2011 ; Rooduijn et *al.* 2019), et le PTB-PVDA est également fréquemment labellisé comme tel (p. ex. Wauters et Pittoors 2019), bien que dans une moindre mesure que le VB. Cependant, en particulier durant la campagne électorale de 2019, le PTB-PVDA s'est appuyé sur des messages de nature populiste. Notre analyse basée sur les données de Lefevere et Van Aelst (2019) montre que 26 % des slogans de campagne du PTB-PVDA contiennent

un caractère anti-élite et que 13 % réfèrent au « peuple », ce qui est bien plus élevé que les slogans de campagne des partis traditionnels[1]. Par partis traditionnels, nous entendons dans ce chapitre les « acteurs dominants au centre-gauche, centre, et centre-droit sur l'échiquier politique gauche-droite » (Meguid 2005, p. 348, trad. libre des auteures).

Sur base de la littérature existante, on sait qu'une large proportion des votes pour les partis populistes sont des votes protestataires (Ford et Goodwin 2010 ; Ford et *al.* 2012 ; Hooghe et *al.* 2011 ; Oesch 2008 ; mais voir Van Der Brug et *al.* 2000), reposant sur la colère et le manque de confiance et satisfaction des électeurs. Ces attitudes trouvent leur source dans différents reproches liés notamment aux changements économiques, l'élitisme, la corruption, et l'immigration. Afin d'exprimer leur mécontentement envers l'élite politique, les électeurs protestataires optent pour des partis qui sont des « parias dans l'arène politique » (Oesch 2008, p. 353, trad. libre des auteures). La littérature sur ces « parias » s'est principalement focalisée sur les partis radicaux populistes de droite. Cependant, comme Schumacher et Rooduijn (2013) l'avancent dans leur étude du vote populiste aux Pays-Bas, les attitudes protestataires expliquent également le choix des électeurs pour des partis radicaux populistes de gauche. Après tout, le fait que « le soutien pour des partis radicaux populistes de droite peut s'expliquer par un vote protestataire n'est pas dû à l'idéologie de droite radicale du parti, mais bien au message anti-élite dans lequel le parti attaque le "pouvoir politique établi" » (Schumacher et Rooduijn 2013, p. 125, trad. libre des auteures). Sur cette base, le soutien à un parti radical populiste de gauche ou tout autre parti exprimant un tel message pourrait tout aussi bien s'expliquer par un vote protestataire (Ramiro 2016).

Mais quelles sont ces attitudes protestataires qui guident le vote protestataire, c'est-à-dire le vote pour un parti populiste connu pour ses idées anti-élites ? La première attitude liée au vote protestataire est le manque de confiance politique : les électeurs protestataires votent pour des partis populistes pour exprimer leur manque de confiance (Bergh 2004). Cela signifie qu'on peut identifier les électeurs protestataires au sein de l'électorat en analysant si les électeurs présentant un faible niveau de confiance optent pour un parti populiste plutôt qu'un parti traditionnel.

---

[1] Parmi les partis traditionnels (CD&V, Groen, Open VLD, N-VA, SP.A), 0 à 8 % des slogans contiennent une référence au « peuple », et les messages antiélitistes sont encore moins prévalents (Lefevere et Van Aelst, 2019). Pour le Vlaams Belang, 71 % des slogans contenaient une référence au « peuple » et 17 % étaient antiélitistes.

Cette approche a été adoptée dans plusieurs recherches existantes, et montre généralement que c'est le cas (p. ex. Betz 1994 ; Henry et *al.* 2015 ; Hooghe et *al.* 2011 ; Pauwels 2014 ; Swyngedouw 2001).Une deuxième attitude liée au vote protestataire est le manque de satisfaction politique. Cette attitude est liée à l'idée que les électeurs puissent être déçus de l'offre politique existante ou du fonctionnement même de la démocratie. Le manque de satisfaction peut prendre différentes formes, et ces formes ont de l'importance. Par exemple, Ford, Goodwin et Cutts (2012) ont mis en évidence que le manque de satisfaction envers les partis traditionnels au Royaume-Uni est un déterminant fort du vote pour UKIP aux élections européennes de 2019. Dans son étude comparée, Oesch (2008) a pour sa part, identifié que le manque de satisfaction quant au fonctionnement de la démocratie est un déterminant important du vote pour les partis populistes. Il s'agit du déterminant le plus important du vote pour le Vlaams Blok et le Parti du Progrès [norvégien], et le second déterminant le plus important pour le Front National [en France] (Oesch 2008, p. 368, trad. libre des auteures). Sur base de ces travaux, nous formulons les hypothèses suivantes pour les élections de 2019 en Belgique :

> H1 : Le vote protestataire est plus important au sein de l'électorat des partis populistes (VB, PVDA-PTB) qu'au sein de l'électorat des autres partis traditionnels.
> H1a : Les électeurs des partis populistes font état de niveaux de confiance politique plus bas que les électeurs des partis traditionnels.
> H1b : Les électeurs des partis populistes font état de niveaux de satisfaction envers le gouvernement régional plus bas que les électeurs des partis traditionnels.
> H1c : Les électeurs des partis populistes font état de niveaux de satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie plus bas que les électeurs des partis traditionnels.

Nous avançons que tant le VB que le PTB-PVDA peuvent être considérés comme des partis populistes, même si le VB en présente les caractéristiques de manière plus évidente. En conséquence, nous nous attendons à ce que les deux partis attirent davantage de votes protestataires que les autres partis traditionnels, mais nous attendons également une part plus large de vote protestataire au sein du VB que parmi les électeurs du PTB-PVDA.

> H2 : Le vote protestataire est plus marqué au sein de l'électorat du VB qu'au sein de l'électorat du PTB-PVDA.

1.2. Des considérations idéologiques ?

Les recherches existantes avancent que, au-delà du vote protestataire, le vote pour des partis radicaux populistes est également guidé par des considérations idéologiques. La proximité des positions politiques des électeurs à celles des partis explique également ces choix de vote (Schumacher et Rooduijn 2013).

L'idéologie populiste, telle que définie ci-dessus, oppose le « bon peuple » à l'« élite corrompue », reliant le vote populiste au vote protestataire. Cependant, l'idéologie populiste est une « idéologie grêle » qui est toujours associée à une autre idéologie, telle que le socialisme ou le nationalisme, afin de se présenter comme une idéologie complète (Mudde 2004, p. 544, trad. libre des auteures). Cette combinaison entre idéologie populiste grêle – partagée par tous les partis populistes – et autre idéologie explique l'existence de plusieurs variantes de partis populistes sur le spectre idéologique et dans le monde. Les partis radicaux populistes de droite, comme le Vlaams Belang en Belgique, sont généralement connus pour leurs positions nativistes et xénophobes ; par exemple, le Vlaams Belang (encore appelé à l'époque Vlaams Blok) a rédigé en 1992 un programme en 70 points en réaction à ce qu'ils percevaient comme « le problème de l'immigration ». Les partis radicaux populistes de gauche, comme le PVDA en Flandre et le PTB en Wallonie, sont généralement connus pour leurs positions de gauche radicale socialistes ou communistes (Bull et Heywood 1994 ; Delwit 2014). On s'attend dès lors à ce que les différences idéologiques entre partis populistes et traditionnels, mais aussi entre partis populistes guident le vote populiste.

Plusieurs études viennent appuyer ces attentes. Ainsi, Schumacher et Rooduijn (2013) mettent en évidence qu'au-delà des attitudes protestataires et l'évaluation des leaders de partis, les préférences politiques, et en particulier la proximité entre le positionnement politique individuel et celui d'un parti populiste, est l'un des facteurs les plus importants du vote pour les partis populistes de gauche et de droite aux élections de 2006 et 2010 aux Pays-Bas. De la même manière, Ivarsflaten (2008) montre que les reproches liés à l'immigration constituent le prédicteur le plus important du succès électoral de sept partis populistes de droite en Europe de l'Ouest (2002-2003) (voir aussi van der Brug 2003 ; van der Brug et *al.* 2000, 2005). Sur base de ces travaux, nous nous attendons à ce que les considérations idéologiques jouent aussi un rôle dans les comportements électoraux des citoyens à l'occasion des élections de 2019 en Belgique, et ce de deux manières. D'une part, nous nous attendons à ce que l'électorat des partis radicaux populistes adopte des positionnements politiques différents des partis traditionnels. En particulier, nous nous attendons à ce que l'électorat des partis radicaux populistes adopte des positionnements plus radicaux que les partis traditionnels sur leurs enjeux centraux. Ces partis se concentrent en particulier sur un ou deux enjeux : l'immigration pour les partis radicaux populistes de droite, et les enjeux socioéconomiques pour les partis radicaux populistes de gauche, en lien avec leur idéologie de rattachement (Mudde 2004). Le populisme et le radicalisme sont fréquemment associés en Europe de l'Ouest (Rooduijn et Akkerman 2017). Le volet radical est lié aux enjeux centraux et pas à d'autres enjeux plus périphériques de leur

idéologie radicale de gauche ou de droite (p. ex. Akkerman, de Lange et Rooduijn 2016). Ceci nous amène à formuler deux hypothèses :

> H3a : L'électorat du VB fait état de préférences politiques plus radicales sur les questions de migration que les électorats des autres partis traditionnels et le PTB-PVDA.
> H3b : L'électorat du PTB-PVDA fait état de préférences politiques plus radicales sur les questions socioéconomiques que les électorats des autres partis traditionnels et le VB.

Au-delà de ces hypothèses, nous nous attendons également à ce que le vote populiste soit guidé par la congruence idéologique, c'est-à-dire la proximité entre le positionnement politique des individus et celui d'un parti politique, sur une série d'enjeux plus large (p. ex. l'économie, l'environnement, l'avortement, l'égalité entre les genres, etc.). Lorsque la congruence idéologique est forte, cela signifie que les électeurs adoptent le même positionnement politique sur un grand nombre d'enjeux qu'un parti politique en particulier. Dans ce chapitre, nous analysons si, et formulons l'hypothèse que, la congruence idéologique entre les partis populistes (VB et PTB-PVDA) et leurs électeurs est plus forte, c'est-à-dire que le positionnement politique des électeurs du VB et du PTB-PVDA est plus proche des positions du VB et du PTB-PVDA. Nous formulons dès lors les hypothèses suivantes :

> H4a : Les positions des électeurs du VB sont plus congruentes avec le positionnement politique du VB, en comparaison des électeurs des autres partis traditionnels et du PTB-PVDA.
> H4b : Les positions des électeurs du PTB-PVDA sont plus congruentes avec le positionnement politique du PTB-PVDA, en comparaison des électeurs des autres partis traditionnels et du VB.

2. Données, opérationnalisation et méthode

Afin de tester nos hypothèses, nous mobilisons l'enquête électorale RepResent (voir l'introduction du volume). Nous analysons pourquoi certains électeurs ont opté pour le VB, le PTB et le PVDA. Afin d'identifier pour quel parti les répondants ont voté aux élections de 2019, nous nous basons sur le vote tel que rapporté par les répondants pour les élections régionales en Flandre/Wallonie[2]. Pour des raisons pratiques, nous avons exclus les répondants bruxellois de nos analyses.

---

[2] Nous incluons les répondants ayant indiqué qu'ils avaient voté pour le CD&V, Groen, la N-VA, l'Open VLD, le PVDA, le SP.A, le Vlaams Belang, le cdH, Défi, Ecolo, le MR, le PS et le PTB. Nous avons exclu les répondants ayant voté blanc ou nul, sauf pour l'analyse des attitudes protestataires (voir p.ex. Hooghe et *al.*, 2011). Nous avons également exclu les répondants ayant voté pour un « autre » parti, le PP en Wallonie (le parti n'ayant pas obtenu de siège au parlement wallon) et ceux ne se souvenant plus.

Nous analysons le rôle de deux types de déterminants du vote, les attitudes protestataires et les considérations idéologiques. Afin de mesurer les attitudes protestataires, nous mobilisons une mesure de la confiance politique, de la satisfaction envers le gouvernement régional, et la satisfaction envers la démocratie. La mesure de confiance combine trois propositions : la confiance envers les partis politiques, le parlement fédéral, et les hommes et femmes politiques. Ces propositions sont combinées en un seul index de confiance[3] variant de 0 à 10, où 0 indique « aucune confiance » et 10 indique une « confiance totale ». La satisfaction envers le gouvernement régional est mesurée sur base d'une proposition où 0 signifie « très insatisfait » et 10 « très satisfait ». La formulation exacte de la question était la suivante : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la politique mise en œuvre au niveau de décision politique suivante au cours des dernières années ? ». Enfin, la satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie est mesurée à l'aide d'une échelle de 5 points inversée de telle manière à ce que 1 signifie « très insatisfait » et 5 « très satisfait ».

Pour ce qui est des considérations idéologiques, nous mesurons les positions des répondants sur les enjeux centraux des partis radicaux populistes considérés, c'est-à-dire l'immigration et les enjeux socioéconomiques. Nous comparons la position des électorats des partis populistes et celle des partis traditionnels sur ces enjeux. Afin de mesurer la position des répondants sur l'enjeu migratoire, nous nous basons sur les réponses à la question suivante : « Certains pensent que les immigrés non-occidentaux doivent pouvoir vivre en Europe tout en conservant leur culture d'origine. D'autres pensent que ces immigrés doivent s'adapter à la culture européenne. Pouvez-vous situer votre opinion sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie que les immigrés non-occidentaux doivent pouvoir conserver leur culture d'origine et où 10 signifie qu'ils doivent s'adapter à la culture européenne ? ». Afin de mesurer la position des répondants sur l'enjeu socioéconomique, nous nous basons sur les positionnements sur la proposition suivante : « Les grandes fortunes doivent être plus taxées », les réponses variant de 1 « pas du tout d'accord » à 4 « tout à fait d'accord ».

Nous mesurons également la congruence idéologique sur un spectre plus large d'enjeux. Cela nous permet d'analyser si les positionnements politiques des électeurs des partis radicaux populistes sont plus congruents avec les positions de leur parti que les électeurs des partis traditionnels. Dans l'enquête RepResent, 18 propositions ont été soumises sur différents enjeux (p. ex. l'économie, l'environnement, l'avortement, l'égalité des genres, etc.). Une de ces propositions était « Il faut instaurer une pension de retraite de 1500€ mi-

[3] Alpha de Cronbach's = 0,937.

nimum par mois ». La liste des propositions est présentée en Annexe A. Afin de mesurer la position des répondants sur ces propositions, ces derniers pouvaient se positionner sur une échelle allant de 1 (« pas du tout d'accord ») à 4 (« tout à fait d'accord »). Comme nous disposons également des positions de l'ensemble des partis (traditionnels et radicaux populistes) en Flandre et en Wallonie, nous avons pu construire des mesures de congruence par chaque répondant. Considérons par exemple que l'on souhaite mesurer la congruence entre le répondant A et les partis A et B. Une congruence idéologique de 0 entre le répondant A et le parti A signifie que le répondant est en désaccord avec le parti A sur l'ensemble des 18 propositions. Une congruence idéologique de 18 entre le répondant A et le parti B signifie que le répondant A est d'accord avec le parti B sur l'ensemble des 18 propositions. Au final, la congruence idéologique mesure la proximité entre les répondants et chacun des partis en Flandre/Wallonie. Notre analyse se concentre sur la proximité idéologique de tous les répondants avec les partis populistes radicaux VB et PVDA-PTB.

Afin de mener nos analyses, nous avons réalisé des analyses descriptives et des tests ANOVA. Pour les attitudes protestataires, nous avons calculé les scores moyens de chacun des électorats en termes de confiance politique, satisfaction avec le gouvernement régional et satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie. Afin d'analyser si les électorats diffèrent sur ces scores moyens, nous avons conduit des tests ANOVA. Ces tests nous donnent également une indication de la probabilité que les différences observées dans notre échantillon se retrouvent au sein de l'ensemble de la population (des électeurs). En d'autres termes, nous analysons si les électeurs du VB et du PTB-PVDA présentent des scores moyens plus élevés que les électeurs des partis traditionnels sur les attitudes protestataires, afin de tester H1 et H2. Une démarche similaire est adoptée pour H3 sur la radicalité des préférences politiques sur l'immigration (H3a) et les enjeux socioéconomiques (H3b), et pour H4 sur la congruence idéologique sur un grand nombre d'enjeux : nous présentons les scores moyens des différents électorats, menons des tests ANOVA afin d'évaluer si les différences observées entre électorats sont significatives[4].

[4] Comme expliqué dans l'introduction de l'ouvrage, nous présentons les analyses sur base des données non pondérées (des analyses complémentaires sur base des données pondérées sont présentées en annexe).

3. Résultats

3.1. Voter pour protester ?

Nos résultats montrent que les électorats des partis diffèrent en termes d'attitudes protestataires, conformément à nos attentes. Les électeurs des partis radicaux de droite, mais aussi de gauche, présentent des niveaux plus élevés de manque de confiance et de satisfaction, en comparaison des électeurs des partis traditionnels.

Premièrement, en Flandre, on observe que les électeurs du VB et du PVDA présentent des niveaux plus faibles de confiance politique que les électeurs des partis traditionnels (voir tableau 2.1). Puisque nos analyses portent sur un échantillon d'électeurs, nous testons si les différences observées sont significatives. Cela nous indique la probabilité que les différences observées dans l'échantillon soient bien présentes au sein de la population. La valeur p dans le tableau indique la marge d'erreur entre l'échantillon et la population. Lorsqu'elle est inférieure à 0,05 ; il y a moins de 5 % de chances qu'il n'y ait pas de différence en termes de confiance politique entre les électeurs au sein de la population dans son ensemble. Un second test est mené afin d'analyser quels électorats diffèrent de manière significative entre eux. Cette analyse révèle que, tout comme attendu, les scores moyens des électeurs du VB (M = 2,95) et du PVDA (M = 3,04) sont significativement plus moins élevés que ceux de quatre autres partis traditionnels ($M_{CD\&V}$ = 4,65 ; M_{Groen} = 4,60 ; $M_{N\text{-}VA}$ = 4,58 ; $M_{OpenVLD}$ = 4,75). Les scores des électeurs de ces quatre partis ne diffèrent pas entre eux sur cette dimension.

De manière intéressante, une exception se dessine pour les partis traditionnels : les électeurs du SP.A (M = 3,70) ne diffèrent pas de ceux du PVDA de manière significative, car la valeur p est de 0,147, soit supérieure à 0,05. Il y a dès lors plus de 5 % de chances (et même 14,7 %) qu'il n'y ait pas de différence entre les scores des électeurs du SP.A et du PVDA au sein de la population. Cependant, les électeurs du SP.A diffèrent de ceux du VB, ces derniers présentant des scores moyens de confiance politique plus faibles que les électeurs du SP.A (p = 0,007). Un autre point intéressant à noter est que les électorats de tous les partis présentent des scores moyens inférieurs à 5 sur une échelle à 11 points, indiquant des niveaux moyens de confiance bas, et très bas pour les électeurs du VB et du PVDA.

Des constats similaires peuvent être posés pour la satisfaction envers le gouvernement régional. Les scores moyens indiquent que les électeurs du VB (M = 4,22) et du PVDA (M = 3,67) sont les moins satisfaits des politiques menées par le gouvernement régional, bien qu'une analyse supplémentaire montre qu'ils ne diffèrent pas significativement des électeurs du SP.A (M = 4,30). À nouveau, alors que les électeurs des partis traditionnels présentent des niveaux moyens de satisfaction plus élevés envers le gouvernement régional ($M_{\text{CD\&V}}$ = 5,89 ; M_{Groen} = 4,95 ; $M_{\text{N-VA}}$ = 6,41 ; M_{OpenVLD} = 5,54) que les partis radicaux populistes, les électeurs du SP.A se distinguent en présentant des niveaux d'insatisfaction similaires aux électeurs du VB et du PVDA.

Pour ce qui est de la satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie, les scores moyens indiquent également que les électeurs du VB et du PVDA sont les moins satisfaits. Une analyse ANOVA montre que tant les électeurs du VB (M = 2,27) que ceux du PVDA (M = 2,58) diffèrent de manière significative des autres partis traditionnels ($M_{\text{CD\&V}}$ = 3,29 ; M_{Groen} = 3,19 ; $M_{\text{N-VA}}$ = 3,02 ; M_{OpenVLD} = 3,23 ; $M_{\text{SP.A}}$ = 2,95). Si la différence entre les électeurs du SP.A et du PVDA est faible, elle se révèle néanmoins significative (p = 0,020). De manière générale, si aucun électorat ne présente des scores élevés de satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie, les électeurs du VB et du PVDA en Flandre sont les moins satisfaits, en comparaison aux autres partis.

On observe également que les électeurs ayant voté blanc ou nul présentent eux aussi de faibles scores de confiance politique (M = 2,99) et de hauts scores d'insatisfaction envers le gouvernement régional (M = 3,69) et le fonctionnement de la démocratie en général (M = 2,44). Comme révélé par le test ANOVA, ces électeurs ne diffèrent pas de manière significative des électeurs des partis radicaux populistes en termes d'attitudes protestataires. Voter blanc ou nul constitue dès lors une autre manière d'exprimer son insatisfaction politique.

Tableau 2.1. Attitudes protestataires des électorats – Flandre 2019

	Confiance politique	Satisfaction envers le gouvernement régional	Satisfaction envers la démocratie
CD&V	4,65	5,89	3,29
Groen	4,60	4,95	3,19
N-VA	4,58	6,41	3,02
Open VLD	4,75	5,54	3,23
PVDA	**3,04**	**3,67**	**2,58**
SP.A	3,70	4,30	2,95
VB	**2,95**	**4,22**	**2,27**
Blanc/invalide	2,99	3,69	2,44
ANOVA	F = 30,88 p = 0,000	F = 52,90 p = 0,000	F = 38,49 p = 0,000

Deuxièmement, en Wallonie, l'électorat du PTB présente également des attitudes protestataires plus marquées que les électorats des partis traditionnels (voir tableau 2.2).

En matière de confiance politique, les électeurs du PTB (M = 2,07) présentent des scores moyens de confiance politique inférieurs à ceux de tous les autres partis (M_{CdH} = 3,97 ; $M_{\text{Défi}}$ = 2,93 ; M_{Ecolo} = 3,53 ; M_{MR} = 4,44 ; M_{PS} = 3,70). Une analyse ANOVA met en évidence que les électeurs du PTB diffèrent de façon significative de tous les partis traditionnels sur cette attitude. Cependant, en Wallonie également, il est intéressant de noter la position de Défi : le niveau moyen de confiance de ses électeurs se situe entre celui des électeurs du PTB et celui des électeurs des partis traditionnels. Néanmoins, l'électorat de Défi diffère significativement de celui du PTB (p = 0,042).

Des constats similaires peuvent être tirés quant à la satisfaction envers les politiques du gouvernement wallon : les électeurs du PTB sont les moins satisfaits (M = 2,59), et ils diffèrent de manière significative des électeurs de tous les autres partis (M_{CdH} = 5,03 ; $M_{\text{Défi}}$ = 3,65 ; M_{Ecolo} = 4,17 ; M_{MR} = 5,32 ; M_{PS} = 4,17). Les résultats pour ce qui est de la satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie confirment également nos attentes. À nouveau, les électeurs du PTB présentent le niveau moyen de satisfaction le plus bas (M = 2,06) et ils diffèrent significativement des autres partis traditionnels (M_{CdH} = 2,92 ; $M_{\text{Défi}}$ = 2,53 ; M_{Ecolo} = 2,82 ; M_{MR} = 3,20 ; M_{PS} = 2,78). Pour les deux variables de satisfaction, il est intéressant de noter la position des électeurs de Défi. Bien qu'ils diffèrent de manière significative des électeurs du PTB, leurs niveaux moyens de satisfaction sont plutôt bas et se situent entre le niveau des électeurs du PTB et celui des partis traditionnels. Il faut pour cela se souvenir du statut de Défi en Wallonie, qui diffère fortement de son statut à Bruxelles. En Wallonie, il s'agit d'un nouveau parti qui tente de s'implanter. Son statut de nouveau venu attire des électeurs qui partagent certaines caractéristiques des électeurs du PTB, notamment sur les attitudes envers le politique. Enfin, il faut noter que les différences entre les partis traditionnels en Wallonie sont plus importantes qu'en Flandre. Parmi les partis traditionnels, le cdH et le MR en particulier – tous deux membres du gouvernement sortant – capitalisent sur un électorat qui est tendanciellement moins aliéné de la politique ; ils sont suivis par Ecolo et le PS.

De manière générale, ces résultats tendent à confirmer l'hypothèse 1 qui stipule que le vote protestataire est plus important parmi l'électorat des partis radicaux populistes (VB, PTB-PVDA) qu'au sein des électorats des partis traditionnels. Plus spécifiquement, les électeurs des partis radicaux populistes présentent un niveau moyen de confiance plus faible (H1a), et sont moins satisfaits envers le gouvernement régional (H1b) et envers le fonctionnement de la démocratie (H1c) que les électeurs des partis traditionnels.

Tableau 2.2. Attitudes protestataires des électorats – Wallonie 2019

	Confiance politique	Satisfaction envers le gouvernement régional	Satisfaction envers la démocratie
CDH	3,97	5,03	2,92
Défi	2,93	3,65	2,53
Ecolo	3,53	4,17	2,82
MR	4,44	5,32	3,20
PS	3,70	4,17	2,78
PTB	**2,07**	**2,59**	**2,06**
Blanc/invalide	2,11	2,38	2,41
ANOVA	F = 29,84 p = 0,000	F = 39,69 p = 0,000	F = 27,75 p = 0,000

En Wallonie également, le niveau moyen de confiance politique des électeurs ayant voté blanc ou nul est comparable à celui des électeurs du PTB (M = 2,11). Le constat est le même pour la satisfaction politique : ces électeurs présentent même des scores moyens de satisfaction envers le gouvernement régional plus faibles (M = 2,38) que les électeurs du PTB et un niveau moyen de satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie un peu plus élevé (M = 2,41). Pour les trois types d'attitudes protestataires, il n'y a pas de différence significative entre les électeurs du PTB et les électeurs ayant voté blanc ou nul. Dès lors, en Wallonie également, un vote blanc ou invalide représente un canal alternatif d'expression protestataire.

Troisièmement, nous avançons dans notre hypothèse 2 que le vote protestataire serait plus élevé au sein de l'électorat du VB que parmi les électeurs du PTB-PVDA. Cette hypothèse ne se vérifie pas. La confiance politique, la satisfaction envers le gouvernement wallon et le fonctionnement de la démocratie ne sont pas plus faibles au sein de l'électorat du VB que du PTB-PVDA. En Flandre les électeurs du VB présentent des niveaux similaires aux électeurs du PVDA sur ces attitudes. Les différences ne sont pas significatives. En outre, les électeurs du PTB en Wallonie font état de niveaux plus élevés d'attitudes protestataires en comparaison des électeurs du VB et du PVDA. Les électeurs du PTB présentent des niveaux de confiance et de satisfaction plus faibles que les électorats de tous les partis dans les deux régions.

3.2. Un vote idéologique ?

Dans cette section, nous analysons si l'électorat du VB et du PTB-PVDA présente des positionnements politiques plus radicaux sur leurs enjeux de prédilection, l'immigration et les questions socioéconomiques, en comparaison des électeurs des partis traditionnels. Pour ce qui est de l'immigration, les résultats montrent des différences significatives en Flandre dans le positionnement des électeurs sur la question de savoir si les immigrés non-occidentaux doivent s'adapter à la culture européenne (voir tableau 2.3). La moyenne générale pointe vers un électorat en faveur de l'assimilation culturelle (le score moyen est de 7 sur une échelle variant de 0 « préserver totalement leur propre culture » à 10 « s'adapter complètement à la culture européenne »). Les électeurs du VB (M = 7,75) présentent des positions plus radicales en matière d'immigration que la plupart des autres partis ($M_{\text{CD\&V}}$ = 7,01 ; M_{Groen} = 6,15 ; M_{OpenVLD} = 7,15 ; M_{PVDA} = 6,03 ; $M_{\text{SP.A}}$ = 6,82), à l'exception de la N-VA (M = 7,86). Une analyse complémentaire met en évidence que les différences sont significatives entre le VB d'une part, et le CD&V, Groen, le PVDA et le SP.A d'autre part (ce n'est pas le cas pour l'Open VLD-p = 0,076, et la N-VA-p = 0,994). Notre hypothèse 4a est dès lors partiellement confirmée. En particulier, les électeurs du PVDA et de Groen se situent sur le versant plus modéré de l'échelle. On constate dès lors de fortes différences idéologiques entre les partis radicaux populistes de gauche et de droite.

Sur les questions socioéconomiques, on constate également des différences substantielles sur la proposition « Les grandes fortunes doivent être plus taxées » entre les électorats des différents partis en Flandre. Comme attendu, les scores moyens mettent en évidence que les électeurs du PVDA soutiennent le plus cette proposition (M = 3,62), alors que les électeurs de l'Open VLD la soutiennent le moins (M = 2,84). Une analyse ANOVA montre que les électeurs du PVDA présentent des scores moyens significativement plus élevés que ceux du CD&V, de Groen, de la N-VA, de l'Open VLD et du VB. Il faut cependant noter que, si les électeurs du PVDA font état des positions les plus radicales sur cet enjeu, la différence avec l'électoraux des autres partis de gauche, Groen et le SP.A, sont minimes et même non significatives pour ce qui est du SP.A (p = 0,845).

Tableau 2.3. Préférences politiques des électorats – Flandre

	Les immigrés non-occidentaux doivent s'adapter à la culture européenne (échelle 0-10)	Les grandes fortunes doivent être plus taxées (échelle 1-4)
CD&V	7,01	3,27
Groen	6,15	3,39
N-VA	7,86	3,04
Open VLD	7,15	2,84
PVDA	**6,03**	**3,62**
SP.A	6,82	3,52
VB	**7,75**	**3,22**
ANOVA	F = 23,78 p = 0,000	F = 20,22 p = 0,000

En Wallonie également, la question migratoire divise (voir tableau 2.4), et le score moyen (également de 7 en Wallonie) pointe aussi vers un électorat en faveur de l'assimilation culturelle. Les électeurs du PTB, du cdH et d'Ecolo se situent sur le versant plus modéré de l'échelle, alors que les électeurs de Défi et du MR sont davantage en faveur de l'assimilation.

Pour ce qui est de la taxation des grandes fortunes, les électeurs du PTB sont les plus favorables à cette proposition, bien que tout comme en Flandre la différence avec le PS et Ecolo (mais aussi Défi) est faible et non significative. Les électeurs du PTB diffèrent par contre de manière significative de ceux du cdH (p = 0,003) et du MR (p < 0,001). De manière générale, l'hypothèse 3b est partiellement confirmée : les électeurs du PTB-PVDA présentent des positionnements politiques sur les questions socioéconomiques plus radicales que les électeurs du cdH et du MR, mais ce n'est pas le cas pour les autres partis de gauche et pour Défi.

Tableau 2.4. Préférences politiques des électorats – Wallonie

	Les immigrés non-occidentaux doivent s'adapter à la culture européenne (échelle 0-10)	Les grandes fortunes doivent être plus taxées (échelle 1-4)
CDH	6,53	3,20
Défi	7,65	3,38
Ecolo	6,76	3,40
MR	7,66	2,97
PS	6,97	3,45
PTB	**6,48**	**3,57**
ANOVA	F = 8,59 p = 0,000	F = 16,70 p = 0,000

Pour ce qui concerne nos dernières hypothèses sur la congruence idéologique (H4a et H4b), on constate que, pour les électorats des partis radicaux populistes, la congruence idéologique est plus élevée avec ces partis en comparaison des électorats des partis traditionnels. Cela signifie que les électeurs du VB sont en accord avec les positions du VB sur un plus grand nombre d'enjeux que les électeurs des autres partis (tableau 2.5). Bien que les différences ne soient pas massives, les électeurs du VB diffèrent significativement de tous les autres électorats. Plus particulièrement, les électeurs du VB sont en moyenne en accord avec leur parti sur 11 des 18 propositions, alors que les électorats des autres partis sont en accord avec le VB sur 10 propositions ou moins. Pour le PVDA, on constate également que les électeurs du PVDA sont davantage en accord avec les propositions de leur parti, mais les différences sont à nouveau minimes et non significatives pour les partis de gauche Groen et SP.A. En particulier, les électeurs du PVDA et de Groen sont en moyenne en accord avec le PVDA sur 12 des 18 propositions, ceux du SP.A avec 11. Tous les autres partis sont en accord avec 10 propositions ou moins.

Tableau 2.5. Congruence idéologique des électorats avec le VB et le PVDA – Flandre

	Congruence idéologique avec le VB	Congruence idéologique avec le PVDA
CD&V	9,09	9,79
Groen	7,54	11,73
N-VA	10,12	8,52
Open VLD	9,27	9,68
PVDA	**8,83**	**11,75**
SP.A	8,57	11,33
VB	**10,69**	**9,05**
ANOVA	$F = 57{,}76$ $p = 0{,}000$	$F = 94{,}97$ $p = 0{,}000$

Enfin, pour ce qui est de la congruence idéologique pour le PTB en Wallonie, les différences sont moins prononcées (tableau 2.6). En particulier, les différences entre les électeurs du PTB et d'Ecolo sont faibles, avec des moyennes indiquant que les électeurs d'Ecolo sont ceux qui partagent le plus les positions du PTB, suivis par les électeurs du PTB. Les analyses ANOVA révèlent que les différences entre les électeurs du PTB et d'Ecolo, mais aussi du PS et de Défi, ne sont pas significatives ($p = 0{,}160$; $p = 0{,}203$; $p = 0{,}061$ pour Ecolo, Défi et PS respectivement). Les seules différences significatives peuvent être observées entre les électeurs du PTB et ceux du cdH ($p = 0{,}017$) et du MR ($p < 0{,}001$).

On peut dès lors conclure que, pour ce qui est des électeurs du VB, ils ne présentent pas seulement des positions radicales sur les questions d'immigration, mais ils sont également en accord avec les positions de leur parti. Cela confirme l'hypothèse 4a. En revanche, la congruence idéologique est présente, mais plus faible pour le PTB-PVDA, en particulier en Wallonie où les différences en termes de congruence idéologique sont faibles, sauf envers le cdH et le MR. En Flandre également, les électeurs du PVDA ne diffèrent pas des autres partis de gauche en termes de congruence idéologique, mais ils diffèrent des partis du centre et de droite.

Tableau 2.6. Congruence idéologique des électorats avec le PTB – Wallonie

	Congruence idéologique avec le PTB
cdH	10,81
Défi	10,86
Ecolo	12,26
MR	9,66
PS	11,07
PTB	**11,70**
ANOVA	F = 26,64 p = 0,000

4. Conclusion

Les élections de 2019 en Belgique ont été caractérisées par un changement substantiel dans les préférences partisanes des électeurs. Tant en Flandre qu'en Wallonie, les électeurs se sont tournés vers des partis radicaux populistes situés aux extrêmes du spectre idéologique : le Vlaams Belang et le PVDA en Flandre et le PTB en Wallonie. Dans ce chapitre, nous avons analysé le poids des attitudes protestataires et des considérations idéologiques dans le choix de vote.

Nos résultats montrent que tant les attitudes protestataires que les considérations idéologiques jouent dans le vote pour les partis radicaux populistes. Les électorats des partis radicaux de droite (VB) et de gauche (PTB-PVDA) présentent des niveaux de confiance politique et de satisfaction envers le gouvernement régional et la démocratie plus faibles que les électeurs des partis traditionnels. Il faut cependant noter que tous les électeurs se montrent assez critiques et qu'aucun électorat ne présente de hauts niveaux de confiance ou de satisfaction. En outre, alors que les électorats de l'ensemble des partis traditionnels présentent des niveaux d'attitudes protestataires plus faibles que ceux des partis radicaux populistes, il y a une exception tant en Flandre qu'en

Wallonie. En Flandre, les électeurs du SP.A se situent entre ceux du VB et du PVDA d'une part, et les autres partis traditionnels d'autre part. Le même constat peut être posé pour les électeurs de Défi en Wallonie, qui se situent entre ceux du PTB d'un côté et l'ensemble des partis traditionnels de l'autre. Néanmoins, les électeurs des partis radicaux populistes de gauche comme de droite présentent bien les attitudes protestataires les plus marquées. Nous nous attendions à observer des niveaux plus élevés au sein du VB que du PTB-PVDA, mais ce n'est pas le cas. Bien que le caractère populiste du parti soit davantage reconnu pour le VB que pour le PTB-PVDA, cela ne se reflète pas dans les attitudes protestataires de leurs électorats.

Nos résultats montrent également que les considérations idéologiques jouent aussi un rôle dans l'explication du choix de vote pour les partis radicaux populistes. En particulier, les considérations idéologiques jouent fortement dans le choix du VB. Nos résultats mettent en évidence que les électeurs du VB adoptent des positions politiques plus radicales que les autres électorats sur les questions d'immigration, à l'exception des électeurs de la N-VA. Sur un nombre plus large de propositions, les électeurs du VB sont le plus en accord avec les positions de leur parti, en comparaison des électeurs des autres partis, en particulier les partis de gauche. Ces résultats soulignent que, contrairement à ce qui est fréquemment avancé, le vote pour le VB n'est pas uniquement un vote protestataire. Le positionnement des électeurs du parti est congruent avec le positionnement du parti, et ce sur un large nombre de propositions et pas uniquement sur les questions d'immigration. La congruence idéologique sur un grand nombre d'enjeux est moins grande pour le PTB-PVDA. Pour le PVDA, on observe des différences substantielles en termes de congruence idéologique avec tous les partis du centre et de droite, mais pas avec les autres partis de gauche, Groen et le SP.A. Pour le PTB les différences sont plus faibles à l'exception d'envers les électeurs du cdH et du MR. Cela signifie que la congruence idéologique joue moins pour les partis radicaux populistes de gauche que pour ceux de droite. Ceci pourrait être lié à la saillance de certains enjeux : les électeurs peuvent se tourner vers un parti en raison d'un ou deux enjeux saillants, et non en raison de leur position sur l'ensemble des enjeux, ce qui n'est pas visible lorsque l'on considère tous les enjeux au même niveau. Même sur leur enjeu dominant, on constate que les électeurs du PTB-PVDA diffèrent des électeurs des partis de droite, mais pas de gauche. Les considérations idéologiques jouent dans la distinction du PTB-PVDA avec les partis de droite, mais pas de gauche.

Au final, ce chapitre a mis en évidence que tant les attitudes protestataires que les considérations idéologiques jouent et constituent des déterminants du vote radical populiste, bien que les considérations idéologiques soient moins importantes pour le PTB-PVDA que pour le VB. Si les électeurs du VB se

distinguent de tous les autres électorats sur le plan idéologique, ceux du PTB-PVDA se distinguent uniquement des partis du centre et de droite, mais pas de gauche. Les attitudes protestataires constituent dès lors de forts déterminants du vote PTB et PVDA, davantage que les considérations idéologiques. Le constat est différent pour le Vlaams Belang pour lequel les deux types de facteurs permettent de distinguer ses électeurs des électeurs des autres partis.

Chapitre 3
Comportement électoral et soutien aux réformes de la démocratie représentative en Belgique

Jean-Benoit Pilet
Lisa van Dijk
Thomas Legein
Sofie Marien

Au lendemain des élections de 2019 en Belgique, beaucoup de commentateurs ont interprété le « signal de l'électeur » comme la manifestation d'un fossé toujours plus grand entre les électeurs et le « monde » politique. Les victoires du PTB-PVDA et du Vlaams Belang étaient décrites comme des demandes de transformation radicale de la politique belge, non seulement en termes de politiques publiques (immigration, sécurité sociale – voir le chapitre 30), mais également en ce qui concerne le système institutionnel du pays. En effet, tant le PTB-PVDA que le Vlaams Belang avaient mené une campagne teintée de discours très durs à l'égard des autres partis et du système politique. D'après le parti d'extrême-droite flamand, « In België beslissen de partijhoofdkwartieren, niet de burgers […]. De politieke macht moet verhuizen van de partijhoofdkwartieren naar het volk »[1]. Le PTB-PVDA proclame son souhait « d'abolir les privilèges de la classe politique […] Cette caste vit au pays des profiteurs. Faire de la politique, c'est un engagement pour servir la société, pas se servir. Aujourd'hui, la politique est atteinte par le mal des privilèges, de l'argent-roi et de la collusion avec la haute finance. Pour être au service de la société, et non de son propre intérêt ou de celui des grosses fortunes, nous avons besoin d'un renouveau politique dans lequel la transparence est inscrite au coeur de la lutte contre la corruption en politique »[2].

[1] En français : « En Belgique, c'est le siège du parti, et non les citoyens, qui décide [...]. Le pouvoir politique doit se déplacer du siège du parti vers le peuple » ; programme électoral 2019 du Vlaams Belang, pp. 11.
[2] Programme électoral 2019 du PTB, pp. 163.

Au-delà de ces dénonciations du fonctionnement du système politique, les deux formations ont également inclus des propositions précises en matière de réformes de la démocratie représentative dans leur programme. Le PTB-PVDA y plaidait, par exemple, pour la division par deux du salaire des parlementaires et des ministres, pour la suppression du seuil électoral de 5 %, ou encore pour l'instauration de référendum décisionnel à la demande d'au moins 1 % de la population. Le Vlaams Belang, quant à lui, maintenait son agenda de fin de la Belgique et d'indépendance de la Flandre, mais il demandait aussi l'évolution vers une Flandre « plus démocratique ». Cela se traduisait par des propositions telles que l'introduction d'un référendum contraignant, l'instauration d'une circonscription électorale unique à l'échelle de la Flandre (pour le Parlement flamand), l'abandon du vote obligatoire et du droit de vote pour les non-nationaux, la diminution du nombre de parlementaires, la fin du cumul entre mandat parlementaire et mandat exécutif local (bourgmestre ou échevin), la suppression des provinces, ou encore l'élection directe des bourgmestres ainsi que du ministre-président flamand.

Le PTB-PVDA et le Vlaams Belang ne sont toutefois pas les seuls partis à avoir des propositions de réformes de la démocratie représentative au cœur de leur programme électoral. Le PS, Ecolo, Défi et Groen demandent ainsi d'interdire le cumul des mandats alors que le cdH veut en limiter les avantages financiers possibles en n'autorisant les détenteurs d'un double mandat à ne toucher qu'une seule et unique rémunération[3]. La N-VA désire la réduction du nombre total de mandataires au nom de la rationalisation du système institutionnel belge[4]. Aussi bien Groen et Ecolo que l'Open VLD, le MR, et la N-VA souhaitent la suppression des provinces[5]. Le PS, Ecolo et Défi soutiennent le référendum d'initiative citoyenne[6]. Enfin, le cdH, Défi, Ecolo, Groen, le MR et le PS suggèrent de mettre sur pieds des assemblées citoyennes indépendantes et/ou des panels citoyens permanents au sein des assemblées parlementaires, composés par tirage au sort, et ayant principalement un rôle consultatif[7].

---

[3] Programme électoral 2019 du PS, pp. 466 ; programme électoral 2019 d'Ecolo, pp. 3 ; programme électoral 2019 de Défi, pp. 166 ; programme électoral 2019 de Groen, pp. 120 ; programme électoral 2019 du cdH, pp. 276.

[4] Programme électoral 2019 de la N-VA, pp. 36.

[5] Programme électoral 2019 de Groen, pp. 122 ; programme électoral 2019 d'Ecolo, pp. 3 ; programme électoral 2019 de l'OpenVLD, pp. 52 ; programme électoral 2019 du MR, pp. 137 ; programme électoral 2019 de la N-VA, pp. 38.

[6] Programme électoral 2019 du PS, pp. 468 ; programme électoral 2019 d'Ecolo, pp. 3 ; programme électoral 2019 de Défi, pp. 170.

[7] Programme électoral 2019 d'Ecolo, pp. 4 ; programme électoral 2019 du cdH, pp. 275 ; programme électoral 2019 de Défi, pp. 170 ; programme électoral 2019 du PS, pp. 469 ; programme électoral 2019 du MR, pp. 142 ; programme électoral 2019 de Groen, pp. 119.

La question que nous souhaitons examiner dans ce chapitre est dans quelle mesure ces propositions de réformes de la démocratie représentative se reflètent dans les préférences des électeurs à l'occasion du scrutin du 26 mai 2019. Constate-t-on que ceux-ci adoptent les positions en matière de réforme de la démocratie belge portées par le parti pour lequel ils ont choisi de voter ? En d'autres termes, voit-on, par exemple, que les électeurs du PTB-PVDA ou du Vlaams Belang sont plus en faveur de mécanismes comme le référendum que ceux des autres partis ?

Afin de répondre à cette question, nous avons divisé notre chapitre en trois parties.

Dans la première, nous présentons des travaux scientifiques antérieurs ayant mis en exergue le lien entre les demandes de réformes de la démocratie et certaines familles politiques. Nous nous penchons en particulier sur le lien entre partis populistes et propositions de réformes de la démocratie. Dans la deuxième section du chapitre, nous présentons les propositions de réforme institutionnelles ayant été reprises dans le questionnaire de notre enquête électorale Represent 2019. Nous détaillons ensuite quels partis ont pris des positions claires par rapport à ces réformes dans leur programme électoral. Enfin, dans la section 3, nous analysons nos données d'enquête électorale. Grâce à la technique de l'analyse de variance (ANOVA), nous comparons ainsi le soutien à diverses réformes de la démocratie représentative de la part de l'électorat des partis politiques représentés au Parlement fédéral. Le but est de voir quels partis ont les électeurs les plus en faveur d'une révision de la façon dont les décisions politiques sont prises en Belgique. De la sorte, nous pourrons voir si, comme certains commentateurs l'ont parfois laissé entendre, le succès de partis comme le Vlaams Belang ou le PTB-PVDA est aussi lié à des demandes des électeurs de réorganiser la démocratie en Belgique.

1. Les travaux antérieurs sur les réformes de la démocratie représentative

Dans un contexte de faible confiance politique chez les citoyens (Norris, 2011 ; Thomassen, 2016), l'attention des universitaires se porte de plus en plus sur la façon dont les citoyens jugent que la démocratie devrait fonctionner. Alors que la plupart des citoyens considèrent toujours que l'organisation d'élections libres et justes reste le cœur de la démocratie (Hooghe, Marien et Oser, 2017), plusieurs études montrent qu'une part importante de la population est insatisfaite de la manière donc fonctionne le système représentatif et voudrait le voir être réformé.

Plusieurs auteurs ont avancé l'idée qu'une grande part des citoyens souhaiterait voir émerger une démocratie plus participative dans laquelle les citoyens seraient plus directement impliqués dans le processus politique (Cain, Dalton et Scarrow, 2003 ; Dalton, 2004 ; Neblo, Esterling, Kennedy, Lazer et Sokhey, 2010). D'autres se sont inscrits en faux contre cette idée. Les citoyens peuvent certes être insatisfaits de la démocratie représentative sans pour autant soutenir plus de participation. Au contraire, certains voudraient même moins participer et avoir des autorités politiques qui agissent plus vite en étant moins soumises à la pression électorale. Dans ce modèle de « démocratie furtive » (*stealth democracy* chez Hibbing et Theiss-Morse, 2002), les citoyens « ne veulent pas prendre eux-mêmes les décisions politiques ; ils ne veulent pas fournir de contributions à ceux qui sont désignés pour prendre ces décisions et ils préfèreraient ne pas connaître les détails du processus de prise de décision [...]. Cela ne signifie pas que les gens ne considèrent pas qu'un mécanisme assurant la responsabilité du gouvernement soit nécessaire ; ils ne veulent simplement pas que ce mécanisme n'entre en jeu excepté dans des circonstances spéciales » (Hibbing et Theiss-Morse, 2002, pp. 1-2). Il apparait également que les citoyens qui soutiennent cette logique soutiennent par ailleurs un rôle accru pour les experts et les technocratiques qui remplaceraient les élus.

1.1. Trois modèles de démocratie

Depuis lors, plusieurs enquêtes ont été conduites en Belgique et ailleurs en Europe (notamment aux Pays-Bas, en Allemagne, en Finlande ou en Espagne) sur les préférences des citoyens sur la manière dont la démocratie devrait être organisée (Bengtsson et Mattila, 2009 ; Coffé et Michels, 2014 ; Font, Wojcieszak et Navarro, 2015 ; Gherghina et Geissel, 2019). Elles mettent en évidence l'existence de trois grands modèles de démocratie. Dans le premier modèle – que certains ont appelé le modèle « élitiste » (Bengtsson et Christensen, 2016) – les élections sont la pierre angulaire de la démocratie. Celle-ci étant avant tout une méthode pour les citoyens de sélectionner des *leaders* pour gouverner. Le deuxième modèle, « technocratique », peut être relié à la notion de démocratie furtive (Hibbing et Theiss-Morse, 2002). L'idée générale est que les citoyens veulent des dirigeants efficaces et désintéressés qui devraient conduire des politiques sur la base de l'expertise, avec une implication minimale des citoyens. Enfin, le modèle participatif considère la participation citoyenne comme centrale pour le bon fonctionnement de la démocratie, impliquant que les citoyens devraient s'impliquer y compris en dehors du seul moment de l'élection.

Concrètement, ces trois modèles de la démocratie se traduisent dans des logiques différentes de réforme des institutions. Les citoyens qui soutiennent le

modèle de la démocratie représentative seront soit favorables à un *statu quo* institutionnel, soit demanderont des changements qui restent dans le cadre représentatif comme des réformes de la loi électorale, des mesures qui touchent au nombre d'élus, au statut, au cumul des mandats, ou encore aux interactions entre les pouvoirs législatif et exécutif. Ceux qui veulent avancer vers un modèle de démocratie furtive ou un modèle technocratique vont donc soutenir un accroissement des compétences octroyées à des acteurs non-élus (technocrates, experts, agences indépendantes) et seront pour réduire la pression électorale. Enfin, les démocrates participatifs soutiendront, comme le dit leur nom, des réformes offrant plus d'opportunités de participer aux citoyens comme les budgets participatifs, les assemblées citoyennes (tirées au sort ou d'accès libre), mais aussi les référendums.

Les outils de la démocratie directe sont toutefois dans une situation particulière quand il s'agit de les articuler aux préférences des citoyens quant à la façon dont la démocratie doit être organisée. Ils sont certes des instruments soutenus par ceux qui souhaitent avoir plus d'occasions de prendre des décisions politiques (Bowler, Donovan et Karp, 2007 ; Schuck et de Vreese, 2015). Toutefois, ils sont aussi plébiscités par les citoyens qui soutiennent un modèle de démocratie plus technocratique. Ceux-ci voient dans le référendum un instrument à utiliser avec parcimonie, mais permettant de maintenir le fort contrôle des élus quand cela s'avère nécessaire (Coffé et Michels, 2014 ; Webb, 2013).

Ce qui nous intéresse dans ce chapitre n'est toutefois pas d'étudier quelles réformes et quels modèles de démocratie les citoyens belges soutiennent en général. Un tel travail a déjà été réalisé à l'occasion des élections de 2014 (Jacquet, Biard, Caluwaerts et Reuchamps, 2015). Notre ambition est plutôt d'étudier si le soutien pour les réformes que l'on peut relier à ces trois modèles de démocratie (représentative, participative et furtive/technocratique) diffère entre les électeurs des différents partis en lice à l'occasion des élections du 26 mai 2019.

La littérature en la matière est cependant très peu développée. Les études sur les déterminants du vote intègrent le poids des positions des électeurs sur divers enjeux pour expliquer le choix d'un parti. Les enjeux relatifs aux réformes institutionnelles sont toutefois généralement ignorés, à l'exception de réformes allant vers une décentralisation, le fédéralisme, voire l'indépendance dans des pays comme l'Espagne, le Canada, ou bien entendu la Belgique (Medeiros, Gauvin et Chhimc, 2015 ; Swyngedouw et Abts, 2011). En revanche, des questions comme le soutien au référendum, à des jurys citoyens, à des réformes électorales ou encore à un rôle croissant pour des experts ne sont pas considérées comme déterminants du vote.

1.2. Les familles de partis et leurs positions sur les réformes

Dès lors, nous devons plutôt nous pencher sur la littérature relative au soutien de certaines familles politiques à l'égard de certaines réformes de la démocratie représentative. Dans cette logique, la première qui vient à l'esprit est la famille écologiste. Celle-ci est décrite comme porteuse de l'enjeu environnemental, mais aussi comme la porte-parole d'un programme qualifié de *New Politics* (Poguntke, 1989). Ce modèle s'articule autour de deux axes. Le premier est celui du post-matérialisme (Inglehart, 1977, 1997, 2018). Selon cette logique, la hausse du niveau de vie moyen dans les sociétés occidentales fait que certains citoyens deviennent porteurs de demandes sur des valeurs et enjeux non matérialistes. Parmi celles-ci se retrouvent des appels à plus de participation à la vie sociale et politique. Les partis verts se sont, du moins en Europe de l'Ouest, fait les principaux relais de ces demandes depuis les années 1980 (Van Haute, 2016). Cela se traduit notamment dans un soutien à l'introduction de mécanismes de la démocratie participative et de la démocratie directe. Nous pouvons dès lors nous attendre à ce que les électeurs de ces partis écologistes soient plus motivés que ceux des autres partis par des demandes de réformes allant dans cette direction. L'autre facette du *New Politics* est d'avoir des citoyens moins déférents envers l'autorité en général, et les autorités publiques en particulier (Dalton, Bürklin et Drummond, 2001 ; Dalton et Welzel, 2014 ; Nevitte, 2014). Cela se traduit dans des demandes pour plus de transparence, mais aussi pour un cadre plus strict du statut des élus avec bien souvent des limites dans les mandats à cumuler ou dans les salaires et indemnités perçus. Cela nous permet de formuler nos premières hypothèses.

> H1 : Les électeurs des partis verts (Ecolo et Groen) seront plus favorables aux mécanismes de participation citoyenne que les autres électorats.
> H2 : Les électeurs des partis verts (Ecolo et Groen) seront plus favorables aux réformes encadrant le statut des élus que les autres électorats.

La deuxième famille politique pour laquelle les recherches en sciences politiques ont mis en avant une attention particulière pour certaines réformes démocratiques est la famille populiste. Dans le contexte européen, les partis populistes peuvent principalement être classés à droite du spectre politique (le Vlaams Belang (VB) en Belgique, ou par exemple, le Front National (FN) en France ou le Partij voor de Vrijheid (PVV) aux Pays-Bas ; Mudde, 2007 ; Rooduijn, 2014 ; Van Kessel, 2014) bien que certains d'entre eux puissent plutôt être classés à la gauche de celui-ci (le PTB-PVDA en Belgique, mais aussi le Socialistische Partij (SP) aux Pays-Bas, ou Podemos en Espagne ; Akkerman, Mudde et Zaslove, 2014 ; Albertazzi et McDonnell, 2008 ; Wauters et Pittoors, 2019).

Si l'on ne peut pas entièrement parler de famille politique homogène (Mair et Mudde, 1998), il faut néanmoins noter que ces partis populistes se trouvant aux deux extrêmes du spectre politique n'en adhèrent pas moins à des idées communes défendant, entre autres, la *vox populi* et des arguments centrés sur la primauté du peuple dans le système démocratique tout en reposant leurs prises de positions sur des éléments antiélitistes (pour une Définition du populisme ; voir Mudde, 2004).

Selon la littérature scientifique portant sur le discours populiste, ces partis sont caractérisés par leur discours largement négatif et critique envers le fonctionnement de la démocratie représentative et, en particulier, envers les élites politiques (Arzheimer, 2015 ; Kriesi, 2012 ; Mény et Surel, 2002; Mudde, 2007 ; Taggart, 2002 ; Van Hauwaert etVan Kessel, 2018). Plus spécifiquement, ils accusent de manière systématique l'*establishment politique* de ne prendre soin que de ses propres intérêts tout en étant déconnecté de la réalité (Elchardus et Spruyt, 2016). Par là même, les élites politiques sont donc décrites comme n'étant pas capables de se montrer réellement réceptives quant aux préférences et aux demandes des citoyens (Huber et Ruth, 2017 ; Spruyt, Keppens et Van Droogenbroeck, 2016 ; Van Kessel, 2014). En ce qui concerne les réformes de la démocratie représentative, cette posture peut notamment se traduire par un soutien à des changements qui, à l'intérieur de la logique représentative, s'attaquent aux statuts des élus dont on veut réduire le nombre et les salaires.

D'un point de vue populiste, la solution aux dysfonctionnements actuels du système politique réside dans la réalisation – ou la restauration – de la souveraineté populaire (Bowler, Denemark, Donovan et McDonnell, 2017 ; Canovan, 2002). En d'autres termes, le populisme soutient que la politique devrait refléter de manière stricte « l'expression du peuple », étant donné que ce peuple constitue la source ultime de toute légitimité politique (Hawkins, Riding et Mudde, 2012 ; Mudde, 2004 ; Stanley, 2008). Il est donc entendu que les populistes considèrent de la sorte la participation citoyenne dans la prise de décision politique comme étant le mécanisme-clé permettant d'assurer de manière directe et non-biaisée la mise en œuvre de cette volonté du peuple (Akkerman et *al.*, 2014 ; Pasquino, 2008 ; Taggart, 2002) . Par conséquent, les partis populistes défendent de manière générale la participation citoyenne dans la prise de décision (Bowler et *al.*, 2017 ; Mudde, 2007). Par exemple, le mouvement populiste italien *Movimento 5 Stelle* (M5S) a utilisé le slogan « participez, ne déléguez pas »[8] (Casaleggio, 2017) alors que le PVV néerlandais défend l'introduction d'un référendum décisionnel[9].

---

[8] En italien : « partecipa, non delegare ! ».
[9] Programme électoral 2017-2021 du PVV.

Le soutien à la démocratie directe, en particulier, a été souligné par de nombreux auteurs analysant le discours populiste (Bowler et *al.*, 2017 ; Mudde, 2007 ; Pauwels, 2014 ; Taggart, 2002). Plus important encore, l'idée du référendum rencontre trois arguments au cœur du discours populiste : le peuple y joue un rôle central, le pouvoir des élites politiques est réduit et la volonté du peuple est implémentée (Jacobs, Akkerman et Zaslove, 2018). Se faisant, nous pouvons donc formuler l'hypothèse selon laquelle les électeurs des partis populistes sont considérés comme plus favorables à une implication plus forte des citoyens dans le processus de prise de décision et, en particulier, à l'implémentation de référendums.

Enfin, un dernier axe de réforme de la démocratie représentative que l'on tend à retrouver chez plusieurs partis populistes est l'accroissement du rôle des experts aux dépens des élites politiques en place. Cette logique est alors combinée au recours à la démocratie directe. Le Mouvement Cinq étoiles en Italie en est une belle illustration. Il donne un rôle important à ses membres via des délibérations en ligne sur la plateforme Rousseau tout en alliant cela avec le choix de ministres technocrates tel que le Premier ministre Antonio Conte. Chris Bickerton et Accetti (2018) vont jusqu'à parler de techno-populisme pour qualifier le Mouvement 5 étoiles ou Podemos. Même si les visions populistes et technocratiques de la démocratie ne sont pas identiques, elles se rejoignent sur certains points (Caramani, 2017). Et un rôle accru pour les experts peut servir aux partis populistes à décrédibiliser les élus en place (Mudde, 2004).

Ces éléments nous permettent de développer les trois hypothèses suivantes relatives aux électeurs des partis populistes.

> H3 : Les électeurs des partis populistes (Vlaams Belang et PTB-PVDA) seront plus favorables aux réformes encadrant le statut des élus que les autres électorats.
> H4 : Les électeurs des partis populistes (Vlaams Belang et PTB-PVDA) seront plus favorables aux mécanismes de participation citoyenne que les autres électorats.
> H5 : Les électeurs des partis populistes (Vlaams Belang et PTB-PVDA) seront plus favorables à un rôle accru des experts que les autres électorats.

Pour les autres familles politiques, la littérature met moins en avant des positionnements clairs sur les réformes de la démocratie à mettre en œuvre. En revanche, elle souligne que les partis au pouvoir tendent à être moins favorables aux réformes allant vers des pouvoirs accrus pour les citoyens (Bowler, Donovan et Karp, 2002). Dans ce contexte, on peut s'attendre en Belgique en 2019 à ce que les électeurs du MR, de la N-VA, de l'Open VLD et du CD&V rejettent plus facilement les réformes allant vers la démocratie directe ou participative. Cela nous permet de formuler une dernière hypothèse.

H6 : Les électeurs des partis ayant fait partie du gouvernement fédéral sortant (MR, Open VLD, CD&V, N-VA) seront moins favorables aux mécanismes de participation citoyenne que les autres électorats.

2. Les réformes de la démocratie représentative dans l'enquête Represent 2019 et les positions des partis belges

2.1. Propositions de réformes et préférences politiques – l'enquête RepResent 2019

Pour nos analyses, nous allons donc nous pencher sur les attitudes des électeurs belges à l'égard de réformes de la démocratie. Dans l'enquête électorale Represent 2019, nous nous intéressons en particulier à deux groupes de questions. Le premier est le choix électoral exprimé par les répondants pour le scrutin fédéral de 2019. Puisque nous nous intéressons au comportement de votes, nous nous basons donc sur les répondants ayant pris part à la deuxième vague de l'enquête électorale, celle-ci s'étant déroulée après les élections du 26 mai 2019. Au total, cela nous fait 3917 répondants, 1978 en Flandre et 1429 en Wallonie, et 510 en Région de Bruxelles-Capitale. Nous considérons uniquement les partis ayant obtenu au moins un élu à la Chambre des représentants. Les électeurs des listes bilingues (Ecolo-Groen et PTB-PVDA) en Région bruxelloise sont répartis selon la langue dans laquelle ils ont choisi de remplir notre enquête électorale (français ou néerlandais).

Le second concerne les attitudes des répondants à l'égard de diverses réformes potentielles de la démocratie belge. En la matière, le questionnaire de l'enquête électorale Represent 2019 incluait des questions demandant aux répondants de déclarer leur soutien à une liste de plusieurs réformes. Parmi celles-ci, nous en avons sélectionné sept qui renvoient aux modèles de démocratie évoqués dans la littérature. Pour commencer, nous avons sélectionné deux réformes permettant de capter le soutien à des réformes restant dans le modèle représentatif pur. La première est la réforme du système électoral pour aller vers un scrutin majoritaire, qui réduirait le nombre de partis représentés au Parlement et, en conséquence, la taille des coalitions nécessaires pour former un gouvernement. L'autre réforme à l'intérieur de la logique représentative est la proposition du plafonnement du salaire des parlementaires. Sans remettre en cause le cœur de la démocratie représentative, cette réforme traduit toutefois une volonté de s'attaquer au statut actuel des élus. Selon nos hypothèses, elle devrait être soutenue plus fortement par les électeurs des partis populistes, ainsi que par ceux des partis écologistes.

En vue d'analyser le soutien aux réformes visant à accroître la participation des citoyens à la décision politique, nous avons repris quatre propositions. Les deux premières renvoient au référendum, dans une logique consultative ou contraignante. Les deux suivantes s'articulent plutôt à la démocratie délibérative et/ou participative. Il s'agit, d'une part, de l'instauration d'une assemblée citoyenne tirée au sort ayant la capacité de formuler des recommandations aux institutions représentatives, et d'autre part, de la mise sur pied à tous les niveaux de pouvoir de budgets participatifs qui associeraient des citoyens pour décider de l'allocation d'une partie des moyens publics. Il est à noter que ces quatre propositions concernaient explicitement le niveau national. Pour rappel, nos attentes sont que les électeurs des partis verts seront plus favorables à ces deux types de réformes, tandis que les électeurs des partis populistes soutiendront surtout le référendum. Par ailleurs, nous nous attendons à ce que les partis au pouvoir soient plus réticents à ces réformes, en particulier quand elles vont au-delà de la logique consultative (comme ce serait le cas avec le référendum contraignant et le budget participatif).

Enfin, afin de capter le soutien à la démocratie furtive/technocratique, nous considérons également la façon dont les répondants réagissent à l'idée de confier les principales décisions politiques à des experts plutôt qu'à des élus. Selon la littérature en science politique, une telle proposition devrait être soutenue par les citoyens ayant voté pour des partis populistes.

Concrètement, nous prenons donc les réponses des électeurs belges interrogés pour les sept propositions suivantes[10] :

1. La loi électorale devrait être changée pour donner la majorité à un seul parti qui pourrait gouverner seul.
2. Le salaire des élus devrait être limité à maximum 2500 euros brut par mois[11].
3. Des experts devraient prendre les principales décisions politiques à la place des hommes et femmes politiques.
4. Êtes-vous, en général, pour ou contre les référendums consultatifs sur les thèmes nationaux importants ? Les citoyens ont le droit de voter sur une proposition spécifique. Le Parlement reçoit l'avis des électeurs, mais sans être obligé de le suivre.

---

[10] Pour les trois premières réformes, les répondants devaient déclarer s'ils étaient (1) totalement contre, (2) plutôt contre, (3) plutôt pour, (4) totalement pour, ou (99) sans opinion/ne sais pas. Pour les quatre dernières, ils devaient exprimer leur accord avec la proposition sur une échelle allant de 0 à 10, 0 voulant dire qu'ils ne sont pas du tout d'accord, et 10 qu'ils sont totalement d'accord. Le répondants avaient en plus la possibilité de ne pas répondre (99).

[11] Concernant cette proposition, une légère nuance dans la traduction différenciait le questionnaire en français du questionnaire en néerlandais. La version en néerlandais parlait d'un salaire maximum alors que la version française spécifiait qu'il s'agissait d'un salaire maximum brut.

5. Êtes-vous, en général, pour ou contre les référendums contraignants sur les thèmes nationaux importants ? Les citoyens ont le droit de voter sur une proposition spécifique. Le Parlement est obligé de suivre l'avis de la population.
6. Êtes-vous, en général, pour ou contre l'organisation de forums consultatifs de citoyens sur les thèmes nationaux importants ? Un forum citoyen est une assemblée composée d'environ 30 à 50 citoyens, tirés au sort, qui se rencontrent et qui discutent d'un sujet spécifique afin de produire une recommandation transmise ensuite au Parlement.
7. Êtes-vous, en général, pour ou contre les budgets participatifs au niveau national ? Un budget participatif signifie que des citoyens décident d'une partie du budget de l'État belge. Les citoyens impliqués se réunissent et discutent de la façon dont ils souhaitent que l'argent soit dépensé pour soutenir différents projets concrets.

Ces sept réformes ont été sélectionnées car elles renvoyaient aux trois modèles identifiés dans la littérature sur les attitudes des citoyens quant à la façon d'organiser la démocratie, mais aussi car elles figuraient au programme d'au moins un parti en lice pour les élections fédérales du 26 mai 2019.

2.2. La position des partis belges à propos des sept réformes

L'examen des programmes électoraux des différents partis belges pris en compte dans notre étude permet de constater que les sept propositions de réformes qui composent notre questionnaire apparaissent à plusieurs reprises. Le tableau 3.1 présente un aperçu de ce qui est proposé par ces partis.

À ce sujet, il est frappant de constater qu'une proposition de réforme du système électoral n'est explicitement proposée que dans le programme électoral du cdH. Concernant la proposition d'instaurer une réduction des salaires des élus, cette réforme apparait dans un plus grand nombre de programmes de partis. Le PTB-PVDA, Ecolo, Défi, le PS et, indirectement, le cdH en font en effet la proposition. Bien que les programmes des partis belges ne font pas explicitement mention d'une volonté d'aller vers un rôle accru des experts dans la prise de décision politique, certains d'entre eux plaident tout de même pour un transfert de certaines prérogatives du service public vers des organismes indépendants spécialisés. D'autres partis, à l'instar de la N-VA, plaident eux pour un désengagement de l'État de son implication dans certaines grandes sociétés publiques telles que Belfius, BNP, Paribas, Ethias, NMBS, Proximus ou encore BPOST[12]. En ce qui concerne les mécanismes de la participation citoyenne, les propositions visant à accroître le rôle des citoyens ont, pour leur part, largement été intégrés par les partis. La plupart des partis belges

[12] Programme électroral de la N-VA, pp. 37.

se montrent en effet favorables à la mise en place de référendums décisionnels et/ou à des formes de forums citoyens consultatifs ainsi qu'à l'utilisation du mécanisme de budget citoyen. Cette dernière proposition apparait notamment dans les programmes du cdH, du MR, du PS et de Groen par exemple.

Tableau 3.1. La position des partis belges à propos des sept réformes

Propositions de réformes	Dans le programme de…	Propositions du parti
Réforme du système électoral : gouvernement majoritaire composé d'un seul parti	cdH	Le cdH souhaite étudier la possibilité d'instaurer un système proportionnel mixte semblable à ce qui se fait en Allemagne[13].
Révision du statut des élus : réduction du salaire	PTB-PVDA	Le PTB-PVDA est favorable à la réduction de moitié des indemnités des élus afin de limiter les privilèges de « la caste politique ». Le parti préconise également la suppression des indemnités de départ des élus, qu'il considère comme trop « généreuses »[14].
	Ecolo, Défi et PS	Ces trois partis souhaitent la mise en place d'un plafond limitant les indemnités parlementaires[15].
	cdH	Le cdH souhaite supprimer l'avantage financier lié au cumul de mandats en n'autorisant qu'une seule rémunération[16].

[13] En Allemagne, les 598 membres du Bundestag allemand sont élus selon un système mixte. Ainsi, 299 de ces délégués sont nommés selon un système de scrutin majoritaire à un tour, où les électeurs votent pour un candidat de leur circonscription. Le gagnant est le candidat qui obtient le plus de voix dans cette circonscription, que ce soit à la majorité absolue des voix ou non. L'autre moitié des députés sont élus sur la base de la représentation proportionnelle, les électeurs votant pour un parti plutôt que pour une personne. Dans la pratique, chaque électeur allemand a ainsi la possibilité de voter deux fois le jour du scrutin. ; Programme électoral 2019 du cdH, pp. 278.

[14] Programme électoral 2019 du PTB-PVDA, pp. 157.

[15] Programme électoral 2019 de Défi, pp. 175 ; programme électoral 2019 d'Ecolo, proposition 11 ; programme électoral 2019 du PS, pp. 471.

[16] Programme électoral 2019 du cdH, pp. 276.

Référendums	cdH	Le cdH souhaite mettre en place la consultation populaire régionale à Bruxelles et en Communauté germanophone, faisant suite à son adoption en Région wallonne[17].
	Défi, Ecolo, Groen, MR et PS	Ces partis sont également favorables à la mise en place de référendums. Défi souhaite l'introduction d'un référendum contraignant et d'initiative citoyenne dans la Constitution[18]. Instaurer un référendum d'initiative citoyenne est également l'une des propositions d'Ecolo[19]. Groen et le PS, préconisent, pour leur part, l'utilisation de référendums à tous les niveaux de pouvoir. Ceux-ci doivent, pour les socialistes, également être d'initiative citoyenne[20]. Enfin, le MR propose la mise en place d'un mécanisme de consultation populaire, mais qu'aux niveaux régionaux[21].
	PTB-PVDA	Dans son programme, le PTB-PVDA propose également la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne contraignant en précisant qu'une proposition sera soumise à la population si 1 % de l'électorat concerné le demande[22].
	Vlaams Belang	Le Vlaams Belang se positionne également en tant que partisan d'un référendum contraignant, soit à l'initiative du gouvernement, soit à celle des citoyens. Cela permettrait « d'assurer une participation plus active au processus de décision démocratique et de renforcer la citoyenneté démocratique ». Selon le Vlaams Belang, « les politiciens peuvent mieux adapter leur politique aux souhaits des citoyens par le biais de ces plébiscites »[23].
Forums citoyens consultatifs	cdH	Le cdH veut systématiser la mise en place de panels citoyens dans les assemblées parlementaires. Ceux-ci seraient tirés au sort et permettraient aux citoyens de formuler un avis consultatif sur des enjeux importants. Il souhaite en parallèle mettre en place un Sénat citoyen tiré au sort qui se réunirait deux fois par an. Celui-ci aura pour objectif de formuler un rapport qui sera ensuite transmis au Sénat

17 Programme électoral 2019 du cdH, pp. 275.
18 Programme électoral 2019 de Défi, pp. 179.
19 Programme électoral 2019 d'Ecolo, proposition 1.
20 Programme électoral 2019 de Groen, pp. 120 ; Programme électoral 2019 du PS, pp. 468.
21 Programme électoral 2019 du MR, pp. 141.
22 Programme électoral 2019 du PTB-PVDA, pp. 163.
23 Programme électoral 2019 du Vlaams Belang, pp. 12.

		ainsi qu'à la Chambre qui devra se positionner dessus[24].
	CD&V	Le CD&V souhaite « accroître la participation et l'implication des personnes, de la société civile et des entreprises » dans la prise de décision politique, en veillant à ce que ces processus de participation reflètent la composition de la population[25].
	Défi	Défi juge judicieux de créer des forums citoyens dans chaque assemblée parlementaire afin que des débats sur des enjeux de société puissent y être organisés avec la participation obligatoire des parlementaires et des représentants des gouvernements[26].
	Ecolo	Ecolo est également favorable à la mise en place au sein des assemblées parlementaires de panels composés de citoyens tirés au sort et d'élus. Le parti se positionne également en faveur de la suppression du Sénat et de son remplacement par une assemblée interfédérale orientée sur les grands enjeux à long terme[27].
	Groen	Groen préconise également l'instauration de panels citoyens organisés sur initiative des citoyens ou du Gouvernement[28].
	MR	Le MR est en faveur de panels de citoyens tirés au sort et ayant un rôle consultatif, tant au niveau local et régional que fédéral[29].
	PS	Le PS souhaite l'instauration d'une Constituante populaire tirée au sort et chargée de réfléchir aux dispositions à inscrire dans le préambule d'une nouvelle Constitution. Le parti propose également la mise en place de commissions citoyennes au sein des assemblées législatives des différents niveaux de pouvoir[30].
	SP.A	Le SP.A veut remplacer le Sénat par un Sénat citoyen composé de citoyens représentatifs de la population (à l'exception des politiciens professionnels)[31].
Budgets participatifs	cdH, MR, PS	Le cdH et le MR veulent tous deux encourager l'utilisation de budgets participatifs au niveau

24 Programme électoral 2019 du cdH, pp. 275.
25 Programme électoral 2019 du CD&V, pp. 166.
26 Programme électoral 2019 de Défi, pp. 170.
27 Programme électoral 2019 d'Ecolo, propositions 5 et 7.
28 Programme électoral 2019 de Groen, pp. 119.
29 Programme électoral 2019 du MR, pp. 142.
30 Programme électoral 2019 du PS, pp. 640-641.
31 Programme électoral 2019 du SP.A, pp. 138

		communal[32]. Le PS veut quant à lui l'encourager non seulement au niveau communal, mais également au niveau provincial[33].
	Groen	Groen désire continuer l'expérimentation des budgets participatifs[34].

3. Analyse de variance : quels électorats se distinguent dans leurs positions sur les réformes de la démocratie représentative ?

Maintenant que nous avons exposé les réformes que nous étudions dans ce chapitre, il nous reste à voir si les électorats des partis politiques se différencient entre-eux sur ces propositions ou non. Avant de s'y atteler, il est toutefois intéressant de voir si ces modifications éventuelles du cadre d'organisation de la démocratie belge sont soutenues par les électeurs en général. Dans la partie qui suit, nous présentons les analyses basées sur des données non pondérées. Ces mêmes analyses effectuées sur base de données pondérées par sexe, âge et niveau d'éducation se trouvent en annexes.

3.1. Le soutien citoyen aux sept réformes de démocratie représentative en Belgique

Le tableau 3.2 présente les taux de citoyens favorables à ces réformes parmi les électeurs belges, et par région. Les éléments suivants en ressortent. Premièrement, le soutien est très marqué pour toutes les réformes, sauf le passage au scrutin majoritaire. Pour les six autres propositions, de deux tiers à trois quarts des Belges semblent favorables à de telles évolutions du cadre institutionnel. Le deuxième enseignement est que le soutien est un peu plus fort pour les mécanismes de participation citoyenne qui demeurent consultatifs plutôt que contraignants. Enfin, entre régions, peu de différences apparaissent. Tout au plus observe-t-on des taux de soutien aux mécanismes de participation citoyenne en Wallonie, tandis que les bruxellois soutiennent un peu moins la diminution du salaire des élus et un rôle accru pour les experts.

32 Programme électoral 2019 du cdH, pp. 276 ; Programme électoral 2019 du MR, pp. 142.
33 Programme électoral 2019 du PS, pp. 641.
34 Programme électoral 2019 de Groen, pp. 120.

Tableau 3.2. Taux de soutien aux sept réformes étudiées

	% de répondants en faveur[35]			
	Belgique	*Flandre*	*Wallonie*	*Bruxelles*
Système électoral majoritaire.	41,6	41,9	42,3	38,2
Réduction du salaire des élus	72,5	74,8	71,2	67,6
Experts prennent les grandes décisions	67,2	67,3	68,4	63,7
Référendum consultatif	77,4	77,1	77,9	77,1
Référendum décisionnel	71,6	69,8	75,0	69,5
Forums citoyens consultatifs	75,6	73,3	78,7	76,2
Budgets participatifs	69,6	66,9	73,5	69,3

3.2. Différences d'opinions entre les sept propositions de réformes parmi l'électorat flamand

À présent, nous pouvons nous pencher sur le lien entre le soutien à ces réformes et les choix électoraux posés le 26 mai 2019. Pour cela, nous utiliserons une technique statistique appelée analyse de variance (ANOVA). Cette méthode consiste à comparer le score moyen de soutien à chacune des sept réformes pour les électorats des différents partis. Elle permet de comparer les écarts observés et de déterminer si l'on peut considérer que les électorats sont significativement différents sur chacune des sept réformes étudiées ou non. Un écart est statistiquement significatif ou robuste si la probabilité qu'il soit dû à un pur hasard dans la distribution des électeurs (dite l'hypothèse nulle) est très faible. Cette probabilité statistique que l'écart soit dû au hasard est mesurée par la valeur p. Elle varie entre 0 et 1, 0 signifiant qu'il y a une probabilité nulle que l'écart observé soit dû au hasard, et 1 que la probabilité soit de 100 %. Les conventions statistiques sont les suivantes : un écart est jugé statistiquement robuste (ou significatif) si la valeur p est inférieure à 0,05 (ou 5 %). Par ailleurs, pour savoir à quel point les différents électorats sont différents, on se réfère à la valeur F. Celle-ci augmente plus les écarts observés entre les moyennes pour les différents électorats sont grands.

Le tableau 3.3 présente les résultats de notre analyse de variance pour les partis flamands. Au Nord du pays, les réformes sur lesquelles les électorats se

[35] Le pourcentage de répondants « favorables » a été calculé de la manière suivante. Pour les éléments mesurés sur une échelle de quatre points, ceux indiquant « plutôt pour » ou « totalement pour » ont été additionnés. Une approche similaire a été adoptée pour les personnes ayant indiqué « d'accord » ou « totalement d'accord ». Pour les éléments mesurés sur une échelle de dix points, les répondants ayant obtenu un score supérieur à six ont été additionnés. La catégorie intermédiaire (5) a donc été interprétée comme n'étant pas favorable. En outre, les répondants qui ont répondu « ne sait pas » n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages valables.

distinguent le plus nettement sont, dans l'ordre : le soutien au scrutin majoritaire, la diminution du salaire des élus, le référendum décisionnel et les budgets participatifs. Les valeurs F sur ces quatre propositions de réforme sont les plus élevées alors que les valeurs p sont inférieures à 0,000. Cela indique que les écarts de moyenne observés sont très robustes statistiquement ou, en d'autres termes, que la probabilité de se tromper en les interprétant est inférieure à 0,1 %. Il y a, dans ces cas, moins de 0,1 % de chances que l'écart observé soit en fait le fruit d'un hasard dans la distribution des répondants.

Deux autres réformes présentent, elles aussi, des écarts significatifs statistiquement, à savoir celles qui concernent le recours aux experts et les forums citoyens tirés au sort. Ceci est indiqué dans le tableau 3 par leur valeurs F assez élevées (2,61 et 2,55) et des valeurs p statistiquement robustes[36].

Enfin, il est intéressant de constater que nous ne voyons pas apparaitre de fortes différences significatives quant à la position des partis flamands par rapport au référendum consultatif. En effet, les électeurs de tous les partis y sont très favorables, sans grand écart, alors que la valeur p observée sur cette réforme est supérieure à 0,10 (10 % de probabilité de se tromper), ce qui ne permet pas d'être confiant dans le fait que les écarts observés entre électorats des partis flamands ne soient pas dus au hasard.

[36] Les valeurs p sont respectivement de 0,016 et 0,019 soit des probabilités de 1,6 % et de 1,9 % de se tromper.

Tableau 3.3. Analyse de variance (ANOVA) – score de soutien moyen des électeurs des partis flamands aux sept réformes

	Système électorale majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
	(1=totalement contre ; 4 = totalement pour)			(0=pas du tout d'accord ; 10 = totalement d'accord)			
CD&V	1,98 (0,90)	2,82 (1,03)	2,72 (0,85)	6,78 (2,28)	5,79 (2,76)	6,49 (2,32)	5,52 (2,58)
Groen	1,78 (0,89)	2,89 (0,95)	2,83 (0,77)	6,90 (2,19)	5,81 (2,78)	6,83 (2,14)	6,03 (2,41)
N-VA	2,48 (0,97)	2,98 (0,95)	2,69 (0,86)	6,96 (2,31)	6,60 (2,54)	6,41 (2,41)	5,77 (2,56)
Open VLD	2,16 (0,85)	3,00 (0,92)	2,78 (0,81)	6,72 (2,20)	5,76 (2,79)	6,58 (2,02)	5,92 (2,48)
PVDA	1,94 (0,93)	3,57 (0,73)	2,96 (0,75)	7,40 (2,16)	6,95 (2,60)	7,24 (2,11)	7,01 (1,94)
SP.A	1,96 (1,01)	3,32 (0,88)	2,74 (0,87)	6,61 (2,51)	6,23 (3,01)	6,55 (2,55)	5,95 (2,73)
VB	2,77 (0,98)	3,37 (0,87)	2,88 (0,91)	6,87 (2,62)	7,22 (2,59)	6,78 (2,65)	6,72 (2,59)
ANOVA	F = 35,86 *p* = 0,000	F = 17,35 *p* = 0,000	F = 2,61 *p* = 0,016	F = 1,70 *p* = 0,116	F = 11,56 *p* = 0,000	F = 2,55 *p* = 0,019	F = 9,48 *p* = 0,000
Tests de Levene[37]	= 3,50 *p* = 0,002	= 4,14 *p* = 0,000	= 3,28 *p* = 0,003	= 2,09 *p* = 0,052	= 2,52 *p* = 0,020	= 3,41 *p* = 0,002	= 3,46 *p* = 0,002
Robust ANOVA[38]	F = 35,57 *p* = 0,000	F = 19,23 *p* = 0,000	F = 2,73 *p* = 0,013	n.a.	F = 11,45 *p* = 0,000	F = 2,90 *p* = 0,009	F = 10,90 *p* = 0,000

Note : l'écart-type est indiqué entre parenthèses.

En plus de déterminer si les électorats des différents partis se différencient dans leur ensemble sur les sept propositions de réforme, nous pouvons également étudier les différences les plus marquantes qui existent en comparant chaque parti deux à deux. Ces comparaisons par paires sont possibles grâce à la méthode des tests post-hoc[39]. Par cette méthode, nous pouvons analyser

[37] Le test de Levene est un test permettant de déterminer si la variance entre les groupes d'électeurs est comparable. Avec une valeur p inférieure à 0,05, nous pouvons supposer que la variance entre les groupes d'électeurs n'est pas comparable. Dans ces cas, il est donc nécessaire d'effectuer un deuxième test d'ANOVA, qui soit robuste contre la violation de cette hypothèse de variances similaires entre les groupes. Ces valeurs F et p « robustes » se trouvent dans la dernière ligne du tableau.

[38] Pour effectuer une analyse ANOVA robuste, nous utilisons le test de Welch.

[39] Pour les réformes (colonnes) où le test de Levene indique que l'hypothèse de variance égale entre les groupes n'est pas remise en cause (le test de Levene indique p > 0,05), nous utilisons le test post-hoc de Bonferonni. Pour les réformes où cette hypothèse est violée, nous utilisons le test post-hoc de Games-Howell.

entre chacun des partis si la position moyenne de leurs électeurs est significativement différente sur les différentes réformes de la démocratie représentative que nous étudions. Dans le tableau 3.4, nous présentons uniquement les écarts statistiquement significatifs entre paires de partis. La robustesse de l'écart significatif observé est décrite avec les étoiles[40] alors que le sens de cet écart l'est à l'aide de flèches. Une flèche vers le haut signifie que l'électorat du parti dans la case est plus favorable à la réforme que celui du parti repris dans la première colonne. Vers le bas, cette flèche indique que l'électorat du parti inscrit dans la cellule y est moins favorable que celui du parti repris dans la première colonne. Par exemple, dans la première cellule en haut à gauche, on peut voir que les électorats de la N-VA et du Vlaams Belang sont très significativement plus favorables au passage au scrutin majoritaire que l'électorat du CD&V. À l'inverse, si l'on descend deux cellules plus bas, on peut voir que les électorats du CD&V, de Groen, de l'Open VLD, du PVDA, et du SP.A sont moins favorables au scrutin majoritaire que les électeurs de la N-VA. Ces derniers sont cependant moins favorables à cette réforme que les électeurs du Vlaams Belang.

Tableau 3.4. Tests post-hoc pour les écarts de soutien moyen aux réformes entre électorats des partis flamands

	Système électoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
CD&V	↗ NVA***	↗ PVDA***	-	-	↗ N-VA**	↗ PVDA+	↗ PVDA***
	↗ VB***	↗ SP.A***			↗ PVDA**		↗ VB***
		↗ VB***			↗ VB***		
Groen	↗ NVA***	↗ PVDA***	-	-	↗ N-VA*	-	↗ PVDA**
	↗ Op. VLD**	↗ SP.A***			↗ PVDA**		↗ VB +
	↗ VB***	↗ VB***			↗ VB***		
N-VA	↙ CD&V***	↗ PVDA***	↗ PVDA*	-	↙ CD&V**	↗ PVDA**	↗ PVDA***
	↙ Groen***	↗ SP.A***	↗ VB +		↙ Groen*		↗ VB***
	↙ Op. VLD**	↗ VB**			↙ Op. VLD*		
	↙ PVDA***				↗ VB**		

[40] À nouveau, nous nous basons sur les valeurs p. Celles-ci sont représentées dans le tableau 3 par des étoiles. Trois étoiles signifient que la valeur p est inférieure à 0,001, soit 0,1 % de se tromper quand on observe un écart significatif entre les électorats de deux partis sur le soutien à la réforme reprise en colonne. Deux étoiles signifient que la valeur p est comprise entre 0,001 et 0,01 (1 % de risque d'erreur). Une étoile vaut pour une valeur p comprise entre 0,01 et 0,05 (5 % de risque d'erreur).

	↙ SP.A***						
	↗ VB**						
Op. VLD	↙ Groen**	↗ PVDA***	-	-	↗ N-VA*	-	↗ PVDA**
	↗ N-VA**	↗ SP.A*			↗ PVDA**		↗ VB*
	↗ VB***	↗ VB**			↗ VB***		
PVDA	↗ N-VA***	↙ CD&V***	↙ N-VA*	↙ SP.A +	↙ CD&V**	↙ CD&V+	↙ CD&V***
	↗ VB***	↙ Groen***			↙ Groen**	↙ N-VA**	↙ Groen**
		↙ N-VA***			↙ Op. VLD**		↙ N-VA***
		↙ Op. VLD***					↙ Op.VLD**
							↙ SP.A**
SP.A	↗ N-VA***	↙ CD&V***	-	↗ PVDA +	↗ VB**	-	↗ PVDA**
	↗ VB***	↙ Groen***					↗ VB*
		↙ N-VA***					
		↙ Op. VLD*					
Vlaams Belang	↙ CD&V***	↙ CD&V***	↙ N-VA +	-	↙ CD&V***	-	↙ CD&V***
	↙ Groen***	↙ Groen***			↙ Groen***		↙ Groen +
	↙ N-VA**	↙ N-VA***			↙ N-VA**		↙ N-VA***
	↙ Op. VLD***	↙ Op. VLD**			↙ Op. VLD***		↙ Op. VLD*
	↙ PVDA***				↙ SP.A**		↙ SP.A*
	↙ SP.A***						

Note : une flèche vers le haut signifie que l'électorat du parti dans la case est plus favorable à la réforme que les électeurs du parti de la première colonne. Inversement, une flèche vers le bas indique que les électeurs du parti dans la case sont moins favorables à une réforme que les électeurs du parti de la première colonne.

$^{+}p < 0{,}10$; $^{*}p < 0{,}05$; $^{**}p < 0{,}01$; $^{***}p < 0{,}001$

En ce qui concerne le soutien au scrutin majoritaire, il apparaît en particulier que les électeurs de la N-VA et du Vlaams Belang se distinguent par un soutien plus fort à une telle réforme. Les électeurs du VB sont plus favorables à un tel changement – qui augmenterait la part de sièges des plus grands partis et réduirait la nécessité de former de larges coalitions – que les électeurs de tous les autres partis. Les électeurs N-VA sont, quant à eux, plus en faveur de cette réforme que les électeurs de tous les autres partis sauf du Vlaams Belang. Les écarts entre les électorats des autres partis flamands ne sont pas significatifs.

Pour la diminution du salaire des élus, les différences significatives concernent les électeurs du PVDA, du Vlaams Belang et du SP.A. Les électeurs de ces trois partis y sont plus favorables que les électeurs du CD&V, de l'Open VLD, de Groen et de la N-VA, mais il n'y a pas d'écart significatif entre les électeurs PVDA, VB et SP.A. De même, il n'y a pas d'écart significatif dans le positionnement des électeurs du CD&V, de l'Open VLD, de Groen et de la N-VA. On a donc deux blocs électoraux distincts.

Par rapport au référendum décisionnel, les différences significatives concernent les électorats, d'une part, du Vlaams Belang, du PVDA et de la N-VA et, d'autre part, du CD&V, de Groen et de l'Open VLD. Le groupe d'électeurs est significativement plus favorable à ce mécanisme de démocratie directe que le deuxième groupe. Et bien que les électeurs du PVDA et du Vlaams Belang ne diffèrent pas sensiblement les uns des autres, les électeurs du Vlaams Belang sont néanmoins plus favorables à l'instauration de référendums contraignants que ceux de la N-VA et du SP.A. Enfin, pour les budgets participatifs, nous retrouvons une spécificité chez les électeurs du PVDA et du Vlaams Belang qui y sont plus favorables que les électeurs de tous les autres partis flamands (mais sans écart significatif entre électeurs PVDA et VB).

En plus de ces quatre réformes présentant des différences très significatives, nous avons également observé des écarts significatifs concernant les propositions de recours aux experts et de mise en place de forums consultatifs de citoyens tirés au sort. Cependant, les différences significatives ne concernent que les électorats de quelques partis. En général, elles ne séparent que, d'un côté, les électeurs du VB et du PVDA et, de l'autre, ceux de la N-VA. Les premiers sont les plus en faveur d'un rôle politique accru des experts et, dans le cas du PVDA, des forums consultatifs.

A ce stade, certains éléments vont dans le sens de nos hypothèses. Les électorats des partis populistes (Vlaams Belang et PVDA) sont bien plus en faveur de la démocratie directe dans leur version décisionnelle (H4). Ils sont aussi plus demandeurs de réformes représentatives s'attaquant au statut des élus (H3). De même, les électeurs des partis au pouvoir (Open VLD, CD&V et N-

VA) sont bien plus rétifs à des réformes accroissant le pouvoir des citoyens (H6).

D'autres hypothèses ne semblent, en revanche, pas se confirmer dans les analyses de variance. Les électeurs de Groen ne sont pas significativement plus en faveur de mécanismes de participation citoyenne (H1). Ce résultat peut pourtant être perçu comme paradoxal compte tenu de l'importance habituellement donnée par les partis écologistes à des propositions de ce type. De même, cet électorat n'apparait également pas plus en faveur de réformes s'attaquant au statut des élus (H2). Par ailleurs, le soutien plus marqué des électeurs du SP.A à la proposition de diminution des salaires des élus, ainsi que celui des électeurs N-VA au scrutin majoritaire et au référendum décisionnel ne faisaient pas partie de nos hypothèses.

3.3. Différences d'opinions entre les sept propositions de réformes parmi l'électorat francophone

Le tableau 3.5 produit les mêmes analyses, mais pour les électorats des partis francophones. À nouveau, nous pouvons analyser ces mêmes valeurs F et p afin de pouvoir tirer des enseignements quant à nos hypothèses de départ.

De façon intéressante, l'analyse de variance fait ressortir des différences de soutien entre électorats qui sont très significatives et robustes concernant la baisse de salaires des élus, l'instauration de référendums décisionnels, les forums citoyens consultatifs tirés au sort ainsi que pour, les budgets participatifs ($p < 0,000$). Certains autres écarts sont également significatifs, mais de façon moins nette. Il s'agit ici des propositions de réforme électorale (passage au scrutin majoritaire), de recours accru aux experts et de référendum consultatif ($p < 0,05$).

Tableau 3.5. Analyse de variance (ANOVA) – score de soutien moyen des électeurs des partis francophones aux sept réformes

	Système électoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
	(1=totalement contre ; 4 = totalement pour)			(0=pas du tout d'accord ; 10 = totalement d'accord)			
cdH	2,30 (1,05)	2,83 (1,00)	2,84 (0,81)	7,00 (2,13)	6,59 (2,52)	6,90 (1,94)	6,30 (2,19)
Défi	2,29 (0,98)	2,99 (1,03)	2,89 (0,82)	7,41 (2,22)	7,05 (2,58)	7,38 (2,12)	6,81 (2,25)
Ecolo	2,02 (0,89)	2,95 (0,97)	2,73 (0,85)	7,46 (2,07)	6,87 (2,45)	7,32 (2,08)	6,94 (2,02)
MR	2,32 (0,95)	2,72 (0,99)	2,70 (0,80)	7,07 (2,33)	6,39 (2,82)	6,79 (2,41)	6,12 (2,60)
PS	2,25 (0,96)	2,92 (0,96)	2,67 (0,90)	6,89 (2,27)	6,79 (2,52)	6,98 (2,16)	6,59 (2,26)
PTB	2,41 (1,06)	3,55 (0,75)	2,90 (0,84)	7,35 (2,64)	7,81 (2,30)	7,84 (2,21)	7,54 (2,23)
ANOVA	F = 4,22 *p* = 0,001	F = 20,21 *p* = 0,000	F = 2,60 *p* = 0,024	F = 2,60 *p* = 0,024	F = 8,68 *p* = 0,000	F = 7,34 *p* = 0,000	F = 10,92 *p* = 0,000
Levene's test	= 5,25 *p* = 0,000	= 6,26 *p* = 0,000	= 2,56 *p* = 0,026	= 3,15 *p* = 0,008	= 3,15 *p* = 0,008	= 2,09 *p* = 0,065	= 4,32 *p* = 0,001
Robust ANOVA	F = 4,53 *p* = 0,000	F = 27,26 *p* = 0,000	F = 2,59 *p* = 0,026	F = 2,76 *p* = 0,018	F = 9,39 *p* = 0,000	n.a.	F = 10,34 *p* = 0,000

Note : l'écart-type est indiqué entre parenthèses.

Comme précédemment, nous pouvons ensuite, sur la base des tests post-hoc (voir tableau 3.6), examiner entre quels partis en particulier des différences significatives ressortent.

Tableau 3.6. Tests post-hoc pour les écarts de soutien moyen aux réformes entre électorats des partis francophones

	Système électoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
cdH	-	↗PTB***	-	-	↗PTB**	↗PTB**	↗PTB***
Défi	↙Ecolo^{+}	↗PTB***	-	-	↗PTB^{+}	-	↙MR^{+}
							↗PTB*
Ecolo	↗Défi^{+}	↙MR^{+}	-	↙PS*	↗PTB***	↙MR^{+}	↙MR***
	↗MR**	↗PTB***					↗PTB*
	↗PS^{+}						
	↗PTB**						
MR	↙Ecolo**	↗Ecolo^{+}	-	-	↗PTB***	↗Ecolo^{+}	↗Défi^{+}
		↗PTB***				↗PTB***	↗Ecolo***
							↗PTB***
PS	↙Ecolo^{+}	↗PTB***	↗PTB^{+}	↗Ecolo*	↗PTB***	↗PTB***	↗PTB***
PTB	↙Ecolo**	↙cdH***	↙PS^{+}		↙cdH**	↙cdH**	↙cdH***
		↙Défi***			↙Défi^{+}	↙MR***	↙Défi*
		↙Ecolo***			↙Ecolo***	↙PS***	↙Ecolo*
		↙MR***			↙MR***		↙MR***
		↙PS***			↙PS***		↙PS***

Note : là encore, une flèche vers le haut signifie que l'électorat du parti dans la case est plus favorable à la réforme que les électeurs du parti de la première colonne. Inversement, une flèche vers le bas indique que les électeurs du parti dans la case sont moins favorables à une réforme que les électeurs du parti de la première colonne.
$^{+}p < 0,10$; $^{*}p < 0,05$; $^{**}p < 0,01$; $^{***}p < 0,001$

Si l'on commence par regarder les quatre réformes pour lesquels les écarts sont les plus significatifs – diminution du salaire des élus, référendums décisionnels, forums citoyens tirés au sort et budgets participatifs – un résultat intéressant apparaît. Les électeurs du PTB sont systématiquement plus favorables à ces réformes, et cela de façon significative quand on les compare deux à deux avec les électeurs de chacun des autres partis francophones.

Concernant les trois réformes pour lesquelles les tests statistiques indiquent que les moyennes de soutien des électorats des différents partis francophones présentent des écarts robustes bien que moins nets ($p < 0,05$), les résultats obtenus sont plus mitigés. Pour rappel, ces réformes concernent le système électoral, le rôle accru des experts et les référendums consultatifs. Pour celles-ci, quand on compare les électorats des partis deux à deux, nous ne voyons effectivement pas ressortir un électorat se différenciant nettement de tous les autres. Il s'agit plutôt d'écarts ponctuels entre les électorats d'un ou deux partis spécifiques. En ce qui concerne le passage à un système électoral majoritaire, la grande différence est que les électeurs d'Ecolo y sont plus opposés que ceux du MR et du PTB. Sur la proposition d'un recours plus fréquent aux experts, aucun écart ne se trouve sous le seuil de significativité statistique fixé ($p < 0,05$). Il est par conséquent uniquement possible de noter un écart entre les électorats du PTB (qui y sont plus favorables) et du PS (qui y sont plus opposés), bien que la valeur p se situe juste sous 0,1, soit 10 % de risque de se tromper[41]. Enfin, concernant le référendum consultatif, la différence marquante est que les électeurs du PS y sont moins favorables en comparaison des électeurs d'Ecolo.

Sur la base de ces différents résultats, nous pouvons donc confirmer la validité de plusieurs de nos hypothèses. Premièrement, les hypothèses relatives aux partis populistes sont validées. La singularité des électeurs du PTB ressort de façon claire. Ceux-ci sont les plus favorables aux réformes encadrant plus strictement le statut des élus (H3) et ils soutiennent le plus l'instauration de mécanismes de la participation citoyenne (H4). En revanche, en ce qui concerne le recours accru aux experts (H5), l'électorat du PTB n'y est pas nettement plus favorable que les autres (sauf par rapport aux électeurs du PS).

Une autre hypothèse qui se confirme est celle relative aux partis au pouvoir, soit le MR dans le paysage politique francophone (H6). Les électeurs de ce parti sont bel et bien moins enclins à soutenir les réformes de la démocratie représentative, et en particulier celles réduisant les prérogatives des élus. L'électorat du MR est d'ailleurs clairement le plus différent de celui du PTB sur ces questions. Cependant, l'écart entre le MR et les autres partis n'est pas énorme. Cela peut cependant aussi s'expliquer par le fait que le CDH et le PS, mais aussi dans une certaine mesure Ecolo et Défi, sont eux aussi des partis ayant été fréquemment associés au pouvoir, et siégeant d'ailleurs encore dans des majorités régionales à la veille du scrutin du 26 mai 2019. Cet état de fait peut expliquer que l'écart le plus net se situe donc entre les électeurs du PTB et ceux de tous les autres partis.

---

[41] Certaines analyses statistiques considèrent que les effets pour lesquelles la valeur p est comprise entre 0,1 et 0,05 doivent être interprétés tout en précisant les précautions nécessaires.

Enfin, nos hypothèses selon lesquelles les électeurs d'Ecolo auraient eux aussi des attitudes spécifiques par rapport aux réformes de la démocratie sont partiellement confirmées par l'analyse de variance. Le soutien des électeurs écologistes francophones à une réduction du salaire des élus et aux outils de démocratie participative est plus marqué que chez l'électeur francophone moyen (H1, H2). Ces écarts sont par ailleurs réels et significatifs même si ceux-ci présentent une moins grande intensité que chez les électeurs du PTB. En revanche, il n'est pas possible de conclure que les électeurs des verts ont des attitudes fondamentalement plus favorables à la démocratie directe.

4. Conclusion

Dans ce chapitre, notre ambition était d'examiner plus attentivement l'hypothèse selon laquelle les résultats du scrutin du 26 mai 2019 doivent aussi être interprétés comme l'expression de demandes des réformes de notre démocratie représentative exprimées par les électeurs belges. Une telle interprétation s'inscrit dans la lignée de travaux scientifiques menés ces dernières années dans plusieurs pays en Europe et qui soulignent deux tendances. D'une part, une part importante des électeurs se déclarent insatisfaits du système politique et de ses acteurs et institutions. D'autre part, cette insatisfaction se traduit dans des demandes visant à réformer la démocratie représentative. Celles-ci peuvent prendre trois directions : (1) des réformes qui restent dans la logique représentative, mais en encadrant plus strictement le statut des élus (transparence, cumul) et allant parfois également vers une diminution du nombre d'élus ou une réduction de leurs salaires, (2) des réformes allant vers plus de participation des citoyens via des mécanismes de démocratie directe et/ou participative, et (3) des réformes allant dans le sens d'un rôle accru pour des experts ou des technocrates aux dépens des élus.

Pour s'y atteler, nous nous sommes appuyés sur l'enquête électorale EOS-Represent 2019 afin de voir si des demandes pour de telles réformes semblaient émerger auprès des électeurs belges, et si les électorats des différents partis se distinguent en la matière.

Sur le premier point, il apparaît incontestablement que les Belges sont favorables à des réformes du modèle démocratique en place. Le soutien à de telles réformes est très large, allant de deux tiers à trois quarts de l'électorat pour des propositions allant de la diminution du salaire des élus, à l'introduction du référendum décisionnel, à l'instauration d'outils participatifs comme les forums citoyens tirés au sort, ou à un poids politique accru pour les experts. Les réformes sont très soutenues, tant en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, et cela dans toutes les directions. En bref : les électeurs belges veulent du changement.

Nos analyses ont aussi montré que même si tous les électeurs sont en faveur de réformes de la démocratie, les électorats de certains partis le sont encore plus que d'autres. En particulier, les électeurs du PTB-PVDA et du Vlaams Belang se distinguent par un soutien nettement plus marqué à toutes les réformes, de la diminution du salaire des élus, aux référendums ou au recours aux experts. Ces résultats confirment la capacité de ces partis à aller capter en 2019 des électeurs belges mécontents de la politique et qui veulent la réformer, peu importe de quelle manière. Ces résultats confirment aussi que ces deux formations sont comparables à d'autres partis européens qualifiés de populistes et qui réclament une démocratie qui s'attaque aux élus en place en voulant leur octroyer un statut moins favorable notamment sur le plan financier, mais aussi en instaurant plus de démocratie directe et en confiant plus de pouvoirs à des experts.

À l'inverse, il apparait que les électorats des partis qui sont plus souvent présents au pouvoir sont en général un peu moins favorables aux réformes de la démocratie belge. Cela vaut pour les partis des trois familles traditionnelles, mais aussi de la N-VA et des verts (Ecolo et Groen). Pour ces derniers, il est d'ailleurs marquant de constater que malgré la place de la démocratie participative dans l'histoire et le programme des partis écologistes, leurs électeurs ne se distinguent plus de ceux des autres partis par un soutien plus net au référendum ou à la démocratie participative. Ce n'est pas (plus) sur ces enjeux qu'Ecolo et Groen se distinguent des autres électorats.

Ces résultats sont également importants dans le contexte belge actuel, en 2020. La longue période de formation d'un gouvernement au niveau fédéral risque de ne pas avoir amélioré l'image des élus et de la démocratie belge pour de nombreux électeurs. Il est fort à parier que l'insatisfaction politique n'aura pas baissé depuis mai 2019. Dans une telle situation, les demandes de réformes de la démocratie n'ont sans doute pas perdu en intensité dans la population, au contraire. Reste à voir si cela se traduira dans plus des votes pour le Vlaams Belang et le PTB-PVDA à l'avenir.

Chapitre 4
Comment l'importance d'une question pousse les électeurs vers la gauche ou vers la droite

Stefaan Walgrave
Patrick van Erkel
Isaïa Jennart
Jonas Lefevere
Pierre Baudewyns

Ce chapitre porte sur une analyse des enjeux – politiques – qui ont eu de l'importance pour les électeurs et qui contribue à expliquer le résultat des élections fédérales de 2019 en Flandre. Les préférences politiques des électeurs s'articulent autour de deux dimensions d'un axe gauche-droite : d'une part une dimension économique, impliquant des sujets tels que, par exemple, l'intervention de l'État dans l'économie et la redistribution des biens, et d'autre part, une dimension culturelle, qui traite de sujets tels que l'immigration, l'environnement et l'ordre public. Parmi les électeurs, ces deux dimensions ne sont pas totalement indépendantes, mais sont corrélées : les électeurs qui ont tendance à être en faveur de politiques de gauche en matière économique (appelés de gauche économique ci-après) adoptent souvent aussi une position en faveur de poltiques de gauche en matière culturelle (appelés de gauche culturelle) et vice versa. Cependant, parmi les électeurs, cette corrélation entre les deux dimensions n'est que modérée : certains d'entre eux ayant des positions de gauche sur une dimension et des positions de droite sur l'autre, ou l'inverse. Par exemple, certaines personnes souhaitent une baisse des impôts (position économique de droite) et, dans le même temps, elles souhaitent que le gouvernement prenne des mesures énergiques en matière de changement climatique (position culturelle de gauche). Cependant, en Flandre, l'offre des partis est organisée de telle sorte que les dimensions économiques et culturelles se chevauchent fortement et sont presque concordantes. Aucun parti ne combine une position de gauche sur une dimension avec une position de droite sur l'autre. Il en résulte que la demande des électeurs et l'offre des partis ne correspondent pas parfaitement. Les électeurs atypiques, qui combinent une position de

gauche sur une dimension et une position de droite sur l'autre, n'ont pas de parti « naturel » qui leur offre la meilleure adéquation possible sur les deux dimensions. Par conséquent, ces électeurs doivent donner la priorité à leur position sur l'une des deux dimensions lorsqu'ils essaient de voter pour une politique qui correspond à leurs préférences.

Nous démontrons que c'est l'importance des deux dimensions qui explique où ces électeurs « non desservis » vont se retrouver et s'ils votent pour un parti de droite ou plutôt de gauche. Concrètement, en Flandre, lors des élections de 2019, la dimension culturelle a dominé les élections et de nombreuses personnes ont considéré la question de l'immigration comme la plus importante. Cela a conduit à un flot d'électeurs vers le Vlaams Belang, le parti qui a la position de droite la plus extrême sur le clivage culturel. Bon nombre de ces électeurs ont cependant exprimé un vote qui n'était pas en accord avec leurs préférences économiques. Selon nos conclusions, si les questions économiques avaient été dominantes pendant la campagne, comme ce fut le cas dans la partie francophone du pays, ces électeurs auraient plutôt voté pour un parti de gauche, correspondant mieux à leurs préférences économiques, mais pas nécessairement correspondant à la dimension culturelle.

1. La demande des électeurs et de l'offre des partis

Les spécialistes des partis et des élections débattent depuis longtemps de la « dimensionnalité » des préférences des citoyens et des partis. Ce débat remonte aux travaux fondateurs de Lipset et Rokkan (1967) sur l'apparition et les effets des clivages politiques (voir également : Rokkan, 1977 ; Bartolini et Mair, 2007). L'idée est que les préférences politiques des citoyens – leurs points de vue sur la société, leurs positions idéologiques, leurs positions politiques, leurs préoccupations... – ne sont pas aléatoires, mais plutôt structurées autour d'un nombre limité, voire d'une ou plusieurs lignes de fracture. Les préférences des citoyens sont, en d'autres termes, « contraintes » (Converse, 1964) dans le sens où leur préférence sur une question politique est corrélée à leur préférence sur une autre question. Si l'on sait ce qu'un certain électeur pense de la question A, on peut prédire ce qu'il pense de la question B, car les réponses à A et B dépendent de la même attitude (et/ou du même intérêt) idéologique sous-jacent et stable. Selon la théorie classique du clivage, la structure des croyances de masse « génère » alors un système de partis qui correspond aux convictions des citoyens et qui fournit une « offre » de programmes de partis aux électeurs des deux côtés d'un clivage.

Traditionnellement, le conflit économique gauche-droite était considéré comme la principale ligne de fracture dans la plupart des pays (Huber et Inglehart, 1995). Ce conflit oppose les partisans de l'égalité et de l'intervention

redistributive de l'État à ceux de la liberté qui plaident pour une intervention aussi limitée que possible de l'État (Marks et *al.*, 2006). Le succès des partis verts et, un peu plus tard, des partis d'extrême droite a suscité un débat intense sur la montée d'un nouveau clivage potentiel (La littérature est vaste et étendue, mais voir p. ex. Inglehart, 1990 ; Kitschelt, 2004). Le nouveau clivage a reçu de nombreuses étiquettes différentes. Certains parlent, par exemple, de la dimension « GALTAN » (Hooghe, Marks et Wilson, 2002) comme étant le nouveau clivage complétant le clivage économique existant entre la gauche et la droite. D'autres parlent simplement de la dimension « nouvelle politique ». D'autres encore affirment que le clivage place les « gagnants » contre les « perdants » de la mondialisation (Kriesi et *al.*, 2008). Le point commun de ces approches est que le nouveau clivage inclut des questions non économiques telles que l'environnement, la criminalité, les migrations, les minorités, l'identité, le mode de vie, la démocratie et, selon certains, également les attitudes à l'égard de l'internationalisme et, en Europe, de l'intégration à l'Union européenne. Étant donné que les questions liées à ce clivage sont très hétérogènes et qu'elles se rapportent toutes à une définition non économique de ce qu'implique une « bonne société », nous utiliserons le terme de « gauche-droite culturelle » dans ce chapitre.

La montée de ce nouveau clivage a remis en question à la fois les croyances et les opinions des masses et les systèmes de partis. Les systèmes de partis se sont adaptés à la nouvelle situation à savoir celle d'électeurs optant pour des combinaisons différentes et plus complexes de leurs préférences. Dans certains pays, cependant, cela a conduit à un décalage entre la demande des électeurs et l'offre des partis, puisque la force structurante des « systèmes de croyance » sous-jacents s'est transformée du côté de la demande et de l'offre (Thomassen, 1999). Thomassen (2012), par exemple, en se basant sur des données des Pays-Bas, montre qu'un groupe important d'électeurs qui ont des opinions de gauche économique et des opinions de droite culturelle ne sont représentés par aucun des partis néerlandais (ou du moins par les préférences des représentants élus) – il parle d'un « coin aveugle » de la représentation. Une étude sur les électeurs et les élites en Suisse arrive à des conclusions similaires (Rosset, Lutz et Kissau, 2016). Elle montre que, parmi les candidats politiques qu'ils ont interrogés, toutes les dimensions convergent fondamentalement en une seule qui englobe le clivage gauche-droite. Les citoyens suisses, en revanche, ont des préférences plus complexes et les différentes dimensions qui structurent leurs préférences sont beaucoup moins corrélées. Cela peut conduire, selon l'étude, à ce que les électeurs aient des difficultés à trouver le bon représentant.

L'étude la plus influente sur un éventuel décalage entre la demande et l'offre de partis a été réalisée par van der Brug et van Spanje (2009). Ils s'appuient sur des données comparatives entre les pays européens et affirment que, si l'on considère l'offre de partis, il n'y a pas deux clivages gauche-droite, mais un seul. En effet, leur analyse des positions des partis montre que la gauche-droite économique et la gauche-droite culturelle des partis européens coïncident largement. Les partis de gauche économique sont également de gauche culturelle, et vice versa. Par contre, parmi de nombreux électeurs européens, ils trouvent deux dimensions de gauche-droite plus indépendantes. De nombreux électeurs sont culturellement de droite, mais combinent cette dimension avec les positions économiques de gauche. Ces électeurs, par exemple, sont favorables à un État qui investit dans la protection sociale (et donc qui impose des taxes élevées) et, en même temps, ils sont sévères à l'égard de la criminalité et négatifs à l'égard de l'immigration. Les auteurs concluent donc qu'il y a un grand nombre d'électeurs européens dont les demandes ne sont pas satisfaites par l'offre des partis et qu'il y a donc un « déficit de représentation ». Dans la conclusion de l'étude, les auteurs supposent que les électeurs, en l'absence d'un parti qui les représente bien sur les deux dimensions, se tourneront vers la droite ou vers la gauche selon les questions qui les « préoccupent principalement », mais ils ne proposent aucun test empirique de l'argument.

Une étude de Lefkofridi et de ses collègues (2014) offre une première validation empirique du rôle de l'importance des dimensions pour faire pivoter les électeurs non desservis vers la gauche ou la droite. En se concentrant sur ce qu'ils appellent les « autoritaires de gauche » – selon la description faite ci-dessus : la gauche économique combinée à la droite culturelle – ces chercheurs affirment que ce public non desservi se préoccupe principalement des questions économiques et, par conséquent, a tendance à voter pour des partis de gauche. En d'autres termes, l'étude montre qu'il est essentiel de comprendre les décisions de vote des électeurs qui subissent une pression croisée. Dans ce chapitre, nous développons davantage ces idées et testons, sur la base de mesures supérieures de la position des électeurs sur les deux clivages, si des mécanismes similaires ont été en jeu lors des élections de 2019 en Flandre.

2. Demande des électeurs à deux dimensions contre offre des partis à une dimension

Nous avons fait appel au panel de citoyens de l'Université d'Anvers et avons interrogé 16,908 personnes entre le 2 et le 19 juillet 2019. Nous leur avons demandé de se prononcer sur quarante propositions politiques ; vingt de ces propositions visaient à exploiter le clivage classique gauche-droite économique, vingt autres visaient à mesurer la division culturelle gauche-droite.

Une liste complète des propositions se trouve à l'annexe 1. La formulation de la question était la suivante : *« Vous trouverez ci-dessous une série de propositions politiques. Pouvez-vous indiquer pour chacune d'entre elles si vous êtes en désaccord ou d'accord ? »*. Les vingt propositions économiques concernent tous l'intervention de l'État dans la vie économique et sociale et la redistribution économique (p. ex. : *dans chaque pays européen, un salaire minimum devrait être mis en place*). Les vingt éléments culturels sont plus diversifiés et couvrent un éventail plus large de questions concernant l'environnement (et le climat), les migrations, la criminalité, l'européanisation et la démocratie. Il y a encore un débat académique sur la signification exacte du clivage culturel gauche-droite, mais nous pensons que nos vingt enjeux liés à aux politiques culturelles couvrent assez bien les principales questions : non seulement les questions de migration (p. ex. : *le port du burkini devrait être autorisé dans les piscines publiques*), et dans une moindre mesure la démocratie (p. ex. : *les décisions politiques importantes devraient être prises par les citoyens lors d'un référendum*) et l'environnement (p. ex. *: la vente de nouvelles voitures à carburant fossile devrait être interdite à partir de 2030*), étaient des questions importantes durant la campagne, elles ont également été considérées comme importantes pour de nombreux électeurs. En tant que telle, notre mesure touche à un grand nombre de sujets pertinents liés à la dimension culturelle gauche-droite.

Pour valider le fait que chaque set de 20 propositions forme une échelle fiable, nous avons testé les deux sets séparément en utilisant l'alpha de Cronbach qui permet de mesurer si les réponses aux déclarations politiques varient ensemble et si les éléments forment une échelle valide. Avec des scores de l'alpha de Cronbach de 0,75 et 0,79 respectivement, les deux échelles sont valides. En outre, le fait d'omettre des propositions de l'échelle ne les améliore pas de manière significative, c'est pourquoi nous avons choisi d'utiliser ici l'ensemble des propositions. Nous construisons des échelles additives simples (et normalisons ensuite les résultats sur une échelle allant de -5 à +5). Bien qu'elles soient, d'un point de vue théorique, clairement différentes, il existe une corrélation substantielle entre les positions occupées par les citoyens sur les deux dimensions (r=0,60 de Pearson). Cette corrélation n'est pas excessivement élevée, mais elle montre que, même parmi les citoyens, les deux dimensions ne sont pas entièrement indépendantes. Une autre validation de la validité des deux échelles est le fait qu'elles sont toutes deux, comme prévu, corrélées avec l'auto-positionnement des citoyens sur un continuum gauche-droite non spécifié (formulation de la question : « *En politique, les termes* "*gauche*" *et* "*droite*" *sont souvent utilisés. Pouvez-vous placer vos propres convictions sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie* "*gauche*", *5* "*centre*"*et 10* "*droite*" »).

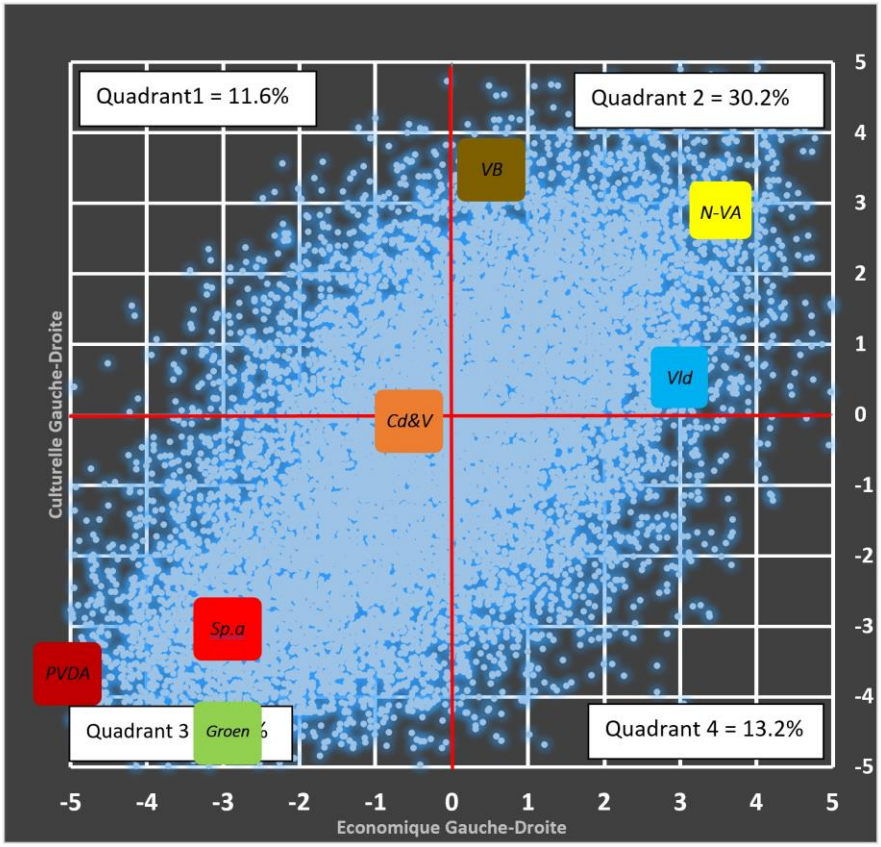
Il existe une corrélation (Pearson) de 0,63 entre l'auto-positionnement gauche-droite des répondants et leur position économique sur l'échelle des 20 propositions et de 0,68 entre l'auto-positionnement gauche-droite et leur position culturelle. En résumé, nos deux échelles constituent des mesures valides et fiables de deux dimensions partiellement distinctes des préférences des électeurs.

La question est maintenant de savoir où les électeurs se situent dans le paysage politique. La figure 4.1 montre la position de tous les électeurs interrogés dans un espace bidimensionnel. Chaque électeur est représenté par un point bleu clair. La représentation dans la figure sous-tend la corrélation entre les deux dimensions, car les observations sont structurées dans un ovale et non dans un cercle ou dans un nuage sans forme. Pourtant, dans le même temps, un grand nombre d'électeurs s'écartent du schéma diagonal prédominant et sont positionnés dans les quadrants supérieurs gauche et inférieur droit[1]. Il s'agit des électeurs pour lesquels une position à gauche ou à droite sur une dimension n'est pas prédictive de leur position à gauche ou à droite sur l'autre dimension. Dans notre échantillon de citoyens, la part de ces citoyens « sans contrainte » est inférieure à celle du groupe d'électeurs constants, qui sont à gauche ou à droite sur les deux dimensions. Les électeurs de la gauche économique et de la gauche culturelle – que nous appellerons dorénavant les électeurs « gauche-gauche » et nous utiliserons des abréviations similaires pour les trois autres types d'électeurs, lorsque nous mentionnerons d'abord le positionnement économique puis le positionnement culturel du vote – représentent 45 % de notre échantillon, les électeurs de droite 30 %. Les deux quadrants atypiques – gauche-droite (12 %) et droite-gauche (13 %) – regroupent environ un quart des électeurs de notre échantillon. La taille du segment de ces électeurs atypiques est beaucoup plus petite que ce que van der Brug et van Spanje (2009) ont trouvé dans leur comparaison. En fait, selon leurs calculs, le segment gauche-droite en particulier couvre, dans la plupart des pays européens, le plus grand groupe d'électeurs (voir également Lefkofridi, Wagner et Willmann 2014 qui estiment à 20 % la part des électeurs « autoritaires de gauche » en Belgique). Pourtant, les résultats de ces chercheurs étaient basés sur des données hétérogènes combinant différents types de mesures et

[1] On pourrait dire que notre simple calcul des quatre quadrants est trop grossier et que de nombreux électeurs sont en fait des électeurs du centre Si nous définissons tous les électeurs qui, sur notre échelle de -5 à +5, obtiennent un score compris entre 0 et ±1, comme des électeurs de centre, nous voyons que 13,3 % peuvent être considérés comme étant de gauche ou de droite sur aucune des dimensions. Cette opérationnalisation plus stricte réduit quelque peu la part des électeurs de gauche économique + droite culturelle (8,8 %) et de droite économique + gauche culturelle (11,2 %), mais ces groupes restent considérables. Des catégorisations encore plus nuancées sont possibles, les électeurs combinant une position de gauche ou de droite sur une dimension avec une position centrale sur l'autre.

d'échelles alors que nos résultats sont basés sur des mesures homogènes et standardisées. Notez que nous ne prétendons pas que 25 % serait la taille exacte et totale de ces quadrants dans la population totale des électeurs flamands – le panel de citoyens avec lequel nous travaillons ne constitue pas un échantillon représentatif. Le fait que nous trouvions des parts significatives de citoyens « sans contraintes » dans un échantillon de citoyens politiquement intéressés suggère que dans l'ensemble de la population, nous pourrions même avoir des groupes plus importants d'électeurs atypiques. Pourtant, nous ne sommes pas vraiment intéressés par la part des différents groupes, mais plutôt par les mécanismes qui déterminent le comportement de vote des électeurs contraints et non contraints ; nous ne voyons pas pourquoi ces mécanismes seraient différents pour notre échantillon de répondants par rapport à l'ensemble de la population des électeurs.

Figure 4.1. Position des électeurs flamands (n=14,786) selon deux dimensions idéologiques



Alors qu'une bonne partie des électeurs se trouve dans les deux quadrants non desservis, l'offre des partis est plus unidimensionnelle. En effet, dans la figure 1, nous avons également ajouté la position des sept partis flamands. Tous les partis nous ont communiqué leur position officielle sur les mêmes quarante propositions politiques dans le cadre du Voting Advice Application *Stemtest19* qui a été réalisé par certains des auteurs de ce chapitre. Comme nous disposons exactement des mêmes données pour les électeurs et les partis, nous pouvons situer les partis dans l'espace idéologique du même graphique.

L'offre des partis suit clairement une structure gauche-droite et les deux dimensions gauche-droite sont très fortement corrélées (r=0,85 de Pearson), bien plus que ne l'était la corrélation entre ces dimensions chez les citoyens (voir ci-dessus). En outre, aucun des partis ne se situe dans l'un des deux quadrants « déviants » – le CD&V se situe en plein milieu sur la dimension culturelle – et les partis sont presque parfaitement situés sur la diagonale. Cela signifie que deux des quadrants idéologiques parmi les électeurs sont « non desservis » : il n'y a pas un seul parti qui propose un ensemble de positions qui correspondent aux préférences de ces électeurs sur les deux dimensions en même temps. Pour les électeurs qui occupent des positions de gauche tant sur le plan économique que culturel, le choix est relativement simple : trois partis (*Groen*, *SP.A* et *PVDA*) couvrent largement leurs préférences politiques. Pour les électeurs ayant des opinions de droite, la représentation est tout aussi simple : trois partis fournissent une telle combinaison de positions (*N-VA*, *Open Vld* et *Vlaams Belang*). Mais les choses sont plus compliquées pour les électeurs qui ont des positions de gauche et de droite simultanément. Pour qui ces électeurs des quadrants 1 et 4 votent-ils ? Comme nous le verrons dans la section suivante, en fonction de l'importance des questions sous-jacentes aux deux dimensions, ils votent pour la droite (quadrant 2) ou pour la gauche (quadrant 3).

3. Relier l'offre et la demande avec l'importance de l'enjeu (saillance)

Le tableau 4.1 montre le comportement de vote des électeurs qui ont voté pour l'un des septs grands partis[2] répartis par quadrant idéologique.

---

[2] Nous n'avons pas sélectionné les électeurs qui ont voté pour d'autres partis, qui n'ont pas participé, n'ont pas été autorisés à voter, ont voté blanc ou ont oublié pour qui ils ont voté. Il nous reste donc un échantillon de 14 096 électeurs. Il n'est pas vrai que les électeurs non desservis se retrouvent davantage dans ces catégories non partisanes.

Tableau 4.1. Vote par parti (%) des électeurs situés dans les quatre quadrants idéologiques

	Économique et culturelle gauche (Q3)	Économique gauche et culturelle droite (Q1)	Économique droite et culturelle gauche (Q4)	Économique et culturelle droite (Q2)
PVDA (Q3)	21,3	9,4	2,6	0,7
Groen (Q3)	39,4	3,6	21,2	1,0
SP.A (Q3)	19,4	9,8	4,9	0,9
CD&V (Q0)	9,2	12,8	14,8	7,0
Open Vld (Q2)	4,1	6,7	30,5	13,1
N-VA (Q2)	5,4	37,6	23,7	65,0
Vlaams Belang (Q2)	1,2	20,0	2,4	11,7
Totale	100	100	100	100

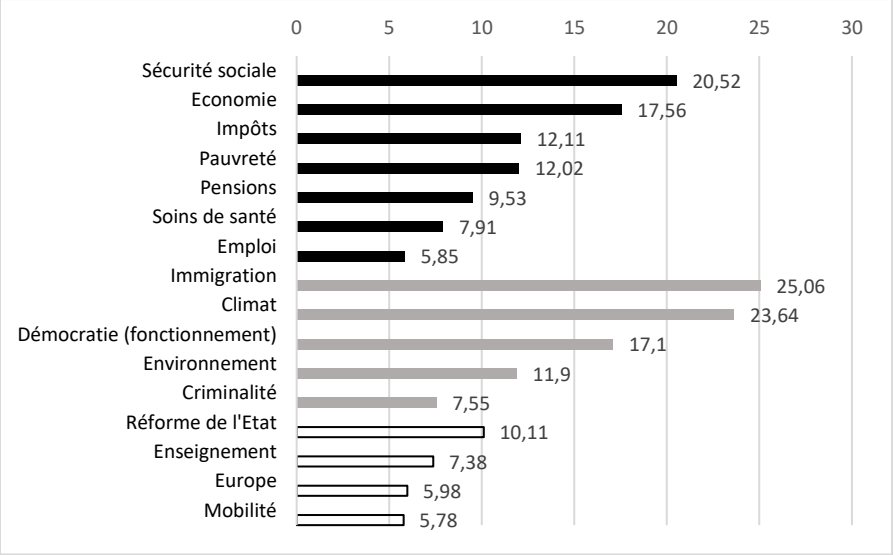
Pour les électeurs qui se trouvent constamment à gauche ou à droite, les résultats sont assez simples : ils votent massivement pour des partis qui se trouvent dans leur « coin » de l'espace idéologique. Les électeurs de gauche votent pour le *PVDA, Groen* (et *SP.A)*, les électeurs de droite pour *la N-VA, l'Open Vld* (et le *Vlaams Belang*). Lorsque nous examinons le comportement de vote des deux quadrants non desservis (Q1 et Q4), un schéma intéressant se dégage. Les deux semblent avoir voté principalement pour des partis de droite. Les électeurs de gauche-droite préfèrent la *N-VA* et le *Vlaams Belang* – s'ils avaient suivi leurs positions économiques, ils se seraient retrouvés avec l'un des partis de gauche. Les électeurs de gauche optent également pour les partis de droite *Open Vld* et *N-VA*, bien que *Groen* ne soit pas loin derrière – s'ils avaient suivi leurs positions culturelles, ils auraient probablement voté pour *Groen, SP.A* ou *PVDA*. Qu'est-ce qui explique le fait que les choix de vote des répondants aient été fortement orientés vers la droite, alors que les opinions de nombreux électeurs aient été mitigées et contradictoires avec les préférences de gauche par rapport à celles de droite sur les deux principales dimensions de l'effort politique ?

Notre réponse est très simple : l'importance de la dimension culturelle était telle qu'elle l'emportait simplement sur la dimension économique. L'importance de la dimension culturelle a poussé les électeurs vers la droite, en particulier dans le quadrant gauche-droite (Q1) : ces électeurs auraient pu aller dans les deux sens, mais, en suivant leurs préférences culturelles, ils se sont retrouvés avec *la N-VA* et le *Vlaams Belang*.

Les résultats dans le quadrant droite-gauche (Q4) sont moins cohérents avec notre interprétation selon laquelle le clivage culturel a dominé ; si ces électeurs de droite économique, mais de gauche culturelle avaient suivi leurs préférences culturelles, ils auraient dû voter à gauche, mais la plupart d'entre eux ont voté à droite (bien qu'un groupe important ait opté pour *Groen*). Dans la suite de ce chapitre, nous présentons des analyses empiriques qui examinent plus en détail le rôle joué par la saillance (ou importance) dans l'arbitrage entre des préférences contradictoires.

Dans un premier temps, comment mesurer la saillance ? Nous ne disposons pas d'une mesure directe de l'importance que les électeurs accordent à ces deux dimensions, mais nous utilisons plutôt l'importance qu'ils accordent aux questions. Nous avons posé la question suivante : *« Pouvez-vous indiquer quels sont les deux enjeux qui ont été les plus importants lors de votre vote aux dernières élections ?* ». Une liste de 16 enjeux différents a été présentée aux répondants en leur demandant d'en choisir deux comme étant les plus importants. Nous avons classé sept questions comme étant typiquement économiques et cinq comme typiquement culturelles. La figure 4.2 montre la proportion de personnes ayant choisi une question quelconque. Notez que les pourcentages totaux s'élèvent à plus de 100 %, car chaque répondant pouvait choisir deux questions.

Figure 4.2. Importance des questions politiques parmi les citoyens, N=14 786



Les barres noires font référence aux enjeux du clivage économique, les barres ombrées aux enjeux de clivage culturel, et les barres blanches aux enjeux qui n'appartiennent à aucune des deux dimensions. La figure montre clairement que, parmi nos répondants, deux enjeux culturels dominent : la migration (26 %) et le climat (24 %). Les troisième et quatrième enjeux sont d'ordre économique : la sécurité sociale (21 %) et l'économie (18 %). Sur la base des deux enjeux sélectionnés par chaque répondant, nous pouvons construire une variable qui exploite la prépondérance des deux dimensions, allant de -2 (dimension culturelle prépondérante) à +2 (dimension économique prépondérante). Les électeurs ayant choisi deux enjeux culturels ou deux enjeux économiques ont obtenu un score de -2 et +2 respectivement, les électeurs ayant des enjeux mixtes ont obtenu un score de 0, et les électeurs ayant choisi un enjeu culturel ou un enjeu économique combiné avec un des enjeux non alignés sur l'économique ou le culturel ont obtenu un score de -1 ou +1 respectivement. Le tableau 4.2 ci-dessous montre la répartition des électeurs flamands en fonction de leur importance.

Tableau 4.2. Répartition de l'importance des deux dimensions, N=14 682

Dimension culturelle uniquement (-2)	16,2 %
Dimension culturelle prépondérante (-1)	15,5 %
Mixte (0)	38,6 %
Dimension économique prépondérante (+1)	11,2 %
Dimenison économique uniquement (+2)	18,4 %
Total	100 %

Les données montrent une répartition équitable des répondants sur l'échelle de saillance, les groupes les plus importants se situant au milieu, partageant des préoccupations économiques et culturelles, et les deux groupes d'électeurs principalement (ou totalement) motivés par des raisons économiques ou culturelles ayant presque exactement la même taille. Il est à noter que le fait que nous ayons utilisé sept questions économiques contre seulement cinq questions culturelles a un effet substantiel sur cette répartition. Si nous avions eu sept questions culturelles, la prédominance de cette dimension se serait très probablement manifestée plus clairement.

Pour tester l'idée que la prépondérance d'une dimension pousse les électeurs vers la gauche ou vers la droite et que les électeurs ne pèsent pas de la même façon les distances sur les deux dimensions, nous avons exécuté trois modèles logit conditionnels. Cette stratégie de modélisation statistique permet d'expliquer le choix de vote d'un répondant pour un parti donné dans un seul modèle, en cartographiant essentiellement le processus décisionnel d'un répondant. Pour exécuter ces modèles, les données sont restructurées et empilées de manière à ce que chaque cas représente une unité répondant x parti, c'est-à-dire que chaque répondant est présent sept fois en tant que cas, chaque fois lié à l'un des sept partis flamands. L'objectif des modèles est alors d'expliquer pourquoi un répondant vote (valeur 1 de la variable dépendante) ou ne vote pas (valeur 0 de la variable dépendante) pour ce parti donné, en combinant des caractéristiques individuelles – c'est-à-dire le sexe, l'éducation, l'âge et l'intérêt politique – avec des variables qui varient selon l'unité répondant x parti – c'est-à-dire la distance idéologique entre le répondant et chaque parti sur les dimensions économiques et culturelles. Bien que techniquement l'empilement rende les données hiérarchiques, les modèles à plusieurs niveaux ne peuvent pas être utilisés ici, car la variable dépendante n'est pas indépendante des sept observations de parti pour un répondant ; un électeur ne peut avoir voté que pour un seul parti et le fait de savoir qu'il a voté pour ce parti implique immédiatement que la valeur de 0 est attribuée pour toutes les autres choix de partis. Un modèle logit conditionnel tient compte de cette dépendance. L'un des inconvénients de cette approche est que nous ne pouvons pas

intégrer les effets directs de la saillance dans le modèle, car ces mesures ne varient pas en fonction de l'alternative du parti.

Dans le tableau 4.3, seuls les coefficients pertinents pour les modèles logit conditionnels sont indiqués, les modèles complets avec tous les contrôles et les diagnostics du modèle se trouvent dans l'annexe 2. La première variable clé est la distance entre un électeur et un parti sur les deux dimensions (dont on s'attend à ce qu'elle exerce un effet négatif sur le vote). Sur la base des réponses des électeurs et des partis aux vingt mêmes énoncés relatifs à chaque dimension, nous calculons la distance entre chaque électeur et chaque parti sur chaque dimension séparément. La deuxième variable clé est la prépondérance des deux dimensions. Dans les modèles logit conditionnels, nous n'utilisons pas l'échelle de saillance expliquée ci-dessus, mais plutôt une version réduite de la saillance qui évalue si un électeur, parmi ses deux questions les plus importantes, a choisi au moins une question économique (saillance de l'économie) ou au moins une question culturelle (saillance de la culture).

Tableau 4.3. Modèles logit conditionnels expliquant le choix du vote en fonction de la distance positionnelle et de l'importance de la dimension

	Modèle 1 (effets directs)	Modèle 2 (interaction avec saillance économie)	Modèle 3 (interaction avec saillance culturelle)
Distance dimension économique	-0,393*** (0,009)	-0,247*** (0,016)	-0,464*** (0,015)
Distance dimension culturelle	-0,421*** (0,008)	-0,539*** (0,017)	-0,287*** (0,015)
Saillance économie	-	-0,199***	-
* distance dimension économique	-	(0,019)	-
Saillance économie	-	0,176***	-
* distance dimension culturelle	-	(0,020)	-
Saillance culturelle	-	-	0,115***
* distance dimension économique	-	-	(0,018)
Saillance culturelle	-	-	-0,190***
* distance dimension culturelle	-	-	(0,018)
N	93,086	93,086	93,086

*Note : erreurs standard entre parenthèses ; *** p < 0,01 ; variables de contrôle dans le modèle : genre, âge, éducation, intérêt politique et les constantes spécifiques. Cf. appendixe 2 pour le modèle final.*

Les principaux effets du modèle 1 montrent que les mesures de la distance positionnelle fonctionnent comme prévu : plus la distance entre un électeur et un parti augmente, plus la probabilité que cet électeur vote pour ce parti diminue fortement ; cette logique s'applique de manière similaire aux deux dimensions. Les choses se compliquent dans les modèles 2 et 3 qui testent l'essentiel de notre argument selon lequel la saillance conduit à attribuer plus de poids à une dimension par rapport à l'autre. Le modèle 2 montre que, par rapport aux électeurs qui ne considèrent pas la dimension économique comme importante (aucune des deux questions qu'ils ont marquées comme importantes n'était liée à la dimension économique), les électeurs qui considèrent les questions économiques comme importantes (au moins une question qu'ils ont marquée comme importante est liée à la dimension économique) accordent un poids plus important à la distance économique dans leur décision de vote : les coefficients d'interaction sont négatifs et pour ceux qui attribuent le plus d'importance à la dimension économique, la taille négative du coefficient est plus importante que pour ceux qui n'attribuent qu'une importance modérée à la dimension économique. Il est intéressant, et conforme à notre argument, d'observer que l'interaction entre l'importance de la dimension économique et la distance culturelle diminue fortement l'effet négatif de cet effet. En d'autres termes, les électeurs qui considèrent que la dimension économique est (beaucoup) plus importante que la dimension culturelle, sont beaucoup moins préoccupés par leurs différences culturelles avec les partis. Le modèle 3 présente la même logique, mais cette fois-ci, les mesures de la distance interagissent avec l'importance de la dimension culturelle. Les résultats sont remarquablement identiques. L'importance culturelle a des effets très similaires sur le vote par rapport aux effets de l'importance économique : elle augmente encore l'effet négatif de la distance culturelle sur la probabilité de voter pour un parti et diminue fortement les effets négatifs de la distance économique.

Les modèles logit conditionnels présentés jusqu'à présent montrent le puissant mécanisme en jeu ici. Les résultats confirment l'idée que la position sur les deux dimensions, combinée à l'importance de chaque dimension, exerce un effet certain sur le vote des partis. Cependant, les résultats obtenus jusqu'à présent ne démontrent pas que les variations de la saillance ont un effet sur le vote pour les partis des quadrants 2 (droite-droite) ou 3 (gauche-gauche) par les électeurs positionnés dans les quadrants 1 (gauche-droite) et 4 (droite-gauche). En d'autres termes, nous n'avons pas encore établi le rôle central de la saillance qui fait que les électeurs « non desservis » (quadrants 1 et 4) s'orientent vers la gauche ou la droite.

Par conséquent, nous devons nous concentrer en particulier sur les électeurs des quadrants non desservis 1 et 4 et modifier notre variable dépendante en votant pour un parti du quadrant 2 (droite) ou du quadrant 3 (gauche). Nous présentons ci-dessous les résultats de deux régressions logistiques, l'une pour les électeurs du quadrant 1 gauche-droite et l'autre pour les électeurs du quadrant 4 droite-gauche. La question est la suivante : l'importance détermine-t-elle dans quel quadrant ces électeurs atypiques finissent par voter ?

Notez que, dans ces modèles, nous avons écarté les électeurs du CD&V, car ceux-ci ont voté pour un parti qui n'est pas situé dans un quadrant, mais juste au milieu (voir Figure 1)[3]. Les partis du quadrant 2 sont *N-VA*, *Open Vld* et *Vlaams Belang*, les partis du quadrant 3 sont *SP.A*, *Groen* et *PVDA*. En outre, il est important de mentionner que les électeurs situés au centre sur l'une des dimensions (entre -1 et +1) ont également été exclus des analyses : ils ne peuvent pas être considérés comme appartenant clairement à un quadrant spécifique et ils devraient beaucoup moins subir des pressions croisées. Cela réduit le nombre d'observations et permet de se concentrer fortement sur la catégorie cruciale des électeurs non desservis. Comme notre échantillon est très large, nous conservons encore suffisamment d'électeurs dans les modèles ci-dessous. Le tableau 4.4 montre les résultats de deux régressions logistiques avec comme variable dépendante le vote (1) pour les partis du quadrant 3 (gauche-gauche) par rapport au vote (0) pour les partis du quadrant 2 (droite-droite).

[3] Notez que les électeurs qui subissent des pressions croisées du fait de leur positionnement contradictoire sur les deux dimensions et de l'absence d'un parti qui réponde pleinement à leur demande peuvent également finir par voter pour un parti du centre (comme le CD&V en Flandre). En effet, au lieu de s'orienter vers la droite ou la gauche, les électeurs soumis à des pressions croisées peuvent également se tourner vers le parti du centre (qui ne correspond pas à l'électeur sur l'une des deux dimensions, mais qui peut être, dans l'ensemble, le parti le moins éloigné des préférences de ces électeurs).

Tableau 4.4. Régressions logistiques prédisant le vote des électeurs non desservis pour un parti de gauche (Q3) au lieu d'un parti de droite (Q2)

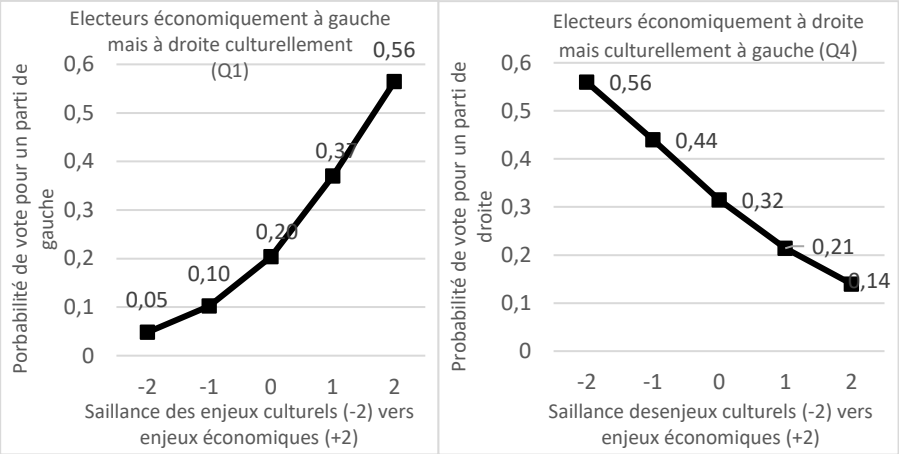
	Quadrant 1 (gauche économique + droite culturelle)	Quadrant 4 (droite économique + gauche culturelle)
Homme	0,161 (0,205)	-0,228 (0,142)
Âge	-0,0223*** (0,00677)	-0,0145*** (0,00428)
Niveau d'éducation moyen (ref. cat = bas)	0,0302 (0,267)	-0,0276 (0,433)
Niveau d'éducation élevé (ref. cat = bas)	0,386 (0,256)	0,352 (0,409)
Intérêt politique	-0,101* (0,0594)	-0,0197 (0,0486)
Saillance (du culturel à l'économique)	0,810*** (0,0713)	-0,527*** (0,0580)
Constante	0,543 (0,655)	-0,0105 (0,590)
N	904	1,119

*Note : erreurs standards entre parenthèses ; *** p <0,01 ; ** p < 0,0 ; * p < 0,1.*

Les résultats sont assez explicites et confirment nos attentes. Dans les deux modèles, la variable saillance est très significative, expliquant en grande partie l'échange de ces deux groupes d'électeurs non desservis à gauche ou à droite. Les électeurs qui ont une position économique de gauche et qui la combinent avec une position de droite sur la dimension culturelle ont tendance à se tourner vers les partis de gauche lorsqu'ils considèrent que les questions économiques sont plus importantes que les questions culturelles. Ces électeurs privilégient leurs positions économiques par rapport à leurs positions culturelles. Pour chaque pas sur l'échelle de 5 points de saillance, les chances de voter pour un parti de gauche deviennent 2,25 fois plus élevées.

Une logique similaire, mais ensuite inversée, s'applique aux électeurs qui combinent des idées économiques de droite avec des idées culturelles de gauche. Ils ont tendance à voter pour des partis de droite s'ils s'intéressent davantage aux questions économiques qu'aux questions culturelles (voir le coefficient négatif). Pour chaque étape de l'échelle de 5 points de saillance, les chances de voter pour un parti de gauche diminuent d'un facteur de 0,59. En résumé, nous pouvons confirmer que la saillance agit comme un pivot qui fait tourner les électeurs non desservis dans le quadrant des partis de gauche – ou plutôt de droite. Pour démontrer davantage la force de ces effets, la figure 4.3 montre les valeurs prédites sur les valeurs de l'échelle de saillance ; les effets sont assez puissants à chaque étape de l'échelle.

Figure 4.3. Graphique de l'effet du changement d'orientation sur le vote d'un parti de gauche (Q3) au lieu d'un parti de droite (Q2)



4. Conclusion[4]

Lorsque la structure de la demande politique des électeurs et de l'offre politique des partis est similaire, les électeurs peuvent voter pour le parti le plus proche. Mais si la demande et l'offre sont structurées en fonction de dimensions (partiellement) différentes, les électeurs sont contraints de privilégier un ensemble de préférences par rapport à d'autres considérations. L'ensemble de préférences qui aura le plus d'effet sur le choix d'un parti par les électeurs dépendra de l'importance de leurs préférences. C'est l'argument que nous avons présenté et démontré empiriquement en ce qui concerne les élections fédérales de 2019 en Flandre. L'offre des partis flamands est unidimensionnelle, car l'offre économique et culturelle des partis de gauche et de droite converge largement.

[4] Dans une prochaine étude, nous prévoyons d'ajouter une section sur les conséquences au niveau agrégé de nos conclusions au niveau micro. Le mécanisme que nous avons trouvé ici peut-il expliquer les résultats réels des élections flamandes de 2019 ? Est-ce vraiment les électeurs non desservis qui, par leur balancement en raison de leur importance, déterminent le résultat des élections au niveau agrégé ? S'il n'y avait pas d'électeurs non desservis, quel aurait été le résultat ? Et si l'importance des enjeux avait été différente ? Nous pouvons faire des simulations et montrer comment les résultats auraient été différents si l'importance des questions économiques avait été plus grande, par exemple. Nous pourrions prendre la saillance de 2014 ou la saillance wallonne de 2019 comme des situations de saillance réalistes dont nous pourrions simuler le résultat d'une élection flamande.

En revanche, bien que la demande des électeurs flamands converge partiellement dans une même dimension unifiée, une grande partie des électeurs ont des préférences qui sont structurées de manière bidimensionnelle. Ils ont des vues économiques de gauche et les combinent avec des vues culturelles de droite, ou vice versa. Dans notre étude, la part de ces électeurs non desservis a été estimée à environ un quart. Lorsqu'ils votent pour un parti, ces électeurs utilisent l'importance de leurs préférences économiques ou culturelles pour briser l'égalité et arbitrer entre la proximité économique et culturelle. L'effet de la saillance est assez puissant. Une poignée d'études antérieures ont avancé des arguments similaires, mais les tests empiriques de l'argument étaient peu nombreux : nous avons présenté de nouvelles preuves empiriques basées sur une mesure détaillée des positions des électeurs sur les deux clivages. En résumé, nos données offrent une confirmation supplémentaire de l'idée que l'importance est un facteur clé du choix électoral, en particulier pour les électeurs soumis à une pression croisée, mais plus généralement pour tous les électeurs.

Nos conclusions sur le rôle joué par la saillance ont des implications sur les résultats des élections, non seulement en Flandre, mais aussi plus largement dans le pays. Il est important de noter que la pertinence d'une question est plus variable que la position de cette question. Une fois que les gens ont adopté une certaine position par rapport à une question politique, leur position devient plutôt insaisissable. En revanche, l'importance de leurs considérations est très variable (Dennison 2019). Par exemple, des centaines d'études ont montré que l'importance d'une question est, entre autres, affectée par les variations à court terme de la couverture médiatique (elles suivent toutes les traces de l'étude initiale de McCombs et Shaw sur la définition de l'agenda, 1972). Plus que des considérations de position, la saillance est la force dynamique qui produit le changement électoral. C'est également ce que van der Brug et van Spanje (2009) concluent implicitement lorsqu'ils affirment que le décalage entre les électeurs et les partis est un facteur de volatilité électorale (puisque la saillance qui génère essentiellement un vote de gauche ou de droite est variable). Appliqué aux élections flamandes que nous avons analysées ici : toutes choses égales par ailleurs, si la répartition de la prépondérance des questions d'intérêt public en Flandre était différente lors des prochaines élections de 2024, et s'il y a des raisons de s'attendre à ce qu'elle le soit (p. ex., il est peu probable qu'il y ait une autre « crise des réfugiés »), le résultat électoral pourrait être très différent la prochaine fois. Plus concrètement, si l'importance de la question de la migration diminue et celle des questions économiques augmente, les résultats des élections divergeront considérablement de ceux des élections que nous avons analysées ici.

Bien entendu, notre étude présente plusieurs limites. Tout d'abord, nous nous sommes concentrés sur les « grands » compromis que les électeurs doivent faire lorsqu'ils se trouvent dans un quadrant non desservi par un parti. Les pondérations ont un effet dramatique sur le comportement de ces électeurs, car ils doivent arbitrer entre des options de parti très éloignées les unes des autres. Elles expliquent pourquoi, en Flandre, un électeur du parti socialiste (*SP.A*), par exemple, peut changer pour voter pour le parti d'extrême droite (*Vlaams Belang*) – un parti qui est presque le plus éloigné de son choix initial de parti socialiste. Cependant, le poids (importance) joue également un rôle pour les « petites » décisions que les électeurs doivent prendre dans le quadrant de leur choix. Les électeurs de gauche ou de droite doivent toujours choisir un parti parmi l'offre de plusieurs partis de gauche ou de droite. Par exemple, les électeurs de droite en Flandre ont le choix entre, entre autres, la *N-VA* et le *Vlaams Belang* et nous nous attendons à ce que la saillance combinée avec les deux dimensions gauche-droite, joue également un rôle dans cette décision. Si la dimension culturelle prévaut, les électeurs de droite auront tendance à se tourner vers le Vlaams Belang, si la dimension économique est la plus importante, ils donneront leur vote à la *N-VA* ou à *l'Open Vld*. Dans ces échanges mineurs entre partis adjacents, outre la proximité et la prépondérance de la position, d'autres considérations telles que la propriété des enjeux et le vote directionnel jouent probablement un rôle important.

Deuxièmement, nous n'avons pas abordé la question de savoir pourquoi le système de partis flamand présente des angles morts et ne contient pas d'offre de parti combinant, par exemple, un ensemble de positions de gauche économique et de droite culturelle. En d'autres termes : pourquoi n'y a-t-il pas de partis dans les quadrants 1 et 4 ? Comment se fait-il que le système des partis ne se soit pas adapté ? D'après notre étude (basée sur un panel non représentatif), le quadrant non desservi est, dans l'ensemble, assez petit en Flandre. Chacun d'entre eux compte un peu plus de 10 % des électeurs. En tant que potentiel de parti, 10 % peut être un peu petit pour les entrepreneurs politiques potentiels prêts à sauter dans le vide. Pourtant, bien que petits, ces électeurs non desservis, étant intrinsèquement instables, sont probablement ceux qui déterminent le résultat des élections plus que tout autre groupe d'électeurs. Outre les considérations de marché, ce n'est pas une coïncidence si, dans la plupart des pays, ce quadrant particulier du marché politique est vide (Van der Brug et Van Spanje 2009 ; Lefkofridi, Wagner et Willmann 2014). Il doit également y avoir des raisons idéologiques. Il semble que les positions économiques de gauche correspondent « naturellement » aux positions culturelles de gauche, tout comme les positions économiques de droite ont tendance à être complétées mécaniquement par des préférences culturelles de droite. Cela explique pourquoi, dans de nombreux pays, les partis socialistes ont du mal à

traiter la question de l'immigration, par exemple. Une position ferme sur l'immigration semble idéologiquement difficile à combiner avec une position souple sur la redistribution. L'immigration et la redistribution sont toutes deux des questions de solidarité par nature et il semble délicat de combiner idéologiquement plus (avec les nationaux) et moins de solidarité (avec les étrangers).

Enfin, bien que notre preuve avec pas moins de vingt éléments politiques par dimension et, surtout, des mesures identiques et directes des positions des électeurs et des partis soit unique, un inconvénient majeur est le caractère non représentatif de notre échantillon de citoyens : nos répondants sont plus instruits et plus intéressés par la politique que le citoyen flamand moyen. Il serait formidable de pouvoir reproduire l'étude sur un meilleur échantillon. Nous pensons qu'il est probable que le mécanisme sous-jacent, la combinaison de deux dimensions positionnelles et leur pondération en fonction de la saillance, serait le même, mais cela ne peut être garanti. D'une part, il y a des raisons de penser que la corrélation entre les deux dimensions gauche-droite serait plus *faible* dans l'ensemble de la population par rapport à ce que nous constatons dans notre échantillon[5]. Si cela est vrai, au moins le « manque de réserve » d'un grand nombre de citoyens serait encore plus marqué dans l'ensemble de la population et le rôle de l'importance dans le compromis entre les deux dimensions pourrait même être plus important. D'autre part, le fait que nos répondants aient tendance à être plus instruits et à s'intéresser à la politique peut faire qu'ils prennent davantage en compte les considérations politiques que les autres électeurs, ce qui fait que le mécanisme mis en évidence ici est plus, et non moins, répandu dans ce groupe.

---

[5] C'est du moins ce que suggère une nouvelle analyse des données de notre panel de citoyens. Parmi nos panélistes, l'éducation et l'intérêt politique ont un effet important sur l'importance de la corrélation entre les positions économiques et culturelles des gens. La corrélation globale entre les deux ensembles de positions est de 0,60. Les personnes les moins éduquées ont un r de 0,53, les personnes moyennement éduquées de 0,57 et les personnes plus éduquées de 0,62. Pour les personnes interrogées qui s'intéressent moins à la politique (moins de 7 sur une échelle de 0 à 10), la corrélation entre leurs positions est de 0,46, pour celles qui s'intéressent beaucoup à la politique, elle est de 0,60.

Chapitre 5
Émotions et choix de vote : une analyse des élections 2019 en Belgique

Caroline Close
Émilie van Haute

Le scrutin de 2019 a laissé voir d'importants transferts dans les votes exprimés pour les différents partis par rapport à 2014. Un des résultats les plus marquants a été le succès des partis radicaux ou situés aux extrêmes des deux côtés du spectre idéologique. Une faible confiance et une insatisfaction croissante des électeurs ont rapidement été pointées comme explications de ces choix de vote. L'analyse de Govaerts, Kern, van Haute et Marien dans cet ouvrage avance qu'en 2019, les choix électoraux, et en particulier le vote pour les partis dits populistes (PTB-PVDA, VB), sont guidés par des attitudes protestataires, en ce compris le manque de confiance et de satisfaction envers le gouvernement et le fonctionnement de la démocratie en général, au-delà des motivations idéologiques.

Ce chapitre a pour objectif d'analyser plus en profondeur la relation entre le ressentiment politique des électeurs et leur choix électoral en 2019, en se focalisant sur les émotions des répondants envers le politique. Analyser ce lien entre émotions et choix de vote est relativement innovant pour la science politique en Belgique, bien que l'on puisse s'appuyer sur un champ disciplinaire bien établi, celui de la psychologie sociale. Ce chapitre propose une première exploration du lien entre ce que les électeurs ressentent envers la politique et leur comportement électoral. Huit émotions sont analysées : quatre négative (colère, amertume, peur, et inquiétude) et quatre positives (espoir, soulagement, joie et satisfaction).

La question que ce chapitre soulève est la suivante : est-ce que les émotions envers la politique jouent un rôle ? Nous répondons à cette question en plusieurs temps. Premièrement, nous analysons le type et degré d'émotions parmi les répondants, et la façon dont celles-ci sont liées. Nous mettons en lumière plusieurs tendances selon l'émotion considérée. De manière intéressante, nous confirmons que le registre émotif des électeurs est au moins bidimensionnel,

avec une dimension positive et une dimension négative, ce qui ouvre les possibilités de combinaisons d'émotions envers le politique. Deuxièmement, nous analysons les relations entre les émotions envers le politique et les comportements électoraux en Wallonie et en Flandre à l'occasion des élections fédérales de 2019[1]. Nous mettons en évidence les différentes distributions d'émotions en fonction du choix partisan, et nous isolons un effet significatif des émotions (en particulier des émotions négatives), en contrôlant pour d'autres déterminants du vote tels que les attributs sociodémographiques, l'intérêt politique et les attitudes politiques, en ce compris les attitudes protestataires. Troisièmement, en utilisant les différentes vagues de l'enquête par panel, nous analysons si les choix électoraux ont potentiellement eu un impact sur les émotions positives et/ou négatives des répondants après les élections. Nous observons un effet gagnant vs. perdant des élections avec une dynamique distincte en Flandre et en Wallonie. De manière générale, l'approche par les émotions proposée dans ce chapitre ouvre des perspectives de recherche innovantes.

Le chapitre est structuré comme suit. Il débute par une courte discussion de la littérature, pour ensuite présenter les données et variables mobilisées dans l'analyse et présenter des statistiques descriptives. Le chapitre analyse les émotions en fonction du choix de vote à l'aide de modèles bivariés et multivariés, pour mener ensuite vers une analyse des émotions entre la vague 1 (pré-électorale) et 2 (post-électorale). Nous terminons par une conclusion générale.

1. Étudier les comportements électoraux : revue de la littérature

L'étude des comportements électoraux a longtemps constitué le cœur de la sociologie politique. Dans ce champ de recherche, plusieurs approches théoriques ont été développées et cohabitent encore aujourd'hui. Une première approche considère que les facteurs de long terme liés à la socialisation des individus au sein de groupes spécifiques déterminent leur choix de vote. Dans les années 1940-50, aux États-Unis, les recherches pionnières de Lazarsfeld et *al.* (1948) avancent que le choix de vote est fortement lié à trois facteurs : la religion, le statut socio-économique, et la résidence (urbain vs. rural). Cette approche est considérée comme très déterministe : la manière dont les individus pensent politiquement et la manière dont ils votent seraient fortement liées

[1] En raison de l'échantillon plus petit et du grand nombre de partis en lice à Bruxelles, nous avons dû exclure Bruxelles de nos analyses.

à ce qu'ils *sont* socialement (Lazarsfeld et *al.*, 1948). Cette approche contribue principalement à expliquer la *stabilité* des choix électoraux.

Une seconde approche soutient que le déterminant central dans le choix de vote est en réalité le niveau d'identification partisane que les électeurs développent envers un parti (Campbell et *al.*, 1960). Cet attachement socio-psychologique à un parti fonctionnerait comme un raccourci cognitif, aidant par-là les électeurs à prendre leur décision ; mais servirait également de filtre sélectif, en ayant un effet sur la manière dont les individus perçoivent la politique. L'identification partisane est considérée comme une caractéristique relativement stable, façonnée par des processus de socialisation, mais qui peut évoluer au cours de la vie en raison de changements contextuels ou liés aux groupes sociaux d'appartenance des individus. Ainsi, l'approche basée sur l'identification partisane est vue comme un peu moins déterministe ; notamment, car elle accorde davantage d'attention aux mécanismes psychologiques.

Une troisième approche est ancrée dans la conception du choix rationnel du vote (Downs, 1957). Le choix de vote serait moins dépendant de l'appartenance sociale ; il résulterait plutôt de l'évaluation par les individus de la situation actuelle et de l'offre politique. Les électeurs baseraient leur choix sur l'évaluation des performances du gouvernement en place (par exemple, en termes économiques – voir Lewis-Beck, 1986), et sur l'analyse de l'offre politique des différents partis en lice quant aux politiques proposées (vote sur enjeux – voir par exemple Verba et *al.*, 1976) et quant aux candidats et leaders en compétition (Bean and Mughan, 1989 ; Blais et *al.*, 2003 ; Marsh, 2007). Les électeurs émettraient alors un vote pour le *meilleur* parti ou candidat, c'est-à-dire le parti ou candidat le plus proche d'eux idéologiquement (Downs, 1957), ou représentant le mieux leurs préférences et intérêts. Cette perspective accorde beaucoup d'importance à la capacité des électeurs à prendre des décisions rationnelles, principalement sur base de facteurs liés à la campagne électorale.

Les études électorales en Belgique mobilisent fréquemment ces approches (Delruelle et *al.*, 1970 ; Delwit and van Haute, 2008 ; Deschouwer et *al.*, 2015 ; Frognier et *al.*, 2007 ; Pilet et *al.*, 2014). La plupart de ces travaux combinent une approche socio-structurelle à celle du vote sur enjeux. Parmi les déterminants socio-structurels, les analyses pointent l'influence du niveau d'éducation, de la religion, de la résidence, ou du statut socio-économique sur le choix de vote. Cependant, elles reconnaissent également que le pouvoir explicatif de ces déterminants socio-structurels est en déclin (Frognier et *al.*, 2012), car les électeurs voteraient de plus en plus en fonction de leur positionnement (et de celle des partis) sur des enjeux spécifiques.

Le vote sur enjeux serait particulièrement important dans le cas des partis « non traditionnels » ou de partis nés sur des enjeux spécifiques, tels l'immigration ou l'environnement.

À côté de ces approches classiques, d'autres déterminants des choix électoraux ont fait l'objet de nouvelles recherches ces dernières années. Dans un contexte où les chercheurs pointent une « crise de la démocratie » (Dalton, 2004 ; Norris, 2011, 1999), identifiant des symptômes tels que le déclin de la participation électorale, la baisse de soutien envers les élites politiques traditionnelles et le succès de partis anti-establishment, les analyses des comportements électoraux ont inclus de plus en plus systématiquement les effets des attitudes envers la démocratie et les institutions politiques. En Belgique, les chercheurs ont mis en évidence que le manque de satisfaction envers le gouvernement et le manque de confiance dans les institutions peut expliquer l'abstention (Henry et *al.*, 2015 ; Hooghe et *al.*, 2011) ainsi que le vote protestataire (Billiet and Witte, 1995 ; Henry et *al.*, 2015 ; Hooghe et *al.*, 2011 ; Pauwels, 2010).

Des études récentes sur le vote protestataire ont remis au centre des analyses l'approche *psychologique* des comportements électoraux (Rico et *al.*, 2017 ; Vasilopoulos et *al.*, 2019 ; Vasilopoulos and Marcus, 2017), en considérant les émotions comme des outils essentiels pour le raisonnement rationnel et la prise de décision (Marcus, 2002). Partant du constat que la rhétorique des partis protestataires, et en particulier d'extrême droite, vise précisément à activer la peur et la colère envers différents types de menace – changements sociétaux, immigration, crise économique, ou encore menaces sécuritaires liées au terrorisme (Brader et *al.*, 2008 ; Vasilopoulos et *al.*, 2018) –, les chercheurs ont examiné le rôle de la colère et de la peur (ou de l'angoisse), et ont amené de nouvelles perspectives sur les relations entre émotions et vote protestataire (Rico et *al.*, 2017 ; Valentino et *al.*, 2018 ; Vasilopoulos et *al.*, 2019 ; Vasilopoulou and Wagner, 2017).

Plusieurs résultats intéressants émergent de ces travaux. Premièrement, ils démontrent que tant sur le plan théorique qu'empirique, les réactions affectives peuvent être multidimensionnelles : les individus peuvent vivre plusieurs émotions (peur, colère, ou même enthousiasme) à l'occasion d'un seul et même événement ou durant une campagne, avec des degrés d'intensité variables (Marcus and Mackuen, 1993). Deuxièmement, en mesurant tant la colère que la peur et en testant leur effet de manière simultanée, ils ont pu montrer les conséquences comportementales spécifiques de chacune. Alors que la peur diminuerait le soutien envers la droite radicale, la colère le stimulerait (Vasilopoulos et *al.*, 2019).

Vasilopoulos et Wagner (2018) mettent en évidence des résultats similaires dans leur étude sur le Brexit : la colère est positivement associée au soutien à l'option *Leave*, alors que la peur génère des opinions plus modérées. Le mécanisme derrière ce phénomène est que la peur tendrait à inhiber le fait de se reposer sur des convictions établies telles que l'identification partisane ou des prositions idéologiques (p. ex., un soutien aux politiques autoritaires), et augmenterait l'attention portée à l'évaluation des arguments, candidats et enjeux (Valentino et *al.*, 2008 ; Vasilopoulos and Marcus, 2017). À l'inverse, la colère préviendrait les individus de chercher des contrarguments et renforcerait plutôt les prédispositions existantes (Vasilopoulos, 2018 ; Vasilopoulos et *al.*, 2019). En d'autres termes, la colère oriente le cerveau vers certaines habitudes préexistantes (Valentino et *al.*, 2018, p. 812), alors que l'anxiété générerait à l'inverse un évitement du risque et la recherche de nouvelles informations (Valentino et *al.*, 2018, p. 812).

Ce chapitre contribue à cette nouvelle littérature en proposant une première exploration des relations entre émotions et choix de vote en Belgique à l'occasion des élections de 2019. Il se distingue de la littérature évoquée ci-dessus dans au moins quatre directions. Premièrement, le chapitre ne se focalise pas uniquement sur le soutien aux partis de droite radicale, mais analyse l'entièreté du spectre politique en Flandre et en Wallonie (voir aussi Marcus, 1988). Deuxièmement, ce chapitre mesure les émotions envers la politique en Belgique, alors que les recherches existantes mobilisent souvent les réactions émotives face à l'état général de l'économie (Vasilopoulos and Marcus, 2017), la crise économique (Rico et *al.*, 2017), ou des menaces spécifiques telles les attaques terroristes (Marcus et *al.*, 2019 ; Vasilopoulos et *al.*, 2018). Troisièmement, alors que les études récentes ont analysé en détail les effets de la colère et de la peur (ou de l'angoisse), ce chapitre inclut une large palette d'émotions, tant positives que négatives. Enfin, ce chapitre ne s'intéresse pas aux processus psychologiques à l'œuvre derrière les relations observées. Il représente plutôt une première analyse exploratoire des relations entre émotions envers le politique et comportements électoraux en Belgique en 2019.

2. Données et opérationnalisation

2.1. Mesurer les émotions envers la politique

Une des innovations du projet RepResent dans le domaine de la sociologie électorale est d'accorder davantage d'attention à la dimension affective du vote (voir également le chapitre sur la polarisation affective de van Erkel et Turkenburg). Une des questions posées dans l'enquête était de savoir quels étaient les sentiments des répondants envers la politique : « Lorsque vous

pensez à la politique belge en général, dans quelle mesure ressentez-vous chacune des émotions suivantes ? ». Les répondants étaient invités à indiquer leur sentiment envers huit émotions, sur une échelle de 0 (« pas du tout ») à 10 (« dans une grande mesure ») : colère, amertume, inquiétude, peur, espoir, soulagement, joie, satisfaction. Les quatre premières propositions font appel à des sentiments négatifs, et les quatre dernières à des sentiments plus positifs. La question était incluse dans la vague pré- et post-électorale de l'enquête, ce qui permet de retracer l'évolution des sentiments des répondants avant et après le scrutin (voir section 4).

Le tableau 5.1 présente les statistiques descriptives pour chaque émotion (vague 1). On observe clairement que les émotions négatives récoltent des scores élevés, en particulier l'inquiétude qui obtient le score moyen le plus élevé et un mode de 7 (c'est-à-dire, la réponse la plus fréquemment citée). Dès lors, lorsqu'ils pensent à la politique en Belgique, les répondants semblent être relativement anxieux. À l'inverse, ils ne font pas montre d'émotions positives, en particulier pour ce qui concerne la joie et le soulagement. Environ un répondant sur quatre indique ne ressentir aucune joie et aucun soulagement lorsqu'il/elle pense à la politique. Les émotions positives présentent des scores moyens en dessous de 4 sur une échelle de 0 à 10, alors que les émotions négatives obtiennent des scores variant de 5,3 à 6,4. En termes de distribution, 60 à 65 % des répondants présentent des degrés d'émotions positives entre 0 et 4. Le constat est plus complexe pour ce qui est des émotions négatives : 60-65 % des répondants se situent entre 6 et 10 sur les échelles de colère et d'inquiétude, mais la peur et l'amertume présentent des distributions plus proches de la normale – une proportion plus égale de répondants se situent de part et d'autre de la moyenne. L'expression d'émotions négatives présente dès lors davantage de variation.

Tableau 5.1. Émotions – statistiques descriptives, vague 1

	Moyenne	Mode	Écart-type
Colère	6,0	5	2,7
Amertume	5,6	5	2,7
Inquiétude	6,4	7	2,5
Peur	5,1	5	2,8
Espoir	3,8	5	2,6
Soulagement	2,9	0	2,4
Joie	2,8	0	2,4
Satisfaction	3,4	5	2,4

2.2. Émotions envers la politique : une dimension positive et une dimension négative

Le tableau 5.2 analyse le degré de corrélation entre ces émotions, c'est-à-dire par exemple si les répondants qui déclarent ressentir de la colère déclarent simultanément de la peur.Les coefficients présentés varient de 0 à 1, un score de 1 indiquant une corrélation parfaite entre les deux mesures, c'est-à-dire qu'à chaque fois qu'un répondant octroie un score sur une émotion, il/elle octroie exactement le même score à l'autre émotion, et un score de 0 indiquant que les deux mesures sont complètement distinctes. Le tableau indique que les émotions négatives vont relativement bien ensemble : les répondants se déclarant en colère déclarent par exemple de hauts niveaux de peur, inquiétude et amertume. Si l'on compare les coefficients, les émotions positives sont encore plus liées que les émotions négatives, avec des coefficients oscillant entre 0,6 et 0,7 ; pour des coefficients entre 0,4 et 0,5 pour les émotions négatives.

Tableau 5.2. Émotions – matrice de corrélation (Kendall tau), vague 1

	Colère	Amertume	Inquiétude	Peur	Espoir	Soulagement	Joie	Satisfaction
Colère	1	0,57	0,54	0,47	-0,19	-0,19	-0,22	-0,27
Amertume	0,57	1	0,49	0,47	-0,15	-0,13	-0,15	-0,20
Inquiétude	0,54	0,49	1	0,54	-0,14	-0,20	-0,21	-0,23
Peur	0,47	0,47	0,54	1	-0,05	-0,03	-0,03	-0,10
Espoir	-0,19	-0,15	-0,14	-0,05	1	0,60	0,62	0,64
Soulagement	-0,19	-0,13	-0,20	-0,03	0,60	1	0,73	0,69
Joie	-0,22	-0,15	-0,21	-0,03	0,62	0,73	1	0,72
Satisfaction	-0,27	-0,20	-0,23	-0,10	0,64	0,69	0,72	1

Note : toutes les corrélations sont significatives au niveau $p < 0,01$.

Un résultat intéressant est la corrélation entre émotions positives et négatives. En toute logique, nous nous attendions à ce que les répondants exprimant des émotions négatives obtiennent des scores plus faibles sur les émotions positives. Cela devrait se traduire par une corrélation négative élevée. Si le tableau 5.2 rapporte bien des coefficients négatifs entre émotions positives et négatives, ces coefficients sont relativement faibles (inférieurs à 0,3). La corrélation entre la peur et les émotions positives est particulièrement faible (inférieure à 0,1 dans la plupart des cas).

Sur cette base, deux dimensions émergent : une dimension liée aux émotions négatives, et une dimension liée aux émotions positives. Nous élaborons dès lors deux index, en calculant la moyenne de la somme des scores des répondants sur les émotions négatives ou positives. L'index d'émotions positives varie de 0 à 10, avec une moyenne de 3,3 (alpha de Cronbach = 0,92)[2] ; l'index d'émotions négatives varie également de 0 à 10 avec une moyenne se situant à 5,8 (alpha de Cronbach = 0,85). Ces deux index ou dimensions doivent être considérés de manière distincte, car ils sont peu corrélés (score de corrélation de Pearson = -0,183**). En d'autres termes, les électeurs peuvent faire état de différentes combinaisons d'émotions : certains peuvent exprimer simultanément de fortes émotions négatives et positives, d'autres de fortes émotions négatives et de faibles émotions positives, d'autres encore de faibles émotions négatives et de fortes émotions positives, ou enfin de faibles émotions tant positives que négatives. Sur base du score des répondants sur les deux index, on observe qu'environ 50 % d'entre eux combinent de fortes émotions négatives (entre 6 et 10) et de faibles émotions positives (entre 0 et 5). Environ 30 % combinent de faibles émotions négatives et positives, 12 % de fortes émotions négatives et positives, et seulement 8 % de fortes émotions positives et de faibles émotions négatives.

Les deux sections suivantes s'intéressent à la relation entre ces émotions et le vote. En raison du faible nombre de répondants pour la région bruxelloise, notre analyse se limite à la Flandre et la Wallonie. Avant d'analyser en détail les dynamiques observées dans ces deux régions, nous présentons néanmoins les différences entre les trois régions en termes de type et d'intensité des émotions observées.

Tableau 5.3. Émotions à Bruxelles, en Flandre, et en Wallonie – moyennes, vague 1

	Colère	Amertume	Inquiétude	Peur	Espoir	Soulagement	Joie	Satisfaction	Index nég.	Index pos.
Bruxelles	5,8	5,6	6,4	5,0	4,0	3,1	2,9	3,5	5,7	3,4
Flandre	5,9	5,4	6,2	5,0	4,1	3,2	3,2	3,9	5,6	3,6
Wallonie	6,1	5,8	6,6	5,3	3,5	2,6	2,4	2,9	6,0	2,9
Total	*5,9*	*5,6*	*6,4*	*5,1*	*3,8*	*2,9*	*2,8*	*3,4*	*5,8*	*3,3*

[2] La valeur d'alpha de Cronbach indique que l'index est fiable, car les trois variables sont fortement corrélées.

En moyenne, les électeurs en Flandre font état d'émotions négatives plus faibles et d'émotions positives plus fortes qu'en Wallonie et à Bruxelles. Pour ce qui concerne les émotions positives, les différences observées entre les trois régions sont significatives, alors que pour les émotions négatives, les différences sont significatives uniquement entre la Wallonie et les deux autres régions (il n'y a pas de différence significative entre la Flandre avec un score moyen de 5,6 et Bruxelles avec un score moyen de 5,7). Si l'on analyse les résultats émotion par émotion, on constate que les répondants wallons présentent des scores significativement différents des électeurs des deux autres régions sur toutes les émotions. Les différences entre la Flandre et Bruxelles ne sont significatives que sur deux émotions positives : la joie et la satisfaction.

Ces résultats sont semblables à des recherches similaires mobilisant d'autres indicateurs du ressentiment, tels que la confiance politique et la satisfaction envers le gouvernement. Ces études montrent que la satisfaction et la confiance sont systématiquement plus élevées en Flandre qu'à Bruxelles et en Wallonie, et plus élevées à Bruxelles qu'en Wallonie (Close et *al.*, 2020 ; Henry et *al.*, 2015)[3]. Les indicateurs d'émotions confirment ce fossé, mais révèlent une situation plus nuancée : nous n'observons pas de différence significative entre la Flandre et Bruxelles pour ce qui est des émotions négatives. La colère et la peur, par exemple, présentes des scores moyens très semblables. Si l'on compare les scores moyens par communautés plutôt que par régions, les répondants flamands et francophones présentent des différences significatives sur l'ensemble des émotions, à l'exception de la colère. Une autre dynamique observée est la corrélation positive entre les émotions négatives et positives : la corrélation entre les deux index est plus élevée en Flandre (coefficient de Pearson = -0,205**) qu'en Wallonie (-0,186**) et à Bruxelles, où la corrélation n'est pas significative (0,054).

3. Émotions et choix de vote

3.1. Analyses bivariées

Les tableaux et figures ci-dessous comparent les émotions des électorats des différents partis en Flandre (tableau 5.4 et figure 5.1) et en Wallonie (tableau 5.5 et figure 5.2). Ils présentent les choix électoraux déclarés des répondants pour le niveau fédéral (en vague 2). Les tableaux présentent, pour chaque parti, le score moyen des électeurs sur chaque émotion ; les tableaux incluent

[3] À noter qu'en termes de variance intra régionale, les émotions varient davantage à Bruxelles (écart-type entre 2,2 et 2,9) que dans les deux autres régions, en particulier en Flandre (entre 2,1 et 2,7).

également le score moyen sur les index d'émotions négatives et positives. Ces index sont ensuite représentés dans les figures, qui illustrent graphiquement la position de chaque groupe d'électeurs sur deux axes : l'axe vertical reprend leur score sur l'index d'émotions négatives, et l'axe horizontal reprend leur score sur l'index d'émotions positives.

En Flandre, les électeurs du CD&V et de l'OpenVLD présentent les scores les plus élevés sur les émotions positives (entre 4,0 et 4,5) et les scores les plus faibles sur les émotions négatives (autour de 5,0). Ils sont suivis de près par les électeurs de la N-VA, puis de Groen, ces derniers présentant des émotions positives un peu moins élevées, même si la différence est à peine significative. Les électeurs du VB se distinguent comme le groupe exprimant les niveaux les plus élevés d'émotions négatives, tant sur l'index général que sur chaque émotion prise séparément[4]. Ils se déclarent de manière significative[5] plus en colère et ressentant plus d'amertume que les électeurs du CD&V, de l'OpenVLD, de la N-VA, de Groen et du SP.A ; ils expriment également plus de peur et d'angoisse que les électeurs du CD&V, de l'OpenVLD, de la N-VA et de Groen. Cependant, ces différences ne sont pas significatives si on les compare aux autres électorats « protestataires » (le PVDA et les autres partis) ou aux électeurs ayant voté blanc, nul ou s'étant abstenu. En outre, les électeurs du VB ne sont pas ceux faisant état des scores les plus faibles sur les émotions positives – ce sont les électeurs des « autres » partis, mais cette catégorie ne ressemble que 27 répondants et doit dès lors être traitée avec prudence. Sur le plan des émotions positives, les électeurs du VB et du PVDA sont très proches.

De manière générale, en Flandre, deux groupes émergent (voir figure 1) : le premier est composé des électeurs du CD&V, de l'OpenVLD, de la N-VA et de Groen ; le second rassemble les électeurs du VB, du PVDA, et des 'autres' partis. Le niveau de ressentiment émotif des électeurs du SP.A se situe entre les deux groupes : ils présentent des émotions positives significativement plus faibles et des émotions négatives significativement plus élevées que les électeurs du CD&V, de l'OpenVLD, de la N-VA, mais ils expriment des sentiments moins négatifs que les électeurs du VB. Les électeurs du SP.A et de Groen diffèrent sur le plan des émotions négatives, les électeurs du SP.A présentant des scores négatifs de 0,8 point plus élevés[6].

---

4 À l'exception de la colère, pour laquelle la catégorie « autre parti » obtient des scores aussi élevés (7,0).

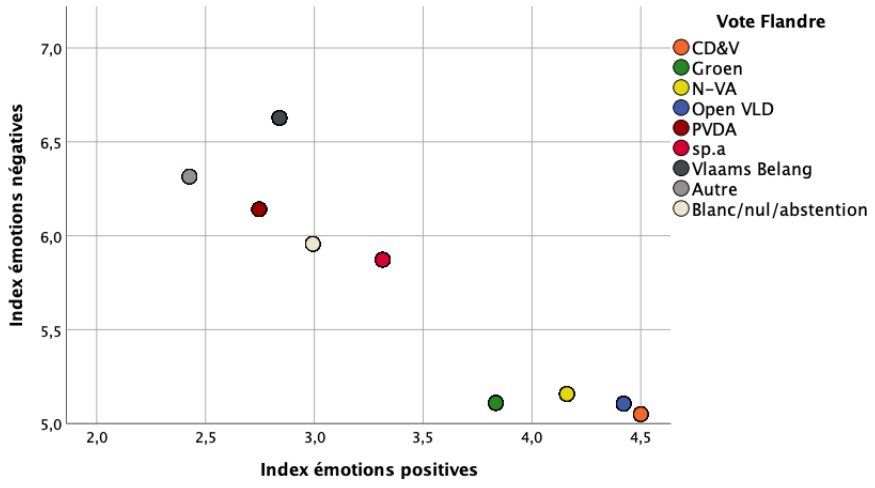
5 Sur base du test Scheffé.

6 La différence est significative sur base du test Bonferroni, un peu moins conservateur que le test Scheffé.

Tableau 5.4. Émotions et choix de vote – Flandre, comparaison des moyennes, N=1,928

	Colère	Amertume	Inquiétude	Peur	Espoir	Soulagement	Joie	Satisfaction	Index nég.	Index pos.
CD&V	5,0	4,9	5,7	4,5	5,0	4,1	4,0	4,9	5,0	4,5
Groen	5,3	4,9	6,0	4,2	4,6	3,3	3,3	4,1	5,1	3,8
N-VA	5,4	4,9	5,9	4,5	4,7	3,7	3,7	4,6	5,2	4,2
OpenVLD	5,2	4,9	5,7	4,5	4,8	4,1	4,1	4,7	5,1	4,4
PVDA	6,8	5,9	6,8	5,1	3,5	2,4	2,3	2,9	6,1	2,7
SP.A	6,1	5,6	6,6	5,2	3,8	3,0	3,0	3,5	5,9	3,3
VB	7,0	6,6	7,0	6,0	3,2	2,6	2,6	2,9	6,6	2,8
Autre parti	7,0	6,2	6,4	5,6	2,6	2,4	2,3	2,4	6,3	2,4
Blanc/nul/ abstention	6,3	5,8	6,4	5,4	3,4	2,8	2,7	3,1	6,0	3,0
Total	*5,9*	*5,5*	*6,3*	*4,9*	*4,1*	*3,3*	*3,3*	*3,9*	*5,6*	*3,6*

Figure 5.1. Score moyen sur les émotions positives et négatives en fonction du choix de vote – Flandre



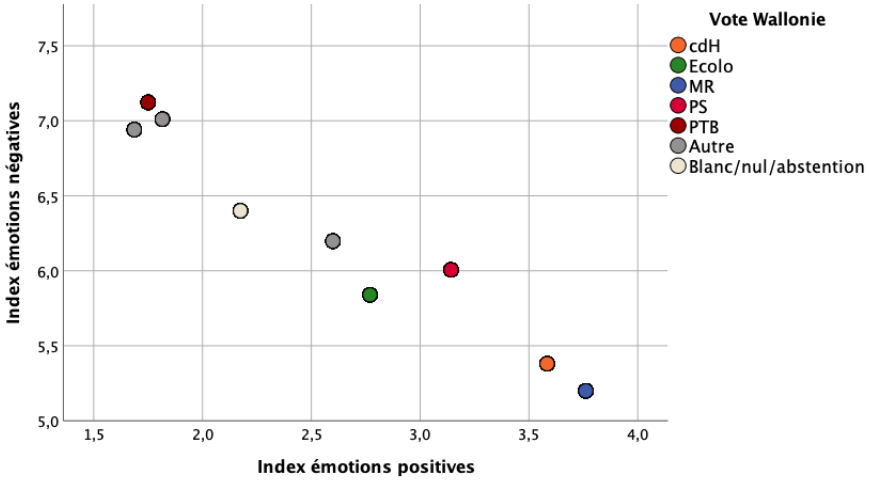
La situation est moins claire en Wallonie. Dans le carré en bas à droite du graphique (figure 5.2), les électeurs du MR et du cdH présentent les scores les moins négatifs et les plus positifs. Les électeurs du MR se déclarent

significativement plus positifs que tous les autres électeurs à l'exception de ceux du cdH et du PS ; ils présentent des scores négatifs significativement plus bas que tous les autres électeurs à l'exception du cdH. Sur le plan des émotions, les électeurs du PS et du MR diffèrent plus sur le plan des émotions négatives que positives. Dans le cadre supérieur gauche du graphique, trois groupes sont très proches : les électeurs du PTB, du PP, et des « autres » partis. Leur niveau d'émotions négatives (en particulier, la colère et l'inquiétude) est significativement plus élevé que les électeurs du cdH, du MR, du PS et d'Ecolo ; leur niveau d'émotions positives est significativement plus bas que ceux du cdH, du MR et du PS. Les électeurs de Défi se distinguent par leur localisation au milieu du graphique, proche d'Ecolo et du PS.

Tableau 5.5. Émotions et choix de vote – Wallonie, comparaison des moyennes, N=1,362

	Colère	Amertume	Inquiétude	Peur	Espoir	Soulagement	Joie	Satisfaction	Index neg.	Index pos.
cdH	5,4	5,5	6,0	4,7	4,1	3,1	3,2	3,8	5,4	3,6
Défi	6,2	6,0	6,8	5,8	3,3	2,3	2,0	2,7	6,2	2,6
Ecolo	5,6	6,0	6,6	5,2	3,6	2,4	2,2	2,9	5,8	2,8
MR	5,1	5,1	5,9	4,7	4,4	3,4	3,1	4,1	5,2	3,8
PP	7,4	6,7	7,7	5,9	2,3	1,4	1,4	1,6	6,9	1,7
PS	6,1	5,8	6,7	5,4	3,9	2,9	2,7	3,1	6,0	3,1
PTB	7,5	7,1	7,7	6,3	2,4	1,7	1,7	1,4	7,1	1,8
Autre parti	7,4	7,2	7,4	6,1	2,3	1,6	1,5	1,9	7,0	1,8
Blanc/nul/ Abstention	6,9	5,6	6,8	5,5	2,6	1,9	1,8	2,2	6,5	2,2
Total	*6,2*	*5,8*	*6,6*	*5,4*	*3,5*	*2,6*	*2,4*	*2,9*	*6,1*	*2,8*

Figure 5.2. Score moyen sur les émotions positives et négatives en fonction du choix de vote – Wallonie



3.2. Analyse multivariée

Afin de confirmer l'utilité des indicateurs d'émotions pour mesurer le ressentiment, les analyses ci-dessous présentent des modèles multivariés. Ces modèles permettent de tester l'impact des émotions sur le choix de vote, tout en contrôlant pour d'autres déterminants du vote tels que les caractéristiques sociodémographiques et les attitudes politiques, et d'autres indicateurs du ressentiment. Ce faisant, ces modèles permettent d'évaluer si les émotions apportent une explication supplémentaire au choix de vote.

Les modèles incluent les variables sociodémographiques suivantes : âge, genre, et éducation. Ils testent également l'effet de trois variables liées aux préférences politiques des répondants. La première mesure l'auto-positionnement gauche-droite sur une échelle de 0 (gauche) à 10 (droite). La seconde mesure le positionnement idéologique des électeurs sur un enjeu socioéconomique majeur : « Certaines personnes pensent que le gouvernement doit intervenir le moins possible dans l'économie, d'autres pensent que le gouvernement doit intervenir autant que possible dans l'économie. Pouvez-vous situer votre opinion sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie que le gouvernement doit intervenir le moins possible et où 10 signifie que le gouvernement doit intervenir le plus possible ? ».

Nous avons inversé les valeurs afin qu'un score élevé indique une position de droite. La troisième mesure le positionnement des électeurs sur l'enjeu de l'immigration : « Certains pensent que les immigrés non-occidentaux doivent pouvoir vivre en Europe tout en conservant leur culture d'origine. D'autres pensent que ces immigrés doivent s'adapter à la culture européenne. Pouvez-vous situer votre opinion sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie que les immigrés non-occidentaux doivent pouvoir conserver leur culture d'origine et où 10 signifie qu'ils doivent s'adapter à la culture européenne ? ». Un score élevé indique une position de droite ou ethnocentrique.

Le troisième type de variables de contrôle comprend trois mesures traditionnelles du ressentiment : la satisfaction avec le gouvernement, la confiance, et l'efficacité politique externe. La satisfaction avec le gouvernement est mesurée à l'aide de la question suivante : « Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la politique mise en œuvre au niveau de décision politique suivante au cours des dernières années ? ». Nous avons calculé un index qui prend en compte la satisfaction des répondants avec les politiques menées par les gouvernements aux niveaux fédéral, régional et européen (alpha de Cronbach=0,89), divisé par trois. Nous avons également calculé un index de confiance en additionnant les niveaux de confiance des répondants envers les partis politiques, le parlement fédéral, les hommes et femmes politiques, et l'Union européenne, divisé par quatre (alpha de Cronbach =0,93). On obtient alors un index variant de 0 (pas du tout confiance) à 10 (confiance totale). Enfin, nous avons calculé un index d'efficacité politique externe sur base de l'opinion des répondants sur trois propositions (de 1 « pas du tout d'accord » à 5 « tout à fait d'accord ») : (1) « En général, notre système politique fonctionne de manière honnête », (2) « Nos processus de décision politique sont suffisamment transparents », (3) « En général, notre système politique fonctionne efficacement » (alpha de Cronbach = 0,86).

Afin de tester l'impact des émotions sur le choix de vote, deux options s'offrent à nous. La première est de tester l'impact de toutes les émotions prises simultanément afin d'évaluer si certaines émotions (telles que la colère, la peur ou l'espoir) augmentent la probabilité de voter pour un parti plutôt qu'un autre. L'autre option est d'utiliser les deux index afin d'analyser si les deux dimensions positives et négatives contribuent à éclairer les choix électoraux. Les tableaux 5.6 et 5.7 présentent les résultats sur la première option. Les tableaux 5.13 et 5.14 présentent les résultats sur la deuxième option en annexe. Nos interprétations mobilisent les deux types d'analyses.

De manière générale, ces résultats mettent en évidence que, dans les deux régions, les émotions apportent des éléments additionnels à l'explication des comportements électoraux : leur effet est significatif, même lorsque l'on contrôle pour les autres déterminants, en ce compris les autres indicateurs classi-

ques du ressentiment. En outre, si les tableaux en annexe suggèrent que seules les émotions négatives ont un effet significatif sur le choix de vote, lorsqu'on analyse les émotions de manière séparée, on peut nuancer l'analyse, bien que le pouvoir explicatif des modèles reste identique[7].

Les tableaux présentent les résultats de *modèles de régressions multinomiales*. Ce sont des modèles probabilistes qui permettent d'évaluer l'impact d'un certain nombre de variables indépendantes ou prédicteurs sur la probabilité que le répondant vote pour un parti plutôt qu'un autre (la catégorie de référence). Pour la Flandre, la catégorie de référence choisie est le vote pour le VB ; en Wallonie, la catégorie de référence est le vote pour le PTB. Si les coefficients rapportés se situent au-dessus de 1, le prédicteur considéré augmente la probabilité de voter pour ce parti plutôt que pour le VB ou le PTB ; si le coefficient se situe en dessous de 1, le prédicteur diminue la probabilité de choisir un autre parti plutôt que le VB ou le PTB. Par exemple, dans le tableau 6, l'âge augmente la probabilité de voter pour le CD&V, la N-VA, l'OpenVLD et le SP.A plutôt que pour le VB. Plus précisément, le coefficient pour le CD&V (1,04) suggère que l'augmentation d'une unité en âge (donc, d'une année) augmente la probabilité de voter pour le CD&V plutôt que pour le VB de 4 %.

À noter qu'en raison du faible nombre de répondants sur plusieurs choix de vote, nous avons groupé ou omis certaines catégories d'électeurs dans l'analyse. En Flandre, nous avons omis la catégorie « autre parti », car elle comprend moins de 30 répondants. En Wallonie, nous avons groupé les catégories du PP (N=59), Défi (N=86), et « autre parti » (N=46). Les effets statistiquement significatifs sont pointés (* or +). Une relation significative indique que l'on peut assumer que les résultats observés dans notre échantillon peuvent être généralisés à la population dans une marge d'erreur donnée : un « + » indique une marge d'erreur de 10 % ; « * » indique une marge de 5 % ; et « ** » ou « *** » indique une marge d'erreur encore plus basse (1 % et 0,1 %). Dès lors, plus le nombre d'étoiles est élevé, plus on peut affirmer que la relation observée dans l'échantillon est généralisable à l'ensemble de la population.

En Flandre, plusieurs émotions négatives ont un impact significatif sur le choix de vote. La colère diminue la probabilité de voter pour le CD&V et la N-VA, la peur diminue la probabilité de voter pour Groen et le PVDA plutôt que pour le VB. Cependant, l'inquiétude guide davantage les électeurs de

---

[7] On peut comparer le pouvoir explicatif des modèles sur base des pseudo R^2 de McFadden. Pour la Flandre, ils sont très proches dans les deux tableaux (0,192 dans le tableau 6 ; 0,195 dans le tableau 13), et la même observation est valable pour la Wallonie (0,124 dans le tableau 7 ; 0,127 dans le tableau 14).

Groen que ceux du VB. L'amertume diminue la probabilité de voter N-VA plutôt que VB. De manière intéressante, les émotions positives jouent également un rôle. L'espoir diminue la probabilité de voter pour le VB plutôt que le CD&V, Groen, la N-VA et le PVDA. La satisfaction augmente la probabilité de voter pour le CD&V ou la N-VA plutôt que le VB. Le soulagement présente des résultats étonnants, la probabilité de voter pour le VB est plus forte plus le niveau de soulagement est élevé.

On peut également faire des observations parti par parti. Les électeurs du CD&V présentent des niveaux de colère plus bas et des niveaux d'espoir et de satisfaction plus élevés que ceux du VB ; ils sont également plus âgés, à plus haut niveau d'éducation, et plus à gauche sur les questions d'immigration ; ils expriment également davantage de confiance dans les institutions politiques. Les électeurs de Groen présentent des niveaux de peur plus bas, mais davantage d'inquiétude et d'espoir que les électeurs du VB ; le niveau d'éducation est un déterminant essentiel du vote Groen (être détenteur d'un diplôme universitaire plutôt que primaire ou aucun multiplie par 23 la probabilité de voter pour Groen plutôt que pour le VB), tout comme avoir des préférences politiques de gauche et un niveau de confiance plus élevé. Les électeurs de la N-VA expriment moins de colère et d'amertume, et plus d'espoir et de satisfaction que ceux du VB ; en outre, ils se positionnent plus à droite, en particulier sur les questions socio-économiques. Les émotions jouent peu sur choix de l'OpenVLD plutôt que du VB lorsque l'on contrôle pour les autres variables. Néanmoins, les électeurs de l'OpenVLD sont un peu plus âgés, plus éduqués, plus à gauche et ont davantage confiance. Les électeurs du PVDA diffèrent de ceux du VB par leur plus haut niveau d'espoir, leur plus faible niveau de peur, un placement plus à gauche sur l'axe gauche-droite et sur les questions d'immigration, et un niveau de confiance plus élevé (même si le coefficient n'est que faiblement significatif). Les émotions jouent peu sur choix du SP.A plutôt que du VB, sauf qu'ils expriment moins de soulagement et sont plus âgés, plus à gauche et ont davantage confiance dans les institutions politiques.

Tableau 5.6. Explication du choix électoral en Flandre – modèles de régressions multinomiales (probabilités), N =1,894

Cat. de réf = VB	CD&V	Groen	N-VA	OpenVLD	PVDA	SP.A	Blanc/nul/ abs.
Âge	1,04***	1,00	1,03***	1,01*	1,00	1,03***	1,03**
Femme	1,03	0,85	1,20	0,96	0,89	1,15	1,03
Éducation (ref.aucun/primaire)	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Secondaire	1,38	3,68*	1,31	1,07	0,88	1,17	1,40
Supérieur non-universitaire	3,74***	11,50***	2,25**	2,49**	1,93^{+}	1,44	1,70
Universitaire	5,49***	23,52***	3,41***	2,78*	1,39	1,97^{+}	1,20
Auto-positionnement gauche-droite	0,53***	0,33***	0,97	0,62***	0,30***	0,34***	0,58***
Droite socioéco	0,95	0,89^{+}	1,11**	1,04	0,95	0,95	1,06
Droite immigration	0,92^{+}	0,85**	1,03	0,97	0,85**	0,97	1,00
Satisfaction	1,34***	1,09	1,36***	1,12	0,92	0,98	0,85^{+}
Confiance	1,16^{+}	1,44***	1,07	1,29**	1,19^{+}	1,45***	1,13
Efficacité pol. externe	1,04	1,29	0,93	0,99	0,81	0,92	0,87
Colère	**0,85***	0,91	**0,93**$^{+}$	0,92	1,11	0,96	0,99
Amertume	1,01	0,95	**0,90***	0,93	0,90	0,95	0,93
Inquiétude	1,03	**1,15***	1,04	1,04	1,07	1,09	0,98
Peur	0,96	**0,87***	0,95	0,93	**0,88***	0,97	1,00
Espoir	**1,12**$^{+}$	**1,18***	**1,09**$^{+}$	1,05	**1,13**$^{+}$	1,03	1,05
Soulagement	0,93	0,93	**0,90**$^{+}$	0,98	0,91	**0,86**$^{+}$	0,95
Joie	0,89	0,87	0,97	1,02	0,91	1,12	1,11
Satisfaction	**1,19***	0,96	**1,15***	1,05	1,08	0,92	0,98
Pseudo R^2 McFadden		0,230					
Pseudo R^2 McFadden ajusté		0,192					

Note : coefficients exponentiels
$^{+}p < 0{,}10$; $^{*}p < 0{,}05$; $^{**}p < 0{,}01$; $^{***}p < 0{,}001$.

Les figures 5.3, 5.4 et 5.5 illustrent graphiquement l'impact de la colère, de la peur et de l'espoir sur la probabilité des choix électoraux en Flandre. On peut ainsi observer que la probabilité de voter VB est d'environ 13 % pour les répondants n'exprimant aucune colère (0), alors que cette probabilité atteint 24 % pour les répondants exprimant une forte colère (10), en gardant toutes les autres variables constantes. Un effet similaire est observé pour la peur (figure 4). La figure 5 montre pour sa part qu'une augmentation d'une unité sur l'échelle d'espoir diminue d'environ 1,2 % la probabilité de voter pour le VB. Ces effets ne sont pas massifs, mais sont néanmoins significatifs.

Figure 5.3. Colère et choix de vote (Flandre)

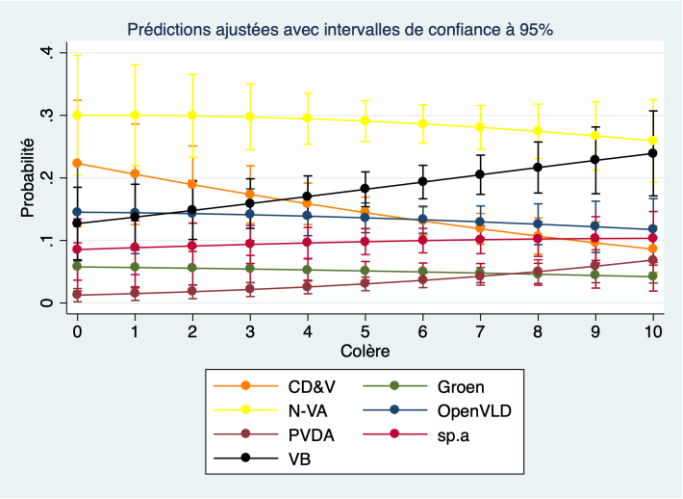


Figure 5.4. Peur et choix de vote (Flandre)

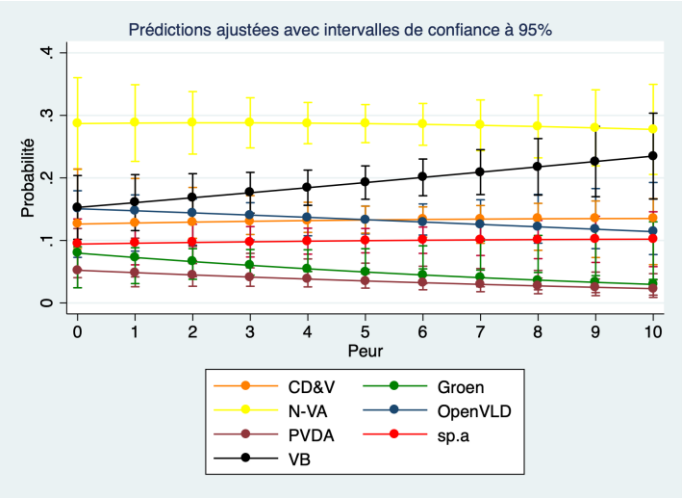
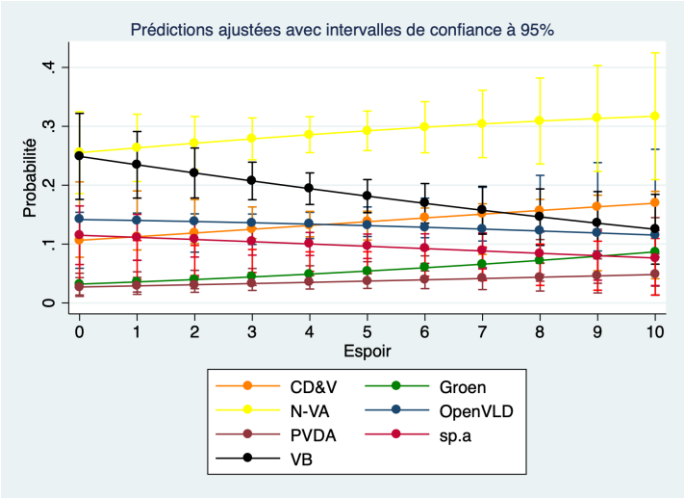


Figure 5.5. Espoir et choix de vote (Flandre)



En Wallonie, deux émotions négatives se distinguent pour expliquer le vote PTB par rapport aux autres partis : les électeurs du PTB sont plus en colère que les électeurs d'Ecolo, et expriment davantage d'amertume que ceux du MR, du PS, et que les électeurs ayant exprimé un vote blanc, nul ou s'étant abstenu. Le soulagement a un effet inattendu : exprimer un plus grand sentiment de soulagement lorsqu'on pense à la politique diminue la probabilité de voter pour le cdH, Ecolo, et les autres partis (en ce compris les votes blancs, nul et abstention) plutôt que pour le PTB (mais notons que le niveau de significativité de cet effet n'est pas très élevé). À l'inverse de la Flandre, la peur et l'espoir n'ont pas d'effet distinct lorsque l'on contrôle pour les autres variables. La satisfaction joue un rôle important : une plus forte insatisfaction augmente la probabilité de voter PTB plutôt que tout autre parti à l'exception du PS, même lorsque l'on contrôle pour la satisfaction envers le gouvernement (qui augmente la probabilité de voter cdH et MR, et dans une moindre mesure Ecolo et PS plutôt que PTB). La figure 6 représente l'effet de la satisfaction sur le choix de vote en Wallonie.

Si l'on fait l'analyse parti par parti, les électeurs du cdH, d'Ecolo et du MR diffèrent de ceux du PTB dans des directions similaires : ils sont plus âgés, ont un niveau d'éducation plus élevé (en particulier pour ceux d'Ecolo et du MR), sont plus à droite (en particulier ceux du MR), plus satisfaits des politiques menées par le gouvernement (à nouveau, en particulier ceux du MR), et expriment davantage de satisfaction lorsqu'ils pensent à la politique en Belgique.

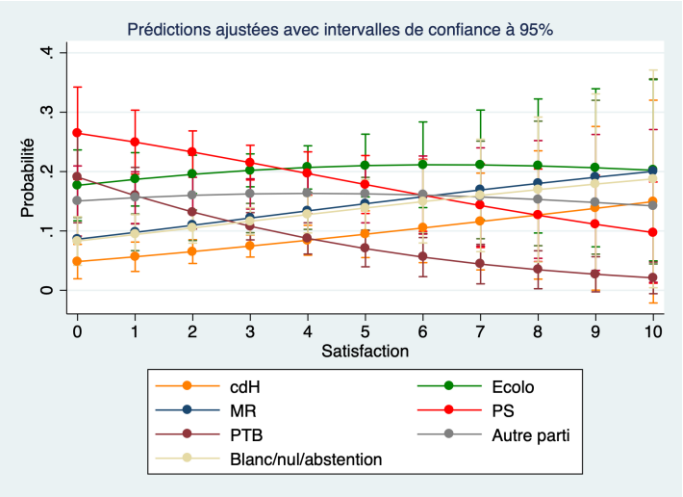
En outre, les électeurs du MR se positionnent de manière significative davantage sur le versant ethnocentrique sur l'enjeu d'immigration, et les électeurs d'Ecolo expriment davantage de confiance dans les institutions. Il y a peu de différences entre le PS et le PTB. Voter pour le PTB plutôt que pour le PS est guidé par l'âge (les électeurs du PS étant plus âgés), un sentiment d'efficacité externe moindre (les électeurs du PS percevant plus positivement le fonctionnement de la démocratie représentative) et moins de satisfaction envers les politiques menées par le gouvernement (même si le niveau de significativité est faible). Sur le plan des émotions, les électeurs du PS éprouvent un peu moins d'amertume que ceux du PTB.

Tableau 5.7. Explication du choix électoral en Wallonie – modèles de régressions multinomiales (probabilités), N=1355

Cat. de réf=PTB	cdH	Ecolo	MR	PS	Autre	Blanc/nul/ abs.
Âge	1,04***	1,02*	1,03***	1,03***	1,02*	1,02^{+}
Femme	1,13	0,98	1,18	1,06	1,10	1,08
Éducation (ref.aucun/primaire)	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Secondaire	2,56^{+}	2,47*	2,33*	1,28	1,39	1,19
Supérieur non-universitaire	4,20**	4,24***	4,69***	1,11	1,81^{+}	1,29
Universitaire	3,89*	6,31***	6,21***	1,57	2,69*	0,68
Auto-positionnement gauche-droite	1,33***	1,15*	1,98***	0,92	1,62***	1,39***
Droite socioéco	1,02	1,06	1,07	1,00	1,05	1,01
Droite immigration	0,97	1,04	1,14*	1,06	1,14**	1,07
Satisfaction	1,36**	1,26**	1,58***	1,15^{+}	1,09	0,97
Confiance	1,16	1,20*	1,07	1,14	1,09	1,01
Efficacité pol externe	1,16	1,26	1,34	1,67***	1,17	1,28
Colère	0,93	**0,86***	0,90	0,97	0,96	1,02
Amertume	0,97	1,02	**0,88***	**0,92^{+}**	0,93	**0,88***
Inquiétude	0,91	0,96	0,95	0,99	0,97	0,92
Peur	0,99	1,06	1,05	1,01	1,06	1,04
Espoir	0,91	1,02	0,97	0,99	0,96	0,90
Soulagement	**0,70****	**0,78****	0,86	0,90	**0,77****	**0,83^{+}**
Joie	1,18	0,89	0,88	1,06	0,98	0,99
Satisfaction	**1,40****	**1,26***	**1,36****	1,13	**1,24***	**1,35****
Pseudo R^2McFadden		0,170				
Pseudo R^2 McFadden ajusté		0,124				

Note : Coefficients exponentiels
$^{+}p < 0,10$; $^{*}p < 0,05$; $^{**}p < 0,01$; $^{***}p < 0,001$.

Figure 5.6. Satisfaction et choix de vote (Wallonie)



Dans le tableau 5.8, nous présentons une estimation du poids de chaque déterminant sur le choix de vote en Flandre et en Wallonie. Le tableau compare le potentiel explicatif de chaque modèle, représenté par le pseudo R^2 de McFadden (ajusté). Ces outils permettent d'évaluer la part de variation dans la variable dépendante expliquée par les prédicteurs ou facteurs explicatifs inclus dans les modèles. Plus la valeur est haute, plus le modèle permet d'expliquer de variation. Le modèle 1 inclut uniquement les prédicteurs sociodémographiques ; le modèle 2 inclut les déterminants idéologiques ; le modèle 3 mobilise les mesures attitudinales du ressentiment ; le modèle 4 inclut les émotions. Le modèle 5 inclut simultanément les déterminants sociodémographiques et idéologiques, et les mesures de ressentiment ; le modèle 6 procède à l'identique, mais utilise les émotions plutôt que les mesures attittudinales de ressentiment. Enfin, le modèle 7 inclut tous les déterminants (comme dans les tableaux 5.6 et 5.7).

Parmi les différents prédicteurs (modèles 1 à 4), les variables idéologiques présentent le pouvoir explicatif le plus fort, en particulier en Flandre, alors que les variables sociodémographiques expliquent peu de variation. Les mesures de ressentiment et d'émotions présentent des pseudo R^2 assez proches en Flandre, bien que le pseudo R^2 ajusté soit plus élevé pour les mesures attitudinales de ressentiment (ceci est sans doute dû au nombre plus élevé d'émotions inclues, qui pénalise le pseudo R^2 ajusté). Il est intéressant de noter que les mesures de ressentiment et les émotions permettent mieux de prédire le choix de vote en Flandre et en Wallonie que les déterminants sociodémogra-

phiques. Le ressentiment constitue un facteur explicatif important du choix de vote. Si les émotions amènent des constats intéressants (voir tableaux 5.6 et 5.7, et pseudo R^2 de McFadden dans les modèles 4, 5, et 7 dans le tableau 8), leur pouvoir explicatif spécifique n'est pas énorme.

Tableau 5.8. Déterminants du choix électoral – pouvoir explicatif (pseudo R^2 de McFadden)

	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6	Modèle 7
Âge	X				X	X	X
Femme	X				X	X	X
Éducation (ref.aucun/primaire)	X				X	X	X
Secondaire	X				X	X	X
Supérieur non-universitaire	X				X	X	X
Universitaire	X				X	X	X
Auto-positionnement gauche-droite		X			X	X	X
Droite socioéco		X			X	X	X
Droite immigration		X			X	X	X
Satisfaction			X		X		X
Confiance			X		X		X
Efficacité pol. externe			X		X		X
8 émotions				X		X	X
Flandre							
Pseudo R^2 McFadden	0,033	0,140	0,056	0,050	0,215	0,214	0,230
Pseudo R^2 McFadden ajusté	0,021	0,132	0,048	0,033	0,192	0,181	0,192
Wallonie							
Pseudo R^2 McFadden	0,020	0,081	0,067	0,056	0,154	0,150	0,170
Pseudo R^2 McFadden ajusté	0,006	0,071	0,058	0,035	0,126	0,110	0,124

4. Choix de vote et émotions

Dans cette dernière section, nous explorons brièvement l'évolution des émotions déclarées des répondants entre la vague 1 et la vague 2, c'est-à-dire entre avant et après les élections.

Ce faisant, nous testons l'idée selon laquelle le choix de vote pourrait générer des émotions négatives ou positives plus fortes. Nous nous attendons à ce que voter pour un parti « gagnant » augmente l'intensité des émotions positives et diminue celle des émotions négatives. Selon ce raisonnement, en Flandre, les électeurs du VB devraient faire état de la plus forte augmentation dans les émotions positives et de la plus faible augmentation dans les émotions négatives. En Wallonie, deux gagnants peuvent être pointés, ayant tous deux connu la plus forte augmentation de soutien électoral : le PTB et Ecolo.

Pour chaque individu, nous avons calculé la différence du score sur les émotions entre la vague 1 et la vague 2, et la différence sur les deux index. Les tableaux 5.9 et 5.11 présentent, pour chaque électorat, les différences de score moyen sur les index d'émotions positives et négatives. Deux tableaux en annexe présentent les différentiels de score moyen des électorats sur chaque émotion prise séparément (tableaux 5.15 et 5.16). Les tableaux 5.10 et 5.12 présentent les résultats de régressions linéaires simples, où les variables dépendantes sont les différentiels des répondants sur les index d'émotions positives et négatives, et les variables indépendantes sont les partis. Ces modèles testent si le choix d'un parti plutôt que la catégorie de référence (le VB en Flandre, le PTB en Wallonie) résulte dans une augmentation ou une diminution des émotions positives et négatives envers la politique.

En Flandre, les résultats sont clairs : les électeurs du VB sont les seuls à significativement exprimer des émotions positives plus fortes après les élections (tableau 5.9). Leur niveau d'espoir augmente de manière substantielle (+0,41 ; voir annexe). C'est un résultat intéressant, car les analyses précédentes ont mis en évidence que le manque d'espoir était un déterminant du vote VB. Les électeurs du VB augmentent de manière significative leur score sur les émotions positives : les comparaisons sont significatives[8] par rapport au CD&V et à l'OpenVLD (pour l'espoir, la joie et le soulagement), et pour le CD&V (pour la satisfaction). Les électeurs du VB se distinguent également comme le seul groupe (avec les électeurs ayant voté blanc, nul ou s'étant abstenu) pour lequel les émotions négatives n'ont pas augmenté de manière significative après les élections. Si l'on analyse les émotions séparément, c'est essentiellement une (non-) augmentation de la peur qui distingue les électeurs du VB des autres en termes d'évolution sur les émotions négatives (voir annexe)[9] ; les différentiels sur les autres émotions négatives ne sont pas statistiquement significatifs (par exemple, la colère augmente au sein de tous les électorats). Les électeurs de Groen sont ceux qui connaissent la plus forte

---

8 Selon le test Scheffé.

9 Les électeurs de Groen et de l'OpenVLD présentent significativement une plus forte augmentation de la peur que ceux du VB (test de Bonferroni).

hausse de peur (+0,87) ; alors que les électeurs du VB connaissent une baisse de niveau de peur de 0,33 par rapport à avant le scrutin. Les modèles de régressions linéaires présentées dans le tableau 10 confirment ces tendances. Un vote exprimé pour un des partis du gouvernement sortant (CD&V, N-VA, OpenVLD), pour Groen, ou un vote blanc, nul, abstention diminue de manière significative le niveau d'émotions positives en comparaison à un vote pour le VB. Voter pour tout autre parti (à l'exception du PVDA et d'un vote blanc, nul, abstention) plutôt que pour le VB augmente le niveau d'émotions négatives.

Tableau 5.9. Différentiels vague 2 – vague 1 (Flandre), N= 1,972

	Émotions positives	Émotions négatives
CD&V	-0,57	+0,45
Groen	-0,25	+0,41
N-VA	-0,14	+0,22
OpenVLD	-0,54	+0,33
PVDA	+0,09	+0,02
SP.A	+0,03	+0,25
VB	**+0,25**	**-0,08**
Blanc/nul/abs.	-0,38	-0,21
Total	*-0,14*	*+0,17*
Sig.	***	*

Tableau 5.10. Choix de vote et différentiels d'émotions – modèles de régressions linéaires (Flandre)

Cat. de réf. : VB	Émotions positives	Émotions négatives
CD&V	**-0,82*** **	**0,53** **
Groen	**-0,50** **	**0,48* **
N-VA	**-0,39*** **	**0,30* **
OpenVLD	**-0,79*** **	**0,41* **
PVDA	-0,16	0,10
SP.A	-0,22	**0,33+**
Blanc/nul/abs.	**-0,63** **	-0,14
Constante	0,25**	0,00
N	1,898	1,898
R^2	0,024	0,008
R^2 adjusté	0,021	0,005

Note : $^{+}p < 0,10$; $^{*}p < 0,05$; $^{**}p < 0,01$; $^{***}p < 0,001$.

Ici aussi, la dynamique est différente en Wallonie. À l'inverse de la Flandre, le niveau moyen d'émotions positives augmente après les élections, et augmente davantage que les émotions négatives. En outre, le niveau moyen d'émotions négatives augmente moins en Wallonie qu'en Flandre. La plupart

des électorats augmentent leur niveau d'émotions positives, en particulier le PS et le PTB. Si l'on analyse les émotions de manière séparée (voir tableau 5.16 en annexe), on constate que les électeurs du PS expriment des niveaux plus élevés d'espoir, de soulagement et de satisfaction après l'élection. Les électeurs du PS présentent des augmentations sur les scores d'espoir et de satisfaction similaires, voire plus élevés que ceux du PTB. En termes d'émotions négatives, les électeurs du cdH et du MR augmentent leur niveau moyen d'émotions négatives après les élections, en particulier ceux du cdH (tableau 5.11), ce qui est consistent avec le score électoral historiquement bas engrangé par le parti.

L'analyse du tableau 5.12 révèle des relations significatives. En comparaison des électeurs du PTB, les électeurs ayant exprimé un vote pour le MR ou un vote blanc, nul, abstention font état d'une diminution plus marquée des émotions positives après les élections. En comparaison avec les électeurs du PTB, les électeurs du cdH font état d'une augmentation plus marquée des émotions négatives après les élections. Alors que nous nous attendions à ce que les électeurs du PTB et d'Ecolo fassent état d'une augmentation des émotions positives et d'une diminution des émotions négatives, les deux partis pouvant être considérés comme les « gagnants » du scrutin, on retrouve plutôt ces tendances au sein des électorats du PS et du PTB. Ceci peut refléter le fait que ces électeurs aient été satisfaits et même heureux de voir le succès des partis de gauche en Wallonie, ou cela peut illustrer la capacité du PS à présenter son score comme un succès au regard des prédictions et attentes, malgré qu'il se situe à un plancher historique.

Tableau 5.11. Différentiels vague 2 – vague 1 (Wallonie), N= 1,473

	Émotions positives	Émotions négatives
cdH	+0,25	+0,48
Ecolo	+0,13	+0,06
MR	+0,03	+0,24
PS	**+0,51**	+0,05
PTB	+0,34	-0,02
Autre	+0,09	0,00
Blanc/nul/abs.	-0,29	-0,06
Total	*+0,18*	*+0,09*
Sig.	**	-

Tableau 5.12. Choix de vote et différentiels d'émotions – modèles de régressions linéaires (Wallonie)

Cat. de réf. : PTB	Émotions positives	Émotions négatives
cdH	-0,09	**0,50**$^{+}$
Ecolo	-0,21	0,08
MR	**-0,31**$^{+}$	0,26
PS	0,17	0,07
Autre	-0,25	0,02
Blanc/nul/abs.	-0,63**	-0,03
Constant	0,34*	-0,02
N	1,357	1,357
R^2	0,014	0,004
R^2 adjusté	0,010	-0,000

Note : $^{+}p < 0{,}10$; $^{*}p < 0{,}05$; $^{**}p < 0{,}01$; $^{***}p < 0{,}001$.

5. Conclusion

Ce chapitre représente une des premières tentatives d'analyser le rôle des émotions envers la politique sur le choix de vote en Belgique. Sur le plan empirique, la contribution principale de ce chapitre est d'analyser le rôle des émotions envers la politique en général, alors que les recherches existantes étudient le rôle des émotions envers l'état de l'économie ou des événements conjoncturels précis. Nos analyses ont permis d'évaluer le potentiel explicatif des mesures d'émotion liées au ressentiment démocratique.

Ce chapitre a également été innovant en ce qu'il va au-delà du rôle des émotions négatives, et prend aussi en considération le rôle (ou l'absence de rôle) des émotions positives. Il a considéré un répertoire d'émotions sous l'angle bidimensionnel. Cette focale sur les deux types d'émotions a permis de mettre en lumière des dynamiques plus nuancées entre régions et entre partis.

Troisièmement, alors que les études récentes se sont focalisées sur l'impact des émotions négatives sur le vote d'extrême droite, ce chapitre a considéré l'ensemble des partis comme réceptacles potentiels d'émotions positives ou négatives. Nous avons analysé en détail le degré d'émotions exprimé par les électorats des principaux partis en Flandre et en Wallonie. Nos résultats confirment ceux d'études antérieures qui suggèrent que les émotions négatives, en particulier la colère et la peur, sont des déterminants majeurs du soutien pour la droite radicale (dans notre cas, le VB). Mais ils montrent que l'absence d'espoir joue également. En outre, nous avons mis en évidence que la colère est aussi un déterminant du soutien aux partis de gauche radicale (PTB).

Quatrièmement, l'enquête par panel a permis d'analyser les émotions de manière longitudinale. En étudiant l'impact du choix électoral sur l'évolution des

émotions avant et après le scrutin, nous avons mis en lumière des dynamiques différentes en Flandre et en Wallonie. Les résultats des élections en Flandre ont rendu les électeurs du VB plus positifs et moins négatifs, alors que ces mêmes résultats ont augmenté le niveau de peur et diminué les émotions positives des électorats des partis traditionnels et des verts. En Wallonie, le succès des partis de gauche aux élections a augmenté la satisfaction et l'espoir parmi les électeurs du PTB et du PS, et cela même si le PS a connu une défaite historique en 2019.

De manière générale, nos résultats suggèrent que les émotions envers la politique devraient être considérées comme des dimensions spécifiques et distinctes du ressentiment démocratique. Bien qu'elles ne contribuent que modestement à l'explication des comportements électoraux, leur impact sur le choix de vote est significatif, et varie dans le temps en fonction des résultats électoraux. Nous plaidons pour que les émotions envers la politique soient plus systématiquement inclues dans les enquêtes électorales, car elles ont le potentiel de capturer des sentiments plus volatils et spécifiques au contexte politique, et complètent en cela les mesures traditionnelles d'attitudes, davantage enracinées et stables.

Chapitre 6
Attitudes différentes, comportements électoraux différents, sentiments différents ?
La polarisation affective lors des élections 2019 en Belgique

Patrick van Erkel
Emma Turkenburg

Dans quelle mesure les élections de 2019 étaient-elles polarisées ? Le Brexit, l'élection de Trump et le succès électoral de la droite et de la gauche radicales en Europe ont amené de nombreux commentateurs politiques à affirmer que l'on connaît un moment de polarisation politique. En Belgique, les récents succès électoraux du Vlaams Belang et du PVDA en Flandre et du PTB en Wallonie ont alimenté l'idée d'un pays polarisé, dans lequel les opinions des citoyens seraient de plus en plus polarisées. Cependant, des études empiriques menées en Europe de l'ouest ne confirment pas cette tendance. Une comparaison transnationale de plusieurs pays d'Europe de l'ouest sur les attitudes des citoyens par rapport à l'immigration – un enjeu sur lequel ils devraient être fortement polarisés, selon certains commentateurs et faiseurs d'opinions – montre que les citoyens ne sont pas devenus systématiquement plus extrêmes et polarisés sur cet enjeu, et que leurs attitudes sont restées relativement stables (Rooduijn, 2020). Munzert and Bauer (2013) mettent même en évidence qu'en Allemagne, plusieurs enjeux tels que l'économie et l'immigration sont devenus moins polarisés dans l'opinion publique. De la même manière, lorsqu'on analyse les données collectées dans l'enquête RepResent pour les élections 2019 en Belgique, on ne trouve pas de confirmation de l'idée que la plupart des citoyens adopteraient des positions idéologiques plus extrêmes. Par exemple, lorsqu'on demande aux citoyens belges de se positionner sur un axe gauche-droite, un électeur sur trois se positionne au centre, indépendamment de la région considérée.

Néanmoins, le sentiment d'une société polarisée persiste et est considéré par les décideurs politiques à travers l'Europe comme un des défis majeurs de nos

démocraties. Aux Pays-Bas, par exemple, le *Staatscommissie parlementair stelsel*[1] a récemment pointé la polarisation comme un des plus grands dangers pour le système politique hollandais (p. ex. Staatscommissie parlementair stelsel, 2018). Nous postulons que le fondement de ce sentiment d'une société polarisée ne se trouve pas dans le fait que les citoyens sont devenus plus extrêmes dans leurs opinions politiques, mais plutôt dans le fait que les différences idéologiques et/ou l'identification à certains partis résultent de manière croissante en un rejet, voire une hostilité entre groupes politiques opposés. À cet égard, les chercheurs utilisent le terme d'hostilité partisane, ou plus généralement de *polarisation affective* ; une tendance selon laquelle les citoyens deviendraient (de manière croissance) hostiles envers les individus d'allégeance politique opposée (Iyengar, Sood et Lelkes, 2012).

Dans une société démocratique, la polarisation affective peut se révéler très problématique et potentiellement perturbatrice. Alors que les démocraties sont construites sur l'idée même de divergences d'opinions entre groupes au sein de la société, leur fonctionnement est ébranlé lorsque ces divergences deviennent un rejet purement basé sur des allégeances politiques. Politiquement, la polarisation peut se traduire par le fait que les citoyens ne souhaitent plus dialoguer et écouter « l'ennemi » politique et, dans le pire des cas, qu'ils n'acceptent plus les décisions prises par un parti opposé (Hetherington et Rudolph, 2015). La polarisation affective peut également se révéler problématique pour la formation des coalitions, en ce qu'elle peut rendre les élites réticentes à trouver un compromis avec leurs adversaires politiques si elles savent qu'elles seront « punies » par leur base qui rejette ces mêmes adversaires. Une telle hostilité rend la coopération entre partis politiques opposés de plus en plus difficile. Par ailleurs, l'animosité entre groupes politiques ne se limite pas toujours à l'arène politique, mais peut également toucher le domaine sociétal. Sur le long terme, la polarisation affective peut ainsi éroder la confiance et la cohésion sociales, pourtant cruciales.

Les recherches sur la polarisation affective sont essentiellement restreintes aux États-Unis, où il est démontré que le phénomène est bien présent. Ces recherches mettent en lumière la forte animosité entre Démocrates et Républicains, et son caractère croissant (Iyengar et *al.*, 2012 ; Iyengar et Westwood, 2015 ; Mason, 2016). Si l'on peut s'attendre à une tendance similaire en Europe de l'ouest, les études menées en Europe, et encore plus particulièrement en Belgique, sont rares. L'objectif de ce chapitre est de combler cette lacune et d'analyser l'existence d'attitudes de polarisation affective et d'hostilité partisane en Belgique. Dans quelle mesure les électeurs de partis opposés font-ils

[1] Commission d'État sur le système parlementaire.

état de sentiments fortement négatifs les uns envers les autres à l'occasion des élections de 2019 ?

1. Polarisation affective

Pendant longtemps, les études sur la polarisation politique se sont focalisées sur la *polarisation idéologique* globale, c'est-à-dire le degré avec lequel les citoyens seraient devenus plus extrêmes dans leur positionnement idéologique (Abramowitz et Saunders, 2008). Ce n'est que récemment que l'attention s'est portée sur la *polarisation affective*. Ce terme fait référence à une situation où les citoyens font preuve de sentiments positifs envers leur propre parti et ses partisans, alors qu'ils rejettent les partisans d'autres partis politiques ou tenants d'autres opinions politiques[2]. Dès lors, contrairement à la polarisation idéologique, la polarisation affective ne présuppose pas que les citoyens optent pour des opinions politiques plus éloignées. La polarisation affective implique que les divisions idéologiques forment une base solide à partir de laquelle les citoyens identifient leurs co-partisans comme des membres d'un même groupe (*in-group*) politique, et considèrent les partisans des adversaires politiques comme membres d'un groupe opposé (*out-group*) (Iyengar et *al.*, 2012). Cette représentation forte en groupes homogènes et opposés résulterait en une image positive forte du *in-group* et en un rejet, un manque de confiance ou même une hostilité croissante envers le groupe opposé (Carlin et Love, 2018 ; Tajfel et Turner, 1979).

Une des premières études menées sur la polarisation affective, et sans doute la plus influente, a été réalisée par Iyengar et *al.* (2012). Cette étude analyse dans quelle mesure une tendance à la croissance de la polarisation affective est à l'œuvre aux États-Unis. Les auteurs mettent en évidence de manière convaincante que les Démocrates et les Républicains s'apprécient de moins en moins, voire se détestent. En utilisant des scores sur des « thermomètres » de sentiments sur lesquels les répondants doivent indiquer leur sentiment envers leur groupe politique et le groupe politique opposé sur une échelle de 0 (froid/antipathie) à 100 (chaud/sympathie), Iyengar et *al.* démontrent que, alors que dans les années 1980 les répondants donnaient aux membres du groupe adversaire un score moyen de sympathie juste sous la barre des 50, en 2008, ce score moyen se situe juste au-dessus des 30.

---

[2] Certaines recherches utilisent une définition plus étroite de la polarisation affective et se focalisent sur les attitudes envers les autres partis (Reiljan, Forthcoming ; Rogowski et Sutherland, 2016). Cependant, nous postulons que l'affection envers les *partisans* est une composante essentielle du concept.

Dans une étude plus récente, Iyengar and Westwood (2015) montrent que le score de sympathie envers le groupe adversaire a encore décliné ces dernières années. À la suite des recherches de Iyengar et *al.* (2012), un certain nombre d'études sur la polarisation affective aux États-Unis ont vu le jour. Elles confirment toutes une hostilité croissante entre Démocrates et Républicains (Lelkes, Sood et Iyengar, 2017 ; Mason, 2015, 2016).

Ces analyses indiquent que la tendance à une polarisation affective croissante ne se limite pas à un score négatif sur un thermomètre de sympathie, mais entraine des conséquences sociétales considérables. Par exemple, en 2010, lorsqu'il a été demandé aux partisans des Démocrates et des Républicains comment ils réagiraient si leur fils ou leur fille se mariait avec un partisan de l'autre parti, 33 % des Démocrates et 49 % des Républicains ont répondu qu'ils seraient très mécontents, alors que cette proportion n'atteignait que 4 % dans les années 1960 (Iyengar et *al.*, 2012). D'autres recherches ont également démontré les conséquences négatives de l'hostilité partisane sur le marché de l'emploi (Gift et Gift, 2015 ; Iyengar, et *al.*, 2019), sur les comportements économiques (Iyengar et *al.*, 2019; McConnell et *al.*, 2018), et même dans les relations de couple (Huber et Malhotra, 2017).

La polarisation politique affective ne se limite donc pas à l'arène politique, mais a également des conséquences sur les attitudes et comportements en dehors de celle-ci. Un niveau de polarisation affective trop élevé présente une menace pour les sociétés démocratiques, en ce qu'il peut entrainer un refus de la part des citoyens de dialoguer avec « l'ennemi » politique, et ainsi éroder la cohésion et la confiance sociales, de même qu'il peut générer un refus d'accepter les décisions d'un gouvernement quand celui-ci est aux mains du parti opposé (Hetherington, 2001).

Si les études sur le degré de polarisation affective et ses conséquences sont nombreuses, les chercheurs n'ont à ce jour pas encore pu identifier les causes de ce phénomène. Plusieurs explications théoriques ont été proposées. Certains avancent qu'il existe un lien fort entre polarisation affective et idéologique (p. ex., Rogowski et Sutherland, 2016). Les partisans de partis différents pourraient développer des sentiments plus hostiles les uns envers les autres en raison d'un fossé idéologique croissant. Le fait que des partisans de partis opposés se positionnent plus aux extrêmes sur une échelle idéologique peut mener à davantage d'animosité entre eux et renforcer l'idée de groupes in- et out- (Reiljan, Forthcoming). Cette explication repose sur l'idée que la société serait devenue plus polarisée idéologiquement. Cependant, comme mentionnées précédemment, les analyses empiriques ne confirment pas l'idée d'une polarisation idéologique croissante, tant aux États-Unis qu'en Europe (Fiorina, Abrams et Pope, 2008 ; Munzert et Bauer, 2013). D'autres recherches avancent plutôt l'idée que la polarisation affective est une conséquence d'une

polarisation au niveau des élites. Une hostilité croissante des élites entre elles et des attaques répétées envers les représentants de l'autre parti résulteraient en des « débordements » sur la base et les partisans. Dans un contexte où les campagnes négatives se popularisent (Geer, 2006 ; Walter et van der Brug, 2013) et où l'incivilité s'invite dans les débats politiques (Mutz et Reeves, 2005), le risque existe de débordement vers les électeurs qui peuvent à leur tour adopter ces attitudes hostiles (Sood et Iyengar, 2016). Enfin, certains pointent les mutations du paysage médiatique comme source potentielle de la polarisation affective. Le paysage médiatique actuel s'est significativement transformé ces deux dernières décennies, via notamment la concurrence effrénée entre médias et la distribution des informations via les médias sociaux (Van Aelst et *al.*, 2017). Ce dernier point en particulier peut créer des « chambres d'écho » dans lesquelles les citoyens se voient de plus en plus exposés (uniquement) aux messages alignés sur leurs opinions politiques. Ces chambres d'écho peuvent renforcer les identités politiques et venir nourrir le sentiment d'un groupe politique décent et d'un groupe externe hostile (Stroud, 2010). D'autres chercheurs argumentent cependant que, plutôt que de résulter en chambres d'écho, les médias sociaux et les plateformes de discussion en ligne (forums, pages de réaction) exposent davantage les citoyens à la critique partisane d'autres citoyens. Bien que ces plateformes fournissent des opportunités de délibération, elles se révèlent très souvent négatives et contiennent de fortes critiques des adversaires politiques. Ces critiques se font souvent *ad hominem*, et visent le caractère et les caractéristiques des adversaires plutôt que leur positionnement politique (Wojcieszak et Mutz, 2009). Ces dynamiques génèreraient davantage de polarisation affective (Suhay, Bello-Pardo et Maurer, 2018).

2. La polarisation affective en Belgique

Les recherches sur la polarisation affective se concentrent presqu'exclusivement sur les États-Unis. On ignore dans une large mesure si et comment la polarisation affective opère en Europe de l'ouest, et en particulier dans des systèmes multipartisans comme la Belgique. D'une part, il est possible que les systèmes multipartisans soient moins réceptifs à la polarisation affective. À l'inverse des systèmes bipartisans, les systèmes multipartisans nécessitent souvent une collaboration entre partis afin de former une coalition. En outre, les différences idéologiques peuvent être plus faibles ou plus nuancées, certains partis adoptant des positionnements idéologiques similaires, mais mettant en avant des enjeux spécifiques ou des politiques différentes. Les électeurs seraient dès lors plus susceptibles de soutenir la coopération entre partis et de limiter les attitudes hostiles, en particulier envers les partis

relativement proches du leur. En outre, des partis centristes, tels que les démocrates-chrétiens en Belgique, peuvent servir de « tampon » au milieu d'une hostilité réciproque entre la gauche et la droite. D'autre part, dans des systèmes multipartisans comme la Belgique, des tendances similaires à celles observées aux États-Unis sont présentes, telles que les campagnes négatives, l'emprise croissante des médias sociaux et la polarisation des élites (Welbers et Opgenhaffen, 2019). Il semble dès lors probable d'y observer une polarisation affective, et une hostilité croissante des citoyens vis-à-vis des partisans des partis les plus éloignés idéologiquement.

L'étude récente de Reiljan (à paraître) suggère que la polarisation affective ne se limite pas aux États-Unis. En comparant 23 pays, le chercheur met en évidence que dans la plupart des pays européens (p. ex. Danemark, Suède, France, Royaume-Uni), la polarisation affective se révèle similaire, voire plus marquée qu'aux États-Unis. La Belgique n'est cependant pas incluse dans l'étude. Une autre étude menée par Westwood et *al.* (2018) analyse également la polarisation affective, via des expériences menées aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Espagne et en Belgique. Les auteurs démontrent que, même en dehors des États-Unis, l'animosité des citoyens envers les partis adverses est plus forte, de même que leur manque de confiance envers les partis du versant opposé du spectre idéologique. L'animosité basée sur l'identité partisane est même plus marquée que les autres divisions, religieuses, ethniques ou linguistiques, telles que les divisions entre francophones et néerlandophones en Belgique (Westwood et *al.*, 2018). Si ces résultats suggèrent qu'en Belgique, de nombreux électeurs sont polarisés affectivement, l'étude ne porte que sur deux partis de gauche (PS et SP.A) et deux de droite (MR et N-VA), excluant d'autres partis, notamment ceux situés aux extrêmes et au centre. Dès lors, nous ne disposons pas d'un aperçu complet du degré de polarisation affective chez les citoyens en Belgique. Ce chapitre entend répondre à cet écueil, en analysant, à l'occasion des élections de 2019, les sentiments exprimés par les électeurs à l'égard des partisans des partis adverses. Il vise à répondre à la question suivante :

> QR : dans quelle mesure les électeurs en Belgique font-ils état d'une polarisation affective lors des élections de 2019 ?

Afin de mesurer le degré de polarisation affective des électeurs à cette occasion, nous suivons le protocole de Westwood et *al.* (2018) et nous comparons les sentiments liés aux divisions partisanes à ceux liés aux divisions régionales entre la Flandre et la Wallonie.

S'il y a polarisation affective en Belgique, nous devrions trouver un niveau moyen de sentiments négatifs des répondants plus élevé à l'égard des partisans des partis adverses qu'à l'égard des résidents de l'autre région, faisant de l'affiliation politique une source de division sociétale plus grande que l'appartenance régionale. Sur cette base, nous pouvons formuler l'hypothèse suivante :

> H1 : en moyenne, les répondants donnent un score plus faible sur le thermomètre de sympathie aux partisans des partis adverses qu'aux citoyens de l'autre région.

Une autre question est de savoir si la polarisation affective est plus importante après les élections qu'avant le début de la campagne. Les tensions entre groupes politiques peuvent particulièrement s'accroitre pendant une campagne électorale : plus qu'en temps « normal », durant cette période les partis politiques se critiquent mutuellement et s'invectivent davantage (Brants et Van Praag, 2006 ; Brooks et Geer, 2007). Ces attaques peuvent faire diminuer la sympathie pour les partis adverses et peuvent également déborder sur les militants (Carlin et Love, 2018). En outre, en raison de la saillance politique accrue durant cette période, les campagnes augmentent l'identification à son parti et à son groupe politique (Michelitch et Utych, 2018), ce qui peut résulter en une diminution de la sympathie envers les groupes adverses. Enfin, la polarisation affective pourrait se révéler plus grande après la campagne en raison des résultats des élections. Les partisans des partis ayant perdu les élections peuvent en vouloir aux vainqueurs, et les vainqueurs peuvent se sentir renforcés dans leurs choix, résultant en une identification de groupe plus forte et en une sympathie plus faible envers le groupe adverse. Ce mécanisme peut se révéler d'autant plus marqué en 2019, les gagnants des urnes ayant été les partis de gauche et de droite radicale, et ce tant en Flandre qu'en Wallonie. Ainsi, par exemple en Flandre, les citoyens de gauche pourraient développer des attitudes plus négatives envers les partisans du Vlaams Belang en raison de sa victoire et d'une perception d'une menace, alors que les partisans du Vlaams Belang pourraient se sentir renforcés dans leur choix partisan, résultant en un renforcement de leur identification au parti et en des sentiments plus négatifs envers les électeurs de gauche. Nous nous attendons dès lors à une polarisation affective plus marquée au lendemain du scrutin qu'avant le début de la campagne électorale, et nous formulons l'hypothèse suivante :

> H2a : après les élections, les répondants attribuent un score plus élevé sur le thermomètre de sympathie à leur propre groupe politique qu'avant le début de la campagne.
> H2b : après les élections, les répondants attribuent un score plus bas sur le thermomètre de sympathie au groupe politique adverse qu'avant le début de la campagne.

Une mesure telle que le thermomètre de sympathie capture le sentiment brut, une forme d'instinct envers les autres. Cependant, à la suite de Iyengar et *al.*

(2012), nous postulons que ces sentiments négatifs envers les partisans adverses ne se limitent pas à la sphère politique, mais déborde également dans la sphère sociale, créant une distance sociale entre partisans. Cette distance sociale se mesure souvent à l'aide d'une « échelle de Bogardus », qui demande aux répondants d'indiquer dans quelle mesure ils seraient contents ou mécontents qu'un de leurs enfants se marie avec un partisan d'un parti adverse. À la suite des résultats des recherches de Iyengar et *al.* (2012), nous postulons qu'en Belgique, les scores négatifs envers les partisans des partis adverses sur le thermomètre de sympathie résultent également en des scores bas sur l'échelle de distance sociale, indiquant que la polarisation en Belgique s'étend à la sphère sociale et aux interactions affectives en dehors de la sphère politique.

> H3 : les scores envers les partisans des partis adverses sur le thermomètre de sympathie présentent une distribution similaire à ceux sur l'échelle de distance sociale.

3. Données et méthode

Afin de mesurer la polarisation affective en Belgique, nous mobilisons les données de l'enquête électorale RepResent telle que présentée dans le chapitre 1. Ci-dessous, nous développons les mesures utilisées pour évaluer le degré de polarisation affective, la distance sociale et la distance idéologique.

3.1. Polarisation affective

Tant pour la vague 1 que la vague 2, la polarisation affective est mesurée à l'aide d'un thermomètre de sympathie, outil de mesure le plus fréquent de la polarisation affective (Druckman et Levendusky, 2019). Les répondants utilisent un curseur pour indiquer s'ils ressentent de la chaleur ou de la sympathie, ou de l'antipathie envers certains groupes. Le thermomètre varie de 0 degré Celsius à 100 degrés Celsius. Dans notre enquête, les répondants ont dû évaluer leur sentiment de sympathie envers les partisans de tous les partis politiques actifs dans leur Région ainsi qu'envers les Wallons et les Flamands en général. La question était formulée de la manière suivante : « Pouvez-vous utiliser l'échelle ci-dessous pour indiquer ce que vous pensez des groupes suivants ? ».

3.2. Distance sociale

Dans la seconde vague de l'enquête, la distance sociale est mesurée comme indicateur potentiel de polarisation affective. Les répondants ont dû indiquer leur niveau de satisfaction si leur fils/fille se mariait à un partisan d'un parti

adverse, ou à un citoyen de Flandre ou de Wallonie. Les mêmes groupes que ceux repris dans la question utilisant le thermomètre de sympathie étaient repris. La question était formulée de la manière suivante : « Supposons que vous ayez un fils ou une fille qui se marie. Pouvez-vous indiquer dans quelle mesure vous seriez satisfait·e si le/la fiancé·e était un… ». Les réponses ont été recodées sur une échelle de 0 à 10 où 0 signifie très mécontent ; 5 représente la position neutre, et 10 signifie très content.

3.3. Positionnement idéologique et partisan

Dans la seconde vague de l'enquête, la perception du positionnement idéologique a été mesurée en demandant aux répondants de placer les partisans de différents partis de leur région sur une échelle gauche-droite (0-10). Cette mesure donne une idée du degré de polarisation idéologique au sein de l'électorat perçu par les répondants. La question était formulée comme suit : « On utilise souvent en politique les notions de "gauche"et de "droite". Pouvez-vous situer les opinions des sympathisants ci-dessous sur une échelle allant de 0 à 10, où 0 signifie "gauche", 5 "le centre", et 10 "droite" ? ». À nouveau, les mêmes groupes que ceux repris dans la question utilisant le thermomètre de sympathie et la distance sociale étaient repris, sauf celui sur les wallons et les flamands.

Dans ce chapitre, l'analyse se concentre sur la Flandre et la Wallonie, et exclut Bruxelles, car les répondants de cette région se sont vu proposer une version simplifiée des mesures de thermomètre de sympathie et de distance sociale[3].

4. Résultats

Les tableaux 6.1 et 6.2 présentent les scores sur le thermomètre pour les vagues 1 et 2 en Flandre. Pour chaque électorat, ils présentent leur degré de sympathie envers les partisans des autres partis[4]. Dans les tableaux, les électorats sont classés sur base du positionnement gauche-droite subjectif donné par les répondants (voir annexe A). De manière attendue, les résultats montrent que les répondants donnent en général le score le plus élevé aux partisans du parti pour lequel ils ont eux-mêmes voté à l'occasion du scrutin 2019.

---

[3] Plutôt que de demander le sentiment de chaque groupe de partisans à Bruxelles, l'enquête a seulement demandé comment les répondants se sentaient envers les « partisans des partis de gauche » et les « partisans des partis de droite ».

[4] Les analyses ont également été conduites en utilisant une pondération basée sur des variables sociodémographiques (âge, genre, éducation) et de choix électoral. Les tableaux présentant les résultats de ces analyses sont présentés en annexe. L'utilisation des données pondérées ne modifie pas de manière substantielle nos résultats.

Par exemple, les électeurs du PVDA donnent le score de sympathie le plus élevé à leur propre parti (73,3). Les scores de sympathie diminuent de manière linéaire lorsqu'on passe des partisans des partis de gauche proches (SP.A : 57,9 et Groen 55,5), pour arriver au score le plus bas pour les partisans du Vlaams Belang, idéologiquement le plus éloigné (19,6). Cette distribution se retrouve pour les électeurs de l'ensemble des partis. On constate que les partisans des partis proches idéologiquement du parti des répondants reçoivent systématiquement des scores modérément positifs ou neutres alors que les partisans de partis plus éloignés idéologiquement reçoivent des scores plus bas. Les électeurs des partis de droite présentent des scores de sympathie particulièrement négatifs envers les partisans des partis de gauche, et en particulier le parti de gauche radicale, le PVDA. Les électeurs des partis de gauche présentent des scores de sympathie négatifs envers les partis de droite, et en particulier le Vlaams Belang. À noter que les électeurs de gauche tendent à présenter des scores plus négatifs envers la droite que l'inverse. En moyenne, les électeurs de gauche octroient des scores de sympathie aux partisans de la N-VA et du Vlaams Belang qui oscillent autour de 20 alors que les électeurs du Vlaams Belang et de la N-VA octroient aux partisans des partis de gauche des scores autour de 30.

Tableau 6.1. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis flamands (vague 1)

Thermomètre Vague 1		À propos des partisans du…								
		PVDA	SP.A	Groen	CD&V	Open VLD	N-VA	VB	Flamands	Wallons
Voté pour…	PVDA (n=133)	73,4	57,9	55,5	46,0	29,7	23,4	19,6	68,3	66,1
		(23,4)	(26,9)	(26,4)	(23,9)	(22,6)	(23,0)	(25,4)	(19,0)	(22,4)
	SP.A (n=205)	44,9	69,2	53,6	49,4	39,6	29,1	21,5	68,9	64,0
		(24,2)	(22,4)	(23,2)	(20,9)	(21,6)	(23,6)	(25,5)	(20,7)	(21,2)
	Groen (n=171)	49,5	57,6	75,3	52,7	45,5	31,5	16,6	70,0	66,8
		(23,8)	(21,0)	(18,6)	(20,6)	(22,4)	(25,1)	(22,9)	(18,9)	(20,2)
	CD&V (n=198)	35,5	45,8	53,7	72,1	49,2	45,2	24,0	75,1	61,1
		(24,5)	(23,4)	(23,0)	(17,5)	(23,7)	(24,4)	(24,4)	(16,0)	(20,1)
	Open VLD (n=168)	32,6	38,5	46,8	49,8	69,5	43,3	24,2	70,2	57,6
		(23,0)	(23,3)	(22,6)	(20,7)	(18,3)	(22,3)	(23,6)	(19,0)	(21,2)
	N-VA (n=509)	27,1	31,1	31,9	46,0	53,7	76,2	39,8	76,1	50,5
		(24,5)	(23,2)	(24,6)	(21,7)	(23,0)	(18,7)	(28,3)	(16,8)	(22,1)
	VB (n=388)	30,6	31,6	27,3	38,3	37,1	49,9	72,0	71,1	46,0
		(25,2)	(25,4)	(24,1)	(24,0)	(23,8)	(26,3)	(25,1)	(20,7)	(24,8)
Électorat total (n=1,945)		37,0	42,2	43,0	48,1	46,5	49,5	37,4	71,3	55,4
		(27,2)	(27,1)	(27,9)	(23,6)	(24,8)	(29,3)	(32,3)	(19,4)	(23,3)

Note : scores moyens sur le thermomètre pour la vague 1, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau 6.2. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis flamands (vague 2)

Thermomètre Vague 2		À propos des partisans de…								
		PVDA	SP.A	Groen	CD&V	Open VLD	N-VA	VB	Flamands	Wallons
Voté pour…	PVDA (n=133)	79,7	60,6	54,1	46,6	33,2	25,0	19,7	66,8	66,4
		(18,6)	(27,1)	(25,7)	(24,5)	(24,5)	(24,6)	(26,0)	(20,4)	(23,4)
	SP.A (n=205)	50,1	76,4	53,6	49,5	38,6	28,7	22,7	68,2	68,2
		(26,1)	(17,8)	(24,1)	(21,5)	(22,5)	(24,9)	(28,6)	(23,1)	(21,4)
	Groen (n=171)	51,7	59,4	79,1	54,2	47,8	31,8	16,9	68,1	66,0
		(24,6)	(22,5)	(19,6)	(21,6)	(22,4)	(25,2)	(24,1)	(20,6)	(23,3)
	CD&V (n=198)	36,3	45,2	51,9	73,7	47,3	45,4	25,7	73,6	59,4
		(24,9)	(24,3)	(23,6)	(18,1)	(23,0)	(24,5)	(26,4)	(16,8)	(22,1)
	Open VLD (n=168)	32,3	37,1	45,4	49,8	72,7	44,6	28,3	68,0	54,4
		(23,9)	(23,3)	(23,7)	(22,2)	(18,7)	(24,0)	(27,2)	(19,0)	(22,1)
	N-VA (n=509)	25,2	28,8	30,4	44,8	53,3	80,2	51,2	78,1	46,4
		(23,7)	(23,7)	(24,3)	(23,9)	(22,8)	(16,5)	(28,9)	(17,2)	(23,8)
	VB (n=388)	31,9	29,4	26,6	37,0	35,0	53,4	80,4	73,6	41,3
		(25,5)	(24,8)	(24,3)	(24,7)	(23,8)	(25,7)	(19,3)	(19,8)	(25,5)
Électorat total (n=1,945)		38,0	42,1	42,3	47,9	46,4	51,7	43,0	71,6	53,2
		(28,1)	(28,4)	(28,5)	(24,8)	(25,0)	(30,0)	(34,3)	(20,2)	(25,3)

Note : scores moyens sur le thermomètre pour la vague 2, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Les scores de polarisation affective en Wallonie présentent des distributions relativement similaires à ceux observés pour la Flandre (tableaux 6.3 et 6.4). Tout comme en Flandre, en Wallonie, les répondants accordent également aux partisans de leurs propres partis et aux partisans des partis idéologiquement les plus proches des scores plus positifs, et aux partisans des partis plus éloignés idéologiquement des scores plus négatifs. Les électeurs du PS, par exemple, octroient les scores de sympathie les plus élevés aux partisans de leur propre parti (67,9), des scores modérés aux autres partis de gauche Ecolo (46,0) et PTB (42,2), et des scores plus bas aux partis de droite (radicale), le MR (28,4) et le PP (25,7). Cependant, en Wallonie, à l'inverse du Vlaams Belang en Flandre, ce n'est pas le parti situé le plus à droite (selon le positionnement subjectif des répondants), le MR, qui obtient les scores les plus bas. Ce sont les partisans du Parti Populaire, qui ne reçoivent des scores positifs que de la part de leurs co-électeurs. De même, les électeurs du PP n'octroient des scores positifs qu'à leur propre groupe. Ce constat est lié à notre choix de suivre le classement gauche droite des partis sur base du positionnement su-

bjectif des répondants. Si nous avions utilisé une mesure plus objective, telle que la position des partis sur un certain nombre d'enjeux, le PP aurait alors été considéré comme le parti le plus à droite en Wallonie.

Une autre différence est à noter entre la Flandre et la Wallonie. Alors qu'en Flandre les partisans du PVDA reçoivent des scores relativement positifs de la part des électeurs des autres partis de gauche (49,5 de la part des électeurs de Groen et 44,9 de la part des électeurs du SP.A), et que vice-versa les électeurs du PVDA donnent des scores élevés aux partisans de Groen et du SP.A (respectivement ; 55,5 et 57,9), ce n'est pas le cas en Wallonie. En Wallonie, les partisans des partis de gauche (PTB, PS et Ecolo) sont moins positifs les uns envers les autres. Les partisans du PTB reçoivent ainsi des scores de sympathie de 42,2 et 37,6 de la part des électeurs du PS et d'Ecolo. Cependant, ces scores demeurent plus élevés que les scores octroyés aux partis de droite.

De manière générale, ces résultats corroborent l'idée que l'hostilité forte envers les partisans de partis opposés n'est pas un phénomène spécifique aux États-Unis, mais peut également être observé en Belgique. Dans les deux régions analysées, les électorats des différents partis font état de sentiments négatifs envers les partis idéologiquement distants.

Tableau 6.3. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis en Wallonie (vague 1)

Thermomètre Vague 1		À propos des partisans du…								
		PTB	PS	Ecolo	cdH	Défi	PP	MR	Wallons	Flamands
Voté pour…	PTB (n=186)	72,8	39,4	36,2	30,4	36,1	29,7	19,5	66,3	47,2
		(24,1)	(27,7)	(27,2)	(22,5)	(23,4)	(26,2)	(21,4)	(24,0)	(24,6)
	PS (n=278)	42,2	67.9	46,0	37,8	41,6	25,7	28,4	66,2	49,3
		(26,2)	(21,1)	(23,9)	(22,1)	(21,1)	(24,0)	(23,0)	(22,9)	(24,3)
	Ecolo (n=216)	37,6	43,8	73,0	43,9	41,7	25,6	38,2	66,0	53,8
		(25,6)	(23,5)	(21,0)	(20,6)	(21,6)	(23,9)	(22,2)	(21,1)	(22,5)
	cdH (n=89)	36,0	41,9	52,7	60,9	49,0	27,0	45,8	64,1	53,1
		(24,0)	(21,9)	(22,7)	(20,2)	(20,4)	(23,0)	(22,1)	(18,3)	(21,3)
	Défi (n=83)	35,9	42,4	47,3	42,6	60,7	29,5	41,1	66,8	48,9
		(25,2)	(23,2)	(23,0)	(21,1)	(19,9)	(24,3)	(24,2)	(19,8)	(22,4)
	PP (n=59)	27,2	21,8	25,9	27,4	33,3	64,7	33,8	60,9	47,9
		(26,9)	(23,7)	(23,5)	(22,0)	(21,2)	(30,6)	(27,3)	(26,4)	(25,7)
	MR (n=240)	21,3	24,4	37,7	41,7	38,5	29,6	69,9	62,4	58,2
		(22,8)	(22,8)	(26,3)	(24,6)	(24,6)	(25,9)	(19,0)	(20,3)	(20,9)
Électorat total (n=1,400)		40,2	42,3	45,8	39,5	40,7	30,0	39,3	63,8	50,8
		(28,9)	(27,7)	(27,7)	(23,4)	(23,0)	(26,0)	(27,5)	(22,4)	(23,5)

Note : scores moyens sur le thermomètre pour la vague 1, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau 6.4. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis en Wallonie (vague 2)

Thermomètre Vague 2		À propos des partisans du…								
		PTB	PS	Ecolo	cdH	Défi	PP	MR	Wallons	Flamands
Voté pour…	PTB (n=186)	77,8	40,8	38,9	30,6	32,6	25,0	19,1	67,0	45,1
		(20,0)	(27,5)	(26,5)	(21,7)	(23,4)	(24,1)	(20,4)	(23,9)	(26,1)
	PS (n=278)	46,0	75,1	47,6	38,2	39,9	22,6	28,3	70,1	45,5
		(26,6)	(19,6)	(24,7)	(23,3)	(22,1)	(23,6)	(23,2)	(20,6)	(25,7)
	Ecolo (n=216)	36,9	45,1	76,2	42,9	40,8	20,6	38,0	65,1	51,3
		(26,2)	(24,2)	(19,0)	(21,8)	(21,8)	(22,7)	(23,5)	(20,2)	(22,9)
	cdH (n=89)	36,8	43,3	49,1	67,3	46,0	25,6	44,9	65,0	47,5
		(27,1)	(22,2)	(25,0)	(17,9)	(23,6)	(22,9)	(22,5)	(18,8)	(22,8)
	Défi (n=83)	32,6	42,6	46,8	46,2	68,0	25,9	44,5	68,0	47,2
		(23,9)	(22,1)	(22,8)	(20,3)	(17,5)	(23,2)	(23,4)	(19,8)	(22,9)
	PP (n=59)	28,5	24,5	23,5	30,4	34,5	69,6	32,8	58,7	48,6
		(28,0)	(24,2)	(21,1)	(24,3)	(23,0)	(27,0)	(27,0)	(25,7)	(27,5)
	MR (n=240)	19,4	22,5	34,6	39,6	38,2	25,6	73,7	60,3	53,9
		(24,0)	(23,8)	(25,4)	(25,1)	(23,7)	(26,8)	(18,0)	(22,3)	(24,1)
Électorat total (n=1,400)		40,7	44,0	46,0	39,9	40,0	27,3	40,4	63,5	47,8
		(30,1)	(29,2)	(27,9)	(24,1)	(23,7)	(26,0)	(28,0)	(22,4)	(24,6)

Note : scores moyens sur le thermomètre pour la vague 2, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Afin d'appuyer cette conclusion, nous pouvons comparer les scores sur le thermomètre de sympathie envers les partisans des partis opposés aux scores donnés aux résidents de l'autre région. Les résultats mettent en évidence que la division partisane est beaucoup plus marquée que la division régionale. En Flandre, à l'exception des électeurs de la N-VA et du Vlaams Belang, tous les électorats octroient aux wallons un score moyen de sympathie de 50 ou plus sur le thermomètre, ce qui est bien plus élevé que les scores octroyés à la plupart des partisans des autres partis. Même les électeurs de la N-VA et du Vlaams Belang – des partis traditionnellement les plus critiques vis-à-vis de l'autre région – octroient des scores bien plus bas aux partisans des partis de gauche qu'aux citoyens wallons. Les électeurs du Vlaams Belang, par exemple, octroient un score de sympathie de 46,0 aux wallons, mais seulement un score de 27,3 aux partisans de Groen (tableau 6.1). Ces différences sont significatives sur base d'un t-test, ce qui indique qu'elles valent non seulement pour notre échantillon, mais peuvent également être généralisées à l'ensemble de la population en Flandre. Des résultats similaires peuvent être observés en Wallonie.

Là aussi, les électorats octroient en moyenne des scores bien plus négatifs envers les partisans des autres partis au sein de la région qu'envers les citoyens flamands. Pour chaque électorat, les scores de sympathie envers les flamands sur le thermomètre oscillent autour des 50, alors que les scores envers les partis opposés oscillent autour de 30 ou moins (tableau 5.3). De manière générale, ces résultats viennent confirmer l'hypothèse 1 et indiquent qu'en Belgique, la polarisation affective entre partisans de partis de gauche et de droite est plus importante que la polarisation affective entre flamands et wallons.

Nous avions également posé comme hypothèse que la polarisation affective pourrait être exacerbée par la campagne électorale et les résultats du scrutin. Cependant, nos données ne permettent pas de confirmer cette hypothèse complètement. Si l'on compare les scores de sympathie lors de la vague 2 (tableaux 6.2 et 6.4) à ceux de la vague 1 (tableaux 6.1 et 6.3), les résultats pointent vers une tendance des répondants à accorder des scores plus positifs envers leur propre parti après les élections dans certains cas. Les électeurs du Vlaams Belang, par exemple, octroient un score de 72,0 aux partisans de leur propre parti avant les élections, et un score de 80,4 après le scrutin. À l'exception du CD&V en Flandre, les scores de sympathie octroyés par chaque électorat à leurs propres partisans sont significativement plus élevés en vague 2 qu'en vague 1, et ce dans les deux régions. Ceci vient confirmer l'hypothèse 2a selon laquelle, après les élections, les répondants attribueraient un score plus élevé sur le thermomètre de sympathie à leur propre groupe politique qu'avant le début de la campagne. Cependant, les autres scores de sympathie varient peu d'une vague à l'autre. Il n'y a pas de différence significative dans les scores octroyés par les électeurs aux partisans d'autres partis avant et après les élections. L'hypothèse 2b doit dès lors être rejetée. Plutôt qu'un phénomène conjoncturel et temporaire présent à l'issue d'un scrutin, l'hostilité partisane semble davantage constituer une caractéristique stable du système politique belge.

Jusqu'ici notre analyse s'est focalisée sur les scores sur le thermomètre de sympathie. Nous avons également demandé aux répondants de se positionner sur une question de distance sociale afin de mesurer si ces opinions négatives entre partisans des différents partis ont également un impact sociétal plus large. Les tableaux 6.5 et 6.6 présentent les résultats de ces analyses pour la Flandre et la Wallonie. Les résultats vont dans le même sens que les constats posés pour les scores de sympathie. À nouveau, chaque électorat paraît plus satisfait si leur enfant se liait à un·e partisan·e du même parti, mais, à l'exception des électeurs du PP, serait également satisfait si le/la fiancé·e était partisan·e d'un parti du même versant du spectre idéologique. En revanche, les électeurs seraient (très) insatisfaits si le/la fiancé·e était partisan·e d'un parti adverse. Les électeurs de Groen, par exemple, tolèrent que leur enfant se marie

avec un partisan d'un parti de gauche (Groen : 7,5 ; SP.A : 6,6 ; PVDA : 6,1), mais ne verrait pas d'un bon œil que leur beau-fils ou belle-fille soit un partisan de la N-VA (4,4) ou du Vlaams Belang (2,3). Néanmoins, en comparaison des thermomètres de sympathie, ces mesures de distance sociale sont moins clairement marquées négativement, avec un score général moyen sur l'ensemble des électeurs plus proche de 5. La tendance reste cependant claire et confirme que l'hostilité entre partisans se répercute dans la sphère sociale.

Ce constat se confirme lorsqu'on analyse les corrélations entre les deux mesures. Une corrélation indique à quel point deux mesures sont liées. Un score de 0 indique que les deux mesures sont complètement indépendantes, alors qu'un score de 1 indique que les deux mesures sont identiques. Les scores de distance sociale pour l'ensemble des électorats sont fortement et significativement liés aux scores de sympathie sur le thermomètre pour la vague 2, avec une corrélation moyenne de r =0,63 en Flandre (la plus élevée étant r = 0,75 pour le Vlaams Belang et la moins élevée r = 0,58 pour le CD&V et l'Open VLD). En Wallonie, les corrélations sont un peu plus faibles, avec une corrélation moyenne de r = 0,52, la plus élevée étant r = 0,61 pour le PTB et la moins élevée, r = 0,41 ; pour Défi. Ces corrélations indiquent que les scores sur le thermomètre de sympathie et les scores sur la question de distance sociale sont fortement reliés, en particulier pour les partis aux extrêmes, le PTB et le Vlaams Belang. Concrètement, ces résultats suggèrent que les sentiments négatifs envers les partis aux extrêmes (PTB et Vlaams Belang) se répercutent au-delà de la sphère politique. De manière générale, nos résultats confirment l'hypothèse 3. Non seulement nous observons une hostilité entre partisans de partis adverses, mais ces divisions politiques se muent également en animosité sociale.

Tableau 6.5. Distance sociale exprimée par les électeurs des différents partis en Flandre

Distance sociale		À propos des partisans du…								
		PVDA	SP.A	Groen	CD&V	Open VLD	N-VA	VB	Flamands	Wallons
Voté pour…	PVDA (n=133)	7,1	6,5	6,1	5,8	5,0	3,9	2,9	7,1	6,7
		(2,0)	(2,0)	(2,0)	(2,1)	(2,3)	(2,8)	(2,9)	(2,1)	(2,0)
	SP.A (n=205)	5,7	7,2	6,2	6,0	5,3	4,2	3,2	7,4	6,9
		(2,3)	(1,9)	(2,2)	(2,2)	(2,4)	(2,8)	(3,0)	(2,3)	(2,1)
	Groen (n=171)	6,1	6,6	7,5	6,3	5,8	4,4	2,3	7,3	6,9
		(2,2)	(2,1)	(2,1)	(2,3)	(2,3)	(2,7)	(2,8)	(2,2)	(2,2)
	CD&V (n=198)	4,9	5,6	6,3	7,6	6,0	5,7	3,4	8,2	6,9
		(2,8)	(2,5)	(2,6)	(2,1)	(2,3)	(2,4)	(3,0)	(2,0)	(2,4)
	VLD (n=168)	4,7	5,1	5,7	5,9	7,0	5,4	3,6	7,5	6,5
		(2,7)	(2,5)	(2,3)	(2,3)	(2,2)	(2,5)	(3,0)	(2,1)	(2,0)
	N-VA (n=509)	4,0	4,4	4,7	5,6	6,1	7,3	5,3	8,2	6,0
		(2,8)	(2,7)	(2,6)	(2,3)	(2,1)	(1,9)	(2,6)	(2,0)	(2,4)
	VB (n=388)	4,3	4,2	4,0	4,9	4,8	5,7	7,2	8,0	5,5
		(2,6)	(2,6)	(2,6)	(2,5)	(2,4)	(2,4)	(2,3)	(2,3)	(2,6)
Électorat total (n=1,945)		4,8	5,2	5,3	5,8	5,6	5,6	4,6	7,7	6,2
		(2,7)	(2,7)	(2,7)	(2,4)	(2,4)	(2,7)	(3,2)	(2,2)	(2,4)

Note : scores moyens sur la mesure de distance sociale, échelle de 0 à 10, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau 6.6. Distance sociale exprimée par les électeurs des différents partis en Wallonie

Distance sociale		À propos des partisans du…								
		PTB	PS	Ecolo	cdH	Défi	PP	MR	Wallons	Flamands
Voté pour…	PTB (n=186)	6,7	5,0	4,8	4,6	4,8	4,1	3,9	6,8	5,6
		(2,2)	(2,6)	(2,6)	(2,5)	(2,3)	(2,7)	(2,7)	(2,4)	(2,7)
	PS (n=278)	5,2	6,7	5,5	5,3	5,4	3,7	4,7	6,8	5,7
		(2,4)	(2,1)	(2,2)	(2,2)	(2,0)	(2,8)	(2,6)	(2,2)	(2,6)
	Ecolo (n=216)	4,4	5,2	6,9	5,5	5,3	3,4	5,2	6,8	6,2
		(2,7)	(2,4)	(2,2)	(2,3)	(2,3)	(2,9)	(2,4)	(2,2)	(2,4)
	cdH (n=89)	4,5	5,1	5,4	6,6	5,5	4,0	5,1	6,7	5,6
		(2,5)	(2,2)	(2,3)	(2,0)	(1,9)	(2,6)	(2,4)	(2,1)	(2,3)
	Défi (n=83)	4,3	5,0	5,4	5,4	6,3	3,7	5,0	7,0	5,6
		(2,5)	(2,0)	(2,3)	(2,2)	(1,8)	(2,6)	(2,4)	(2,3)	(2,7)
	PP (n=59)	3,7	3,4	3,5	4,0	4,3	6,8	4,3	6,9	6,0
		(2,9)	(2,7)	(2,7)	(2,5)	(2,3)	(2,5)	(2,6)	(2,2)	(2,5)
	MR (n=240)	3,3	3,8	5,0	5,4	5,2	3,9	7,0	7,0	6,6
		(2,9)	(2,9)	(2,6)	(2,6)	(2,4)	(3,1)	(2,1)	(2,0)	(2,3)
Électorat total (n=1,400)		4,6	5,0	5,3	5,2	5,1	4,0	5,1	6,7	5.9
		(2,7)	(2,6)	(2,5)	(2,4)	(2,2)	(2,8)	(2,6)	(2,2)	(2.5)

Note : scores moyens sur la mesure de distance sociale, échelle de 0 à 10, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

5. Conclusion et discussion

Ce chapitre avait pour objectif d'analyser le degré de polarisation en Belgique après les élections de 2019. Au lieu de se focaliser sur la polarisation idéologique – c'est-à-dire le degré selon lequel les citoyens deviennent plus extrêmes dans leurs opinions – nous nous sommes focalisés sur la polarisation affective – le degré selon lequel les citoyens apprécient les partisans des autres partis. Jusqu'à ce jour, ce phénomène a principalement été analysé dans le contexte américain. À une époque où les élites utilisent une rhétorique de plus en plus négative les unes envers les autres et où les citoyens attaquent de plus en plus fréquemment leurs adversaires politiques sur des plateformes et médias sociaux en ligne, nous pouvions nous attendre à retrouver une hostilité similaire entre citoyens d'allégeances politiques opposées en Belgique.

Nos résultats confirment que la polarisation affective est bien un phénomène qui ne se restreint pas aux États-Unis. Nous la retrouvons en Flandre et en Wallonie.

Nous démontrons que, alors que les électeurs sont très positifs envers les partisans de leur propre parti, ils font état de sentiments négatifs à l'encontre des partisans des autres partis, en particulier lorsque ces partis sont positionnés sur l'autre versant du spectre politique. Les électeurs des partis de gauche se montrent ainsi très négatifs envers les partisans du Vlaams Belang et de la N-VA en Flandre, et du PP et du MR en Wallonie, alors que les électeurs de droite sont très frileux à l'égard des partisans du PVDA, du SP.A et de Groen en Flandre et du PTB, du PS et d'Ecolo en Wallonie. Ces sentiments négatifs se répercutent presque parfaitement sur la distance sociale (perçue). Dans un système multipartisan comme en Belgique, au lieu de retrouver deux blocs, le sentiment à l'égard des autres partisans semble être fonction de l'idéologie. De manière générale, les électeurs sont positifs à propos des partisans de leur propre parti, neutres envers les partisans des partis idéologiquement proches, et négatifs envers les partis de l'autre versant du spectre idéologique. Ce chapitre met également en évidence que les attitudes négatives envers les partisans des autres partis sont plus marquées que les sentiments négatifs envers les résidents de l'autre région. Même les électeurs de la N-VA et du Vlaams Belang, traditionnellement plus critiques envers l'autre région, sont plus négatifs envers les partisans des partis de gauche en Flandre qu'envers les wallons. Ceci illustre l'idée qu'en Belgique, les divisions partisanes sont plus fortes que les divisions régionales.

Nous avons également analysé si les résultats des élections avaient renforcé ces sentiments négatifs envers les adversaires politiques. Dans le contexte particulier de 2019, où les partis situés aux extrêmes ont connu une forte croissance électorale, les partisans des partis ayant perdu les élections auraient pu développer une antipathie encore plus marquée à leur encontre, alors que les partisans des partis vainqueurs auraient pu se trouver davantage encore validés dans leurs convictions. Si nous observons après les élections que l'ensemble des électeurs octroie des scores plus positifs envers le parti pour lequel ils ont voté, nous n'observons pas de sentiments plus négatifs envers les partis adverses. Ceci corrobore l'idée selon laquelle l'hostilité entre partisans n'est pas un phénomène de court terme dépendant du résultat d'une élection, mais constitue plutôt une caractéristique stable du système partisan belge. De plus, nous avons mis en évidence que cette hostilité ne se limite pas à l'arène politique, mais se répercute également dans la sphère sociale. Les sentiments négatifs résultent en une distance sociale entre groupes, en particulier envers les partisans des partis situés aux extrêmes. Même en dehors de la sphère politique, la couleur politique joue un rôle important.

Bien que cette étude démontre qu'il existe des sentiments négatifs très forts entre partisans de partis adverses, en particulier lorsque la distance idéologique entre ces partis est grande, il nous faut être prudents avant d'avancer des

conclusions fortes quant à une tendance de fond. L'enquête électorale RepResent est la première enquête en Belgique à inclure systématiquement le thermomètre de sympathie et la question sur la distance sociale envers les partisans des autres partis. Il n'est dès lors pas possible d'opérer des comparaisons dans le temps. Les futures enquêtes devraient inclure ces questions de thermomètre de sympathie afin d'évaluer si ces sentiments négatifs entre partisans augmentent dans le temps. De plus, dans la présente enquête, nous avons opérationnalisé l'idéologie sur base du parti pour lequel les électeurs avaient voté aux élections de 2019. Cependant, voter à un moment donné pour un parti ne signifie pas une allégeance partisane stable, car le vote exprimé peut être un vote protestataire, par exemple. En outre, bien que plus nuancé qu'un simple positionnement sur un axe gauche-droite, cela ne constitue pas une mesure précise de l'idéologie, puisqu'il peut s'agir d'un vote par habitude. Les recherches futures pourraient inclure une mesure plus stable d'identification partisane ou une mesure non-partisane de l'idéologie basée sur les positionnements des électeurs sur des enjeux, afin d'analyser les différences entre citoyens aux opinions opposées, et non simplement aux comportements électoraux différents.

Les sentiments négatifs forts entre partisans de partis adverses constituent un défi pour le système politique. Les conséquences politiques de ce phénomène se laissent déjà voir, en ce qu'il rend la coopération entre partis plus complexe. Pour les élites, il est beaucoup plus difficile de conclure des compromis avec des adversaires politiques, sachant qu'ils risquent d'être punis pour cela par leurs propres partisans hostiles aux adversaires. Si la polarisation affective devient plus forte et que les citoyens d'allégeance politique opposée deviennent plus négatifs les uns envers les autres, cela rend la formation de gouvernements en Belgique encore plus difficile. Cela peut rendre les partis plus hésitants à former une coalition avec des partis adverses – par exemple Ecolo ou le PS avec le MR, ou la N-VA et le SP.A – et cela peut engendrer des problèmes majeurs si une coalition cohésive de gauche ou de droite ne peut être formée. Au-delà de la question de la formation des gouvernements par les élites, le débordement de sentiments politiques négatifs vers la sphère sociale peut se révéler problématique pour la société dans son ensemble. Lorsque les citoyens cessent de s'apprécier, ils risquent de cesser également de dialoguer et de s'écouter, générant par là une société moins capable de compréhension. Dès lors, de futures recherches devraient analyser les facteurs pouvant potentiellement limiter le degré de polarisation affective au sein de la société.

Chapitre 7
Tous des insatisfaits ? Le rôle de l'homophilie sur la satisfaction politique perçue

Émilien Paulis

La manière dont les individus perçoivent le monde qui les entoure détermine grandement leur aspiration à adopter différentes attitudes et comportements politiques. Pourtant, quand un individu décide de s'appuyer sur ce type de perceptions dans l'adoption d'une attitude ou d'un comportement, il dispose rarement d'un échantillon représentatif de la population. Cette situation génère des biais dans sa perception de l'occurrence d'un comportement ou d'une attitude au sein de la population et de l'opinion publique.

Ce phénomène de distorsion est bien documenté dans la littérature scientifique. Il émanerait principalement de processus psychologiques, mais aussi sociologiques. En psychologie sociale, les études existantes soulignent principalement des effets de surestimation dits de « faux consensus » (*false consensus*), de « miroir » (*looking glass*), ou plus généralement de « projection sociale » (*social projection*) : je pense que les autres partagent majoritairement la même position que moi. Dans ce cas, je vais tendre à sur estimer l'occurrence de ma propre attitude au sein de la population (projection sociale). La littérature renseigne également sur un effet inverse de sous-estimation, parmi les individus qui ont des points de vue singuliers, minoritaires et non dominants. On parle alors de « fausse unicité » (*false unicity*), d'« ignorance pluraliste » (*pluralistic ignorance*), ou encore d' « illusion de la majorité » (*majority illusion*) : je pense que les autres ont majoritairement une position différente que la mienne. Dès lors, j'ai tendance plutôt à sous-estimer mon groupe d'appartenance au sein de la population. Ces erreurs de sur ou sous-estimation de la fréquence d'une attitude dans la société sont donc des biais de perception sociale, qui affectent les jugements et actions individuelles et agissent sur la manière dont un individu perçoit les groupes sociaux majoritaires et minoritaires.

Si la plupart des études psychologiques invoque que les biais dans les attitudes perçues résultent soit de facteurs motivationnels soit de processus cognitifs, dans ce chapitre, nous allons explorer un autre élément d'explication, plus sociologique. Nous questionnons dans quelle mesure le réseau personnel d'un individu conditionne sa perception d'une attitude politique spécifique, déterminante dans l'appréhension de la légitimité de nos systèmes démocratiques, la satisfaction avec le fonctionnement du système politique. Notre hypothèse est que la manière dont l'individu perçoit si la société est satisfaite ou insatisfaite politiquement dépend de la configuration de son réseau personnel sur cette question, c'est-à-dire de l'échantillon sur lequel il s'appuie pour porter ses jugements normatifs sur la société. Notamment, le caractère homophile du réseau personnel [à savoir que l'(in)satisfaction de l'individu est partagée par ses paires] pourrait contribuer à stimuler le phénomène de projection sociale, c'est-à-dire de le pousser à croire que son propre ressenti du système est majoritaire dans la population. En effet, plus une personne évolue dans un réseau totalement homogène, soit en termes de satisfaction (attitude positive) ou d'insatisfaction (attitude négative), plus elle devrait biaiser de manière importante ses jugements au sujet de la population en faveur de son propre groupe de satisfaction (effet de « faux consensus »), parce c'est également la norme partagée et « validée » dans son entourage social proche. À l'inverse, plus une personne est en contact avec le groupe de satisfaction opposé au sien dans son réseau personnel, moins elle devrait surestimer son propre groupe de satisfaction. L'hétérophilie jouerait donc un rôle de modérateur de la projection de la (in)satisfaction politique individuelle sur la société, alors que l'homophilie pourrait l'encourager.

Alors qu'en 2020 les citoyens sont plus mécontents que jamais de leurs systèmes politiques nationaux et supranationaux (Foa et *al.*, 2020), la lecture de ces effets de distorsion à la lumière de la nature homophile des réseaux interpersonnels nous semble particulièrement intéressante quand ils touchent dès lors à l'attitude négative (insatisfaction). En effet, cela semble pouvoir potentiellement nous éclairer sur un phénomène de « bulles », d'« écho », qui mène certains individus à fortement polariser leurs opinions négatives – phénomène amplifié par ailleurs à l'heure actuelle par la structure et les dynamiques des médias sociaux « en ligne » – et renforcerait plus largement un climat normatif de plus en plus critique à l'égard du fonctionnement des institutions représentatives.

1. État de l'art

La majorité des explications du phénomène de projection sociale, ou cette tendance pour les individus à donner plus d'importance à leur propre attitude

au sein la population ont trait à des processus motivationnels et cognitifs (Lee et *al.*, 2019). Pour expliquer la surestimation de la fréquence de ses propres attributs dans la population (à savoir, l'effet de « faux consensus »), les psychologues appellent souvent au processus de la « pensée désidérative » (*wishfull thinking*), qui décrit la prise de décision et la formation de croyances basées sur ce qu'il est agréable à imaginer, plutôt que sur des faits réels, véritables ou rationnels (Gordon et *al.*, 2005 ; Miller et *al.*, 2012). C'est un produit de la résolution des conflits entre croyance et désir (Bastardi et *al.*, 2011). Ce concept de « pensée désidérative » est dérivé théoriquement de la « vision désidérative », phénomène dans lequel le mental d'une personne influence sa perception visuelle. L'idée ici est donc que « je crois que tout le monde pense comme moi » parce qu'il m'est désirable et agréable de le penser. Par conséquent, je surestime la proportion de mon groupe dans la population parce que cela renforce et donne de la légitimité à ma propre croyance. D'autres phénomènes cognitifs comme la capacité à se rappeler plus facilement de sa propre opinion – et donc de l'attribuer aux autres (Ross et *al.*, 1977), ou, plus pragmatiquement, l'inférence rationnelle et la simple projection en fonction de ses propres attributs (Dawes, 1989) peuvent expliquer également pourquoi certains individus surestiment la fréquence de leurs attitudes dans la société. Certains auteurs nous expliquent dans la même lignée que les individus utilisent des heuristiques cognitifs simplifiés, basés sur l'évaluation de leurs propres attitudes, pour estimer celles des autres (Krosnick, 1988 ; Van Boven et *al.*, 2012). Selon le « principe d'évaluation », les individus peuvent déduire que les autres ont tendance à de bonnes (ou mauvaises) qualités, qui elles-mêmes sont jugées et façonnées en partie par leurs propres qualités personnelles. Ainsi, les attitudes du « percepteur » peuvent façonner son jugement sur les attitudes qui sont « bonnes » à adopter, et ces jugements peuvent à leur tour déterminer les estimations (à la hausse) qui sont faites de leur fréquence parmi les autres. Enfin, les explications motivationnelles de la projection sociale rapportent au bien-être suscité lorsque d'autres partagent les mêmes positions (Marks et Miller, 1987) ou à la perspective de justifier des comportements ou attitudes indésirables (Suls et *al.*,1988). Certains auteurs insistent sur le fait que l'effet de « faux consensus » résulterait de motivations telles que le maintien de l'estime de soi, le besoin de soutien social, ou la recherche d'interaction sociale (Van Boven et *al.*, 2012). Par exemple, l'estime de soi peut s'articuler autour de la conviction que l'on a des attitudes « correctes » et l'accord perçu par les autres peut aider à valider et renforcer cette idée. Par conséquent, le désir de maintenir, protéger ou améliorer son estime personnelle peut conduire les individus à percevoir une occurrence exagérée de leurs propres attitudes au niveau de la population.

Par ailleurs, il est suggéré implicitement que cela ne pouvait pas expliquer l'effet de projection inverse, de « fausses unicités », ou la tendance pour certains individus à sous-estimer la fréquence de leur propre point de vue au sein de la société. Ainsi, certains individus, qui ont généralement des points de vue minoritaires et non dominants, tendent à penser que peu de gens pensent comme eux, et dès lors à sous-estimer l'occurrence de leur point de vue personnel au sein de la société.Ce biais opposé (de sous-estimation) a donc été expliqué par d'autres processus cognitifs ou motivationnels, tels que l'attention différentielle entre son propre groupe et les autres (Mullen et *al.*, 1992) ou encore le renforcement de l'auto-compétence perçue (besoin de se sentir singulier) (Suls et Wan, 1987).

Une dernière piste d'explication des effets de sur estimation d'une attitude (de « faux consensus »), moins explorée dans la littérature, est celle de la sélection/influence sociale et de l'effet des réseaux sociaux, des relations interpersonnelles. Dans cette perspective sociologique, il est assumé que les individus estiment leur propre attitude et celle de la société sur base de son occurrence dans n'importe quel échantillon d'autres individus qu'ils ont en mémoire et qu'ils connaissent (Gauthier, 2010). Le phénomène d'homophilie s'appuie d'ailleurs sur l'observation que les attitudes et comportements des individus déterminent la sélection des personnes avec qui ils interagissent, les réseaux tendant à grouper et associer des individus qui se ressemblent et partagent les mêmes attributs (McPherson et *al.*, 2001). Dans l'autre sens, l'influence sociale suppose l'effet inverse à la sélection (Lazer et *al.*, 2010) : les attitudes individuelles sont construites aussi par nos paires et les individus tendent à se conformer à celles dominantes au sein de leurs réseaux sociaux personnels (Christakis et Fowler, 2009), surtout dans le champs politique (McClurg, 2003 ; Sinclair, 2012 ; Paulis, 2018). De là, il peut être avancé que les effets de distorsion d'une attitude politique méritent aussi d'être approchés à l'aulne de la nature homogène – ou non des réseaux sociaux des individus, surtout que « *l'impact des propriétés des réseaux sociaux sur les biais de projection sociales ne sont pas encore vraiment étudiés* » (Lee et *al.*, 2019 : 1).

Dans ce chapitre, nous questionnons dans quelle mesure l'homophilie du réseau social d'un individu sur la question de la satisfaction politique peut influencer sa manière de percevoir cette attitude au niveau de la société. Plutôt que des biais cognitifs ou motivationnels individuels, l'argument est donc bien que la surestimation de la (in)satisfaction politique dans la population par un citoyen reflèterait en fait un biais dans la structure de son environnement social, c'est-à-dire dans l'échantillon sur lequel il s'appuie pour former ses perceptions de la société. De là, l'hypothèse de travail est donc qu'un individu qui évolue dans un réseau homophile sur l'attitude positive (satisfaction) devrait surestimer la proportion de citoyens satisfaits, alors qu'un réseau

homophile sur l'attitude négative (insatisfaction) devrait le pousser à surestimer la part d'insatisfaits. Dans les deux cas, s'appliquerait donc à la perception de la satisfaction politique un effet de « faux consensus », de projection sociale (je pense que les autres sont (in)satisfaits du système comme moi), qui serait dès lors beaucoup moins marqué chez les individus qui partagent le même niveau de satisfaction individuel, mais qui ont un réseau hétérophile, plus diversifié.

Ces effets de distorsion engendrés par le réseau social d'un individu sont intéressants à étudier au regard de la satisfaction politique pour plusieurs raisons. D'abord, le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard des institutions et du système politique est au cœur de l'évaluation du bon fonctionnement de nos démocraties contemporaines (Linde et Ekman, 2003 ; Cutler et *al.*, 2012). Pour être « perçues » comme légitimes, les institutions politiques doivent répondre aux besoins et aux préférences des citoyens. En retour, les citoyens satisfaits des politiques menées et du système expriment plus de confiance envers ces institutions (Hennau et Ackaert, 2014). *A contrario*, plus un citoyen est insatisfait, plus il est amené à remettre en question le système établi dans son attitude, mais aussi dans ses comportements. L'insatisfaction politique peut ainsi se matérialiser à travers des choix de votes radicaux ou abstentionnistes, des formes d'engagement protestataires et moins institutionnalisées, voire même un rejet total du politique (Norris, 2010). Peu d'études ont toutefois pris le temps de regarder la satisfaction politique de l'individu en lien avec celle perçue pour son entourage proche (son réseau) ou plus éloigné (la population), alors que cela pourrait bien être déterminant dans l'adoption et puis la pérennisation des attitudes positives, mais aussi et surtout négatives à l'égard de la démocratie représentative au sein de la population (Paulis et Close, 2018). Ensuite, beaucoup a été écrit sur la satisfaction politique en tant qu'indicateur de la légitimité du système politique représentatif, s'arrêtant à dire que c'est une mesure très subjective, fort sensible aux aléas institutionnels, contextuels ou individuels. Si ces travaux soulignent le fait que parler de satisfaction politique, c'est en fait parler de la perception subjective d'un citoyen du fonctionnement de « sa » démocratie, aucun travail ne se focalise directement sur la perception de cette attitude au niveau de la société (ce que nous appelons la « satisfaction politique perçue »). Pourtant, cela peut nous éclairer sur le « climat normatif » dans lequel les individus évoluent (Cialdini et *al.*, 1990), c'est-à-dire si c'est une attitude positive ou négative envers la démocratie qu'ils perçoivent comme étant la norme généralement approuvée par « les autres ». Enfin, les études psychologiques qui analysent les biais dans les attitudes perçues se sont peu intéressées empiriquement aux attitudes politiques. La satisfaction politique demeure pourtant un indicateur important du rapport des individus au fonctionnement de la sphère politique (Ezrow et

Xezonakis, 2016). En articulant ainsi des pans de littérature de psychologie sociale, de sociologie et de science politique, ce chapitre essaie d'offrir une vision originale et novatrice sur la manière dont les individus sont (in)satisfaits politiquement, qui appelle à les re-contextualiser dans leur rapport aux autres, c'est-à-dire dans leur environnement social et normatif.

2. Approche méthodologique : données, méthode et opérationnalisation

Le présent chapitre s'appuie sur les données récoltées par le projet interuniversitaire RepResent, en charge de l'enquête électorale menée avant et après le triple scrutin belge de 2019. Seules les données collectées lors de la première vague (avril 2019) sont utilisées. Comme dans la plupart des grandes enquêtes (inter)nationales qui adoptent la même mouture, on peut trouver une mesure de satisfaction politique individuelle, mesurée via à la question « classique » : *Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la manière dont la démocratie fonctionne en Belgique* ? Cinq catégories de satisfaction sont ainsi proposées au répondant : *très insatisfait, plutôt insatisfait, ni satisfait-ni insatisfait, plutôt satisfait, très satisfait*. Compte tenu des réflexions et ambitions présentées en amont, il a été décidé d'introduire deux autres questions dans l'enquête électorale de 2019 qui puissent mesurer le degré d'homophilie du réseau personnel des citoyens sur cette même attitude (variable indépendante), et leur perception de cette attitude au niveau de la population (satisfaction politique perçue, variable dépendante).

D'une part, chaque répondant était soumis à une procédure sociométrique de « génération et d'interprétation de noms » (Burt, 1984 ; Crossley et *al.*, 2012) en vue d'obtenir des données liées au réseau personnel[1]. Il devait d'abord fournir le nom de (maximum) cinq personnes particulièrement importantes dans sa vie : *Quand vous pensez aux personnes les plus importantes dans votre vie, qui sont-elles ? Merci d'indiquer les prénoms de maximum 5 personnes*. Le répondant était tenu d'indiquer uniquement les prénoms de personnes adultes, c'est-à-dire âgées de plus de 18 ans. Dans le cas où plusieurs personnes citées portaient le même prénom, il devait indiquer la première lettre du nom de famille pour pouvoir les distinguer dans la seconde phase interprétative. En effet, dans un second temps, la tâche consistait à attribuer un score de satisfaction politique à chacune des personnes nommées.

[1] Les écueils liés à cette procédure, ainsi que les conséquences sur les données utilisées sont présentés dans l'annexe 1.

En vue de pouvoir mettre le niveau de satisfaction du réseau personnel en perspective avec celui de l'individu (et obtenir ainsi une mesure d'homophilie), les questions et les catégories de réponses étaient similaires pour les personnes nommées que pour le répondant lui-même : « *Pourriez-vous indiquer dans quelle mesure chacune de ces personnes est satisfaite (ou non) du fonctionnement de la démocratie en Belgique? »*, avec la possibilité pour chaque personne citée d'indiquer : *très insatisfait, plutôt insatisfait, ni satisfait-ni insatisfait, plutôt satisfait, très satisfait*, ou « *je ne sais pas* ».D'autre part, une question jaugeait dans quelle mesure le répondant percevait satisfait (ou non) la population belge à l'égard du système politique (« satisfaction politique perçue ») : « *Selon vous, combien de citoyens sont mécontents et combien sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie en Belgique ? Pouvez-vous estimer le pourcentage de citoyens mécontents et le pourcentage de citoyens satisfaits ? »* Au bas de l'énoncé, le répondant devait donc fournir des proportions chiffrées, soit un certain pourcentage de citoyens satisfaits, insatisfaits, ou indifférents (réponses : *__% citoyens satisfaits*, *__% citoyens insatisfaits*, *__ % citoyens ni satisfaits ni insatisfaits*). La somme devait faire 100 % pour pouvoir continuer.

Les informations relatives à ces trois questions ont été isolées du reste de l'enquête électorale, nettoyées et retravaillées dans une base de données spécifique en vue de mener les différentes analyses quantitatives proposées tout au long du chapitre.

3. La satisfaction politique perçue : « faux consensus » ou « fausse unicité » ?

En commençant par regarder à l'agrégé (voir tableau 7.1), les répondants perçoivent la population belge légèrement plus insatisfaite (35,3 % en moyenne) que satisfaite politiquement (34,4 %). En outre, les catégories de satisfaction politique « perçue » sont estimées de manière plutôt proche de celles qu'on peut mesurer plus objectivement sur l'échantillon représentatif de répondants. On note toutefois que les répondants tendent bien à surestimer d'abord la partie de la population satisfaite (+6,6 % en moyenne), ensuite celle insatisfaite (+3,2 %) et enfin à sous-estimer grandement les indifférents (respectivement -9,8 % en moyenne). Ceci suggère que des biais existent dans la manière dont les Belges perçoivent la satisfaction politique de leurs concitoyens, et ce envers l'un ou l'autre pôle (positif ou négatif). Mais cela signifie-t-il pour autant que les personnes (in)satisfaites perçoivent plus de (in)satisfaction au sein de la société que la moyenne, comme la théorie de la projection sociale suggère implicitement ?

Tableau 7.1. Distribution de la satisfaction politique perçue et objective (individuelle agrégée)

Satisfaction politique	Perçue	Objective	Différence
	(% moyen exprimé)	(sur base de l'échantillon, en % de répondants)	
Satisfait	34,4	27,8	+6,6
Indifférent	30,3	40,1	-9,8
Insatisfait	35,3	32,1	+3,2

Introduire la satisfaction individuelle des répondants permet d'y voir plus clair sur le phénomène potentiellement à l'œuvre. En effet, un simple test statistique bi-varié (*ANOVA*) entre la satisfaction politique individuelle et celle perçue pour la société (présenté dans le tableau 7.2) montre que l'effet qui semble s'appliquer ici est avant tout de « faux consensus ». Les chiffres pointés en gras dans le tableau 2 suggèrent une tendance pour chacun des groupes de satisfaction à se surestimer au sein de la société. Par exemple, les individus satisfaits estiment que presque 46,9 % de la population est satisfaite, soit largement plus que la moyenne pour tous les répondants (34,4 %). Dans une certaine mesure, cette observation tend à confirmer que l'effet de sur estimation d'une attitude au niveau de la population, ou le phénomène de « faux consensus », semble pouvoir être attribué aux attitudes individuelles, qui biaisent la perception de la fréquence de cette attitude parmi les autres. Concentrer son attention sur la projection des attitudes individuelles est donc un bon point de départ pour comprendre les effets de sur estimation de la (in)satisfaction politique dans la société.

Tableau 7.2. Satisfaction politique individuelle vs satisfaction politique perçue

	N	% population satisfaite	% population indifférente	% population insatifaite
Satisfait	2077	46,9	28,8	24,3
Indifférent	2403	34,5	35,9	29,5
Insatisfait	3007	25,6	26,9	47,5
Total	7487	34,4	30,3	35,3
Anova p value		*0,000*	*0,000*	*0,000*

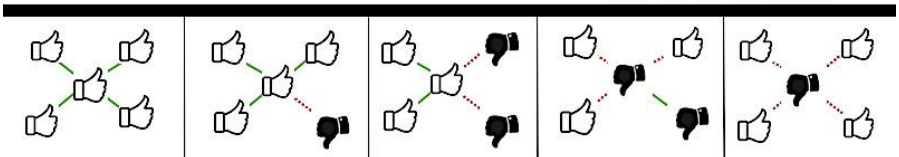
4. Le réseau personnel : l'homophilie

Plutôt que d'explorer les pistes psychologiques de la projection sociale, notre volonté est de proposer une explication sociologique, qui appelle à prendre en compte le caractère homophile (ou non) du réseau social des individus

sur une attitude spécifique, en l'occurrence sur la question de la satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie. L'homophilie, ou cette tendance pour les individus de s'associer dans leurs relations sociales avec d'autres individus qui partagent les mêmes « attributs » ou caractéristiques, est probablement un des phénomènes les plus établis dans les sciences humaines (McPherson et *al.*, 2001). Nous en avions déduit que le fait de sur estimer son groupe de satisfaction devrait être stimulé singulièrement quand l'individu évolue dans un réseau qui adopte des attitudes similaires aux siennes (homophilie), étant confiné dans une sorte de bulle qui renforce la perception que « tout le monde dans la population est satisfait ou insatisfait du système comme moi, comme nous ». À l'inverse, un réseau plus hétéroclite, où l'individu est en contact avec d'autres niveaux de satisfaction, pourrait modérer cet effet et mener à une perception moins biaisée et polarisée de cette attitude au sein de la population. Pour l'analyse, le degré d'homophilie du réseau personnel des répondants sur la satisfaction politique est mesuré grâce à un indicateur de similarité proposé en analyses de réseaux sociaux personnels (Crossley et *al.*, 2015 ; Perry et *al.*, 2018).

Figure 7.1. Opérationnalisation de l'indice d'homophilie

L'**indice d'homophilie** de Krackhardt & Stern $= \frac{E - I}{E + I}$ où E = liens externes ····· I = liens internes ——

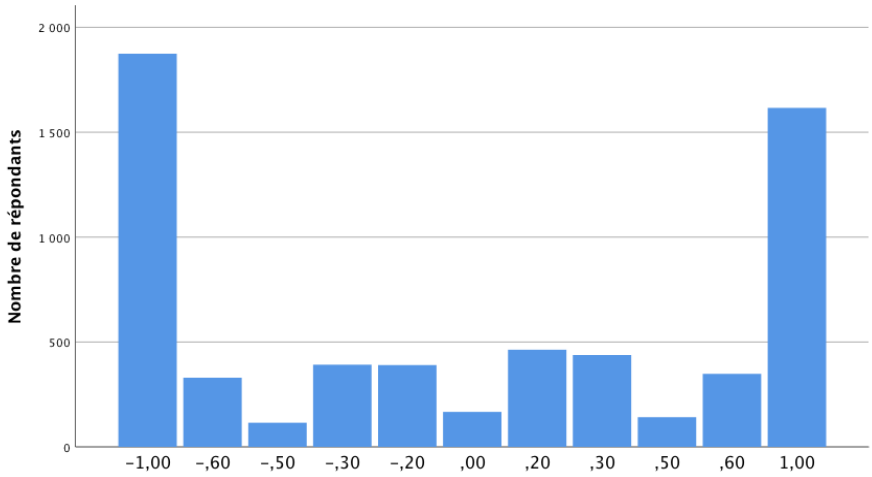


Réseau parfaitement homophile	Réseau partiellement homophile	Réseau ni homophile, ni hétérophile	Réseau partiellement hétérophile	Réseau totalement hétérophile
E = 0 ; I = 4	E = 1 ; I = 3	E = 2 ; I = 2	E = 3 ; I = 1	E = 4 ; I = 0
$\frac{0-4}{0+4} = \frac{-4}{4}$	$\frac{1-3}{1+3} = \frac{-2}{4}$	$\frac{2-2}{2+2} = \frac{0}{4}$	$\frac{3-1}{3+1} = \frac{2}{4}$	$\frac{4-0}{4+0} = \frac{4}{4}$
-1	**-0,5**	**0**	**0,5**	**1**
L'attitude positive d'*ego* est totalement majoritaire dans son réseau: la satisfaction est partagée par l'ensemble des *alters*	L'attitude positive d'*ego* est partiellement majoritaire dans son réseau: la satisfaction est partagée par une majorité des *alters*, mais pas par tous	L'attitude positive d'*ego* n'est ni majoritaire, ni minoritaire dans son réseau: il y a autant d'*alters* satisfaits qu'insatisfaits	L'attitude négative d'*ego* est partiellement minoritaire dans son réseau: l'insatisfaction est partagée par une minorité des *alters*	L'attitude négative d'ego est totalement minoritaire dans son réseau: aucun *alter* n'est insatisfait comme lui

L'indice de similarité de Krackhardt et Stern met en perspective l'attribut d'un individu (*ego*), en l'occurrence la satisfaction politique d'un répondant, avec celui de chacun des membres du réseau (*alters*), soit la satisfaction de chacun des *alters*, mesuré via la même échelle de satisfaction (que nous avons simplifiée en trois catégories : satisfait, insatisfait ou indifférent). Dans la formule présentée dans la figure 7.1, « E » correspond au nombre de liens « ex-

ternes », c'est-à-dire qui relient le répondant (*ego*) aux *alters* qui appartiennent à un groupe de satisfaction différent du sien. « I » réfère au nombre de lien « internes », soit ceux qui relient le répondant (*ego*) aux membres du réseau (*alters*) qui sont dans le même groupe de satisfaction que le sien. L'indicateur est continu. Il va de la valeur extrême négative de « -1 » quand un réseau est parfaitement homophile sur une attitude (situation fictive où le réseau est totalement satisfait présentée tout à gauche dans l'illustration de la figure 7.1), c'est-à-dire que tous les *alters* ont la même attitude qu'*ego* (soit satisfait, insatisfait ou indifférent), à « +1 » pour une configuration totalement inverse (*ego* diffère de tous ses *alters*). Dans l'intervalle, comme schématisé dans la figure 7.1, les réseaux prennent des formes d'homophilie ou d'hétérophilie partielle, selon le caractère positif ou négatif de l'indicateur. L'indice prend la valeur de « 0 » quand les attitudes du réseau sont parfaitement pondérées, bien que ce ne soit pas souvent le cas ici (voir figure 7.2).

Figure 7.2. Distribution de l'indice d'homophilie



En effet, la distribution proposée dans la figure 7.2 indique qu'un peu près un tiers des réseaux personnels mesurés dans l'enquête atteignent un score d'homophilie parfaite (-1) sur la question de la satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie. Cela veut dire que plus de 30 % des répondants (N=1874) tendent à faire face totalement au même niveau de satisfaction que le leur dans leur réseau de proches. À l'inverse, 25,8 % des réseaux personnels (N=1616) apparaissent totalement hétérophiles en matière de satisfaction politique (+1), dévoilant dans ce cas une grande hétérogénéité.

Au final, l'indice arrive rarement à une valeur nulle. Ce n'est le cas que pour le réseau personnel de 2,7 % des répondants (N=167), signifiant que très peu de personnes sont exposées de manière équilibrée aux trois groupes de satisfaction. Compte tenu de la distribution biaisée vers les deux valeurs extrêmes, il est apparu pertinent que cet indicateur continu soit recodé en catégories pour l'analyse, et ce notamment aussi en vue de faciliter les interprétations. D'une part, les répondants ont été assignés à différents groupes selon que leur score sur l'index était négatif (réseau homophile – ou à tout le moins partiellement : l'attitude d'*ego* domine et est majoritairement partagée dans le réseau – à gauche dans les figures 7.1 et 7.2) ou positif (réseau hétérophile – ou à tout le moins partiellement : l'attitude d'*ego* est minoritaire et peu voire pas partagée dans le réseau – à droite dans les figures 7.1 et 7.2). D'autre part, il était également intéressant de prendre en compte sur quelle catégorie de satisfaction l'homophilie se développait (ou non). Les sous-groupes ont donc aussi été formés en fonction des attitudes positives, négatives ou neutres sur lesquelles la (dis)similarité s'appliquait[2].

5. Analyse : du « faux consensus »… mais aussi de la « fausse unicité »

Un premier travail d'analyse bivariée permet de jauger comment l'homophilie pourrait œuvrer à renforcer (ou non) la surestimation de la satisfaction ou de l'insatisfaction dans la population. Le tableau 7.3 donne du crédit à notre hypothèse de départ (voir les chiffres en gras). En effet, il apparaît que les personnes s'appuyant sur un réseau homophile tendent dans une plus large mesure que ceux disposant d'un réseau hétérophile à projeter un biais de satisfaction dans la population en faveur de leur attitude personnelle, qui est aussi celle dominante dans leur réseau. Ainsi, les individus satisfaits entourés uniquement de personnes satisfaites perçoivent une proportion moyenne de citoyens satisfaits de 41,5 %, alors qu'elle n'est que de 29,7 % pour ceux satisfaits entourés d'autre(s) groupe(s) de satisfaction. La différence est plus grande encore pour les insatisfaits. Ceux disposant d'un réseau homophile perçoivent en moyenne 52 % de la population insatisfaite. Par contre, pour les individus insatisfaits exposés aux autres groupes de satisfaction, la proportion moyenne d'insatisfaction dans la population tombe à 32,4 %. L'écart parmi les indifférents est moins marqué que pour les deux autres catégories de satisfaction.

---

[2] Le tableau fourni dans l'annexe 2 expose la distribution des répondants selon cette nouvelle classification.

Si on tente de lire ces premiers résultats à l'aulne de nos schémas théoriques, l'homophilie apparait comme étant un facteur qui peut stimuler l'effet de « faux consensus », c'est-à-dire de pousser les individus à penser normativement que tout le monde est (in)satisfaite comme eux. Cela apparaît très clairement quand on scrute la différence par rapport aux proportions moyennes mesurées sur tout l'échantillon (avant-dernière ligne « total » du tableau 5.3). Les individus qui ont un réseau totalement satisfait tendent en moyenne à sur estimer de 7 % la satisfaction dans la population. Cette valeur fait plus que doubler (+16 %) pour ceux qui ont un réseau entièrement insatisfait. Ceci suggère donc bien que l'homophilie pourrait contribuer à générer de la projection sociale et une vision « de faux consensus », d'autant plus polarisante en faveur de sa propre pensée quand elle concerne des attitudes négatives à l'égard de la démocratie. Ainsi, les personnes insatisfaites enfermées dans un environnement social proche qui valide leur attitude négative pensent que leur ressentiment est la norme majoritairement partagée aussi par le reste de la population.

Comme attendu, l'analyse montre aussi qu'être exposé aux autres groupes de satisfaction (soit un réseau hétérophile) tend à modérer l'effet de « faux consensus » (sur estimation en faveur de l'attitude individuelle beaucoup moins importante). Mais ce qu'elle met également en avant (chiffres en gras italique dans le tableau 5.3) est que les individus qui évoluent dans un réseau personnel plus hétérogène ont tendance à sous-estimer leur propre groupe de satisfaction dans la population et à surestimer le groupe opposé (dominant et majoritaire dans leur réseau), rappelant une configuration de « fausse unicité » épinglée dans le préambule théorique. Ainsi, si on tient compte de la marge par rapport à la moyenne mesurée pour tout l'échantillon (avant-dernière ligne du tableau 7.3), une personne insatisfaite exposée majoritairement à l'autre groupe de satisfaction aura plutôt tendance à légèrement surestimer la proportion de satisfaits (37,4 % vs 34,4 %) que d'insatisfaits (32,4 % vs 35,3 %) dans la population. Elle ne projette donc pas sa propre attitude sur la société, mais va conformer la norme perçue pour la population à l'attitude dominante dans son réseau proche. La surestimation de l'autre groupe semble être encore plus fort pour les individus satisfaits exposés majoritairement à l'insatisfaction. Ils tendent à biaiser davantage leur perception de la satisfaction politique non pas en faveur de leur attitude positive (29,7 % vs 34,4 %), mais bien du groupe opposé, c'est-à-dire, des insatisfaits (41,6 % vs 35,3 %). Une situation d'hétérophilie pourrait donc encourager au phénomène de « fausse unicité », où les personnes adoptant un point de vue minoritaire (en l'occurrence dans leur réseau) pensent qu'il l'est également dans la population, et conforme donc leur « climat normatif » à ce qu'ils observent dans leur environnement proche. Dans une certaine mesure, le phénomène de projection pourrait ne pas con-

cerner l'attitude qui domine l'individu, mais bien celle qui domine au sein de son réseau social.

Tableau 7.3. Résultats de l'analyse bivariée

Attitude du répondant	Type de réseau	N	% population satisfaite	% population insatisfaite	% population indifférente
Insatisfait	**Homophile**	1000	22,7(-)	**52,0(+)**	25,3(-)
	Hétérophile	1880	***37,4(+)***	32,4(-)	30,2(-)
Satisfait	**Homophile**	356	**41,5(+)**	30,2(-)	28,3(-)
	Hétérophile	356	29,7(-)	***41,6(+)***	28,7(-)
Indifférent	**Homophile**	723	32,4(-)	32,8(-)	**34,8(+)**
	Hétérophile	938	33,6(-)	33,9(-)	32,5(-)
Total		6275	34,4	35,3	30,3
Anova p value			*0,000*	*0,000*	*0,000*

Note : le signe « + » entre parenthèses signifie qu'il y a une différence positive avec la moyenne mesurée pour tous les répondants (avant-dernière ligne « total »), soit sur estimation. Si la différence est négative, le signe « - » rapporte de la sous-estimation par rapport à la moyenne générale.

En vue de mener une analyse plus robuste qui puisse confirmer le panorama dressé ci-dessus, nous avons construit un modèle de régression statistique multivariée qui cherche à estimer la tendance pour un répondant à sur estimer un groupe de satisfaction politique au sein de la population selon les caractéristiques de son réseau personnel sur cette attitude spécifique. Pour chaque groupe de satisfaction estimé, nous avons considéré la distance entre la proportion perçue individuellement et celle perçue par tous les répondants. Par exemple, un répondant qui aurait indiqué 52 % de population insatisfaite aura une distance positive de +16,7 % par rapport la moyenne agrégée (35,3 % de population insatisfaite pour tous les répondants), ce qui signifie qu'il sur estime cette attitude négative au sein de la population, à tout le moins plus que la moyenne. Cela permet ainsi de mesurer de manière continue la magnitude positive ou négative du biais de perception d'un individu sur chacune des catégories de satisfaction, soit les trois variables dépendantes du modèle de régression linéaire multivariée (voir l'annexe A.3 pour la distribution). Du côté des variables explicatives, il s'agit principalement de notre mesure d'homophilie des réseaux personnels, recodée en catégories selon le groupe de satisfaction sur lequel la (dis)similarité s'appliquait (annexe A.2 pour la distribution). Quatre variables sociodémographiques de contrôle sont aussi intégrées dans le modèle, pour vérifier si des variations émergent sur le profil sociologique des individus : l'âge, le genre, le niveau d'éducation, ainsi que la région de résidence.

Si les attentes et constats posés en amont se vérifient, nous devrions observer dans notre modèle de régression (1) que les individus disposant d'un réseau homophile sur estiment leur propre groupe de satisfaction (coefficients positifs dans le tableau), soit un effet de « faux consensus », alors que (2) ceux avec un réseau hétérophile sous-estiment leur propre groupe de satisfaction (coefficients négatifs), soit un effet de « fausse unicité ». Compte tenu des descriptions préalables, on peut également s'attendre à observer un effet moins important pour la catégorie « neutre », qui servira donc de référence, mais aussi et surtout un impact significatif du réseau personnel sur la perception d'attitude négative.

Tableau 7.4. Résultat de l'analyse multivariée

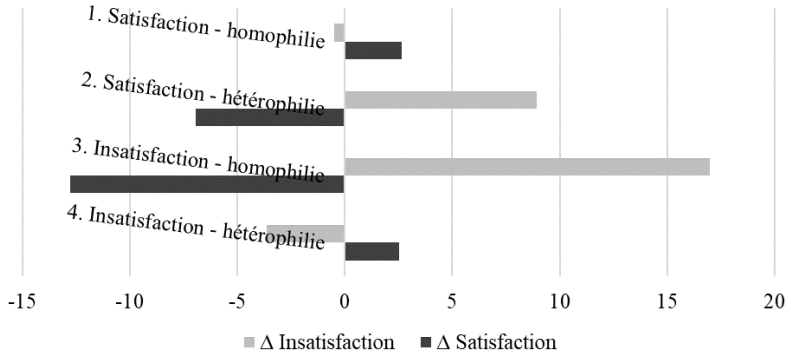
Attitude	Réseau	Contrôle	Satisfaction	Indifférence	Insatisfaction
Insatisfaction	Homophile		*-10,333****	*-6,898****	**17,231*** **
	Hétérophile		3,471***	-2,250***	-1,221
Satisfaction	Homophile		**7,364*** **	*-4,159****	*-3,204****
	Hétérophile		-4,170***	-3,789***	7,960***
Indifférence	Homophile		*-1,125*	**2,369*** **	*-1,244*
	Hétérophile (ref.)				
		Âge	0,007	0,013	-0,020
		Genre	-3,824***	1,365***	2,459***
		Éducation	0,588**	-0,047	-0,541*
		N	6275	6275	6275
		R^2			

L'analyse multivariée confirme le panorama général présenté jusqu'ici. D'une part, il apparaît statistiquement que l'homophilie est un facteur de nature sociologique qui peut expliquer pourquoi les citoyens développent des perceptions biaisées de la satisfaction politique en faveur de leur propre attitude, soit un effet de « faux consensus ». Pour les trois groupes de satisfaction, les personnes avec des réseaux homophiles sur estiment davantage que la moyenne l'occurrence de leur propre attitude dans la population (coefficients positifs en gras dans le tableau 7.4). Si la valeur du coefficient indique un effet légèrement positif pour les indifférents (2,369), l'impact est plus marqué pour les satisfaits (7,364) et davantage encore pour les insatisfaits (17,231). Le modèle confirme les attentes en montrant également qu'ils tendent dès lors aussi à sous-estimer les autres groupes de satisfaction (coefficients négatifs en italique). Cela indique donc bien qu'un individu qui a un réseau composé (quasi-) entièrement de personnes qui partagent le même point de vue que lui sur le fonctionnement de la démocratie va sensiblement plus penser que son point de vue est aussi la norme au niveau de la population. L'analyse met en avant

que cet effet de « faux consensus » est particulièrement pertinent pour les attitudes négatives (coefficient le plus élevé). Quand la « bulle » enferme un individu qui partage avec les membres de son réseau la caractéristique d'être critique à l'égard du système politique, il aura beaucoup plus tendance qu'un individu satisfait ou indifférent dans la même configuration à projeter sa négativité, soit sa propre attitude, sur une majorité de la société (perception que « tout le monde est insatisfait comme moi »). L'homophilie semble donc bien jouer le rôle d'amplificateur et d'exacerbation des attitudes individuelles que nous lui avions prédit, surtout quand le phénomène concerne des attitudes négatives.

D'autre part, la perspective « en réseau » proposée dans ce chapitre nous ouvre aussi les yeux sur le phénomène de projection inverse, de « fausses unicités », que nous n'avions pas prévu initialement d'aborder. Des premières analyses descriptives, nous avions vu en effet que certains individus tendent en fait à sous-estimer leur propre attitude quand leur réseau est hétérogène. Du modèle, il apparait que l'hétérophilie soit bien en mesure de pouvoir expliquer ce phénomène de « fausse unicité » et la propension pour des individus qui sont minoritaires dans leur réseau et donc exposés majoritairement au groupe de satisfaction opposé à biaiser leur perception de la population en la faveur de ce dernier. Ainsi, le modèle démontre qu'un réseau où l'insatisfaction du répondant est minoritaire le pousse à sous-estimer sa position dans la société (coefficient négatif : -1,221 ; quoi que non significatif) et à sur estimer la proportion de citoyens satisfaits (coefficient positif et significatif : 3,471). A l'inverse, et l'effet est plus fort encore que le précédent d'après les coefficients de régression, un réseau où la satisfaction d'*ego* est minoritaire mène à fortement sous-estimer la satisfaction (coefficient négatif et significatif : -4,170) et à sur estimer l'insatisfaction (7,960) dans la population, projetant alors plutôt l'attitude dominante de son réseau personnel. Force est de constater, à nouveau, que l'effet du réseau personnel apparaît sensiblement plus fort (si on en suit les coefficients de régression et les moyennes marginales présentées dans la figure 7.3) quand l'attitude dominante dans l'environnement proche est négative à l'égard du système politique. Ainsi, une personne satisfaite entourée majoritairement de personnes insatisfaites « souffre » plus du « syndrome » de la « fausse unicité » que dans la situation inverse. En outre, cela démontre également que le phénomène de projection sociale ne peut pas tout expliquer. Les individus ne font pas que simplement projeter leurs attitudes individuelles sur l'ensemble de leurs concitoyens quand on leur demande. Les biais de perceptions de la réalité politique et de son fonctionnement peuvent être déterminés aussi par les normes dominantes au sein de leur réseau social proche.

Figure 7.3. Moyennes marginales de sur et sous estimation de la satisfaction politique perçue



Note : à droite = différence positive = surestimation ; à gauche = différence négative = sous-estimation.

Tableau 7.5. Résumé des principaux résultats

1. Satisfaction homophilie	Faux consensus (léger)	Plus un individu satisfait est entouré de personnes satisfaites comme lui (homophilie), plus il sur estime (légèrement, de 2,65 % en moyenne) la satisfaction dans la population.	L'homophilie renforce la projection sociale des attributs individuels (dominant dans le réseau également).
2. Satisfactio hétérophilie	Fausse unicité (forte)	Plus un individu satisfait est entouré de personnes insatisfaites (hétérophilie), plus il sous-estime son propre groupe et sur estime les insatisfaits dans la société (+8,9 % en moyenne), conformant la norme perçue pour la population à celle dominante dans son réseau de proches.	L'hétérophilie encourage la projection sociale des attributs dominants dans le réseau de proches.
3. Insatisfaction homophilie	Faux consensus (fort)	Plus un individu insatisfait est entouré de personnes insatisfaites comme lui (homophilie), plus il sur estime (fortement, +17 % en moyenne) l'insatisfaction dans la population.	L'homophilie renforce la projection sociale des attributs individuels (dominant dans le réseau également).
4. Insatisfaction hétérophilie	Fausse unicité (légère)	Plus un individu insatisfait est entouré de personnes satisfaites (hétérophilie), plus il sous-estime son propre groupe et sur estime (légèrement, +2,5 % en moyenne) les satisfaits dans la société, conformant la norme perçue pour la population à celle dominante dans son réseau de proches.	L'hétérophilie encourage la projection sociale des attributs dominants dans le réseau de proches.

Des variables de contrôle, il apparaît d'abord que les hommes tendent plus que les femmes à surestimer l'insatisfaction et l'indifférence dans la population (coefficients positifs) et dès lors à sous-estimer la satisfaction (coefficient négatif). Ce n'est pas étonnant vu que les hommes sont de manière générale moins satisfaits individuellement (Hansen et Goenaga, 2019) et dès lors plus susceptibles de projeter cette attitude négative sur la société. En outre, cela pourrait aussi signifier que l'amplification du phénomène de projection sociale par l'homophilie est plus importante chez les hommes, et dès lors qu'ils sont plus sujets au phénomène d'enfermement, d'isolement, ou de confinement dans des « bulles » que les femmes. Ensuite, en ce qui concerne le niveau d'éducation, plus il est élevé, plus la satisfaction est surestimée (coefficient légèrement positif et significatif : 0,588) et l'insatisfaction sous-estimée (coef-

ficient légèrement négatif et significatif : -0,541). Ce n'est pas étonnant non plus quand on sait que les personnes qui ont un niveau de diplôme moins élevé sont généralement aussi moins satisfaites du système politique (Anderson et Guillory,1997), et donc moins susceptibles de projeter de la satisfaction. Cela pourrait suggérer que l'amplification de la projection de la satisfaction par l'homophilie touche avant tout les personnes les mieux éduquées, alors que le biais en faveur de l'insatisfaction est encouragé chez les personnes avec un niveau d'éducation moins élevé. Enfin, la variable « âge » ne ressort pas comme étant statistiquement significative, soulignant bien que l'effet du réseau social personnel prévaut en toute circonstance.

6. Discussion des résultats

Au final, deux grands enseignements ressortent de notre analyse et peuvent être discutés à l'aulne de leurs implications pour l'étude du ressentiment politique. Premièrement, l'homophilie peut expliquer pourquoi certains individus tendent à percevoir de manière plus importante que d'autres le fait que la population partage le même ressenti négatif qu'eux envers la démocratie. Plus je suis entouré(e) de personnes qui sont (in)satisfaites comme moi, plus je vais projeter cette même (in)satisfaction sur la société et biaiser mes perceptions en faveur de mon groupe d'appartenance, dominant également dans mon réseau. On parlera alors d'un effet de « faux consensus » encouragé par l'homophilie de mon réseau : tout le monde autour de moi partage la même position que la mienne, alors je pense que cette position est majoritaire dans la société. Nous avons souligné que l'effet statistique d'une telle configuration était plus fort quand le réseau regroupait des insatisfaits que des satisfaits. Cela signifie donc que l'homophilie affecte grandement la perception négative du système politique, en contribuant à l'ériger comme « la » norme pour certains individus. Plus que ceux indifférents ou satisfaits, quand des individus mécontents ont un réseau social homophile, ce dernier joue une sorte de « chambre d'écho » (*echo chamber*) qui légitime et renforce leur propre position et les pousse donc à projeter cette négativité sur une majeure partie de la société. Ce phénomène qui est souvent mis en lumière sur les réseaux sociaux en ligne existe donc également dans les réseaux sociaux « hors ligne », la dynamique des plateformes sociales en ligne ne faisant très certainement que le galvaniser.

Deuxièmement, l'analyse propose des résultats intéressants aussi par rapport à l'hétérogénéité des réseaux personnels. L'hétérophilie peut en fait expliquer pourquoi certains individus (1) ont des vues plus représentatives ou pondérées d'une attitude dans la société et (2) ne projettent pas toujours leur propre attitude sur la population. En effet, plus je suis dans un réseau où ma position est

minoritaire, moins l'effet de distorsion et de projection de mon propre niveau de satisfaction est important. Je tends par contre à développer une vision polarisée et biaisée vers l'autre groupe de satisfaction, majoritaire dans mon réseau. On peut parler alors d'un effet de « fausse unicité » généré par l'hétérophilie du réseau personnel. Cet effet est plus fort pour les réseaux où la satisfaction apparait comme une position marginale et l'insatisfaction celle dominante. Plus l'environnement social d'un individu est donc biaisé en faveur d'attitudes négatives, alors que lui même adopte une attitude positive minoritaire, plus il va tendre penser que la population partage un ressenti négatif différent du sien, conformant le climat normatif perçu pour toute la société à celui exprimé dans son entourage proche. De manière intéressante, cela signifie que le réseau social d'un individu peut affecter la perception (à la hausse) du ressentiment politique dans la société, même si cette personne ne partage pas pour autant cette insatisfaction personnellement.

Pour conclure, plus généralement, les effets de l'homophilie et de l'hétérophilie peuvent expliquer des distorsions dans les perceptions de la présence d'attitudes dans la population, tant de sur estimation que de sous estimation, qui avaient été abordées de manière indépendante dans les théories cognitives ou motivationnelles existantes (Van Boven et *al.*, 2012). En outre, dans les deux configurations, qu'ils s'agissent finalement de surestimation ou de sous-estimation du groupe d'appartenance, les perceptions sont toujours, en fait, biaisées en faveur de l'attitude dominante dans le réseau personnel, corroborant plus généralement l'idée qu'il est opportun de prendre en compte les caractéristiques du réseau social des individus, car ils peuvent expliquer leurs biais de perceptions de la société, à contre-courant parfois de ce que les attributs individuels auraient pu prédire dans une perspective de pure projection (*cf.* effet de l'hétérophilie qui mène à favoriser le groupe opposé et sous-estimer le groupe d'appartenance). En outre, de manière générale, l'effet statistique du réseau personnel apparaît plus fort quand l'attitude dominante et majoritaire dans le réseau d'un individu est négative. Plus que l'image d'une démocratie qui fonctionne, la perception que la société pense le système politique comme étant défaillant semble ne pas se former en vase clos, mais bien en relation directe avec les personnes proches qui nous entourent. Dès lors, dans un contexte où la désillusion politique est grandissante, il apparaît crucial de mieux comprendre comment la structure de l'environnement social des individus œuvre à la diffusion et la perpétuation des perceptions négatives du fonctionnement démocratique.

7. Conclusion

L'objectif de ce chapitre était de questionner comment le réseau social personnel d'un individu peut biaiser sa manière de percevoir si la société est satisfaite ou non du système politique en place (« satisfaction politique perçue »). Nous nous sommes intéressés à la perception de cette attitude spécifique parce qu'elle constitue un indicateur au cœur de l'évaluation du bon fonctionnement de nos démocraties représentatives, mesurant la légitimité (perçue) des institutions auprès des autres concitoyens. Si on interroge très fréquemment un individu sur « sa » démocratie, on le fait beaucoup moins sur ce qu'il pense être celle des autres. Or, cela pourrait bien être déterminant pour comprendre les *a prioris* normatifs négatifs et positifs à l'égard de la démocratie et leur diffusion parmi les individus.

Notre analyse a bien confirmé que les biais d'appréciation de la (in)satisfaction politique au sein la population peuvent être attribués, en fait, des biais dans la structure du réseau social personnel des individus. L'homophilie tend à générer des distorsions importantes dans la perception des individus en faveur de leur propre groupe de satisfaction. En effet, plus un individu partage avec son réseau personnel la caractéristique d'être (in)satisfait(e) du système, plus il ou elle tend à penser que la population est, de manière prédominante, (in)satisfait(e) du système comme lui, l'homogénéité du réseau renforçant l'idée que cette position est la norme majoritaire dans la société. L'effet est apparu statistiquement plus marqué quand l'homophilie coïncidait avec l'attitude négative (insatisfaction), démontrant bien qu'elle est particulièrement efficace pour l'amplification *d'a priori* négatif par rapport à la démocratie représentative. Au contraire, l'hétérophilie tend à modérer l'effet de projection sociale, de surestimation de ses propres attributs (« faux consensus »), voire même à l'annihiler. Ces personnes tendent non pas à surestimer leur propre groupe de satisfaction, mais bien à le sous-estimer, tout en percevant à la hausse le groupe opposé, renseignant sur un effet de « fausse unicité » qui n'apparaît pas dans une lecture purement cognitive de projection des attitudes individuelles. Les individus en contact avec d'autres niveaux de satisfaction que le leur adopte donc une vision qui n'est pas moins « polarisante » de la satisfaction dans la société. Ils surestiment et projettent plutôt l'attitude majoritaire de leur réseau dans leur évaluation de la société. À nouveau, l'effet s'est montré particulièrement substantiel quand le groupe dominant et majoritaire dans le réseau hétérogène était l'insatisfaction, montrant bien que la structure des réseaux sociaux des individus est particulièrement pertinente à prendre en compte quand on s'intéresse à la formation des perceptions négatives du système politique.

Tous des insatisfaits ? Cette perception est l'apanage principalement de personnes insatisfaites, quand elles sont enfermées dans des « bulles » négatives, où le ressentiment négatif à l'égard du système politique s'érige comme la norme. Le chapitre permet toutefois de nuancer l'idée que toutes les personnes ayant des attitudes négatives envers la démocratie vont automatiquement projeter cette négativité sur leurs concitoyens. Le ressentiment politique peut aussi être perçu de manière significative par des individus satisfaits, mais dont la satisfaction est alors une position minoritaire dans leur environnement social proche. Ils sont dès lors influencés dans leur évaluation de la société par l'attitude dominante de leurs paires. Dans l'autre sens, certaines personnes insatisfaites perçoivent peu de ressentiment dans la population, car exposées principalement à des personnes satisfaites politiquement dans leur milieu proche. À l'avenir, les implications des résultats de cette recherche seront creusées au regard de ce qu'ils nous disent sur le comportement politique des citoyens dans les urnes, mais aussi en dehors.

Chapitre 8
Comportement électoral, identité, autonomie, solidarité et contact interrégional

Min Reuchamps
Lieven De Winter
Jérémy Dodeigne
Dave Sinardet
Peter Thijssen

Les résultats des élections de 2019 ont, comme d'habitude, été interprétés différemment par les partis politiques, les analystes et les commentateurs. Certains affirment que le vote combiné de la N-VA et du Vlaams Belang (VB), qui ont atteint ensemble plus de 40 des électeurs flamands, était un choix pour le nationalisme flamand et plus particulièrement un appel à une forme de « confédéralisme ». Selon une autre interprétation, la défaite de la N-VA et la montée spectaculaire du VB sanctionnent la décision de la N-VA de mettre en veilleuse pendant cinq ans toute réforme de l'État. En fait, la politique belge est souvent interprétée comme étant largement motivée par des sentiments identitaires, des préférences d'autonomie et des revendications de solidarité. Beaucoup ont également souligné la montée en flèche de la question de l'immigration déclenchée par la crise dite des réfugiés. D'autres ont mis en cause les piètres performances des gouvernements fédéral et flamand en place, tant en termes de résultats politiques que de style de prise de décision. Ces éléments de cadrage sont essentiels pour comprendre le comportement des élites, mais ils pourraient également expliquer le comportement des citoyens en matière de vote et le comportement des élites dans la formation des gouvernements. Dans ce chapitre, nous allons tester empiriquement comment les attitudes vis-à-vis de la réforme de l'État, et les sentiments identitaires, les opinions en matière de solidarité ainsi que les contacts interrégionaux expliquent le vote aux élections fédérales de 2019.

Pour ce faire, nous nous appuyons ici sur une riche tradition de recherche concernant l'évolution des identités et des préférences en matière d'autonomie en Belgique (p. ex. Sinardet, De Winter, Dodeigne, Reuchamps, 2018). Toutefois, dans cette tradition, l'étude des opinions à propos de la solidarité et des contacts interrégionaux a jusqu'à présent été distincte, même si certaines études empiriques récentes ont examiné l'impact des contacts interrégionaux sur le soutien à la poursuite de la fédéralisation (Thijssen, Sinardet et Dandoy, 2015 ; Thijssen, Arras et Sinardet, 2018). Les indicateurs de contact interrégional et les opinions en matière de solidarité seront donc intégrés dans l'analyse, car ils pourraient être des facteurs clés pour expliquer le comportement de vote dans un pays multinational comme la Belgique. Mais avant de passer à la présentation de ce cadre théorique, nous revenons d'abord sur la lecture typique des succès et des défaites aux élections de 2019.

1. Éléments objectifs et subjectifs d'analyse des succès et défaites lors des élections fédérales de 2019

Comme souvent, les résultats des élections fédérales et régionales de 2019 ont fait l'objet de différentes interprétations de la part des partis politiques et des analystes. Cet article vise à mettre en lumière la validité empirique de l'une de ces interprétations/cadres : la politique belge est largement animée par des sentiments identitaires, des préférences d'autonomie et des opinions divergentes en matière de solidarité, avec des contacts interrégionaux entremêlés.

Les victoires ou les défaites électorales ne sont pas seulement déterminées par les résultats objectifs des élections : c'est-à-dire l'augmentation ou la diminution de la part des voix ou du nombre de sièges des partis, les votes préférentiels des candidats, l'ordre de classement des partis (bataille pour être le plus grand), etc. Souvent, les victoires ou les défaites sont des événements – même imaginaires – qui se construisent en fonction de la façon dont sont présentés des résultats objectifs, mais en suivant des logiques d'interprétation subjective des partis. La forme quantitative de ce cadrage compare souvent les gains de voix, de sièges, dans une circonscription, à un niveau donné (fédéral/régional), par rapport aux résultats précédents ou même par rapport aux sondages, quelle que soit la comparaison la plus positive ou la moins défaitiste. Lorsque, le soir et la nuit du scrutin, les résultats deviennent progressivement clairs, les présidents et les porte-parole des partis ont déjà été informés de manière approfondie (par leurs spécialistes en communication, les experts des partis et les politologues sympathisants). Ils ont préparé les explications les plus adaptées pour les scénarios les plus défavorables ou les

plus favorables. La perte de nombreux votes, mais d'aucun siège sera présentée comme une victoire. Perdre des voix parce qu'un poids lourd historique du parti dans une circonscription donnée ne figure plus sur la liste est présenté comme un accident de parcours attendu, unique et parfaitement acceptable et anticipé. Le fait de rester le plus grand parti au Parlement en dépit des lourdes pertes de sièges est généralement présenté comme une victoire[1].

Ce « quantitative spinning » se fait déjà en partie avant les élections, en comparant les résultats effectifs obtenus aux faibles résultats prévus par les sondages d'opinion[2]. Un chef de parti peut fixer le seuil de réussite si bas (plus de « 10 » % des voix, ou « 30 » voix) qu'on peut s'attendre à ce que le seuil soit dépassé, quoi qu'il arrive[3]. Le contraire se produit lorsque les sondages prédisent qu'un parti donné deviendra le plus grand parti de sa région, ou court-circuitera un autre concurrent important, ou dépassera le seuil électoral (le PvdA en 2014), ou que ce résultat d'enquête est annoncé par la presse et vu par les porte-paroles du parti comme un résultat plausible, et qu'il ne se concrétise finalement pas le jour du scrutin[4].

Les mêmes manipulations se produisent concernant les raisons de ces victoires ou défaites électorales. Ici aussi, les *spin doctors* auront informé les présidents et dirigeants de leur parti la veille du jour des élections et leur auront présenté la liste des principales explications des succès ou des défaites du parti, qui devront être communiquées en direct lors d'interviews et de débats télévisés le soir des élections, aux militants du parti qui attendent au siège du parti pour célébrer l'effort collectif de campagne, aux médias sociaux et à la réunion de l'exécutif du parti national le lendemain matin.

---

1 « Het slechte nieuws is dat we deze verkiezing hebben verloren, dat is helaas klaar en duidelijk. Het goede nieuws is dat wij met kop en schouders de grootste partij van Vlaanderen blijven » (traduction : la mauvaise nouvelle est que nous avons perdu cette élection, malheureusement c'est évident. La bonne nouvelle, c'est que nous restons la tête et les épaules du plus grand parti de Flandre), Bart De Wever, VRT Debat partijvooorzitters, 26/5/2019.

2 « Er waren ook peilingen die veel erger voorspelden. Dus we gaan niet juichen en we blijven bescheiden » (traduction : certains sondages prédisaient également des résultats bien pires. Nous n'allons donc pas applaudir et nous allons rester modestes), a concédé Gwendolyn Rutten, De Morgen, 26/5/2019.

3 *Cf.* VU leader Bert Anciaux qui espérait que son parti obtienne 300 000 votes aux élections de 1995, et donc moins que les 363 124 obtenus en 1991, leur pire score.

4 Ces pertes créées par les faux espoirs ou les vœux pieux que l'on s'inflige à soi-même se produisent également en ce qui concerne le succès et la défaite pour certains hommes et femmes politiques. Tel est le cas si l'on s'engage dans « une bataille pour le 16 », et que l'on obtient ensuite un résultat médiocre ce qui délégitimise cette revendication. On peut ainsi se transformer en perdant, ce qui n'aurait pas été le cas si l'on ne s'était pas engagé dans une telle « horse race » (*cf.* la présidente de l'Open Vld Rutten qui s'est profilée pendant la campagne comme candidate au poste de Premier ministre fédéral).

La victoire s'explique souvent par le fait que le parti a présenté, à juste titre, un programme politique qui correspondait le mieux aux préférences politiques des électeurs. On peut ajouter à cela que les électeurs étaient satisfaits des réalisations du parti lorsqu'il participait au gouvernement en place, légitimant ainsi le bilan gouvernemental du parti et de ses ministres. Le cadrage des pertes électorales est tout aussi important. Les dirigeants vaincus intelligents interpréteront même leur défaite électorale comme une victoire indirecte, par exemple comme une victoire de leur « cause », mais malheureusement détournée par un autre parti.

2. Le vote de 2019 était-il un vote nationaliste en Flandre ?

Comme toujours en Belgique, les résultats des élections de 2019 ont été interprétés de diverses manières par les acteurs des partis et les médias le soir des élections. Comme l'a écrit Dave Sinardet peu après l'élection, en commentant ces différents cadrages : « Le jour de l'élection, il y a toujours deux champs de bataille : les urnes et les studios (de télévision). Dans le premier, le résultat de l'élection prend forme, dans le second, son interprétation »[5].

Le président du parti qui a pu augmenter le plus fortement son score électoral, Tom Van Grieken du VB, a présenté les résultats comme une condamnation claire de la population flamande du cordon sanitaire autour de son parti, et a également souligné l'importance de la question de l'immigration, dans le contexte de la crise des réfugiés, souvent présentée comme une invasion massive et inédite des populations islamiques, les décrivant comme des réfugiés économiques (« chercheurs d'or » à la recherche d'un meilleur avenir matériel), et s'inquiétant de l'islamisation rampante de la culture européenne. Il considère les résultats de son parti comme un important pas en avant vers l'indépendance de la Flandre.

Le CD&V a interprété ses résultats décevants en soulignant la campagne démagogique de la N-VA et du VB sur le pacte de Marrakech et la chute du gouvernement. La présidente du parti Open Vld, Gwendolyn Rutten, a souligné que son parti avait perdu relativement peu face au VB. Groen a souligné que sa faible augmentation des votes constituait cependant sa quatrième victoire électorale consécutive. Le président du SP.A, John Crombez, a expliqué que son score était le plus bas jamais enregistré en soulignant l'honnêteté du parti. D'autres ont mis en cause les piètres performances du gouvernement flamand en place et surtout du gouvernement fédéral, en termes de résultats

[5] Dave Sinardet, « Vlaanderenkoos niet voor confederalisme » (opinie), De Standaard, 01/06/2019.

politiques et de style de prise de décision, présenté comme un « kibbelkabinet », gouvernement de la discorde.

Parmi les hommes politiques, l'une des manipulations les plus remarquables de ce type a été l'affirmation du président de la N-VA Bart De Wever (lors du débat de la nuit des élections de la VRT entre les sept présidents de parti) selon laquelle, malgré une perte électorale de 7 % (aux élections flamandes), la Flandre avait massivement voté « flamand-nationaliste »[6] (si l'on additionne la N-VA au vote du Vlaams Belang). Et que les résultats des élections constituaient un appel clair au confédéralisme. Bart Maddens, un politologue flamand autoproclamé nationaliste et séparatiste (p. ex. la « doctrine Maddens ») a également interprété les résultats des élections comme étant motivés par l'autonomie de la Flandre, car il a vu dans la défaite de la N-VA une sanction gouvernement Michel Ier pour avoir mis la réforme de l'État en suspens pendant 5 ans[7].

Alors que les analyses des changements de vote en 2019 indiquent que le principal bénéficiaire de la défection des électeurs de la N-VA en 2014 était le VB[8], la réforme de l'État ne figurait pas du tout sur la liste prioritaire des électeurs flamands. Même pour les électeurs du VB et de la N-VA, cette thématique comptait parmi les moins importantes (respectivement à la 9e et à la 6e place sur 10 thématiques politiques)[9]. De plus, la majorité des électeurs qui sont passés de la N-VA au VB avaient déjà pris cette décision (bien avant) avant la campagne de 2019.

---

6 « Vlaanderen kiest centrumrechts en rechts. En Vlaams-nationaal, meer dan ooit tevoren », (traduction : la Flandre choisit le centre-droit et la droite. Et, plus que jamais, la dimension nationale-flamande, Bart De Wever, VRT Debat partijvooorzitters, 26/5/2019.

7 « Ook de N-VA deelt in de brokken. Misschien wordt die partij in toenemende mate als een traditionele partij beschouwd. Deelnemen aan de Belgische regering heeft altijd een prijs voor Vlaams-nationalisten. Zeker als zo'n partij haar communautaire programma onder het tapijt veegt », (traduction : la N-VA participe également à ces travaux. Ce parti est peut-être de plus en plus considéré comme un parti traditionnel. La participation au gouvernement belge a toujours un prix pour les nationalistes flamands. Surtout lorsqu'un tel parti balaie son programme communautaire sous le tapis.), De Tijd, 28/5/2019.

8 Ce fut le plus grand changement entre 2014 et 2019 parmi tous les partis belges, lors des élections les plus volatiles en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale : Van Erkel et *al.* (2019) Vote switching in 2019 Changes in federal party preferences 2014-2019, and during the 2019 campaign. Note on the basis of EOS RepResent data.

9 Walgrave et al (2019), Vlamingen en Walen stemden voor verschillende partijen maar verschillen minder van mening over het beleid dat ze willen. Nota op basis van de RepResent-studie ; Walgrave et *al.* (2019), Les Flamands et les Wallons ont voté pour des partis différents le 26 mai – mais leurs avis divergent moins sur les politiques publiques qu'ils souhaitent. Note sur base de l'étude RepResent.

Il convient également de noter que la campagne électorale n'a pas tourné autour des questions communautaires, ce qui rend la dynamique en 2019 similaire à celle des élections précédentes et de leurs suites[10]. Par conséquent, la plupart des électeurs du VB ne se sont pas souciés de la réforme de l'État. La réforme de l'État n'a pas non plus obtenu un score élevé pour les électeurs qui sont passés de la N-VA au VB entre 2014 et 2019. Parmi les électeurs qui sont passés de la N-VA au VB, seuls 2,9 % ont cité la réforme de l'État comme étant la question la plus importante, contre 9,1 % de ceux qui sont restés fidèles à la N-VA. D'autre part, 57,1 % des transferts de la N-VA vers le VB ont cité l'immigration comme le problème le plus important (de loin le problème le plus important parmi les personnes qui ont changé de parti), contre « seulement » 33,9 % de ceux qui sont restés fidèles à la N-VA (qui reste le problème le plus important des personnes qui restent)[11]. Sur l'ensemble des électeurs du VB en 2019, 53 % mentionnent l'immigration comme le problème le plus important, contre seulement 3,2 % qui mentionnent la réforme de l'État. Il est donc peu probable que les gains du VB soient dus à la frustration de la N-VA face à son manque de résultats en matière de « confédéralisme » ou à la popularité croissante des appels du VB en faveur de l'indépendance de la Flandre. Néanmoins, ces interprétations continuent d'affecter la formation du gouvernement flamand et fédéral, en particulier l'appel de la N-VA au confédéralisme comme conclusion logique du choix des électeurs.

3. Et qu'en est-il en Belgique francophone ?

Les interprétations par les partis francophones des résultats électoraux ont certainement été colorées par la remarquable composition du gouvernement sortant. Le seul parti francophone du gouvernement sortant, le MR, dont le leader Charles Michel occupait également le poste de Premier ministre (mais qui comptait sur le soutien électoral d'environ 25 % aux élections de 2014), a interprété sa perte de 5,3 % et 6,2 % des voix wallonnes et bruxelloises respectivement, en soulignant que la perte en pourcentage des électeurs était énorme, mais pas tant en termes de sièges[12] et que « les électeurs de Wallonie

---

[10] « Wat nu gebeurt roept herinneringen op aan de campagne 2007. Ook toen profileerden partijen zich allerminst rond het communautaire (zelfs niet het kartel CD&V/N-VA) maar na de verkiezingen was de enige prioriteit nog een staatshervorming » (traduction : ce qui se passe actuellement rappelle la campagne de 2007. Même à l'époque, les partis ne se profilaient pas du tout dans le communautaire (pas même le cartel CD&V/N-VA), mais après les élections, la seule priorité était encore la réforme de l'État.), Dave Sinardet, « Vlaanderen koos niet voor confederalisme », De Standaard, 01/06/2019.

[11] Sur la base de nos propres calculs.

[12] Sur le plateau du RTL Info 19H, le président du Mouvement Réformateur revient sur les résultats de son parti aux élections fédérales et régionales.

et de Bruxelles nous renouvellent massivement leur confiance »[13]. Le PS, le parti francophone le plus important, a obtenu son score le plus bas depuis l'introduction du suffrage général en 1919. Néanmoins, le chef du PS, Elio Di Rupo, a déclaré que les élections étaient un véritable succès en Wallonie et à Bruxelles, car le PS était le premier parti en Wallonie, le premier à Bruxelles, et donc le premier parmi tous les partis francophones. ECOLO, qui a réalisé des gains importants (9 % à Bruxelles et 6 % en Wallonie, mais moins que prévus par les sondages), a souligné qu'il s'est hissé à la deuxième place à Bruxelles et à la troisième place en Wallonie. Le cdH (« l'éternel » parti pivot du gouvernement depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1999) a fait face à son nadir historique en n'attirant que 11,0 % et 11,7 % des votes wallons et bruxellois respectivement (à ces deux niveaux, une baisse d'environ 4 %). Les dirigeants du CDH ont reconnu cette défaite et ont annoncé que le parti allait se retirer sur les bancs de l'opposition. Le grand bond en avant du PTB, qui a également permis sa première percée en Flandre, s'explique par le porte-parole francophone du parti, le député Raoul Hedebouw, par la « rupture » qu'apporte son programme électoral. Il a également critiqué le fait que tous les autres partis ont déclaré avoir gagné et continuent de faire comme si de rien n'était.

4. Contact, identité, fédéralisme, solidarité et comportement électoral

Ce chapitre vise à aller au-delà des simples analyses numériques de la défaite ou du succès électoral et des interprétations de ces résultats par les partis et les médias. Dans le contexte du cadrage communautaire mentionné ci-dessus par N-VA et VB, nous nous concentrerons sur l'impact des contacts interrégionaux, de l'identité, du fédéralisme, de la solidarité sur le comportement électoral, tout en tenant compte de certains déterminants classiques du vote.

Depuis des décennies, l'opinion publique concernant le processus de fédéralisation en Belgique, notamment en ce qui concerne la répartition des compétences entre les différents niveaux de gouvernement, est étudiée en détail. En outre, l'évolution de ces identités et préférences « ethnique-territoriales » en matière de répartition des compétences est généralement liée à des préférences politiques plus larges (p. ex. le comportement électoral), ainsi qu'à un certain nombre de variables sociodémographiques classiques (voir p. ex. Swyngedouw et Beerten, 1996 ; Frognier, De Winter et Baudewyns, 2007 ; Swyngedouw et Rink, 2008 ; Deschouwer et Sinardet, 2010 ; Sinardet, De Winter, Reuchamps et Dodeigne 2018).

[13] RTBF 27/5/2019, Charles Michel (MR) répond aux questions au lendemain du scrutin.

Une dimension qui a été beaucoup moins étudiée est celle de la communication et du contact entre les groupes linguistiques : la mesure dans laquelle les gens traversent la frontière linguistique – que ce soit physiquement ou par l'utilisation des médias – ainsi que la mesure dans laquelle ils maintiennent des liens personnels avec des personnes qui n'appartiennent pas à leur propre groupe linguistique. Quels sont les profils des personnes qui ont beaucoup ou peu de ces contacts ? Comment ce contact s'est-il développé pendant la période de fortes tensions communautaires et la crise politique de ces dernières années ?

Bien que ces questions soient intéressantes en elles-mêmes, il est sans doute encore plus intéressant d'étudier dans quelle mesure ce contact influence également les identités, les préférences fédérales, les sentiments et les attitudes en matière de solidarité ainsi que le comportement de vote. Par exemple, les personnes qui ont plus de communication et de contacts interrégionaux dans leur vie personnelle ont-elles tendance à accepter davantage le fédéral belge, de sorte qu'elles se sentent plus belges et/ou s'opposent à la poursuite d'une fédéralisation accrue ? Ces contacts sont-ils plus susceptibles de donner des preuves plus solides d'une différence entre les régions, ce qui fait que les personnes ayant de nombreux contacts interrégionaux sont plus susceptibles de se sentir plus flamandes ou wallonnes et/ou d'être en faveur d'une plus grande autonomie régionale ? Et ces contacts influencent-ils le comportement électoral ? La même question pourrait être posée en ce qui concerne les sentiments de solidarité entre les régions. Et ces contacts influencent-ils le comportement de vote ?

Il existe une hypothèse habituelle selon laquelle la survie d'un État fédéral dépend d'un degré substantiel d'identification avec la fédération. La manière dont cette identification se manifeste est moins claire. Selon de nombreux psychologues sociaux, cependant, le contact avec l'autre groupe est crucial à cet égard, bien qu'il y ait moins de consensus sur la direction de l'effet. Certains affirment que l'effet est positif, car les contacts entre les groupes peuvent conduire à la reconnaissance mutuelle et à l'empathie. Par exemple, « l'intergroup contact theory » (introduite en 1954 par Allport dans *The Nature of Prejudice*) soutient que le contact entre différents groupes ethniques et culturels augmente la connaissance mutuelle et réduit les préjugés négatifs (Pettigrew, 1998). Ce n'est pas un hasard si l'empathie mutuelle qui émerge des contacts entre différents groupes ethniques et culturels constitue également le fondement de la « solidarité organique » de Durkheim (Pettigrew, 1998 ; Pettigrew et Tropp, 2008).

Le contact entre les groupes ethniques et culturels est considéré comme le moteur de la substitution de l'identification mécanique avec son propre groupe ethnique et culturel par la solidarité organique qui transcende ces groupes.

En revanche, d'autres chercheurs ont souligné les effets négatifs du contact. Par exemple, la « group threat theory », dont Putnam (2007) est un partisan bien connu, soutient que les contacts entre groupes dans lesquels il existe déjà un certain niveau d'animosité sont susceptibles d'approfondir les préjugés négatifs. L'hypothèse est que les contacts stimulent le sentiment d'être menacé, parce que les membres de l'autre groupe ethno-culturel sont perçus comme des concurrents pour des ressources rares, en particulier dans le contexte de la crise économique où les élites politiques capitalisent sur les différences entre les groupes. Cette théorie implique donc un renversement de la logique de Durkheim. Selon ce raisonnement, les contacts ne génèrent aucune solidarité organique séparée, mais ne font que renforcer la solidarité mécanique propre au groupe ethno-culturel (Thijssen, 2012).

La relation entre la solidarité et l'identification nationale joue également un rôle crucial. Comme le font remarquer à juste titre Banting et Kymlicka (2016), la solidarité est « un phénomène hautement politique ». Dès le XIXe siècle, Tocqueville a observé que les attitudes en faveur de la solidarité s'en sortent mieux dans un contexte démocratique. À cet égard, Banting et Kymlicka (2016) soulignent l'importance d'une identification nationale qui va au-delà du patriotisme constitutionnel, dans lequel les individus se sentent liés par des valeurs démocratiques libérales ancrées dans la constitution (Rawls, 1993) ou par leur nation en tant que contexte participatif (Habermas). Dans leur nationalisme libéral, une forme diluée d'identité nationale est un terreau nécessaire pour une solidarité redistributive dans une société diversifiée. Ce nationalisme libéral est une variante de ce que Hartmann et Gerteis (2005) décrivent comme un pluralisme interactif, dans lequel la nation offre un cadre significatif aux groupes sous-nationaux qui interagissent entre eux. Il existe donc un processus ingénieux, dans lequel les facteurs politiques et socio-psychologiques s'influencent mutuellement. En particulier, Banting et Kymlicka notent que l'impact des variables sociologiques (p. ex. les contacts interpersonnels) dépend de la communauté politique, du régime politique et des autorités politiques. Ils ignorent néanmoins le fait qu'il n'y a pas qu'une relation de dépendance : les sources d'identification politiques ne sont pas des « moteurs inébranlables », mais des liens importants dans un processus longitudinal. Le nationalisme libéral de Banting et Kymlicka peut donc également être lié à la vision de Durkheim mentionnée ci-dessus. Dans le nationalisme libéral, la solidarité organique des différences entre groupes complémentaires est également facilitée par l'intégration de ces différences dans la solidarité mécanique de la nation démocratique d'égalité (Thijssen, 2012, 2016).

Le nationalisme libéral suppose donc une synthèse des attitudes et des structures politiques et sociales en interaction. Dans ce domaine, nous nous concentrons sur l'interaction entre les « rencontres interpersonnelles et médiatisées » de la théorie socio-psychologique du contact (Pettigrew) et la formation de l'identité nationale qui a traditionnellement reçu une attention considérable de la part des politologues, en particulier dans les sociétés divisées.Cela nous amène à un dernier facteur important : la régionalisation et le fédéralisme. Dans de nombreuses fédérations, en particulier les fédérations « multinationales », les liens nationaux classiques avec la fédération générale sont limités (comme dans les États unitaires). En ce sens, une fédération pourrait être l'un des facilitateurs les plus appropriés de la forme diluée de nationalisme libéral à laquelle Banting et Kymlicka font référence. En effet, une fédération peut être considérée comme un cadre poreux qui tire sa signification principalement des rencontres qui ont lieu en son sein. Dans le meilleur des cas, les différents groupes résidant au sein de la fédération transfèrent une partie de leurs sentiments et souhaits de solidarité à la fédération.

Il n'est toutefois pas certain que la structure globale de ce fédéralisme puisse être assurée d'un soutien suffisant pour supplanter la dynamique centrifuge. C'est particulièrement le cas dans les États fédéraux bipolaires comme la Belgique, où deux communautés linguistiques mènent une vie fortement ségréguée. C'est pourquoi le soutien à la nation fédérale pourrait être le critère le plus approprié pour le cadre proposé par Banting et Kymlicka. À cet égard, certains auteurs font référence à un véritable « paradoxe du fédéralisme ». Sur cette base, on pourrait également affirmer que la Belgique est une illustration douloureuse de ce paradoxe du fédéralisme, qui propose que l'autonomie régionale ait le potentiel à la fois de modérer et de renforcer les tensions (p. ex. Erk et Anderson, 2009). Dans la mesure où la fédéralisation entraîne une plus grande ségrégation dans la société belge (p. ex. la disparition des associations nationales et des lieux de rencontre nationaux) et dans le domaine public (p. ex., des paysages médiatiques et des reportages séparés), cela diminue la probabilité de contact, principalement au niveau des élites, mais aussi, par la suite, au niveau du public. Dans la mesure où les pouvoirs sont de plus en plus transférés aux entités infranationales, par exemple, il y aura moins besoin de fonctionnaires fédéraux. Cela peut par la suite susciter un soutien en faveur d'une régionalisation plus poussée, tout en réduisant la solidarité interrégionale.

Sur la base du discours politique et médiatique de ces dernières années, on peut conclure que le fossé entre les Flamands et les Wallons est plus grand que jamais. Les sujets communautaires et la réforme de l'État ont conduit à des années d'immobilisme, entrecoupées de points de tension absolue.

En partie à cause de cette affaire et des difficultés plus générales à réaliser une sixième réforme de l'État belge, la Belgique a connu la plus longue période de son histoire sans gouvernement pleinement fonctionnel. Après les élections de 2019, le processus de formation du gouvernement fédéral prend à nouveau beaucoup de temps, ce qui est en partie interprété comme une conséquence des schémas de vote divergents au nord et au sud. En général, les médias n'ont pas constitué un espace neutre de confrontation entre les différents points de vue, tendant plutôt à renforcer le consensus politique au sein de leur propre groupe linguistique (Sinardet 2012).

Cela peut donc conduire à la conclusion que la Belgique est une illustration douloureuse du paradoxe du fédéralisme mentionné ci-dessus. Comme indiqué précédemment, la ségrégation croissante de l'espace national résultant d'un discours régionaliste d'élite pourrait entraîner une réduction des contacts entre les Flamands et les Wallons. Bien que l'attribution de l'autonomie puisse être un moyen de parvenir à une résolution pacifique des conflits entre groupes ethniques et culturels, elle peut également servir à renforcer et à consolider les identités de ces groupes. Les élites politiques jouent un rôle important dans ce processus. Si l'on peut s'attendre à ce que les élites d'un système de démocratie de consensus (comme en Belgique) soient capables de pacifier les tensions entre les groupes linguistiques (Lijphart, 1977), l'inverse est également vrai (Sinardet, 2011). Par exemple, le fédéralisme pourrait éventuellement fournir aux partis nationalistes des « outils » pour éroder complètement les éléments de la gouvernance partagée (Riker, 1964). Dans la mesure où cette gouvernance partagée comprend également des éléments tels que les transferts interrégionaux réduisant les revenus, cette érosion est donc susceptible de mettre en péril la politique de redistribution sociale ainsi que la solidarité au sens strict (voir p. ex. Banting et Kymlicka, 2006). On pourrait néanmoins aussi conclure que la fédéralisation conduit à un type particulier de solidarité – le type associé à son propre groupe. Dans la mesure où l'autre groupe ethnoculturel est dépeint dans la rhétorique des élites comme fondamentalement différent et comme une menace (pour le bien-être du groupe), les contacts interrégionaux au niveau public devraient également être plus susceptibles de conduire à une identification plus forte avec son propre groupe (solidarité mécanique). Le paradoxe du fédéralisme réside donc en fait dans l'extension de la théorie de la menace susmentionnée, qui implique que davantage de contacts renforceront l'identité régionale.

Il est intéressant de noter qu'à première vue, cette logique semble être en contradiction directe avec la manière dont Émile Durkheim et nombre de ses interprètes modernes (Alexander, 2006 ; Van Parijs, 2011) prédisent que la solidarité se développera dans les États modernes. Dans *La division du travail social*, Durkheim prédit une transition de la solidarité mécanique à la solidarité

organique. La première forme de solidarité est basée sur le pouvoir d'une identification instinctive et quasi automatique avec son propre groupe ethno-culturel, en mettant l'accent sur les points communs et les similarités « imaginaires » au sein de ce groupe. La seconde forme est davantage basée sur la complémentarité des échanges entre différents individus, sous l'impulsion d'une division croissante du travail. Cela implique une empathie intersubjective, qui tend à être un processus réflexif rendu possible par un système d'éducation et une société civile forts. En revanche, si la fédéralisation donne lieu à des divisions du travail distinctes (p. ex. moins de coopération interrégionale et moins de rencontres entre la Flandre et la Wallonie), il n'y a pas de contradiction réelle entre le paradoxe du fédéralisme et l'œuvre de Durkheim. En utilisant les termes de Durkheim, on pourrait ainsi affirmer que le fédéralisme – s'il facilite une plus grande autonomie et une éventuelle ségrégation – peut conduire à une régression du développement moderne de la solidarité, de l'organique à la mécanique (Thijssen, 2012). Le paradoxe du fédéralisme implique donc une relation entre la progression de la fédéralisation et l'augmentation de la solidarité mécanique.

5. Données et méthodes

Afin de mesurer ces relations possibles, nous avons modélisé des équations structurelles (*Structural Equation Modelling* – SEM) qui visent à saisir les interactions entre les principales variables explicatives de l'analyse et une variable dépendante ainsi que des variables de contrôle. Le vote du parti est la variable dépendante pour chaque modèle. Il est mesuré comme étant le parti pour lequel le répondant a voté aux élections fédérales du 26 mai 2019.

À partir de notre cadre théorique, nous voulons mesurer les effets de trois variables explicatives principales dans notre SEM : le contact interrégional (« contact »), la répartition préférée des compétences entre les entités fédérales et les entités sous-étatiques (« omdiv ») ainsi que la solidarité (« sol_2 »). Pour les contacts interrégionaux, nous utilisons trois indicateurs relatifs aux types de contact de part et d'autre de la frontière linguistique, ainsi qu'un indicateur qui évalue les contacts avec les médias de l'autre communauté linguistique (« cntct_4 »). Les trois indicateurs relatifs aux contacts en face à face concernent les visites pour les vacances (« cntct_1 »), les visites d'amis (« cntct_2 ») et les visites de shopping (« cntct_3 »). Chacun des quatre indicateurs est mesuré selon cinq catégories, allant de « 1 ou plusieurs fois par semaine » à « jamais ». La répartition préférentielle des compétences entre le niveau fédéral et le niveau régional/communautaire est mesurée sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie toutes les compétences au niveau régional/communautaire et 10 toutes les compétences au niveau fédéral.

La solidarité est mesurée par l'indicateur de compassion envers les chômeurs, selon cinq catégories, allant de « 1 = pas du tout » à « 5 = beaucoup ».

À ces variables, quatre variables de contrôle sont ajoutées dans les modèles : le genre (« sex » ; 1 = femme et 0 = homme), l'âge (« age » ; une variable continue de 18 à 89 ans), l'identité (« ident » ; 1 = première identification est la Belgique et 0 = toutes les autres catégories) et enfin l'éducation (« dipdum » ; 1 = enseignement supérieur et 0 = inférieur).

6. Résultats

Pour chaque parti, nous présentons chaque SEM qui vise donc à expliquer le comportement électoral pour ce parti. Les deux tableaux ci-dessous présentent un aperçu des effets pour les partis flamands et francophones distinctement. En vert, nous indiquons les effets positifs et en rouge les effets négatifs. Les chiffres indiquent la force de l'effet : plus le chiffre est élevé, plus l'effet est fort. Lorsque la variable n'est pas statistiquement significative, elle est indiquée comme NS.

Tableau de synthèse. Effets directs non standardisés – partis flamands

	CD&V	Groen	N-VA	Open Vld	PVDA	SP.A	VB
Femme	NS	0,266	-0,186	NS	NS	NS	NS
Âge	NS	-0,015	0,008	-0,006	NS	0,013	-0,007
Enseign. sup.	NS	NS	0,231	NS	NS	NS	-0,275
Identité belge	0,381	NS	-0,221	0,252	0,067	NS	-0,302
Contact	NS	0,380	NS	NS	NS	NS	-0,463
Compétences	NS	NS	-0,092	0,045	NS	0,084	NS
Solidarité	NS	0,233	-0,182	NS	0,178	0,200	-0,108

Tableau de synthèse. Effets directs non standardisés – partis francophones

	cdH	Ecolo	Défi	MR	PTB	PS	PP
Femme	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS
Âge	NS	-0,013	NS	0,007	NS	0,008	NS
Enseign. sup.	0,374	0,339	NS	0,223	NS	-0,305	NS
Identité belge	0,359	-0,234	NS	NS	-0,216	NS	NS
Contact	NS	NS	NS	0,477	-0,301	NS	0,381
Compétences	NS	NS	NS	NS	NS	-0,056	NS
Solidarité	NS	0,190	NS	-0,256	0,227	NS	-0,247

Afin d'offrir de premiers éléments de comparaison entre les partis, nous les présentons par « famille » (c'est-à-dire colonne par colonne dans nos deux

tableaux ci-dessus), pour autant que cette notion ait encore un sens, et en suivant l'ordre alphabétique des partis politiques flamands.Parmi les variables incluses dans l'analyse, le vote pour le cdH peut être expliqué par deux variables : les électeurs ayant fait des études supérieures et les électeurs ayant une identité belge étaient plus susceptibles de voter pour ce parti. Nous trouvons un schéma d'identité similaire pour les électeurs du CD&V. C'est même la seule variable statistiquement significative dans notre modèle pour expliquer le soutien à ce parti. Parmi tous les partis, dans les deux groupes linguistiques, les deux partis chrétiens-démocrates se distinguent encore – comme par le passé – par un électorat fait d'une forte identité belge.

Le soutien aux partis verts s'explique par plusieurs variables et ils n'ont qu'une seule en commun : les jeunes électeurs sont plus susceptibles de voter tant pour Ecolo que pour Groen. Pour le reste, les principaux moteurs électoraux pour le premier sont les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur et les électeurs qui ne s'identifient pas à la Belgique comme source principale d'identification. Les Verts flamands trouvent leur soutien auprès des femmes, des personnes qui ont des contacts avec l'autre communauté et en faveur de la solidarité. En outre, le contact interrégional est essentiel pour comprendre le soutien dont bénéficie le Groen, et c'est le seul parti flamand pour lequel cette variable joue un rôle positif.

Si l'on se tourne vers le parti qui était le principal opposant à Groen pendant la campagne, la N-VA a obtenu le soutien de personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, qui n'ont pas une forte identité belge, moins solidaires et favorables à l'autonomie régionale. Ils sont également plus susceptibles d'être plus âgés et de sexe masculin. En revanche, le SEM ne montre aucune variable statistiquement significative pour expliquer le soutien électoral au régionaliste francophone du Défi. Cela signifie que notre modèle ne correspond pas bien aux variables qui expliquent le soutien à ce parti ; cela signifie également que sur ces variables, les électeurs du Défi sont très différents les uns des autres, et qu'il n'y a pas de schémas spécifiques parmi eux.

Les deux partis libéraux bénéficient d'un soutien tout à fait différent l'un de l'autre. Le MR a obtenu le soutien d'électeurs plus âgés, ayant une formation supérieure et surtout de forts contacts interrégionaux. Les électeurs du MR obtiennent le score le plus élevé sur les indicateurs de contact et le fait que ce parti ait été le seul parti francophone de la coalition fédérale sortante pourrait expliquer cette dimension. L'Open Vld n'a pas reçu un soutien significatif de personnes ayant eu des contacts interrégionaux, mais plutôt celui d'électeurs ayant une forte identité belge et penchant pour davantage de compétences au niveau fédéral. Les jeunes électeurs étaient également plus enclins à voter pour ce parti.

Nous présentons deux modèles pour le PTB/PVDA même s'ils forment un seul parti afin de différencier les groupes linguistiques. Et cette distinction révèle une différence intéressante. Alors que les électeurs flamands du PTB/PVDA affichent une forte identité belge, les électeurs wallons du PTB/PVDA se positionnent négativement sur cette question et ils mentionnent peu de contacts interrégionaux. Néanmoins, ils ont tous en commun un fort sentiment de solidarité.

Les deux partis socialistes ont trouvé un fort soutien chez les jeunes électeurs, mais pour le reste des variables, ils diffèrent. Le PS a obtenu un fort soutien de la part des personnes avec un niveau d'instruction moins élevé et aussi, même si l'effet est faible, de celles qui penchent pour une plus grande autonomie régionale. Cela peut s'expliquer par le fait que les socialistes francophones sont forts en Wallonie, où ils ont traditionnellement été le premier parti politique, ce qui a été confirmé en 2019, même s'ils ont perdu pas mal de voix. En Flandre, le SP.A attire des électeurs qui ont un fort sentiment de solidarité et qui sont également favorables à plus de compétences pour le niveau fédéral. Il s'agit donc d'un constat contrasté entre les deux partis socialistes.

Le soutien du Vlaams Belang peut s'expliquer de manière significative par cinq variables de notre modèle. Ce parti a trouvé un soutien chez les personnes ayant peu de contacts interrégionaux, une faible identité belge, un faible niveau d'éducation, un faible sentiment de solidarité et étant plus jeunes. L'électorat du PP partage avec le VB un faible soutien pour la solidarité, mais en revanche, il obtient des scores beaucoup plus élevés pour les contacts interrégionaux.

7. Discussion

Parmi toutes les variables utilisées dans notre SEM, trois sont souvent significatives : l'âge (pour 5 partis flamands sur 7 et pour 3 partis francophones sur 7), la solidarité (pour 5 partis flamands sur 7 et pour 4 partis francophones sur 7) et l'identité belge (pour 5 partis flamands sur 7 et pour 3 partis francophones sur 7). En général, nos modèles reflètent mieux les contours du soutien aux partis flamands qu'aux partis francophones. Il reflète en fait deux dimensions : d'une part, ces variables s'intègrent mieux dans le comportement électoral en Flandre et, d'autre part, l'électorat flamand varie davantage d'un parti à l'autre.

La position autour de la solidarité oppose les partis de droite et de gauche sur le clivage socio-économique, dans les deux groupes linguistiques.

En Flandre, le VB et la N-VA s'opposent au SP.A, au Groen et au PVDA. En Wallonie, le PP et le MR s'opposent à Ecolo et au PTB.Il est intéressant de noter que cette variable n'est pas statistiquement significative pour l'électorat du PS. Cela signifie que sur cette question, son électorat n'est pas suffisamment homogène pour permettre au modèle de saisir une relation – positive ou négative. L'effet de cette variable « solidarité » est souvent plus faible que pour les deux autres variables : le sentiment d'identité belge et le contact interrégional. Il est frappant de constater que, sur ces deux variables, les partis francophones de gauche ressemblent davantage aux partis flamands de droite, et vice-versa. Alors que pour la solidarité, la distinction était la même entre les groupes linguistiques, la dynamique est ici transversale. Le VB et le N-VA présentent un schéma similaire à celui d'Ecolo et du PTB. Les électorats de ces deux derniers sont en fait opposés à leurs homologues flamands, Groen et PVDA. Plus précisément, les opposés idéologiques (VB vs. PTB) ont tous deux un faible score en matière de contacts. Ceci pourrait être un effet de schémas similaires dans la sociodémographie de leur électorat. En revanche, les chrétiens-démocrates du Nord et du Sud sont tous deux « belgicains », mais ils ne sont pas soutenus par des contacts interrégionaux plus nombreux.

La question de la répartition des compétences n'est pas souvent statistiquement significative (seulement pour quatre partis). Les opposés idéologiques et plus grands partis (PS vs. N-VA) souhaitent tous deux une plus grande régionalisation, tandis que les électeurs de l'Open Vld et du SP.A plaident pour une plus grande refédéralisation. Mais dans tous les cas, les effets sont plutôt faibles, par rapport aux autres variables explicatives, à savoir la solidarité, l'identité et les contacts interrégionaux.

8. Conclusion

Dans le débat politique belge, les sentiments identitaires, les préférences régionales/fédérales et les opinions en matière de solidarité, avec l'existence ou non de contacts interrégionaux, occupent une place centrale. Dans ce chapitre, nous avons cherché à explorer empiriquement les relations entre ces variables. Pour ce faire, nous avons procédé à une modélisation par équations structurelles qui permet de saisir les effets d'interactions entre les variables. Comme pour de nombreux modèles statistiques expliquant le comportement électoral, son pouvoir d'explication est limité. Les variables communautaires n'expliquent apparemment qu'une partie assez limitée du vote partisan. Pourtant, à l'exception d'un parti politique – Défi – nos modèles apportent quelques éclaircissements. Ils mettent ainsi en lumière les dimensions multiples de l'électorat de chaque parti, mais aussi les différences et les similitudes entre les partis politiques.

En ce qui concerne les principales variables explicatives incluses dans l'analyse, nos conclusions révèlent un schéma transversal intéressant. D'une part, les partis de droite et de gauche ont reçu le soutien d'électeurs qui s'opposent fortement sur la question de la solidarité. D'autre part, les partis de droite en Flandre (VB et N-VA) et les partis de gauche (Ecolo et PTB) ont des électeurs présentant les mêmes caractéristiques en termes de faible sentiment d'identité belge et de faible contact interrégional. Cependant, ces similitudes et ces différences ne s'alignent pas, mais ne croisent pas non plus les préférences en matière de répartition des compétences qui pourrait être considérée, d'une manière ou d'une autre (plus de compétences pour les entités fédérées ou plus pour le niveau fédéral) comme la traduction institutionnelle des sentiments identitaires, des opinions en matière de solidarité et des contacts interrégionaux. Pourtant, il semble que les électeurs considèrent ces dimensions comme distinctes les unes des autres, ce qui rend le positionnement des partis encore plus difficile pour parvenir à une proposition cohérente. C'est peut-être là le plus grand défi pour l'avenir du système politique belge.

Chapitre 9
Les utilisateurs du test électoral 2019 en Belgique

Quels profils, quelles motivations et quels effets sur la connaissance politique ?

Laura Uyttendaele
Isaia Jennart
David Talukder
Benoît Rihoux

Le *test électoral* est un Système d'Aide au Vote (SAV), développé par des universitaires de l'UCLouvain et de l'Universiteit Antwerpen, en collaboration avec quatre partenaires médiatiques (VRT, RTBF, De Standaard et La Libre). Les aspects techniques du projet ont été supervisés par Tree Company. Il a été lancé le 3 avril 2019, plus d'un mois avant les élections fédérales, régionales et européennes du 26 mai 2019 en Belgique. Le *test électoral* consiste véritablement en une multitude de « tests électoraux » en raison des multiples niveaux de pouvoirs et de l'existence de différents systèmes de partis en Belgique. Un total de 8 SAV ont couvert les élections respectives (deux tests européens, deux tests bruxellois, un test pour le niveau régional en Flandre, un test pour le niveau régional en Wallonie et deux tests pour le niveau fédéral). Les partis politiques flamands et francophones ont été sollicités afin d'indiquer leurs positions sur un large ensemble de politiques publiques. Les concepteurs des tests ont ensuite sélectionné 25 à 35 propositions de politiques publiques pour chaque SAV. L'utilisateur du SAV répond ensuite à ces questions en marquant son accord ou son désaccord avec chacune des propositions. Après avoir donné son opinion sur les propositions, l'utilisateur peut décider d'accorder un poids supplémentaire à certaines propositions plutôt qu'à d'autres, avant d'obtenir son résultat. Dans la section résultat, l'utilisateur obtient un score de proximité relative avec l'ensemble des partis inclus dans le SAV.

Enfin, les utilisateurs ont l'opportunité de comparer plus en détail leurs propres positions avec celles des différents partis politiques[1].

La première édition du SAV (portant le nom de *Stemtest*) a été initialement lancée en Flandre en 2003. C'est seulement en 2014 qu'une version francophone du *test électoral* a été disponible pour la première fois. Le *test électoral* a rendu 985.662 « conseils » durant la campagne électorale de 2019 tandis que son pendant flamand, le *Stemtest*, en a rendu 3.419.836. Ces nombres ne correspondent néanmoins pas au nombre d'utilisateurs distincts. En effet, certains électeurs pourraient avoir utilisé l'application plusieurs fois et/ou générer plusieurs « conseils » via le même SAV ou pour un autre niveau de pouvoir. Sur base de l'échantillon représentatif fourni par le projet EOS «RepResent » (enquête post-électorale), 40,7 % des répondants flamands ont déclaré avoir réalisé au moins l'une des déclinaisons du *Stemtest*. En Wallonie, 29,7 % des répondants déclarent avoir utilisé au moins l'une des déclinaisons du *test électoral*. Comme le montre le tableau 2 en annexe, la déclinaison du SAV liée aux élections régionales (flamandes) a été la plus sollicitée chez les utilisateurs flamands, tandis que pour les utilisateurs wallons, ce sont les conseils du SAV concernant le niveau fédéral qui ont été le plus sollicités[2].

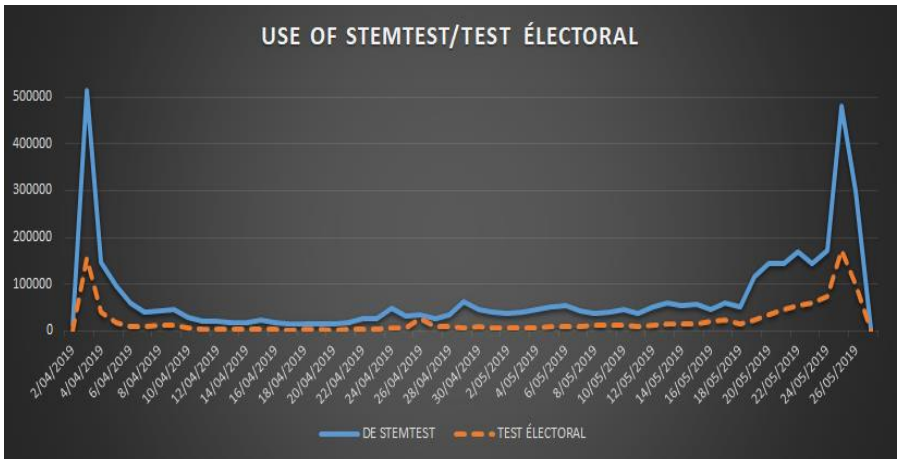
De manière générale, les pics de trafic ont suivi la même tendance que pour l'édition de 2014 (voir Walgrave, Lesschaeve, Rihoux et Meulewaeter, 2015). Le *test électoral* 2019 a attiré un grand flux le jour de son lancement et les jours suivants (voir graphique 9.1). Le second pic a été enregistré les derniers jours avant les élections (le jour de l'élection y inclus), et ce pic a été nettement supérieur au pic de 2014. Un certain nombre d'études montrent que les citoyens intéressés par la politique sont les premiers à apprendre la disponibilité du SAV et s'empressent de l'utiliser. Lorsque le jour de l'élection approche, le SAV attire habituellement les électeurs incertains de leur choix de vote (Hooghe et Teepe, 2007).

---

1 Il est possible d'utiliser le SAV en utilisant le lien ci-dessous. Cette version est utilisée à des fins éducatives. Pour le moment, seule la version francophone est disponible, mais la version néerlandophone le sera prochainement. https://www.testelectoraleducatif.be/#/.

2 Cette différence pourrait être simplement liée à l'ordre de présentation des tests. En effet, dans les médias néerlandophones, le SAV régional était le premier de la liste, tandis que dans les médias francophones, le SAV fédéral était le premier de la liste.

Graphique 9.1. Usage journalier du *test électoral*/stemtest



Dans ce chapitre, nous concentrons notre attention sur les utilisateurs du *test électoral* et sur l'effet du SAV sur les utilisateurs. Nous examinons tout d'abord le profil des utilisateurs des SAV en Belgique. En quoi les utilisateurs diffèrent-ils des non-utilisateurs, et y a-t-il des différences entre utilisateurs flamands et wallons ? Une fois le profil des utilisateurs dressé, nous creusons un peu plus la question et tentons de comprendre pourquoi les utilisateurs décident de faire usage de cet outil. Est-ce dans le but de se distraire ou afin de déterminer leur décision de vote ? Et quelles sont les proportions entre les différents types d'utilisateurs ? Finalement, nous étudions l'impact du *test électoral* sur les utilisateurs. Plus précisément, nous identifions l'effet de l'utilisation du SAV sur la connaissance politique. Le SAV fédéral a-t-il aidé les électeurs à augmenter leur niveau de connaissance au sujet des positions des partis politiques aux élections fédérales ?

1. Les systèmes d'aide au vote

Depuis la fin des années 90, les SAV sont de plus en plus largement utilisés. Ils sont devenus des vecteurs importants d'information lors des campagnes électorales et continuent de se développer dans plusieurs pays. Ils sont hautement considérés comme outil d'information utilisant l'interactivité et le divertissement. Ils révèlent la vision des partis politiques sur plusieurs thématiques et agrègent, synthétisent et structurent l'information politique. En plus de montrer ce qui différencie les partis politiques entre eux, ils produisent des informations personnalisées permettant à l'utilisateur de cartographier l'espace politique et de se positionner dans ce dernier.

Grâce à des informations directement accessibles et comparables, les électeurs peuvent facilement faire correspondre leurs préférences avec les programmes des partis politiques.

Les créateurs du *test électoral* travaillent dans le monde académique et sont des spécialistes du champ de la science politique et de la recherche sur les SAV. Généralement, les développeurs du SAV déclarent produire un outil indépendant et non partisan en suivant une méthode rigoureuse (Walgrave, Nuytemans et Pepermans, 2009). Le *test électoral* 2019 a ainsi réussi à clarifier la complexité des différences de contenu entre les partis politiques, dans le système belge qui est à la fois multipartisan et fractionné. Le SAV a aussi enrichi le contenu des débats électoraux, et nombre d'articles de presse ont été rédigés sur base des données du *test électoral*.

Suivant en cela la dissémination des SAV, la recherche sur les SAV s'est aussi développée depuis le début des années 2000. Garzia et Marschall (2012) ont passé en revue la littérature concernant les SAV et ont identifié trois principaux courants de recherches : la qualité des SAV, les caractérisques des utilisateurs du SAV, et les effets du SAV sur les utilisateurs. Dans ce chapitre, nous nous concentrerons spécifiquement sur les deux derniers dans la mesure où nous nous intéressons aux électeurs. Tout d'abord, nous visons à découvrir quels types d'électeurs utilisent le SAV : « qui » sont les utilisateurs ? Des recherches précédentes ont établi que les utilisateurs sont assez similaires aux utilisateurs d'internet. Ils sont plus jeunes, plutôt diplômés, plutôt des hommes et plus intéressés par la politique que la moyenne de la population ayant le droit de vote (Boogers et Voerman, 2003 ; Hooghe et Teepe, 2007). Ces éléments sont consistants à travers la littérature. Par conséquent, nous nous attendons au fait que les utilisateurs soient plus jeunes (hypothèse 1a), assez diplômés (hypothèse 1b), plus fréquemment de sexe masculin que féminin (hypothèse 1c), et plus intéressés par la politique (hypothèse 1d) que les non-utilisateurs.

De plus, nous nous attendons à trouver des différences entre les régions flamande et wallonne[3]. Ladner, Felder et Fivaz (2010) suggèrent que des différences en termes de caractéristiques entre utilisateurs et non-utilisateurs diminuent au fil du temps. En effet, ils montrent que l'effet de l'âge est de moins

[3] Il n'a pas été demandé aux habitants de la région bruxelloise s'ils avaient utilisé un SAV ou non. Cela a été fait pour deux raisons. D'une part, car la complexité des élections fédérales à Bruxelles (où les citoyens peuvent choisir de voter pour des partis francophones ou néerlandophones) présuppose une connaissance potentielle de l'ensemble des partis. D'autre part, dans la mesure où les citoyens peuvent choisir librement pour qui voter, il aurait fallu demander aux répondants de répondre à toutes les questions de connaissance de position des partis pour chaque groupe de partis. Cela aurait nécessité beaucoup trop de temps et il a, dès lors, été décidé de poser les questions liées au SAV uniquement aux répondants wallons et flamands.

en moins important à mesure de l'utilisation de SAV. Étant donné que les SAV ont été utilisés en Flandre dès le début des années 2000 ainsi qu'à chaque élection ultérieure, l'utilisation et la familiarisation avec l'outil ont plus eu le temps de s'installer auprès du public. En Wallonie, au contraire, l'utilisation des SAV est un phénomène assez récent, car le premier SAV a été lancé en 2014. Par conséquent, le *test électoral* 2019 n'est que la seconde opportunité pour les citoyens wallons d'utiliser l'outil. Dès lors, nous nous attendons à voir des différentiels en termes d'âge, d'éducation, de sexe et d'intérêt politique plus prononcés en Wallonie qu'en Flandre (hypothèse 1e).

Van de Pol, Holleman, Kamoen, Krouwel et De Vreese (2014) vont plus loin que la comparaison des utilisateurs et des non-utilisateurs et étudient les utilisateurs des SAV de plus près. Ils passent de la question de « qui » utilise le SAV à celle du « pourquoi » le SAV est utilisé. Ces auteurs ont développé une typologie des utilisateurs sur base de leur (1) intérêt politique, (2) certitude en termes de décision de vote, (3) efficacité politique, et (4) raison de l'utilisation d'un SAV (voir le tableau 9.1 pour une vision d'ensemble). Trois types d'utilisateurs sont ainsi distingués : les incertains, les prospecteurs et les vérificateurs.

Les *vérificateurs* sont déjà convaincus de leur décision de vote avant d'utiliser le SAV. Ils sont très intéressés par la politique et présentent un haut score en termes d'efficacité politique interne et externe. L'efficacité politique interne est une mesure au niveau d'un individu en termes de compétences, de connaissance et de capacité à participer efficacement à la politique [p. ex. : participer à une élection en tant que candidat ou avoir le sentiment d'avoir une bonne connaissance des sujets politiques (Karp et Banducci, 2008)]. Cela diffère de l'efficacité politique externe qui concerne la perception, par le citoyen, de l'efficacité des institutions pour répondre à ses besoins et prendre ses problèmes en compte. Les vérificateurs utilisent principalement le SAV dans le but de se divertir.

À l'inverse, les *prospecteurs* et les *incertains* ne sont pas encore certains de leur décision de vote. Alors que les prospecteurs ont déjà des préférences politiques claires, les incertains, quant à eux, ne savent pas du tout pour qui voter. En effet, les prospecteurs sont plus intéressés par la politique et pensent qu'ils peuvent avoir un impact sur la politique. Ils utilisent le SAV dans le but de déterminer leur décision finale de vote, mais aussi comme moyen de divertissement. Les incertains, par contre, ont un faible intérêt pour la politique, ne pensent pas qu'ils peuvent avoir un impact sur la politique et utilisent le SAV comme moyen pour déterminer leur choix de vote.

Sur base de cette typologie, nous visons donc à découvrir la proportion de vérificateurs, de prospecteurs et d'incertains au sein des utilisateurs du SAV

en Belgique. Cette question est pertinente dans la mesure où elle permet de donner une première indication de l'effet potentiel du SAV sur la décision de vote des utilisateurs : plus la proportion d'incertains et de prospecteurs est grande, plus l'on peut s'attendre à un impact du SAV sur la décision de vote. Van de Pol et *al.* (2014) montrent que 70 % des utilisateurs du *Kieskompas*, un SAV des Pays-Bas, étaient des vérificateurs. Sur base de ces éléments, nous nous attendons à ce qu'une majorité des utilisateurs belges soient des vérificateurs (hypothèse 2).

Tableau 9.1. Une typologie des utilisateurs des SAV selon Van de Pol et ses collègues (2014)

	Vérificateurs	Prospecteurs	Incertains
(1) Intérêt politique	Élevé	Moyen-élevé	Faible
(2) Certitude de la décision de vote	Très certain	Moyennementcertain : ont déjà une idée	Très incertain
(3) Efficacité politique	Forte efficacité interne et externe	Forte efficacité interne et externe	Faible efficacité interne et externe
(4) Raison de l'utilisation du SAV	Divertissement	Décision de vote et divertissement	Décision de vote

Enfin, les recherches sur les SAV ont étudié les effets du SAV sur les utilisateurs, à la fois sur les cognitions de ces derniers (leur processus de pensée, d'apprentissage et de compréhension de l'information) et sur leurs attitudes (concernant l'impact du SAV sur l'abstention et la décision de vote). Si l'électeur est considéré comme un acteur rationnel, il devrait voter pour le parti qui, selon lui, prendra les décisions les plus en phase avec lui-même (Downs, 1957). Les électeurs ont donc besoin de connaître les positions des partis politiques afin de poser une décision raisonnée, cette décision étant leur vote final. C'est durant les campagnes électorales que les connaissances en termes d'information politique des électeurs augmentent, ce qui leur permet d'en apprendre plus sur la politique (Chaffee, Zhao et Leshner, 1994 ; Holbrook, 2002). L'augmentation de la connaissance sur la position des partis politiques permet ensuite à l'électeur de choisir le parti qui est le plus congruent avec ses opinions (Kleinnijenhuis et De Ridder, 1998).

Avec le déclin des clivages traditionnels et l'augmentation de la volatilité des électeurs, le vote sur enjeux (une décision de vote basée sur des enjeux pertinents pour les électeurs) pourrait être encore plus important (Walgrave, Van Aelst et Nuytemans, 2008). Des recherches précédentes démontrent que l'apprentissage durant la campagne est dépendant des caractéristiques des électeurs (Arceneaux, 2006 ; Claassen, 2011), de la communication des partis politiques (van der Meer, Walter et Van Aelst, 2016) et des sources d'information (Druckman, 2005 ; van der Meer et *al.*, 2016). Les SAV peuvent être situés dans ce contexte de campagne électorale. Non seulement le SAV permet de donner des informations personnalisées sur le parti qui est le plus proche de l'utilisateur, mais il permet souvent de comparer aussi la position des partis respectifs sur différents enjeux. Par conséquent, le SAV peut être un outil qui contribue à l'idéal d'une citoyenneté informée en démocratie (Delli Carpini et Keeter, 1996).

La plupart des recherches concernant la connaissance politique se concentrent sur la connaissance « factuelle » des institutions, des politiciens et des évènements politiques (Dejaeghere et van Erkel, 2017). Dans ce chapitre, nous nous intéressons à un type spécifique de connaissance politique : la connaissance de la position des partis politiques. Vegetti, Fazekas, et Méder (2017) étudient ce type de connaissance et la nomment « *party system expertise* »[4], à savoir la capacité de reconnaître la position de différents partis sur un ou plusieurs enjeux, dans un système politique donné. Un certain nombre d'études ont montré que les utilisateurs de SAV indiquent avoir appris à propos des positions des partis politiques (Fivaz et Nadig, 2010 ; Kamoen, Holleman, Krouwel, Van de Pol et De Vreese, 2015 ; Ladner, Fivaz et Nadig, 2009). Par exemple, Fivaz et Nadig (2010) demandent aux répondants si l'utilisation du SAV suisse *Smartvote* a aidé à voter pour des candidats/partis sur une base informative améliorée[5]. Ils décèlent un effet positif de l'utilisation du SAV sur la connaissance. Cependant, ces études n'ont pris en compte que la connaissance subjective des répondants sur la position des partis politiques : les électeurs indiquaient qu'ils avaient plus de certitudes concernant la position des partis politiques sur des enjeux de politiques publiques, mais leur « véritable » connaissance n'était pas testée. Van der Meer et *al.* (2016) argumentent que la connaissance subjective (qu'ils appellent « *ability* ») peut différer de la précision objective du positionnement politique des partis par les électeurs. Parmi les dernières études concernant l'effet du SAV allemand *Wahl-o-Mat*, les chercheurs ont identifié un effet positif de l'utilisation du SAV sur la con-

[4] Nous nous référons à ce concept via l'expression « connaissance de la position des partis politiques ».

[5] Paraphrasé de l'anglais par les auteurs de ce chapitre.

naissance de la position des partis politiques sur différents enjeux (Schultze, 2014 ; Westle, Begemann et Rütter, 2015). Schultze (2014) utilise des données d'enquêtes concernant les utilisateurs allemands d'internet, leur demandant si ces derniers ont utilisé le SAV. Il a également été demandé aux répondants de placer cinq partis politiques inclus dans le SAV sur trois enjeux. En utilisant un modèle d'analyse de pistes causales (*path analysis*) qui tient compte de l'âge, du genre, du niveau d'éducation et de l'intérêt politique, le chercheur trouve un effet positif du SAV sur la connaissance politique de la position des partis. Westle et *al.* (2015) utilisent un design expérimental et confirment également que le SAV allemand a eu un effet positif sur la connaissance politique des électeurs. Néanmoins, ces derniers nuancent leurs résultats : le degré d'augmentation de la connaissance politique est assez faible. De plus, après usage du SAV, la proportion de réponses « je ne sais pas » augmente. Ils montrent également que la connaissance de la position des partis politiques est dépendante de la connaissance pré-existante en la matière. Sur base de ces éléments de la littérature, nous nous attendons donc à ce que l'utilisation du *test électoral* ait un effet positif sur la connaissance des électeurs quant à la position des partis politiques sur différents enjeux de politiques publiques (hypothèse 3).

2. Données et méthodes

Ce chapitre se base sur les données collectées via le consortium interuniversitaire de recherche « RepResent » (financement EOS) et mobilise les données collectées lors de deux vagues d'enquêtes électorales (la vague préélectorale du 9 avril au 15 mai, et la vague post-électorale du 28 mai au 18 juin) de manière transversale. En d'autres termes, nous n'étudions pas l'effet du SAV à travers le temps, mais nous observons plutôt ces effets à un moment déterminé. Le *test électoral* a été lancé le 3 avril, avant le début de la première vague de l'enquête EOS RepResent. Malheureusement, dans la première vague de l'enquête, une question concernant l'utilisation du SAV n'a pas été soumise. Nous ne pouvons dès lors pas analyser l'impact du SAV entre les deux vagues de l'enquête.

Afin de répondre à la question du profil de l'utilisateur du SAV, nous avons utilisé des tests de comparaison de moyenne[6] ainsi que des régressions logis-

[6] Un test t (ou de comparaison de moyenne) est une méthode statistique utilisée afin de comparer si deux groupes diffèrent significativement sur base de leur moyenne. Cela consiste à estimer si la moyenne de deux populations est égale, sur base des résultats de la comparaison entre les deux

tiques[7] afin de déceler des différences significatives entre utilisateurs et non-utilisateurs. L'enquête fournit des données socio-démographiques en termes d'âge, de genre et de niveau d'éducation (3 catégories). Elle dispose également d'informations sur les attitudes politiques des répondants. Les répondants ont indiqué leur intérêt pour la politique (sur une échelle de 0 à 10), leur position sur l'échelle gauche-droite (allant de 0 à 10, où 0 équivaut à la gauche et 10 la droite), avec quelle intensité ils ont suivi la campagne (cinq catégories) et leur satisfaction vis-à-vis de la démocratie (cinq catégories). La variable dépendante, dans notre analyse, est l'utilisation du SAV ; elle a été codée de manière binaire avec la valeur 1 si le répondant a effectué au moins l'un des SAV proposé par De Standaard, la VRT, la RTBF ou La Libre.

Une analyse en grappe[8] a été utilisée afin d'identifier différents types d'utilisateurs. Les utilisateurs étaient classés en trois grappes différentes, sur base d'un ensemble de trois variables principales identifiées par Van de Pol et *al.* (2014). La première variable est le niveau d'efficacité politique externe, qui a été mesurée sur base de 8 items. La seconde composante est l'intérêt politique de l'utilisateur (sur une échelle de 0 à 10). La dernière composante, quant à elle, concerne le moment de la décision du vote du répondant (le jour de l'élection, durant la campagne électorale ou avant que la campagne ne commence).

De plus, afin d'analyser les effets du *test électoral* sur la connaissance politique et plus spécifiquement sur la connaissance de la position des partis politiques, il a été demandé aux répondants de positionner les sept partis politiques inclus dans le SAV sur une variété d'enjeux de politiques publiques concernant le niveau fédéral (pour les Flamands, les répondants ont dû positionner sept partis flamands ; pour les Wallons, les répondants ont dû positionner sept partis francophones). Les répondants ont dû positionner l'ensemble des partis par rapport à chaque proposition de politique publique. Dix de ces propositions étaient inclues dans le SAV en Flandre et 13 étaient inclues dans la version francophone. En utilisant les propositions utilisées dans le SAV, deux mesures qui nous servent de variables dépendantes ont été créées : une pour les répondants flamands et une pour les répondants wallons.

échantillons. Par exemple, si l'on souhaite savoir si les femmes diffèrent significativement des hommes en termes de taille, un test t permettrait de répondre à cette question.

[7] La méthode de la régression logistique est utilisée pour modéliser une variable binaire (ex : 0 = pas d'utilisation d'un SAV et 1 = utilisation d'un SAV). Le modèle permet d'étudier la probabilité qu'un évènement se produise plutôt qu'un autre (dans notre cas, utiliser ou ne pas utiliser un SAV).

[8] L'analyse en grappe (*cluster analysis*) est une méthode statistique qui est utilisée afin d'identifier des groupes (grappes) similaires dans une configuration multivariée, de manière à ce que les individus d'une même grappe soient plus similaires entre eux qu'avec ceux des autres grappes.

Le répondant avait deux options afin de répondre aux énoncés : cocher la case d'un parti politique pour indiquer que le parti était en accord avec l'énoncé, ou laisser la case d'un parti politique vierge afin d'indiquer que ce dernier n'est pas en accord avec l'énoncé présenté (ou que le répondant ne connaît pas la position du parti politique en question sur l'enjeu). Pour chaque parti en accord avec l'énoncé qui était correctement indiqué, le répondant a reçu un point. Pour chaque parti en désaccord avec l'énoncé correctement indiqué, le répondant a reçu un demi-point. Cette manière permet de tenir compte du fait qu'il est plus facile de n'indiquer aucun parti que d'en indiquer un et de risquer d'avoir une réponse incorrecte. Une option « je ne sais pas » n'a pas été inclue pour ces questions, car cela pourrait décourager les répondants de répondre à la série de questions qui était assez longue et prenante. À des fins de clarification, une illustration de l'un des énoncés où le répondant devait correctement positionner les sept partis est présentée dans la figure 9.1. La variable indépendante, pour cette question, est l'utilisation du SAV codé avec la valeur 1 si le répondant a effectué la version francophone ou néerlandophone de la version fédérale du SAV. Nous avons ensuite contrôlé pour l'âge, le genre, le niveau d'éducation, l'intérêt politique, la position extrême des répondants sur l'échelle gauche-droite, le degré de participation politique (une somme basée sur 9 items) et l'intensité avec laquelle le répondant a suivi la campagne (cinq catégories). Pour l'analyse, seuls sont inclus les répondants ayant indiqué au moins un parti pour chaque énoncé. Les répondants qui ont cliqué sur la même réponse de manière systématique et ceux qui ont systématiquement coché tous les partis sur chacune des propositions ont été exclus des analyses.

Figure 9.1. Exemple d'une question portant sur la connaissance du positionnement des positions des partis politiques par l'utilisateur du SAV

Pour chaque proposition de politique, pouvez-vous indiquer les partis qui, selon vous, sont en accord avec la proposition? Vous pouvez sélectionner plusieurs partis.

	cdH	DéFI	Ecolo	MR	PP	PS	PTB
Si la demande d'asile de familles avec enfants a été rejetée, ces familles peuvent être placées en détention en attendant leur rapatriement.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les centrales nucléaires doivent rester opérationnelles après 2025.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les empreintes digitales de tous les citoyens doivent être conservées dans une base de données centrale.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les grandes fortunes doivent être plus taxées.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
On ne peut pas conduire en ayant bu de l'alcool.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le don de sperme ne doit plus pouvoir être anonyme.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Héberger des migrants en transit doit être un délit punissable.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Il faut taxer les billets d'avion pour qu'ils soient plus chers.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
L'avortement doit aussi être autorisé au-delà de 12 semaines de grossesse.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Pour pouvoir obtenir la nationalité belge, il faut d'abord avoir réussi un examen sur les valeurs européennes.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Les décisions politiques importantes doivent pouvoir être laissées aux citoyens par le biais d'un référendum.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Le gouvernement doit compter autant d'hommes que de femmes.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
La TVA sur l'électricité doit être réduite de 21 à 6%.	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

3. « Qui » ? Le profil de l'utilisateur type du *stemtest/test électoral*

Le *test électoral* a bénéficié d'une grande couverture médiatique et ainsi d'un grand nombre de visiteurs. Toutefois, certains électeurs sont plus enclins à utiliser l'application que d'autres. Diverses recherches sur les SAV en Belgique et à l'étranger indiquent une popularité très inégalement répartie parmi les différents groupes d'électeurs. Bien que les SAV visent à rendre la chose politique plus compréhensible au grand public, ils attirent, en grande partie, les citoyens qui sont plutôt intéressés par la politique (Fivaz et Nadig, 2010). L'utilisateur type d'un SAV a un profil similaire à celui de l'utilisateur d'internet : plus jeune, de sexe masculin, avec des niveaux d'éducation et de revenu plus élevés que la moyenne (Fivaz et Nadig, 2010 ; Ladner, Fivaz et Pianzola, 2012). Les SAV sont donc parfois accusés de « prêcher les convertis » (Boogers et Voerman, 2003, p. 22 ; Fivaz et Nadig, 2010, p. 170) et donc de rater leur cible. Dans le cas du test électoral 2019, les répondants de l'enquête EOS RepResent se sont vus demander s'ils ont utilisé ou non le test électoral.

Ainsi, nous pouvons comparer les électeurs avec les utilisateurs du test électoral sur base d'une série de critères sociodémographiques et politiques (voir annexe, tableau 9.3).

Nous pouvons dessiner le profil de l'utilisateur type sur base des résultats présentés dans le tableau 9.3 en annexe. En ce qui concerne les variables sociodémographiques, on constate que les jeunes électeurs, âgés de 18 à 34 ans, sont surreprésentés parmi les utilisateurs. On observe également une plus grande utilisation de la part des seniors âgés de 65 à 74 ans dans les deux régions. La moyenne d'âge des utilisateurs (48,5 ans) est significativement plus basse que celle des non-utilisateurs (50,5 ans) dans les deux régions (voir annexe, tableau 9.3). Cette différence est faible, cependant. Les résultats de la régression logistique (voir annexe, tableau 9.5) indiquent que, à mesure que l'âge augmente, la probabilité d'utiliser le test électoral diminue. Ainsi, nous pouvons affirmer que les utilisateurs du test électoral sont plus jeunes (hypothèse 1a confirmée).

Nous observons ensuite que les électeurs les plus éduqués constituent le plus grand groupe d'utilisateurs. La régression logistique nous permet en effet de déterminer que la probabilité pour un électeur avec un diplôme supérieur d'utiliser le *test électoral* est 1,5 fois plus élevée que celle des utilisateurs avec un diplôme de l'enseignement secondaire. Ainsi, nous pouvons confirmer que les utilisateurs sont plus éduqués (hypothèse 1b confirmée). Quant au genre, d'après les résultats des tests de comparaison de moyenne, les hommes wallons tendent plus à utiliser le test électoral que les femmes (tableau 9.4 en annexe). En Flandre, on ne remarque aucune différence significative. Néanmoins, l'effet du genre disparaît totalement dans les deux régions lorsque l'on intègre les autres facteurs dans la régression logistique. Nous ne pouvons donc pas confirmer que les hommes sont plus enclins à utiliser le *test électoral* que les femmes (hypothèse 1c rejetée).

Enfin, nous comparons l'intérêt politique des utilisateurs et des non-utilisateurs. Conformément à la littérature existante, l'utilisateur du *test électoral* présente un niveau d'intérêt politique plus élevé que celui de l'électeur moyen. En effet, sur une échelle de 0 (= aucun intérêt) à 10 (= très intéressé), les utilisateurs du SAV ont un plus grand niveau d'intérêt politique (6,45) que les non-utilisateurs (5,12). Les résultats de la régression logistique indiquent que lorsque le niveau d'intérêt augmente, la probabilité d'utiliser le *test électoral* augmente également. Ainsi, les électeurs intéressés par la politique ont davantage tendance à utiliser le SAV (hypothèse 1d confirmée).

Comme mentionné plus haut, nous pourrions nous attendre à ce que les effets de l'âge, du niveau d'éducation, du genre et de l'intérêt politique soient plus forts en Wallonie qu'en Flandre, du fait que les SAV sont un phénomène

plus récent dans cette région et donc que le *test électoral* aurait été moins diffusé dans le grand public. Curieusement, nous n'observons aucune différence significative entre la Flandre et la Wallonie : les utilisateurs des deux régions présentent un profil similaire en ce qui concerne leur genre, âge, niveau d'éducation et d'intérêt politique, ceci en dépit des différents niveaux de notoriété de l'application entre les deux régions (hypothèse 1e rejetée).

Enfin, nous avons également examiné diverses attitudes politiques. L'utilisateur du test électoral présente un niveau de satisfaction vis-à-vis de la démocratie plus élevé que l'électeur moyen. Les utilisateurs du SAV ont également suivi la dernière campagne de manière plus intense que le reste des électeurs. Ces tendances sont équivalentes en Flandre et en Wallonie. En ce qui concerne leur positionnement idéologique sur l'échelle gauche-droite, les statistiques descriptives montrent que les utilisateurs flamands et wallons diffèrent peu. En Flandre, les utilisateurs du *Stemtest* placent leurs convictions soit pour la gauche ou la droite modérée et s'identifient moins avec des positions extrêmes ou au centre. En Wallonie, cependant, la tendance est quelque peu différente. Les électeurs wallons qui s'identifient à gauche ou droite tendent davantage à utiliser le test électoral, ainsi que ceux qui s'identifient à la gauche radicale. Notre régression logistique montre que la probabilité qu'un électeur à l'extrême gauche du spectre politique utilise le SAV est 1,92 fois plus élevée que celle d'un électeur avec une idéologie centriste. La probabilité qu'un électeur avec des convictions de gauche modérée utilise le SAV est également 2,04 fois plus élevée, comparativement à celle d'un électeur qui se positionne au centre ; et la probabilité qu'un électeur qui s'identifie à la droite modérée visite le *test électoral* est 1,81 fois plus élevée que celle d'un électeur au centre. Il n'y a pas toutefois pas d'effet significatif d'un positionnement au centre ou à l'extrême droite sur la probabilité d'utiliser le SAV.

4. « Pourquoi » ? Une typologie des motivations des utilisateurs du *test électoral*

Comme expliqué plus haut, nous pouvons distinguer trois catégories d'utilisateurs du test électoral, modélisées sur base de la typologie des utilisateurs de SAV de Van de Pol et *al.* (2014). Les trois groupes diffèrent entre eux en termes de niveau individuel d'efficacité politique externe, d'intérêt politique du moment où la décision de vote a été prise (voir tableau 9.1 pour un aperçu). Les résultats de l'analyse par grappe sont illustrés dans le tableau 9.6 en annexe. Les résultats discutés ci-dessous montrent que les SAV jouent en effet un rôle d'aide à la décision de vote pour certains électeurs, mais pas pour d'autres.

Les utilisateurs dans le premier groupe sont caractérisés par un faible niveau d'efficacité politique externe et d'intérêt politique. Ces utilisateurs ont pris leur décision de vote durant la campagne. Ce groupe correspond plutôt aux « incertains » de la typologie de van de Pol et *al.* (2014). Ils ne sont pas tant intéressés à suivre les actualités politiques et présentent un faible niveau d'efficacité politique externe, ce qui démontre leur incertitude et leur scepticisme quant à leur capacité d'influer sur la politique. C'est pour cette catégorie d'utilisateurs, qui sont moins intéressés par la politique, que le *test électoral* peut s'avérer le plus utile afin de prendre une décision de vote plus éclairée. En effet, ces électeurs ne souhaitent pas forcément consacrer beaucoup de temps et d'efforts à la campagne ou à l'élection. Le *test électoral* offre donc des informations détaillées et agrégées pour ces électeurs incertains qui ne suivent pas la campagne de près. Cette catégorie d'utilisateurs est la plus petite parmi tous les utilisateurs du *Stemtest* en Flandre (11,1 %) et du *test électoral* en Wallonie (16,6 %). Le tableau 9.7 en annexe présente les caractéristiques sociodémographiques de chaque type d'utilisateurs (âge, éducation et genre). Il est à noter que les femmes sont surreprésentées parmi les incertains et incertaines (67,7 % en Flandre, 68,6 % en Wallonie). Ces électeurs incertains sont également plus jeunes et moins éduqués que le reste des utilisateurs.

Les électeurs du deuxième groupe sont caractérisés pas un niveau moyen d'efficacité externe, sont fortement intéressés par la politique et ont fait leur décision de vote avant le début de la campagne. Ce type d'utilisateurs correspond aux « vérificateurs » de la typologie des utilisateurs de SAV. Les vérificateurs n'ont pas besoin de l'appui d'un SAV afin de décider comment voter, ils utilisent cet outil à des fins de divertissement. Les vérificateurs représentent 41,7 % des utilisateurs flamands et 33,5 % des utilisateurs wallons. Il est intéressant de constater que la plupart des vérificateurs sont des hommes (78,2 % en Flandre, 63,1 % en Wallonie). Ils sont également plus âgés que le reste des utilisateurs, et ce dans les deux régions. En ce qui concerne le niveau d'éducation, les vérificateurs sont plus éduqués en Wallonie, tandis qu'ils ne diffèrent pas de manière significative des autres utilisateurs en Flandre.

Le troisième groupe d'utilisateurs est caractérisé par un niveau moyen d'efficacité externe et d'intérêt politique. Ils ont décidé pour quel parti voter pendant la campagne électorale. Ainsi, ce dernier type d'utilisateurs est semblable au type des « prospecteurs ». Ils diffèrent des vérificateurs principalement sur le plan de l'intérêt politique. Ils sont encore indécis sur la question de savoir pour qui voter avant le début de la campagne. Toutefois, ils ne sont pas aussi pessimistes que les « incertains » quant à leur capacité à influencer le jeu politique.

Le profil du « prospecteur » se retrouve chez 47,2 % des utilisateurs flamands et 49,9 % des utilisateurs wallons. Enfin, les membres de ce groupe sont plutôt jeunes comparativement au reste des utilisateurs.

Globalement, nous ne pouvons donc pas affirmer que les « vérificateurs » constituent le groupe le plus important parmi les utilisateurs belges ; ce sont plutôt les « prospecteur »s. Ce résultat diffère de la recherche de Van de Pol et *al.* (2014) et nous amène à rejeter notre deuxième hypothèse : les « vérificateurs » ne constituent pas le profil dominant d'utilisateurs de SAV en Belgique (hypothèse 2 rejetée). Les électeurs très intéressés par la politique restent néanmoins surreprésentés parmi les utilisateurs par rapport à la population générale des électeurs belges (voir tableau 9.3).

5. L'impact du *test électoral* sur la connaissance politique

Comme mentionné plus haut, nous pourrions nous attendre à ce que les SAV aient un impact positif sur la connaissance politique des utilisateurs. Ils font partie intégrante des campagnes électorales, périodes durant lesquelles les citoyens s'informent sur les propositions politiques des partis politiques. Les concepteurs des SAV affirment qu'ils aident à orienter les citoyens vers les questions les plus importantes d'une l'élection. Est-ce effectivement le cas en Flandre et en Wallonie ?

Examinons tout d'abord quelques statistiques descriptives. Après avoir exclu les répondants pour lesquels des valeurs manquent pour l'âge, le sexe, l'éducation, l'intérêt politique, le positionnement gauche-droite, la participation politique, l'intensité de la campagne ou l'utilisation du SAV fédéral, nous obtenons 1470 répondants flamands et 871 répondants wallons. Parmi eux, 555 Flamands et 244 Wallons ont utilisé le SAV développé pour les élections fédérales. Comme expliqué plus haut, les répondants avaient deux options pour positionner un parti sur chaque enjeu : ils pouvaient soit le cocher, ce qui signifie qu'ils pensaient que le parti était d'accord avec la proposition correspondante, soit laisser la case vide, ce qui signifie qu'ils pensaient que le parti n'était pas d'accord ou simplement qu'ils ne connaissaient pas la position de ce parti sur la proposition correspondante. Au total, respectivement 30 et 44 positions de parti auraient dû être marquées comme étant positives (en accord), par les répondants flamands, d'une part, et wallons, d'autre part.

En moyenne, les répondants flamands ont correctement indiqué 35,87 % de ces 30 positions de parti. Les sondés wallons ont correctement indiqué 31,96 % des 44 positions de parti. Ces chiffres semblent indiquer un faible niveau d'expertise des électeurs au sujet du système de partis. Dans nos analy-

ses, nous attribuons un demi-point lorsqu'un répondant a laissé une case vide à juste titre, pour chacune des propositions, de sorte à ne pas perdre d'information. En utilisant nos deux mesures (l'une pour la Flandre, l'autre pour la Wallonie), nous constatons que l'expertise moyenne des électeurs quant au système de partis est de 27,70 en Flandre (par rapport à un maximum possible de 43) et de 33,03 en Wallonie (par rapport à un maximum de 68,5). Néanmoins, ces mesures ne doivent pas être comparées entre elles. D'une part, les partis diffèrent en Flandre et en Wallonie, et d'autre part, les mesures sont construites sur bases de propositions différentes puisque le SAV fédéral diffère légèrement dans ses versions néerlandophone et francophone. Notre intérêt se situe plutôt dans l'effet éventuel de l'utilisation des SAV sur l'expertise quant au système des partis : l'utilisation des SAV a-t-elle favorisé la connaissance quant aux positions des partis sur les divers enjeux ?

Deux tests de comparaison de moyenne suggèrent que le SAV pourrait avoir eu un effet positif significatif sur la connaissance en Flandre et en Wallonie. En Flandre, les répondants qui n'ont pas utilisé le test électoral fédéral ont obtenu un score moyen de 26,53 pour l'expertise du système de partis, tandis que les utilisateurs ont obtenu un score de 29,63. Les répondants wallons qui ont utilisé le SAV ont obtenu un score moyen de 35,15 pour l'expertise du système des partis, tandis que les non-utilisateurs ont obtenu un score de 32,21.

En vue de confirmer ces premiers résultats, nous avons effectué deux analyses multivariées avec des modèles de régression dans lesquels nous contrôlons les facteurs qui influencent le niveau de connaissance du système de partis (voir le tableau 9.8 en annexe). Cette analyse indique que, tant en Wallonie qu'en Flandre, l'utilisation du SAV fédéral exerce un impact significatif ($p < 0,001$) sur l'expertise quant au système des partis. Ainsi, par exemple, toutes choses étant égales par ailleurs, un électeur wallon qui utilise le *test électoral* fédéral obtient 1,82 points de plus qu'un non-utilisateur. De même, un utilisateur flamand obtient 2,34 points de plus qu'un non-utilisateur. Ainsi, nous pouvons confirmer que l'utilisation du SAV exerce un impact positif sur l'expertise des électeurs en matière de système de partis (hypothèse 3 confirmée). Cependant, il convient de noter que cet impact est assez faible.

L'analyse des autres facteurs révèle à la fois des similitudes et des différences entre les deux régions. Tant en Flandre qu'en Wallonie, l'âge, le sexe et l'intérêt politique ont un impact positif sur l'expertise quant au système des partis. Par contre, la participation à la vie politique ne semble pas avoir un impact significatif sur cette expertise. En ce qui concerne les différences, nous observons que le positionnement du répondant sur l'échelle gauche-droite joue un rôle important en Flandre – où l'on compte plus d'électeurs extrêmes étant plus au fait du système des partis – mais pas en Wallonie. En outre, l'in-

tensité avec laquelle un électeur a suivi la campagne n'a pas d'importance en Flandre, mais elle en a en Wallonie : plus cet électeur suit la campagne de manière intensive, mieux il est informé. La différence la plus frappante est peut-être l'absence d'impact significatif du niveau d'éducation en Flandre, alors qu'en Wallonie, les résultats sont plus conformes à nos attentes : les citoyens plus instruits ont une plus grande expertise quant au système de partis.

6. Discussion et conclusion

L'objectif global de ce chapitre a été d'analyser l'impact du SAV *Stemtest-test électoral* lors des élections fédérales, régionales et européennes de mai 2019 en Belgique. En effet, la nouveauté relative, en Wallonie, et la tradition plus établie de ce genre d'outil en Flandre, offre l'opportunité de comparer simultanément deux populations, dans différents systèmes de partis. Sur base des données provenant d'une enquête en ligne conçue par les chercheurs du projet EOS RepResent, nous avons examiné trois questions. Les deux premières ont trait à l'utilisation du SAV : qui en sont les utilisateurs et pourquoi l'utilisent-t-ils ? La troisième question se réfère à l'impact du SAV : Les utilisateurs apprennent-ils effectivement plus sur les positions des partis quant aux divers enjeux que les non-utilisateurs ?

Si la plupart de nos conclusions rejoignent celles des recherches sur les SAV en Belgique et ailleurs, certains résultats de nos analyses sont plus inattendus. Tout d'abord, nous avons pu établir que, comparativement aux non-utilisateurs, les utilisateurs sont plus jeunes (H1a), plus instruits (H1b) et plus intéressés par la politique (H1d). Cependant, nous ne constatons aucune différence en termes de genre dans l'utilisation du SAV (H1c) : tant les femmes que les hommes utilisent les SAV disponibles en Belgique. Par ailleurs, en raison de la nouveauté de l'outil, nous nous attendions à un effet plus important de ces quatre variables sur les utilisateurs wallons par rapport aux utilisateurs flamands (H1e). Contrairement à nos attentes, nous n'avons pas constaté un tel effet. Les utilisateurs flamands et wallons de VAA ont un profil similaire, bien que le *Stemtest* ait été introduit en région flamande 11 ans avant le lancement du premier *test électoral* pour la Belgique francophone.

Deuxièmement, sur base des travaux de Van de Pol et *al.* (2014), nous nous attendions à ce que la majorité des utilisateurs soient des « vérificateurs », c'est-à-dire des utilisateurs qui sont déjà sûrs de leur choix de vote avant d'utiliser un SAV et qui l'utilisent principalement comme un moyen de divertissement. Cependant, nous n'avons pas confirmé ceci pour les utilisateurs belges du SAV.

Il semble plutôt que les « prospecteurs » soient le groupe le plus nombreux par rapport aux « incertains » et aux « vérificateurs », tant en Flandre qu'en Wallonie.

Enfin, nous avons estimé l'impact de l'utilisation du SAV sur la connaissance qu'ont les électeurs des positions des partis sur les enjeux politiques, également appelée expertise quant au système de partis. Tant en Flandre qu'en Wallonie, nous avons trouvé des preuves d'un impact faible, mais positif de l'utilisation du SAV sur l'expertise des électeurs en matière de système de partis. Ainsi, nous démontrons qu'en Belgique, les SAV satisfont bien à ce que les concepteurs de SAV visent à accomplir : informer les citoyens sur les positions politiques des partis.

Toutefois, nos analyses comportent des limites. Notre première remarque concerne notre échantillon. Nous nous basons sur des enquêtes en ligne. Par conséquent, la proportion d'utilisateurs du SAV parmi les électeurs belges est probablement surestimée, notamment car les internautes et les utilisateurs du SAV ont des profils similaires. Le *test électoral* a rendu 985.652 « conseils de vote » du côté francophone. Or, 29 % des personnes interrogées dans notre échantillon d'électeurs wallons ont déclaré avoir utilisé au moins un des SAV disponibles. En outre, deux tiers des utilisateurs de notre échantillon ont utilisé plusieurs SAV. Ainsi, par rapport à la population générale des électeurs wallons, le nombre d'utilisateurs de notre échantillon est probablement gonflé.

Par ailleurs, il convient de rappeler que le test électoral était librement accessible en ligne également aux non-électeurs, et à tous les utilisateurs en Belgique et à l'étranger. Le problème d'endogénéité ne se pose pas puisque la mesure de connaissance politique est prise en vague 2 (notamment). Une dernière remarque concerne la typologie des utilisateurs de SAV élaborée par Van de Pol et al (2014) sur base des motivations de l'utilisation d'un SAV. À cet égard, bien que nous disposions de données sur l'intérêt politique des répondants, leurs préférences de vote et leur efficacité politique, nous n'avons pas de question qui sonde directement les raisons qui motivent leur visite du site web du SAV (divertissement, simple information, aide à la décision de vote...).

En dépit de ces limites, nos résultats apportent un certain nombre d'éléments intéressants quant au profil et aux motivations des utilisateurs des SAV belges, en particulier quant à l'impact de l'outil sur le niveau de connaissance du système des partis. Des recherches complémentaires devront être menées afin d'approfondir l'étude de l'impact du SAV sur l'expertise quant au système de partis, mais aussi du profil et de la motivation des utilisateurs.

Chapitre 10
Les élections européennes de 2019 en Belgique
Enfin des élections de premier ordre ?

Cal Le Gall
Virginie Van Ingelgom
Ramon Van der Does

À l'image des quelques 200 millions d'électeurs européens des 28 États membres de l'Union européenne (UE), les électeurs belges se sont rendus aux urnes le 26 mai 2019 pour choisir les 21 députés qui vont les représenter au Parlement européen pour les cinq prochaines années. Il s'agissait de la neuvième élection du Parlement européen élu au suffrage universel. Malgré un accroissement des compétences de l'Union européenne et malgré les « crises » multiples qui l'ont ébranlée, le constat du caractère secondaire des élections européennes, n'a guère dû être amendé qu'à la marge, jusqu'aux élections européennes de 2014 (Reif, 1984 ; Schmitt, 2005 ; Hix et Marsh 2007, 2011 ; Belot et Van Ingelgom, 2015, Sauger, 2015 ; Schmitt et Teperoglou, 2015 ; Schmitt et Toygür, 2016). La participation y avait atteint des minima – jusqu'à 13,04 % en Slovaquie – et des partis protestataires des records – 24,86 % pour le Front National en France (Sauger, 2015). Victimes de campagnes courtes et dominées par les enjeux nationaux, négligées par les partis et les élites politiques traditionnelles, les élections européennes peinaient encore en 2014 à s'imposer comme des élections de premier plan.

Seulement voilà, depuis les élections européennes de 2014, beaucoup d'eau semble avoir coulé sous les ponts européens. En témoigne évidemment les incessantes discussions autour du Brexit, mais aussi les « crises » successives qui secouent le continent européen depuis plusieurs années, dont en particulier la « crise » migratoire. 2019 est également la seconde élection à s'être déroulée depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui avait institué le système dit des *Spitzenkandidaten* que l'on peut traduire par « candidats têtes de liste ». Cette procédure prévoit que le candidat désigné par le parti ayant obtenu le plus de voix au Parlement européen soit élu Président de la

Commission européenne après avoir été proposé par le Conseil européen. Elle vise donc à rendre les élections européennes plus importantes aux yeux des citoyens de l'Union puisque par leur vote ils désignent également le Président de la Commission. Les enjeux européens apparaissent donc comme plus saillants dans le débat public remettant ainsi peut-être en cause – au moins partiellement – le caractère secondaire du scrutin européen.

En Belgique, deux résultats principaux ressortent des élections européennes de mai 2019. Tout d'abord, le taux de participation électoral effectif est de 88,5 % contre 89,6 % en 2014, soit un recul de 1,1 % en cinq ans et le taux de participation le plus bas jamais enregistré dans le pays pour un scrutin européen (Kelbel, 2019 : 17). Cette évolution de la participation électorale se distingue de la participation aux élections fédérales qui a connu une augmentation de 0,5 points en 5 ans (Dandoy et *al.*, 2015). Cette évolution est également à mettre en perspective avec l'augmentation générale de la participation électorale aux élections européennes dans la plupart des autres pays membres. Ensuite, au sein des deux collèges électoraux français et néerlandais, seuls Ecolo (+8,2 %), Groen (+1,8 %), le PTB (+9,1 %) et le VB (+4,5 %) progressent. Les partis traditionnels et/ou ayant été membres du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement régional se tassent systématiquement : PS (-2,6 %), MR (-7,8 %), CDH (-2,5 %), N-VA (-4,3 %), Open VLD (-4,4 %), CD&V (-5,5 %) et SP.A (-3 %) (Kelbel, 2019 : 18). Ces résultats semblent donc indiquer qu'en Belgique en 2019 les élections européennes étaient encore des élections de second ordre dans la mesure où la participation recule et les résultats des partis non-gouvernementaux progressent ; ces deux résultats étant classiquement associés au modèle des élections de second ordre. Néanmoins, les scores de partis spécifiquement pro-européens comme Ecolo, Groen et l'Open VLD ont aussi progressé (voir introduction), remettant en cause le modèle de second ordre qui affirme que les enjeux européens ne comptent pas dans les élections européennes et n'ont pas d'effets sur le vote. Dès lors, qu'en est-il vraiment ? Comment comprendre ce résultat dans un contexte où pourtant la politisation des enjeux européens s'accroit ? Les élections européennes de 2019 en Belgique ont-elles été encore une fois des élections de second ordre ?

Ce chapitre entend précisément répondre à cette question et tester l'hypothèse d'une remise en cause – partielle – du modèle d'élection de second ordre. Il s'agit donc de comprendre si les élections européennes ont été l'objet d'un choix proprement européen à partir de l'analyse des données collectées lors des élections européennes de 2019 en Belgique. Plus précisément, ce chapitre vise à faire ressortir les logiques plurielles à l'œuvre entre attitudes, participation et vote en se focalisant sur deux dimensions particulières du scrutin de 2019 : la perception accrue de la responsabilité de l'Union européenne et

celle d'une possible désintégration européenne faisant suite au Brexit. Pour comprendre les évolutions électorales constatées en 2019 et dans la lignée des travaux sur les élections de second ordre, deux enjeux seront au cœur de nos analyses : la participation électorale et le vote pour des partis *challenger*.

1. Les élections européennes de 2019 en Belgique : toujours des élections de second ordre ?

Au sein de la littérature scientifique, la question des élections européennes a principalement été abordée à partir du modèle des élections dites de second ordre. Nous présentons ce modèle dans cette partie en vue de préciser ensuite nos hypothèses. Il s'agit bien ici de déterminer si et en quoi les élections européennes de 2019 en Belgique peuvent être considérées comme différentes à la lumière du modèle du second ordre ; ce modèle ayant été remis en question de façon plus importante ces dernières années (Schmitt, 2005 ; Corbett, 2014).

1.1. Le modèle d'élections de second ordre dans les élections européennes

Entérinée lors du sommet de Paris en décembre 1974, l'élection du Parlement européen visait pour les partisans d'une Europe plus intégrée à faire de la Communauté européenne un véritable système politique démocratique. Certains estimaient en outre que les élections susciteraient des débats autour des questions européennes. À ces espoirs, les premières élections au Parlement européen répondent par un démenti. Plusieurs observateurs de l'époque le résument ainsi : « *Dans une élection qui fut dramatisée, mais dont ne dépendait pas le choix d'un "nouveau type de société", les jeux de la classe politique n'ont pas séduit et l'enjeu européen a laissé indifférent* » (Bibes et *al.*, 1979, p. 1050).

Dès 1979, cette indifférence envers les élections européennes est qualifiée théoriquement : les élections européennes sont des élections de second ordre (Reif et Schmitt, 1980 ; Reif, 1984 ; Reif et *al.*, 1997 ; Marsh, 1998). En particulier, la théorie des élections de second ordre appliquée au cas européen repose plus précisément sur deux constats empiriques principaux (Reif et Schmitt, 1980 ; Reif et *al.*, 1997 ; Marsh, 1998 ; Hix et Marsh, 2011). Le premier est celui d'une participation électorale moindre des électeurs à l'occasion des scrutins européens que pour les scrutins nationaux. Le second est que les partis dits de gouvernement perdent des voix lors des scrutins européens par rapport au scrutin national précédent. Ce dernier constat explique souvent que ces élections profitent principalement aux partis périphériques dans le système.

1.2. La perception de la responsabilité de l'UE, participation électorale et préférences électorales

Le modèle de second ordre postule, tout d'abord, que la faible participation électorale lors des élections européennes s'explique par le manque d'autorité de l'Union européenne en général, et du parlement européen en particulier. En effet, Reif (1984) fait remarquer que les citoyens s'intéressent moins aux élections européennes, car il y a « moins en jeu » que dans les élections de premier ordre, i.e. les élections nationales. Plus précisément, un des éléments essentiels permettant de comprendre la faible participation aux élections européennes est l'impact négligeable du résultat de l'élection européenne sur les décisions politiques. Dans les faits, l'Union européenne bénéficie de peu de compétences exclusives en dehors du marché commun et influe, ainsi, de façon seulement indirecte sur un grand nombre de politiques publiques mises en place au niveau national (Cini et *al.*, 2012). De plus, le Parlement européen partage son pouvoir décisionnel avec le Conseil de l'Union européenne, et le pouvoir d'initiative des lois revient à la Commission européenne. En résumé, le Parlement européen bénéficie de peu de pouvoir en comparaison avec les parlements nationaux.

Or, les études sur la participation électorale ont montré, depuis longtemps, que la propension à participer à un scrutin dépend, en partie, des bénéfices associées à l'acte de vote (Downs, 1957). En effet, une compréhension de la participation électorale fondée sur les théories du choix rationnel considère que les électeurs évaluent les coûts relatifs par rapport aux avantages perçus du vote lorsqu'ils décident de participer aux élections. Par conséquent, lorsque les avantages de la participation aux élections l'emportent sur les coûts, les électeurs sont plus enclins à voter. Dans ce cadre, les bénéfices associés au vote lors d'élections européennes devraient dépendre en grande partie de l'attribution de responsabilité à l'égard de l'Union européenne. Partant de ce constat, nous émettons l'hypothèse suivante :

> H1 : plus un citoyen considère l'UE comme ayant une influence sur son quotidien, plus sa probabilité de voter aux élections européennes sera élevée.

La perception que les élections européennes sont de moindre importance invite aussi les gens à voter moins tactiquement ou stratégiquement. Le vote n'a pas pour but premier de choisir le parti le plus capable de gouverner en faveur de l'électeur. Les électeurs peuvent donc utiliser leur vote en exprimant un vote sincère pour leur parti préféré, même si celui-ci est petit et a donc peu de chances de gouverner. Ils peuvent aussi utiliser leur vote pour faire entendre leur mécontentement. Cela les conduira à voter contre les partis de gouvernement au niveau national en signe de protestation (Oppenhuis et *al.*, 1996).

De plus, l'approche des élections de second-ordre postule que les choix individuels de vote se feront surtout en pensant à la scène politique nationale et pas en fonction de questions européennes en tant que telles. Cela se voit d'ailleurs dans les campagnes électorales où il est peu fait référence à ce qui se passe réellement au sein du Parlement européen. Enfin, le parlement européen n'est pas la seule instance décisionnelle dans le système de gouvernance européen. En effet, la Commission européenne a le monopole de l'initiative législative, tandis que le Conseil de l'Union européenne est co-législateur avec le parlement. Dans le système de gouvernance européen, les gouvernements nationaux ont donc autant de pouvoir sur les décisions politiques que les parlementaires européens. En somme, le niveau national reste toujours central dans la prise de décision au niveau européen. Pour toutes ces raisons, nous émettons l'hypothèse suivante :

> H2 : moins un citoyen considère l'UE comme ayant une influence sur son quotidien, plus il votera pour des partis non-gouvernementaux aux élections européennes.

1.3. Attitudes européennes, participation électorale et préférences électorales

À partir de l'observation que l'Union européenne ne possède qu'une autorité limitée sur les décisions, de Wilde et Zürn (2012) ont fait l'hypothèse que ce manque de compétences aurait pour conséquence de réduire la politisation des enjeux européens au sein des débats publics. De fait, les élections européennes sont mal connues (Bréchon et *al.*, 1995) et leur visibilité médiatique est faible (De Vreese et *al.*, 2006). Elles voient s'affronter au sein de chaque système politique national des partis nationaux (Schmitt 2005 ; Schmitt et Van der Eijk, 2003, 2007 ; Hix et Marsh, 2011) qui, pour les plus importants d'entre eux, n'ont aucun intérêt à se défier sur les questions européennes puisqu'ils partagent une position commune favorable à la poursuite du processus d'intégration européenne (Taggart, 1998). Ainsi, l'intégration européenne constitue rarement un enjeu lors des élections européennes, tant pour les partis, que pour les électeurs de la fin des années 1970 aux années 2000 (Hooghe et Marks, 2009).

Dans ce contexte de faible politisation de l'UE, plusieurs auteurs ont mis en exergue que ce sont les attitudes européennes des citoyens eux-mêmes qui jouent. En particulier, les enthousiastes de l'intégration européenne se déplacent et votent, tandis que ceux qui sont mécontents de l'intégration européenne ont tendance à s'abstenir (Blondel et *al.*, 1997 ; Blumler et Fox, 1982 ; Schmitt et van der Eijk, 2007). De la même manière, au niveau agrégé, les pays où le taux de participation est le plus fort sont aussi ceux qui bénéficient le plus du

budget communautaire et où le soutien à l'intégration européenne est le plus affirmé (Mattila, 2003 ; Stockemer, 2011, 2012). Aussi, Ketmen-Cin (2017) indique que ceux qui sont indifférents à l'égard de l'intégration européenne auront plus tendance à s'abstenir. Cette première nuance apportée par la littérature permet donc de mettre en évidence le lien entre les attitudes des citoyens à l'égard de l'intégration européenne et la propension à participer aux élections européennes. Une hypothèse, centrale au modèle d'élection de second ordre, peut donc être formulée comme suit :

> H3 : plus l'UE est considérée comme une bonne chose par un citoyen, plus il participera aux élections européennes. Au contraire, plus il est indifférent ou plus il considère l'intégration européenne comme une mauvaise chose, moins il participera.

Au-delà de la question de la participation, d'autres travaux insistent sur le rôle que les attitudes à l'égard de l'intégration européenne sur les préférences électorales. Le fait que les partis les plus divisés et, donc, ambigus sur les questions européennes – à savoir les partis traditionnels – fassent toujours des scores moindres aux élections européennes qu'à d'autres élections a ainsi été analysé comme une preuve de la prise en compte des enjeux européens par les électeurs dans leur vote aux élections européennes (Ferrara et Weishaupt, 2004). Au niveau individuel, Michael Marsh (2007) a montré que les électeurs qui pensent que l'intégration européenne va trop vite sont moins susceptibles de voter pour les partis de gouvernement aux élections européennes. Simon Hix et Michael Marsh (2007) ont également mis en évidence que les nouveaux partis réussissent mieux aux élections européennes, répondant en cela aux attentes du modèle de l'élection de second ordre. Ceci est beaucoup plus vrai pour ceux qui se montrent très clairement eurosceptiques, preuve que l'enjeu européen a bien une influence sur le choix électoral. L'importance des attitudes à l'égard de l'UE sur le choix électoral est encore plus avérée dans le cas des partis qui font de l'intégration européenne leur enjeu essentiel, voire leur seul enjeu. Le cas des deux partis Danois, le Mouvement de Juin et le Mouvement du Peuple contre l'UE se présentant uniquement lors des élections européennes et rassemblant jusqu'à 25 % des voix lors de l'élection de 1979 est exemplaire (Worre, 1996). Les travaux portant sur le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) insistent également sur le rôle essentiel joué par l'enjeu européen dans le vote pour ce parti (Ford et *al.*, 2012). À partir de ces observations, nous émettons l'hypothèse suivante :

> H4 : plus les citoyens sont eurosceptiques (respectivement, europhiles), plus ils voteront pour un parti eurosceptique (respectivement, europhile).

En conclusion, malgré les caractéristiques générales des scrutins européens, des auteurs ont défendu dès les années 1990 que le modèle des élections de second ordre devait être remis partiellement en question en ce qui concerne le scrutin européen (Schmitt, 2005 ; Corbett, 2014). L'ensemble de ces travaux mettent au centre de leur remise en cause partielle de la théorie de second ordre, le rôle clé joué par les attitudes à l'égard de l'intégration européenne. De manière générale, les travaux reconnaissent donc que si les élections européennes sont toujours pour partie des élections de second ordre, elles sont également de plus en plus un moment où les électeurs expriment un vrai choix européen, qu'il soit en faveur de davantage d'intégration ou critique par rapport à l'UE (Hobolt et Spoon, 2012 ; Stockemer, 2012). Qu'en est-il des élections européennes en Belgique en 2019 ?

2. Les élections européennes de 2019 : vraiment différentes ?

Dans la lignée de ces travaux, nous nous proposons donc de poser la question du rôle joué par les attitudes à l'égard de l'UE et du processus d'intégration sur le vote aux élections européennes à partir de données relatives aux élections européennes de mai 2019 en Belgique. En effet, ces élections devraient avoir été beaucoup plus que d'autres le moment de l'affirmation d'un choix sur l'intégration européenne à travers le vote, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en mai 2019, la visibilité de l'UE dans les États membres était forte. L'UE a gagné des compétences importantes depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne (Hix et Høyland, 2013). Des travaux ont ainsi démontré que la crise économique avait amené un *empowerment* de l'UE dans les domaines économiques (Schimmelfennig, 2014). Dix ans après de début de la crise économique, l'UE pourrait très largement apparaître comme responsable des questions économiques et en particulier de l'incapacité des États à produire une relance économique.

Ensuite, on peut faire l'hypothèse d'une politisation accrue des enjeux européens. Tout d'abord, les « crises » économiques et migratoires récentes ont amené l'UE au centre de l'attention médiatique (Hooghe et Marks, 2018 ; de Wilde, 2019). Les élections de 2019 constituent également le second scrutin européen à s'être déroulé depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui avait institué le système dit des *Spitzenkandidaten*, qui vise à rendre les élections européennes plus importantes en liant les élections européennes au choix de Présidence de la Commission européenne. *Last but not least*, l'épisode du Brexit a lui aussi accru la visibilité de l'UE depuis 2016 (de Vries, 2018).

Les élections européennes de 2019 se sont donc déroulées dans un contexte européen particulier caractérisé de notre point de vue par deux éléments dis-

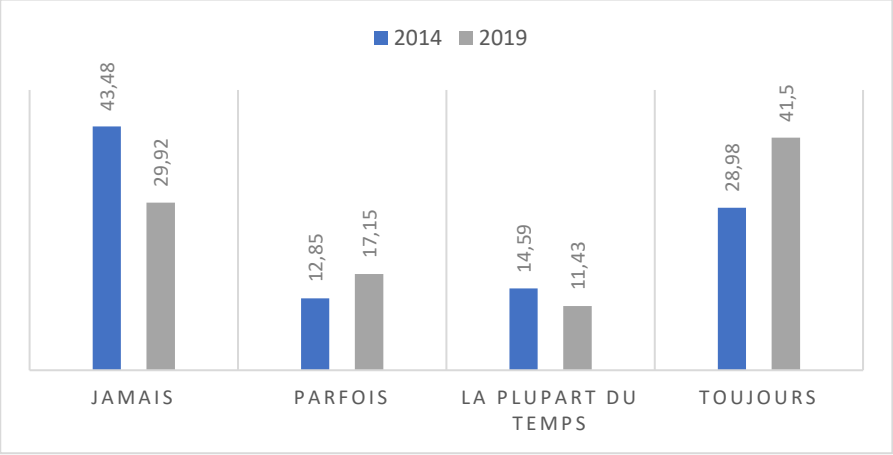
tinctifs : une politisation croissante des enjeux européens – notamment par la succession de ce qui a été qualifié de « crises » économiques, financières, migratoires – posant plus ou moins explicitement la question de la *responsabilité de l'Union européenne* et les discussions entourant le Brexit qui ont amené à devoir considérer également un processus de *désintégration* européenne, renforçant ainsi la perception de l'importance des élections européennes. L'ensemble de ces éléments invitent donc une nouvelle fois à questionner l'adéquation du modèle des élections de second ordre aux élections européennes.

3. Présentation des données et des variables

Si ce chapitre pose la question somme toute classique de l'importance du processus d'intégration européenne pour les citoyens – questions très largement abordées par la littérature comme nous venons de le montrer – notre démarche aura ceci d'inédit que nous mobiliserons des variables originales pour saisir l'importance accordée par les citoyens belges au processus d'intégration européenne. Dans cette section, nous présentons les variables mobilisées dans le cadre de nos analyses. Lorsque les questions étaient déjà présentes dans l'enquête PartiRep de 2014 (Deschouwer et *al.*, 2015), nous présentons également les évolutions au cours des cinq dernières années.

Tout d'abord, pour mesurer si l'attribution de responsabilité à l'UE et la perspective d'une désintégration de l'UE jouent ou non un rôle dans le choix d'aller voter ou de s'abstenir, l'enquête EOS RepResent nous offre une question sur la participation aux élections européennes dans l'hypothèse où le vote ne serait plus obligatoire. En effet, le vote étant obligatoire en Belgique, la question de la participation électorale est fortement contrainte par ce dispositif légal et ne peut dès lors se poser que de manière hypothétique. Nous utilisons donc une variable dépendante peu traditionnelle pour évoquer la participation électorale (Smets et Van Ham, 2013) dans notre étude : « *Si le vote n'était plus obligatoire en Belgique, iriez-vous toujours voter, la plupart du temps voter, parfois voter ou jamais voter ?* » codée en quatre items 1) toujours : 2) la plupart du temps ; 3) parfois ; 4) jamais.

Graphique 10.1. Participation aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire, 2014 et 2019

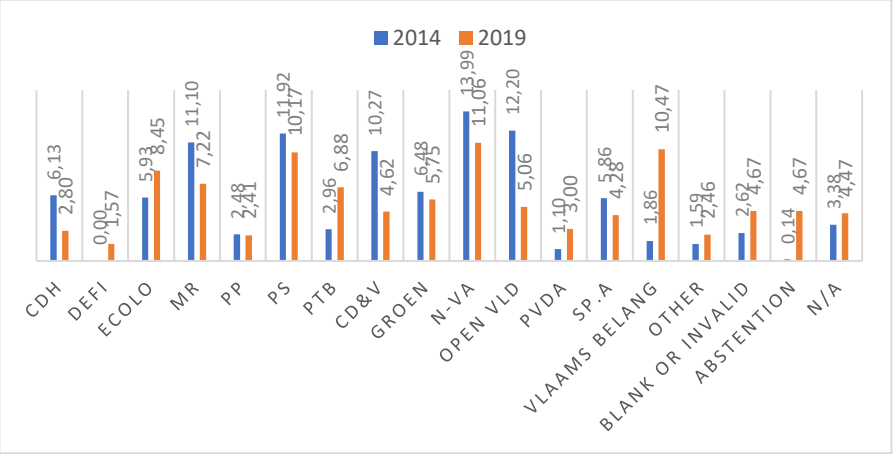


Source : PartiRep, 2014 ; EOS RepResent 2019

Le graphique 10.1. présente les évolutions pour le vote hypothétique déclaré aux élections européennes entre 2014 et 2019. L'évolution la plus significative est une augmentation du nombre de répondants belges déclarant qu'ils iraient toujours voter si le vote n'était plus obligatoire pour les élections européennes. En effet, ce pourcentage augmente de 28,98 % en 2014 à 41,0 % en 2019 alors que la proportion de répondants belges déclarant qu'ils n'iraient plus jamais voter diminue de 43,48 % à 29,92 % au cours de la même période de cinq années. Cette évolution va dans le sens d'une confirmation de l'hypothèse selon laquelle les élections européennes ne seraient plus tout à fait des élections de second ordre.

Ensuite, il s'agit de regarder également ce qui se passe du côté des comportements électoraux effectifs des électeurs, donc de leur vote déclaré pour un parti politique. La question est posée dans ces termes : *« Pour quel parti avez-vous voté pour les élections européennes ? Liste de l'ensemble des partis ayant présenté des listes aux élections européennes »*.

Graphique 10.2. Vote déclaré pour les élections européennes, 2014 et 2019

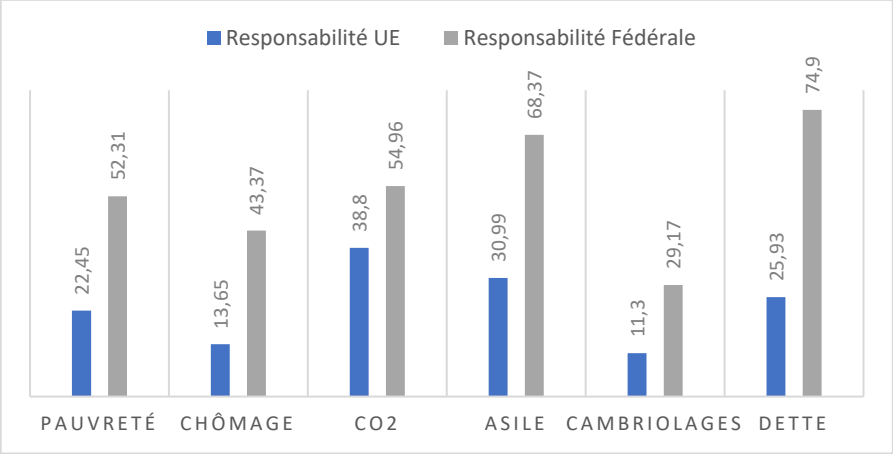


Source : PartiRep, 2014 ; EOS RepResent 2019

Le graphique 10.2. tend à confirmer le modèle des élections de second ordre. Tout d'abord, la participation déclarée, ainsi que les bulletins blancs ont augmenté entre 2014 et 2019. Ensuite, les partis de gouvernement ne performent pas autant que les partis challengers dans ces élections. En effet, comme c'est le cas pour les résultats officiels, le pourcentage de votes déclarés n'a augmenté que pour Ecolo, le PTB et le Vlaams Belang entre 2014 et 2019. Tous les partis du gouvernement fédéral de Charles Michel enregistrent une perte d'électeurs déclarés depuis les élections de 2014. Ainsi les quatre partis de la coalition gouvernementale au niveau fédéral – le MR, la N-VA, l'Open VLD et le CD&V – reculent systématiquement dans les votes déclarés des électeurs aux élections européennes de 2019.

Ensuite, pour tester le modèle des élections du second ordre et mesurer les attitudes des citoyens belges à l'égard de l'intégration européenne, l'enquête EOS RepResent nous offre deux variables d'intérêt qui seront mobilisées comme variables explicatives : la première porte sur la responsabilité des différents niveaux de gouvernement pour une série de problèmes publics ; la seconde pose explicitement la question du sentiment des citoyens dans la perspective d'une éventuelle désintégration de l'UE. La question de la responsabilité est posée comme suit : *Selon vous, quels gouvernements sont responsables de l'augmentation ou de la baisse de ces six problèmes sociaux ? Pauvreté ; Chômage ; CO2 ; Asile ; Cambriolages ; Dette.* Les modalités de réponses ont été codées en deux items : 0) autres gouvernements ; 1) l'Union européenne & 0) autres gouvernements ; 1) le gouvernement fédéral.

Graphique 10.3. Attribution de responsabilité pour les problèmes sociaux, 2019



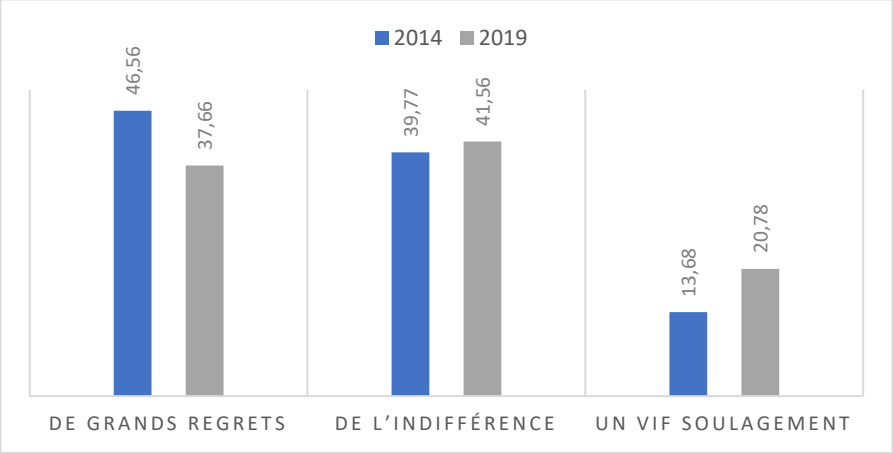
Source : EOS RepResent 2019

Le graphique 10.3. présente les résultats de cette question et différencie entre l'attribution de responsabilité au gouvernement fédéral et à l'Union européenne. Deux éléments peuvent d'ores et déjà être notés ici. Tout d'abord, les électeurs belges interrogés attribuent davantage et de manière systématique pour les six problèmes envisagés, la responsabilité politique des problèmes sociaux au gouvernement fédéral plutôt qu'à l'UE. Cependant, et c'est là le second point important à noter, trois problèmes sociaux relèvent pour plus d'un quart des personnes interrogées de la responsabilité de l'UE. Le premier problème pour lequel la responsabilité de l'UE est engagée pour 38,8 % de l'échantillon est les problèmes environnementaux liés à la production de CO2. Les problèmes liés aux demandeurs d'asile arrivent en seconde position puisque 30,99 % des répondants belges pensent que l'UE est responsable de ces problèmes. Enfin, la question de la dette est considérée par 25,93 % des répondants belges comme étant un problème relevant de l'UE. Nous concentrerons donc nos analyses sur ces trois domaines pour lesquels la responsabilité de l'UE est identifiée comme étant la plus importante par les répondants belges. La question n'ayant pas été posée en 2014, la comparaison diachronique est ici rendue impossible.

Nous ne limitons pas notre analyse à l'unique effet de l'attribution de responsabilité sur le choix d'aller voter ou de s'abstenir et sur le vote déclaré pour un parti. En effet, nous posons également la question de l'importance de l'intégration européenne pour les électeurs belges de manière plus radicale en les amenant à envisager l'éventualité d'une désintégration du processus euro-

péen. La question est formulée dans ces termes : *Si on annonçait demain que l'Union européenne est abandonnée, éprouveriez-vous de grands regrets, de l'indifférence ou un vif soulagement ?* avec trois modalités de réponses : 1) De grands regrets, 2) De l'indifférence et 3) Un vif soulagement. Cette question a été posée jusqu'en 2004 par les sondages Eurobaromètre avant de disparaitre des enquêtes suivantes (Van Ingelgom, 2014). Au vu de la volonté des électeurs du Royaume-Uni de quitter l'UE et des « crises » successives rencontrées par l'UE, il nous a semblé opportun d'interroger les citoyens belges quant à une possible disparition de l'UE.

Graphique 10.4. Attitudes des répondants belges à l'égard de l'éventualité d'une disparition de l'UE, 2014 et 2019



Source : PartiRep, 2014 ; EOS RepResent 2019

L'évolution des sentiments des répondants belges en cas de disparation de l'UE est présentée dans le graphique 10.4. Il faut tout d'abord noter que le pourcentage de répondants belges déclarant qu'ils seraient très soulagés si l'UE disparaissait est le plus faible. Il est néanmoins en nette augmentation depuis 2014 passant de 13,68 % à 20,78 % en 2019. Le second élément important est que la seule catégorie qui recule est la catégorie des citoyens déclarant qu'ils auraient de grands regrets si l'UE disparaissait qui perd 9 points entre 2014 et 2019. Enfin, la catégorie se déclarant indifférente augmente légèrement en 2019 et représente 41,56 % des répondants belges en 2019, soit la catégorie de réponse la plus importante.

Du point de vue de l'importance de l'UE pour les citoyens belges, ces évolutions amènent à relativiser son importance grandissante entre 2014 et 2019 puisqu'une partie significative des répondants se déclare toujours indifférents si l'UE venait à disparaître et ils sont également plus nombreux à se déclarer soulagés à l'idée que l'UE disparaisse. Cette variable nous permettra de tester notre première hypothèse en considérant que les citoyens qui se disent indifférents si l'UE disparaissait ne considèrent pas l'UE comme importante à l'inverse des deux autres catégories qui pour des raisons opposées considèrent l'UE comme importante.

4. Analyses et résultats

Dans un premier temps, nous examinons l'effet de 1) l'attribution de responsabilité à l'Union européenne et 2) des attitudes à l'égard de l'Union européenne sur la participation aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Dans un second temps, il s'agira de déterminer si ces deux variables ont affecté le choix des partis aux élections européennes de 2019.

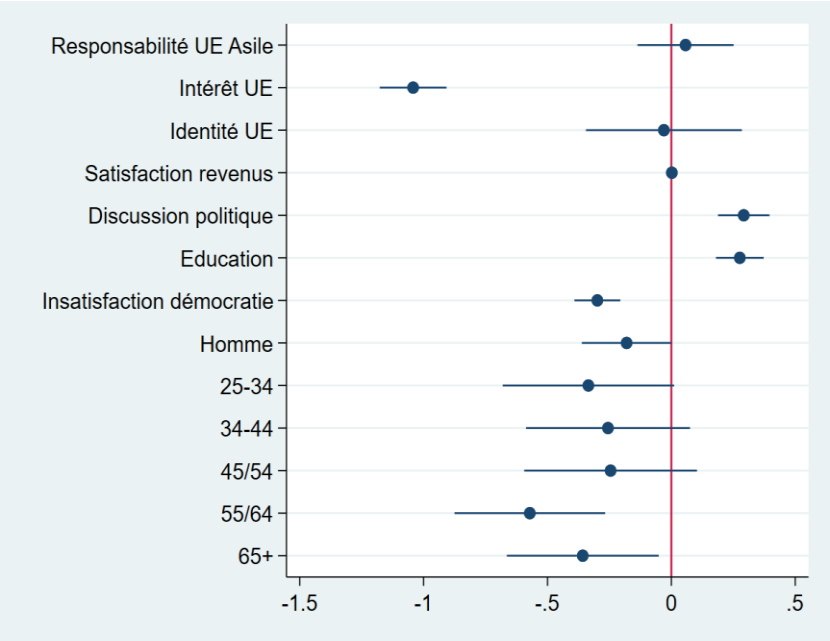
4.1. Perceptions de responsabilité de l'UE, attitudes européennes, participation aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire

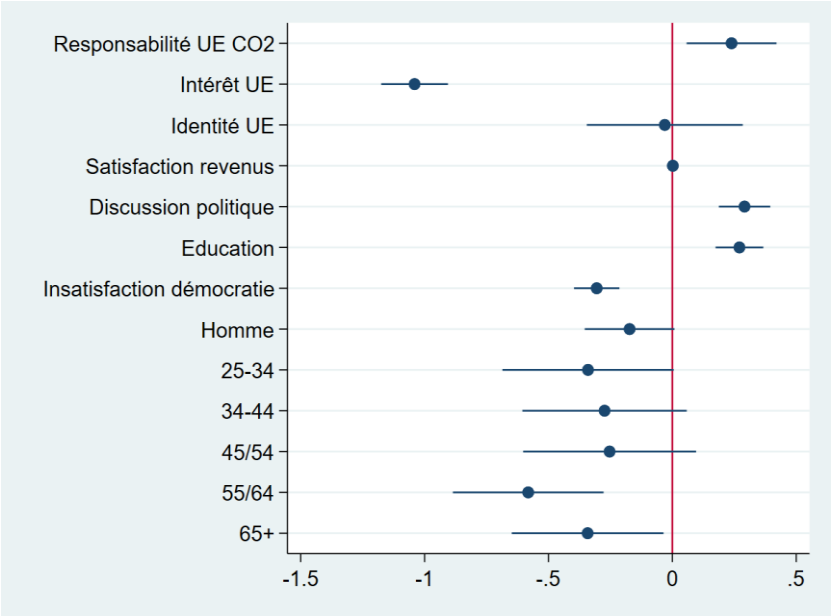
Nous estimons d'abord la probabilité individuelle que la participation électorale hypothétique aux élections européennes augmente en fonction du niveau d'attribution de responsabilité alloué par les répondants belges à l'UE. Nos analyses nous permettent de regarder pour chacun des répondants à l'enquête si le degré de responsabilité qu'il attribue à l'UE sur différentes politiques (asile, dette, CO2) augmente sa probabilité d'aller voter aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Pour ce faire, nous proposons des régressions en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaire[1] afin d'estimer l'effet des variables d'intérêt (l'attribution de responsabilité à l'UE, mais aussi l'intérêt pour l'UE, l'identité européenne, la fréquence de discussion politique et les caractéristiques sociodémographiques des répondants) sur notre variable dépendante continue (soit la probabilité de voter aux européennes si le vote n'était plus obligatoire). Plus précisément, nous proposons six estimations séparées, un pour chaque problème social considéré séparément : asile, CO2 et dette.

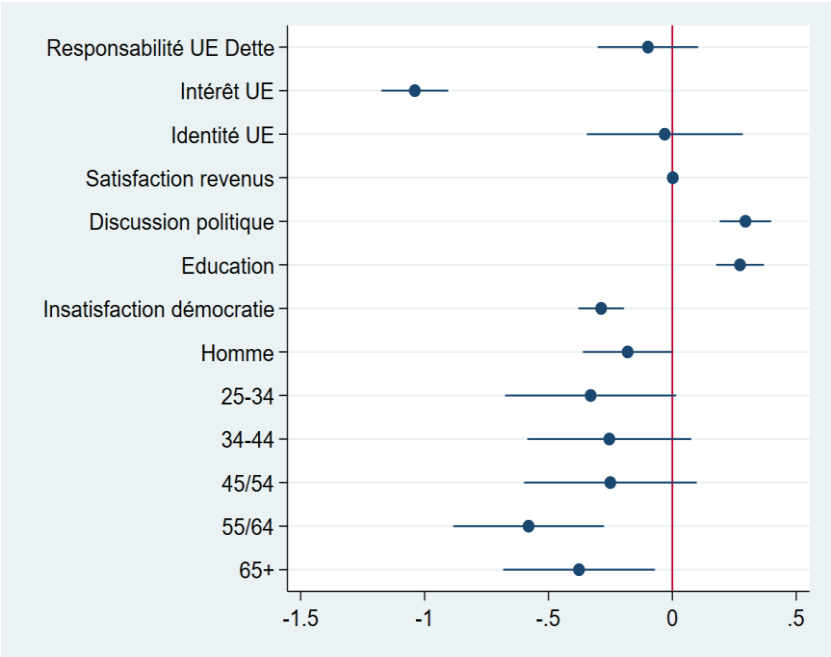
[1] Cette méthode vise à établir une relation linéaire entre une variable, dite expliquée, et une ou plusieurs variables, dites explicatives.

Dans chaque modèle, nous incluons différentes variables qui peuvent avoir un effet sur la probabilité de s'abstenir aux élections, en général, et aux élections européennes, en particulier. Plus précisément, nous ajoutons des variables socio-démographiques qui affectent la participation électorale comme l'âge, le genre et l'éducation (Smets et Van Ham, 2013). Aussi, nous intégrons des mesures d'intérêt politique (discussion politique), de satisfaction à l'égard de la démocratie et de revenus (satisfaction avec son revenu) dans nos modèles (Hadjar et Beck, 2010). Enfin, des variables spécifiquement européennes comme l'identité européenne et l'intérêt pour les enjeux européens complètent les modèles pour contrôler l'effet spécifique de ces dernières sur la probabilité de voter aux élections européennes si les élections n'étaient pas obligatoires. Les résultats de nos estimations sont présentés dans des graphiques qui détaillent l'effet de chaque variable. Plus l'effet de la variable est important, plus le point représentant l'effet de la variable s'écartera de l'axe central, axe représentant un effet nul. Si l'effet est positif, le point s'écartera du côté droit du graphique ; si l'effet est négatif, il s'en écartera à gauche. Enfin, pour qu'un effet soit significatif, il faut que la barre représentant l'erreur – entourant le point représentant l'effet de la variable – ne touche pas l'axe central.

Graphiques 10.5. Effets de l'attribution de responsabilité à l'UE pour les émissions de CO2, les demandes d'asile et la dette sur la participation aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire, 2019




Responsabilité UE CO2
Intérêt UE
Identité UE
Satisfaction revenus
Discussion politique
Education
Insatisfaction démocratie
Homme
25-34
34-44
45/54
55/64
65+
-1.5
-1
-.5
0
.5

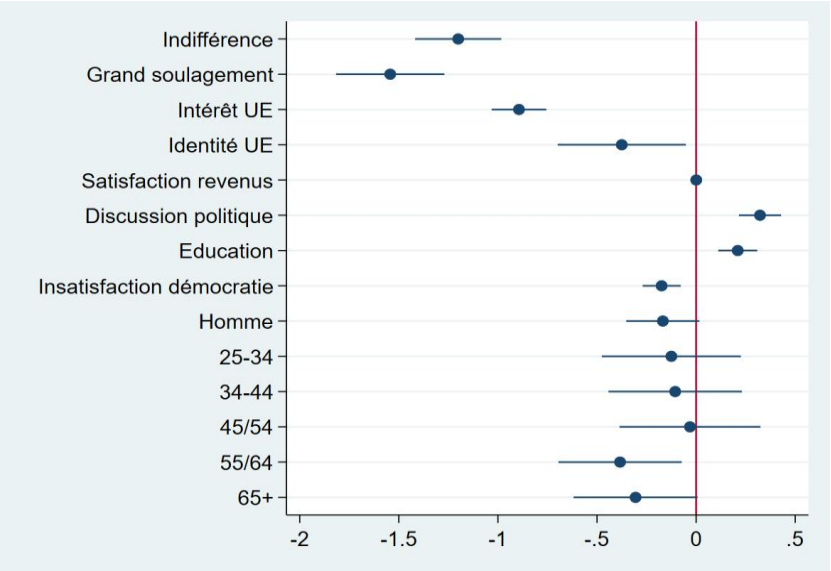

Responsabilité UE Dette
Intérêt UE
Identité UE
Satisfaction revenus
Discussion politique
Education
Insatisfaction démocratie
Homme
25-34
34-44
45/54
55/64
65+
-1.5
-1
-.5
0
.5

Nos estimations confirment tout d'abord une série de résultats classiques concernant la participation électorale aux élections européennes dans chacun des modèles estimés (Hadjar et Beck, 2010). Tout d'abord, l'intérêt pour les affaires européennes affecte nettement la propension à participer aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Ainsi, moins un citoyen belge est intéressé par les affaires européennes, moins il aura tendance à déclarer qu'il participerait aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Lorsque l'on regarde la ligne « intérêt UE », on remarque, en effet, que la mesure se situe en dessous de zéro, indiquant donc une relation négative entre l'intérêt pour les affaires européennes et la propension à se déplacer si le vote n'était plus obligatoire. Ensuite, plus un citoyen est éduqué et plus il discute fréquemment de politique, plus il aura de probabilité de déclarer qu'il continuerait à voter aux élections européennes. De même, plus un répondant se dit insatisfait du fonctionnement de la démocratie, moins il déclare voter aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Enfin, toujours en accord avec la littérature existante, les personnes les plus âgées auront moins tendance à continuer à voter si les élections européennes n'étaient plus obligatoires.

En ce qui concerne l'effet de l'attribution de responsabilité, seule la gestion des émissions CO2 a un effet significatif sur la propension à déclarer une participation électorale aux élections européennes. En effet, les répondants qui attribuent à l'UE la responsabilité de la question environnementale ont une plus forte probabilité à déclarer qu'ils iraient voter aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Ce résultat confirme partiellement l'hypothèse 1. À l'inverse, ni la question de l'asile, ni la question de la dette (ni d'ailleurs celle du chômage, de la sécurité ou de la pauvreté) ne semblent mobilisatrices en Belgique en 2019. Dès lors, notre première hypothèse est globalement invalidée, sauf pour la mesure concernant la gestion des émissions de CO2.

Ensuite, nous prenons la même méthode d'analyse statistique pour évaluer l'effet des attitudes à l'égard d'une éventuelle disparition de l'UE sur la probabilité individuelle de participer aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire. Nous faisons donc l'hypothèse que les indifférents et les ceux qui seraient heureux de voir l'UE disparaître, i.e. eurosceptiques, auront plus tendance à s'abstenir (hypothétiquement) que les répondants belges qui pensent que l'UE ne devrait pas disparaître. L'estimation est obtenue à l'aide d'un modèle de régression utilisant la méthode des moindres carrés. Aussi, nous conservons les mêmes variables de contrôle que pour les précédents modèles et nous analysons comment l'indifférence et l'euroscepticisme (grand soulagement) influe sur la probabilité de s'abstenir par rapport aux répondants plus attachés à l'UE (de grands regrets).

Graphique 10.6. Effets de l'indifférence si l'UE disparaissait sur la participation aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire, 2019



Pour l'hypothèse 3, les résultats du modèle montrent un effet négatif important de l'indifférence sur la participation hypothétique aux élections européennes si le vote n'était plus obligatoire en Belgique en comparaison avec les répondants qui auraient des regrets de voir l'UE disparaitre. Plus un répondant se dit indifférent si l'UE disparaissait, plus il a de chance de s'abstenir si le vote n'était plus obligatoire par rapport aux europhiles. Aussi, le fait de se sentir très soulagé si l'UE disparaissait, qui peut être perçu comme une attitude à la fois eurosceptique et accordant une importance à l'UE, a également un effet dépréciateur sur la participation électorale hypothétique aux élections européennes. Ainsi, l'hypothèse 3 est largement confirmée par les données.

4.2. Perceptions de responsabilité de l'UE, attitudes européennes et préférences électorales

Dans cette section, nous présentons les résultats concernant les effets de l'attribution de responsabilité à l'UE et des attitudes européennes sur les choix électoraux lors des élections européennes de 2019 en Belgique. Pour ce faire, nos modèles prennent comme variables dépendantes les déclarations de vote pour 1) les principaux partis de gouvernement, i.e. PS, MR, CdH, Open VLD, NVA, CDV, et 2) les partis challengers, i.e. Ecolo, PTB, PVDA, Groen et Vlaams Belang. Contrairement aux modèles présentés précédemment, nous incluons uniquement la mesure de la responsabilité de l'UE concernant la gestion des émissions de CO2, conjointement avec les variables mesurant les attitudes envers la disparition de l'UE et des variables traditionnelles expliquant les préférences électorales pour faciliter la présentation des résultats. Plus précisément, nous incluons des variables socio-démographiques qui affectent les préférences électorales comme l'âge, le genre et l'éducation (Amengay et Stockemer 2018 ; Kroeber et *al.*, 2020). Aussi, nous intégrons des mesures de positionnement gauche-droite, de satisfaction à l'égard de la démocratie et de revenus (satisfaction avec son revenu) dans nos modèles pour contrôler les effets de ces variables sur les préférences électorales afin, notamment, de distinguer entre les logiques de vote pour les partis challengers et les partis de gouvernement (Spierings et Zaslove 2015 ; Spierings et Zaslove 2017). Pour ce faire, nous estimons les effets des attitudes à l'égard de l'UE grâce à une régression logistique.

Tableau 10.1. Déterminants des préférences pour les partis de gouvernement aux élections européennes de 2019, odds ratio

	PS	MR	CdH	NVA	Open VLD	CDV
Responsabilité de l'UE sur les émissions de CO2	0,76	1,01	1,59	**0,71***	**1,59****	0,82
Disparition de l'UE						
Indifférence	**1,68****	**0,59****	1,27	1,02	**0,61***	0,70
Un vif soulagement	**1,70****	**0,21*****	**0,30***	0,66	0,70	**0,28****
Satisfaction revenus	1,01	0,99	0,99	0,98	0,99	1,00
Gauche/droite	**0,73*****	**1,72*****	**1,12****	**1,45*****	1,02	0,96
Éducation	**0,83****	**1,32****	**1,59*****	1,11	1,15	0,83
Insatisfaction démocratie	**0,73*****	**0,61*****	**0,72****	**0,82****	**0,74*****	**0,63*****
Homme	0,83	0,91	1,17	1,11	1,08	1,01
Âge						
25-34	0,78	1,40	0,84	0,93	0,64	1,30
34-44	1,24	1,85	0,55	0,78	0,70	1,31
45/54	**1,72***	**2,14***	1,59	1,08	**0,42***	1,06
55/64	**1,73***	**1,94***	1,17	0,90	0,67	1,81
65+	1,46	2,76	1,39	1,42	0,73	**2,08***

Dans ce tableau, les effets statistiquement significatifs sont marqués en gras. Lorsque la relation est significative donc marquée en gras, un coefficient supérieur à 1 marque une relation positive alors qu'un coefficient inférieur à 1 indique une relation négative. De façon générale, les résultats présentés dans le tableau 10.1 confirment les conclusions des études portant sur les déterminants de vote pour les partis de gouvernement. Ainsi, plus un individu est insatisfait du fonctionnement de la démocratie, plus la probabilité qu'il déclare avoir voté pour le PS, le MR, le CdH, l'Open VLD et le CDV baisse. En effet, le tableau 10.1 montre une relation négative et significative entre le sentiment d'insatisfaction envers la démocratie et le fait de voter pour les 6 partis de gouvernement puisque les coefficients présentés ne sont pas au-dessus de 1. En outre, les citoyens qui se positionnent plus à gauche ont plus tendance à préférer le PS, tandis que les répondants se positionnant à droite sont plus enclins à déclarer voter pour le MR, le CdH et la NVA. Enfin, les répondants les plus âgés ont aussi tendance à préférer les partis de gouvernement. Ces résultats nous amènent donc à penser que les estimations sont robustes.

Dans ce cadre, l'hypothèse 2 est globalement rejetée par l'analyse des résultats. En effet, la perception de la responsabilité de l'UE sur la gestion des émissions de CO2 n'augmente la probabilité de voter pour un parti de gouvernement que dans le cas de l'Open VLD. En ce qui concerne l'effet des attitudes européennes sur le choix d'un parti de gouvernement, les résultats sont plus mitigés. Premièrement, l'hypothèse 4 semble confirmée dans les cas du MR, du CDV et, dans une moindre mesure, du CdH et de l'Open VLD. En effet, les répondants qui se déclarent indifférents vis-à-vis de la disparition de l'UE et/ou qui éprouveraient un vif soulagement ont moins de probabilité de voter pour ces partis que les répondants qui éprouveraient de grands regrets. Cela étant dit, nos résultats montrent une relation inverse pour le PS. Dès lors, il semble que l'hypothèse est seulement validée pour les partis de droite de gouvernement.

Tableau 10.2. Déterminants des préférences pour les partis challengers aux élections européennes de 2019

	Ecolo	PTB	Groen	PVDA	VB
Responsabilité de l'UE sur les émissions de CO2	1,08	1,02	0,95	1,01	1,09
Disparition de l'UE					
Indifférence	**0,54*** **	**1,70** **	0,67	1,11	**2,71*** **
Un vif soulagement	**0,37*** **	**2,25*** **	**0,40* **	1,60	**4,42*** **
Satisfaction revenus	0,99	0,99	1,01	0,97	0,99
Gauche/droite	**0,90*** **	**0,72*** **	**0,65*** **	**0,68*** **	**1,42*** **
Éducation	**1,38*** **	0,96	**1,36** **	0,85	0,95
Insatisfaction démocratie	0,89	**1,35*** **	**0,78** **	1,23	**1,78*** **
Homme	1,27	1,01	**0,67* **	**1,74* **	0,98
Âge					
25-34	1,04	1,15	0,50	2,01	0,73
34-44	**0,53* **	1,17	0,79	1,07	0,92
45/54	0,53	0,66	0,75	0,65	1,16
55/64	0,69	0,69	0,64	0,72	0,83
65+	0,58	**0,49* **	**0,36*** **	0,65	**0,35*** **

Aussi, les résultats pour les partis challengers présentés dans le tableau 10.2 confirment l'effet nul de l'attribution de responsabilité de l'UE sur les préférences électorales. En effet, le seuil de significativité confirme ainsi le fait que la perception de responsabilité de l'UE affecte le choix de vote, uniquement de façon marginale (Le Gall, 2018). Au contraire, les résultats soutiennent l'hypothèse 4 dans le cas du PTB et du VB en particulier. En effet, les répondants qui se déclarent indifférents vis-à-vis de la disparition de l'UE et/ou qui éprouveraient un vif soulagement ont plus de probabilité de soutenir le PTB

et le VB aux élections européennes que les répondants qui éprouveraient de grands regrets que l'UE disparaisse. À l'inverse, les résultats montrent que les répondants qui se déclarent indifférents vis-à-vis de la disparition de l'UE et/ou qui éprouveraient un vif soulagement ont moins de probabilité de voter pour le parti Ecolo. Ainsi, les attitudes européennes affectent bien le choix des partis challengers.

5. Conclusion

Les élections européennes de 2019 avaient tout pour être des élections critiques remettant en cause les travaux qui les qualifient d'élections de second ordre, auxquelles les électeurs s'intéressent peu. En effet, l'UE a acquis de nombreuses compétences depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne (Hix et Høyland, 2013), tandis que les « crises » économique et migratoire ont mis l'UE au centre des débats publics (Hooghe et Marks, 2018 ; de Wilde, 2019). Aussi, le processus du *Spitzenkandidaten* qui vise à rendre les élections européennes plus importantes en liant les élections européennes au choix de Présidence de la Commission européenne a été mise en place lors de ces élections pour la deuxième fois et l'épisode du Brexit a accru la visibilité de l'UE depuis 2016 (de Vries, 2018). En d'autres termes, l'UE et le parlement européen ont gagné de l'autorité politique et les enjeux européens ont rythmé les vies politiques nationales plus que de coutume. Ces deux éléments nous ont amenés à faire l'hypothèse que cela aurait pu remettre en question le modèle du second ordre lors des dernières élections européennes de 2019 en Belgique.

Pour tester cette hypothèse, nous avons examiné les fondements théoriques du modèle de second-ordre au niveau individuel en utilisant les données EOS RepResent de 2019. Plus précisément, nous avons analysé l'effet de l'attribution de responsabilité à l'égard de l'UE et des attitudes à l'égard de la disparition de l'UE sur la probabilité de s'abstenir si le vote n'était pas obligatoire et sur les préférences électorales. Nos analyses montrent que la perception de responsabilité de l'UE n'affecte pas de façon conséquente la probabilité de voter et les préférences électorales. En effet, seul l'enjeu environnemental mobilise les citoyens à participer davantage aux élections européennes lorsqu'ils en attribuent la responsabilité à l'UE. En 2019, ni l'attribution de responsabilité à l'UE sur la question de l'asile, ni la question de la dette, ni celle du chômage, ne semblent mobilisatrices. En d'autres termes, ce n'est pas parce qu'une électrice tient l'UE responsable pour ces politiques, qu'elle aura plus tendance à aller voter aux élections européennes si celles-ci n'étaient plus obligatoires.

Néanmoins, nos résultats montrent un effet important des attitudes à l'égard de la disparition de l'UE. Tout d'abord, à la fois l'indifférence et le soulagement à voir l'UE disparaître ont un effet dépréciateur sur la participation électorale hypothétique aux élections européennes. Dans la foulée des débats entourant le Brexit, il est intéressant de noter que les répondants qui se déclarent très soulagés si l'UE disparaissait et qui donc présentent une attitude eurosceptique et accordent une forte importance à l'UE, iraient moins voter si le vote obligatoire disparaissait. La suppression du vote obligatoire bénéficierait donc ici en quelque sorte à l'Europe puisque les citoyens les plus Eurosceptiques déclarent qu'ils n'iraient plus voter si le vote aux élections européennes n'était plus obligatoire. De plus, nos analyses ont montré que les citoyens indifférents et Eurosceptiques ont également une plus forte probabilité de voter pour le VB et le PTB.

En conclusion, les attitudes à l'égard de l'intégration européenne ont structuré effectivement le comportement électoral des électeurs belges en 2019, faisant ainsi de ces dernières élections européennes des élections un peu plus européennes.

Bibliographie

1. Références scientifiques

1.1. Chapitre 1

DASSONNEVILLE R. (2012), « Electoral volatility, political sophistication, trust and efficacy: A study on changes in voter preferences during the Belgian regional elections of 2009 », *Acta Politica*, 47(1), pp. 18-41.

DASSONNEVILLE R., BAUDEWYNS P. (2014), « Volatiliteit: veel beweging, geen aardverschuiving », *Samenleving en Politiek*, 21(7), pp. 5-16.

DASSONNEVILLE R., HOOGHE M., (2011), « Mapping Electoral Volatility in Europe », p. 35, presented at the *1st European Conference on Comparative Electoral Research*, Sofia, Bulgaria.

DESCHOUWER K. (2009), « The politics of Belgium: governing a divided society », Basingstoke, New York, Palgrave Macmillan.

DESCHOUWER K., BAUDEWYNS P., DASSONNEVILLE R. et *al.* (2015), *Gegoochel met "dode zielen"? Samenleving en Politiek*, 22(2), pp. 76-80.

VAN ELSAS E. J., MILTENBURG E. M., VAN DER MEER T. W. G. (2016), « If I recall correctly. An event history analysis of forgetting and recollecting past voting behavior », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, 26(3), pp. 253-272.

KATZ R. S., RATTINGER H., PEDERSEN M. N. (1997), « The dynamics of European party systems », *European Journal of Political Research*, 31(1), pp. 83-97.

LACHAT R. (2007), *A Heterogeneous Electorate: Political Sophistication, Predisposition Strength, and the Voting Decision Process*, Baden-Baden, Nomos.

MAIR P., MÜLLER W. C., PLASSER F. (2004), *Political parties and electoral change party responses to electoral markets*, London, SAGE.

MCALLISTER I. (2002), « Calculating or capricious? The new politics of late deciding voters », *Do political campaigns matter? Campaign effects in elections and referendums*, London, Routledge, pp. 22-40.

PEDERSEN M. N. (1979), « The Dynamics of European Party Systems: Changing Patterns of Electoral Volatility », *European Journal of Political Research*, 7(1), pp. 1-26.

SWYNGEDOUW M. (2008), *Het stemaandeel van de Vlaamse politieke partijen. Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007*, Leuven, Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek, (CeSO/ISPO/2008-7), p. 21.

VAN DER MEER T. W. G., ELSAS E., VAN LUBBE R., VAN DER BRUG W. (2015), « Are volatile voters erratic, whimsical or seriously picky? A panel study of 58 waves into the nature of electoral volatility (The Netherlands 2006-2010) », *Party Politics*, 21(1), pp. 100-114.

WALGRAVE S., LEFEVERE J., HOOGHE M. (2010), « Volatiel of wispelturig? Hoeveel en welke kiezers veranderden van stemvoorkeur tijdens de campagne? », in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, S. Walgrave (eds.), *De Stemmen van het Volk. Een analyse van het kiesgedrag in Vlaanderen en Wallonië op 7 juni 2009*, Brussels, Belgium, VUB Press, pp. 29-50.

1.2. Chapitre 2

AKKERMAN T., DE LANGE S. L., ROODUIJN M. (eds.) (2016), *Radical Rightwing Populist Parties in Western Europe: Into the Mainstream?*, Milton Park, Routledge.

BERGH J. (2004), « Protest Voting in Austria, Denmark, and Norway », *Scandinavian Political Studies*, 27(4), pp. 245-273.

BETZ H. G. (1994), *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, London, Macmillan.

BULL M. J., HEYWOOD P. (1994), *West European Communist Parties after the Revolutions of 1989*, Basingstoke, Palgrave.

DELWIT P. (2014), *Nouvelle gauche, vieille recette*, Bruxelles, Pire.

DELWIT P., PILET J.-B., VAN HAUTE E. (2011), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles.

FORD R., GOODWIN M. J. (2010), « Angry White Men: Individual and Contextual Predictors of Support for the British National Party », *Political Studies*, 58, pp. 1-25.

FORD R., GOODWIN M., CUTTS D. (2012), « Strategic Eurosceptics and Polite Xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the

2009 European Parliament Elections », *European Journal of Political Research*, 51(2), pp. 204-234.

HENRY L., VAN HAUTE E., HOOGHE M. (2015), « Confiance, satisfaction et comportement électoral dans un Etat fédéral », in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, P. Baudewyns, S. Walgrave (eds.), *Décrypter l'électeur. Le Comportement Électoral et Les Motivations de Vote*, Lannoo Campus, Tielt, pp. 213-234.

HOOGHE M., MARIEN S., PAUWELS T. (2011), « Where Do Distrusting Voters Turn if There is No Viable Exit or Voice Option? The Impact of Political Trust on Electoral Behaviour in the Belgian Regional Elections of June 2009 », *Government and Opposition*, 46(2), pp. 245-273.

IVARSFLATEN E. (2008), « What Unites Right-Wing Populists in Western Europe?: Re-Examining Grievance Mobilization Models in Seven Successful Cases », *Comparative Political Studies*, 41(1), pp. 3-23.

LEFEVERE J. M., VAN AELST P. (2019), « Towards a First-Order Arena? Domestic vs European Attention in Belgian Party Campaigns (2014-2019) », presented at *ECPR General Conference*, Wroclaw, Poland.

MEGUID B. M. (2005), « Competition Between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success », *American Political Science Review*, 99(3), pp. 347-359.

MUDDE C. (2004), « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39(4), pp. 541-563.

OESCH D. (2008), « Explaining workers' support for right-wing populist parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland », *International Political Science Review*, 29(3), pp. 349-373.

PAUWELS T. (2014), *Populism in Western Europe. Comparing Belgium, Germany and the Netherlands*, New York, Routledge.

RAMIRO L. (2016), « Support for radical left parties in Western Europe: social background, ideology and political orientations », *European Political Science Review*, 8(1), pp. 1-23.

ROODUIJN M., et *al.* (2019), *The PopuList: An Overview of Populist, Far Right, Far Left and Eurosceptic Parties in Europe*.

ROODUIJN M., AKKERMAN T. (2017), « Flank Attacks: Populism and Left-Right Radicalism in Western Europe », *Party Politics*, 23(3), pp. 193-204.

SCHUMACHER G., ROODUIJN M. (2013), « Sympathy for the "devil"? Voting for populists in the 2006 and 2010 Dutch general elections », *Electoral Studies*, 32(1), pp. 124-133.

SWYNGEDOUW M. (2001), « The Subjective Cognitive and Affective Map of Extreme Right Voters: Using Open-ended Questions in Exit Polls », *Electoral studies*, 20(2), pp. 217-241.

VAN DER BRUG W., FENNEMA M., TILLIE J. (2000), « Anti-immigrant parties in Europe: Ideological or protest vote? », *European Journal of Political Research*, 37(1), pp. 77-102.

VAN DER BRUG W. (2003), « How the LPF Fuelled Discontent: Empirical Tests of Explanations of LPF Support », *Acta Politica*, 38(1), pp. 89-106.

VAN DER BRUG W., FENNEMA M., TILLIE J. (2005), « Why Some Anti-Immigrant Parties Fail and Others Succeed: A Two-Step Model of Aggregate Electoral Support », *Comparative Political Studies*, 38(5), pp. 537-573.WAUTERS B., PITTOORS G. (2019), « Populist Party Leaders in Belgium: An Analysis of VB and PVDA-PTB », *Polish Political Science Review*, pp. 1-23.

1.3. Chapitre 3

AKKERMAN A., MUDDE C., ZASLOVE A. (2014), « How Populist Are the People? Measuring Populist Attitudes in Voters », *Comparative Political Studies*, 47(9), pp. 1324-1353.

ALBERTAZZI D., MCDONNELL D. (2008), « Introduction: The Sceptre and the Spectre », in D. Albertazzi, D. McDonnell (eds.), *Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western European Democracy*, Hampshire, Palgrave Macmillan, pp. 1-11.

ARZHEIMER K. (2015), « The AfD: Finally a Successful Right-Wing Populist Eurosceptic Party for Germany? », *West European Politics*, 38(3), pp. 535-556.

BENGTSSON Å., CHRISTENSEN H. S. (2016), « Ideals and Actions: Do Citizens' Patterns of Political Participation Correspond to their Conceptions of Democracy? », *Government and Opposition*, 51(2), pp. 234-260.

BENGTSSON Å., MATTILA M. (2009), « Direct Democracy and its Critics: Support for Direct Democracy and "Stealth" Democracy in Finland », *West European Politics*, 32(5), pp. 1031-1048.

BICKERTON C. J., ACCETTI C. I. (2018), « Techno-populism' as a new party family: the case of the Five Star Movement and Podemos », *Contemporary Italian Politics*, 10(2), pp. 132-150.

BOWLER S., DONOVAN T., KARP J. A. (2002), « When Might Institutions Change? Elite Support for Direct Democracy in Three Nations », *Political Research Quarterly*, 55(4), pp. 731-754.

BOWLER S., DENEMARK D., DONOVAN T., MCDONNELL D. (2017), « Right-wing Populist Party Supporters: Dissatisfied But Not Direct Democrats », E*uropean Journal of Political Research*, 56, pp. 70-91.

BOWLER S., DONOVAN T., KARP J. A. (2007), « Enraged or Engaged ? Preferences for Direct Citizen Participation in Affluent Democracies », *Political Research Quarterly*, 60(3), pp. 351-362.

CAIN B. E., DALTON R. J., SCARROW S. E. (2003), *Democracy Transformed?: Expanding Political Opportunities in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press.

CANOVAN M. (1999), « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, 47, pp. 2-16.

CANOVAN M. (2002), « Taking Politics to the People: Populism as the Ideology of Democracy », in Y. Mény, Y. Surel (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, New York, Palgrave MacMillan, pp. 25-44.

CARAMANI D. (2017), « Will vs. Reason: The Populist and Technocratic Forms of Political Representation and Their Critique to Party Government », *American Political Science Review*, 111(1), pp. 54-67.

CASALEGGIO D. (2017), « Participate. Don't Delegate », *New Perspectives Quarterly*, 34(2), pp. 14-16.

COFFÉ H., MICHELS A. (2014), « Education and support for representative, direct and stealth democracy », *Electoral Studies*, 35, pp. 1-11.

DALTON R. J. (2004), *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, New York, Oxford University Press.

DALTON R. J., BÜRKLIN W., DRUMMOND A. (2001), « Public Opinion and Direct Democracy », *Journal of Democracy*, 12(4), pp. 141-153.

DALTON R. J., WELZEL C. (2014), T*he Civic Culture Transformed: From Allegiant to Assertive Citizens*, New York, Cambridge University Press.

DENARDO J. (1985), *Power in Numbers: The Political Strategy of Protest and Rebellion*, Princeton, Princeton University Press.

ELCHARDUS M., SPRUYT B. (2016), « Populism, Persistent Republicanism and Declinism: An Empirical Analysis of Populism as a Thin Ideology », *Government and Opposition*, 51(1), pp. 111-133.

FONT J., WOJCIESZAK M., NAVARRO C. J. (2015), « Participation, Representation and Expertise: Citizen Preferences for Political Decision-Making Processes », *Political Studies*, 63(S1), pp. 153-172.

GHERGHINA S., GEISSEL B. (2019), « An Alternative to Representation: Explaining Preferences for Citizens as Political Decision-Makers », *Political Studes Review*, 17(3), pp. 224-238.

HAWKINS K., RIDING S., MUDDE C. (2012), « Measuring Populist Attitudes », *Committee on Concepts and Methods Working Paper Series*, (55).

HIBBING J. R., THEISS-MORSE E. (2002), *Stealth Democracy: Americans' Belief about How Government Should Work*, Cambridge, Cambridge University Press.

HOOGHE M., MARIEN S., OSER J. (2017), « Great Expectations: The Effect of Democratic Ideals on Political Trust in European Democracies », *Contemporary Politics*, 23(2), pp. 214-230.

HUBER R. A., RUTH S. P. (2017), « Mind the Gap! Populism, Participation and Representation in Europe », *Swiss Political Science Review*, 23(4), pp. 462-484.

INGLEHART R. (1977), *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.

INGLEHART R. (1997), *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*, New York, Princeton University Press.

INGLEHART R. (2018), *Cultural Evolution: People's Motivations are Changing, and Reshaping the World*, Cambridge, Cambridge University Press.

JACOBS K., AKKERMAN A., ZASLOVE A. (2018), « The voice of populist people? Referendum preferences, practices and populist attitudes », *Acta Politica*, 53(4), pp. 517-541.

JACQUET V., BIARD B., CALUWAERTS D., REUCHAMPS M. (2015), « Changer la démocratie ? », in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, S. Walgrave, P. Baudewyns (eds.), *Décrypter l'électeur. Le comportement électoral et les motivations du vote*, Leuven, Lannoo Campus, pp. 225-250.

KRIESI H. (2012), « Implementing Popular Preferences: Is Direct Democracy the Answer? », in B. Geissel, K. Newton (eds.), *Evaluating Democratic Innovations: Curing the Democratic Malaise?* New York, Routledge, pp. 39-55.

MAIR P., MUDDE C. (1998), « The Party Family and Its Study », *Annual Review of Political Science*, 1, pp. 211-229.

MEDEIROS M., GAUVIN J.-P., CHHIMC C. (2015), « Refining vote choice in an ethno-regionalist context: Three-dimensional ideological voting in Catalonia and Quebec », *Electoral Studies*, 40, pp. 14-22.

MÉNY Y., SUREL Y. (2002), *Democracies and the Populist Challenge*, New York, Palgrave MacMillan.

MUDDE C. (2004), « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39(4), pp. 541-563.

MUDDE C. (2007), *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge and New York, Cambridge University Press.

NEBLO M. A., ESTERLING K. M., KENNEDY R. P., LAZER D. M. J., SOKHEY A. E. (2010), « Who Wants to Deliberate - And Why? », *American Political Science Review*, 104(3), pp. 566-583.

NEVITTE N. (2014), « The Decline of Deference Revisited: Evidence after Twenty-Five Years », in R. J. Dalton, C. Welzel (eds.), T*he Civic Culture Transformed: From Allegiant to Assertive Citizens*, New York, Cambridge University Press, pp. 35-8.

NORRIS P. (2011), *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, New York, Cambridge University Press.

PASQUINO G. (2008), « Populism and Democracy », in D. Albertazzi, D. McDonnell (eds.), *Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western European Democracy*, New York, Palgrave MacMillan, pp. 15-29.

PAUWELS T. (2014), *Populism in Western Europe: Comparing Belgium, Germany and the Netherlands*, London and New York, Routledge.

POGUNTKE T. (1989), « The 'New Politics' Dimensions in European Green Parties », in F. Poguntke, T. Muller-Rommel (eds.), *New Politics in Western Europe. The Rise and Success of Green Parties and Alternative Lists*, Boulder, Westview Press, pp. 175-194.

ROODUIJN M. (2014), Vox Populismus: A Populist Radical Right Attitude Among the Public? Nations and Nationalism, 20(1), pp. 80-92.

SCHUCK A. R. T., DE VREESE C. H. (2015), « Public support for referendums in Europe: A cross-national comparison in 21 countries », *Electoral Studies*, 38, pp. 149-158.

SPRUYT B., KEPPENS G., VAN DROOGENBROECK F. (2016), « Who Supports Populism and What Attracts People to It? », *Political Research Quaterly*, 69(2), pp. 335-346.

STANLEY B. (2008), « The Thin Ideology of Populism », *Journal of Political Ideologies*, 13(1), pp. 95-110.

SWYNGEDOUW M., ABTS K. (2011), « Les électeurs de la N-VA aux élections fédérales du 13 juin 2010 », *Courrier Hebdomadaire Du CRISP*, 2125(40), pp. 5-31.

TAGGART P. (2000), *Populism*, Buckingham and Philedelphia, Open University Press.

TAGGART P. (2002), « Populism and the Pathology of Representative Politics », in Y. Mény, Y. Surel (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, New York, Palgrave MacMillan, pp. 62-80.

THOMASSEN J. (2016), « What's gone wrong with democracy, or why theories explaining why it has? », in T. Poguntke, S. Robteutscher, R. Schmitt, S. Zmerli (eds.), *Citizenship and Democracy in an Era of Crisis*, London, pp. 34-2.

VAN HAUTE E. (2016), *Green Parties in Europe*, London, Routledge.

VAN HAUWAERT S. M., VAN KESSEL S. (2018), « Beyond Protest and Discontent: A Cross-national Analysis of the Effect of Populist Attitudes and Issue Positions on Populist Party Support », *European Journal of Political Research*, 57, pp. 68-92.

VAN KESSEL S. (2014), « The Populist Cat-dog: Applying the Concept of Populism to Contemporary European Party Systems », *Journal of Political Ideologies*, 19(1).

WAUTERS B., PITTOORS G. (2019), « Populist Party Leaders in Belgium: An Analysis of VB and PVDA-PTB », *Polish Political Science Review*, 7(1), pp. 1-23.

WEBB P. (2013), « Who is Willing to Participate? Dissatisfied Democrats, Stealth Democrats and Populists in the United Kingdom », *European Journal of Political Research*, 52, pp. 747-772.

1.4. Chapitre 4

BARTOLINI S., MAIR P. (2007), *Identity, Competition and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates, 1885-1985*, Colchester, ECPR Press.

CONVERSE P. E. (1964), « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in D. Apter (ed), *Ideology and Discontent, London*, Macmillan, pp. 206-61.

DENNISON J. (2019), « A Review of Public Issue Salience: Concepts, Determinants and Effects on Voting », *Political Studies Review*,17(4), pp. 436-46.

HOOGHE L., MARKS G., WILSON C. J. (2002), « Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration? », *Comparative Political Studies*, 35(8), pp. 965-89.

HUBER J., INGLEHART R. (1995), « Expert Interpretations of Party Space and Party Locations in 42 Societies », *Party Politics*, 1(1), pp. 73-111.

INGLEHART R. (1990), *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton, Princeton University Press.

KITSCHELT H. (2004), *Diversification and Reconfiguration of Party Systems in Postindustrial Democracies*.

KRIESI H. et *al*. (2008), *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press.

LEFKOFRIDI Z., WAGNER M., WILLMANN J. E. (2014), « Left-Authoritarians and Policy Representation in Western Europe: Electoral Choice across Ideological Dimensions », *West European Politics*, 37(1), pp. 65-90.

LIPSET S. M., ROKKAN S. (1967), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, New York/London, MacMillan.

MARKS G., HOOGHE L., NELSON M., EDWARDS E. (2006), « Party Competition and European Integration in the East and West: Different Structure, Same Causality », *Comparative Political Studies*, 39(2), pp. 155-75.

MCCOMBS M. E., SHAW D. (1972), « The Agenda-Setting Function of Mass Media », *Public Opinion Quarterly*, 69(4), pp. 813-24.

ROKKAN S. (1977), « Towards a Generalized Concept of Verzuiling: A Preliminary Note », *Political Studies*, 25(4), pp. 563-70.

ROSSET J., LUTZ G., KISSAU K. (2016), « Representation of Political Opinions: Is the Structuring Pattern of Policy Preferences the Same for Citizens and Elites? », in Taylor & Francis Group, *Political Representation. Roles, Representatives and the Represented*, Milton Park, Abingdon, Oxon: Routledge, pp. 117-34.

THOMASSEN J. (1999), « Political Communication between Political Elites and Mass Publics. The Role of Belief Systems », in E. Warren, Miller et al (eds), *Policy Representation in Western Democracies*, Oxford, Oxford University Press.

THOMASSEN J. (2012), « The Blind Corner of Political Representation », *Representation*, 48(1), pp. 13-27.

VAN DER BRUG W., VAN SPANJE J. (2009), « Immigration, Europe and the 'New' Cultural Dimension », *European Journal of Political Research*, 48(3), pp. 309-34.

1.5. Chapitre 5

BEAN C., MUGHAN A. (1989), « Leadership Effects in Parliamentary Elections in Australia and Britain », *American Politic Science Review*, 83, pp. 1165-1179.

BILLIET J., WITTE H.D. (1995), « Attitudinal dispositions to vote for a 'new' extreme right-wing party: The case of 'Vlaams Blok », *European Journal of Political Research*, 27, pp. 181-202.

BLAIS A., GIDENGIL E., DOBRZYNSKA A., NEVITTE N., ADEAU R. (2003), « Does the Local Candidate Matter? Candidate Effects in the Canadian Election of 2000 », *Canadian Journal of Political Science*, 36, pp. 657-664.

BRADER T., VALENTINO N. A., SUHAY E. (2008), « What Triggers Public Opposition to Immigration? Anxiety, Group Cues, and Immigration Threat », *American Journal of Political Science*, 52, pp. 959-978.

CAMPBELL A., CONVERSE P. E., MILLER W. E., STOKES D. E. (1960), *The American Voter*, Wiley, New York.

CLOSE C., DODEIGNE J., HENNAU S., REUCHAMPS M. (2020), « Comprendre la confiance politique. L'impact des scandales locaux dans la confiance politique des électeurs » in R. Dandoy, J. Dodeigne, K. Steyvers, T. Verthé, (eds.), *Les Électeurs Locaux Ont Leurs Préférences. Une Analyse Des Élections Communales de 2018*, Bruges.

DALTON R.J. (2004), *Democratic Challenges, Democratic Choices: The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, Oxford University Press, Oxford.

DELRUELLE N., EVALENKO R., FRAYES W. (1970), « Le comportement politique des électeurs belges : enquête de sociologie électorale : la rupture de 1965, ses prolongements en 1968 », *Editions de l'Institut de sociologie*, Bruxelles.DELWIT P., VAN HAUTE E. (2008), *Le vote des Belges* (Bruxelles-Wallonie, 10 juin 2007), Université de Bruxelles, Bruxelles.

DESCHOUWER K., DELWIT P., HOOGHE M., BAUDEWYNS P., WALGRAVE S (2015), *Décrypter l'électeur. Le comportement électoral et les motivations de vote*, Lannoo Campus, Leuven.

DOWNS A. (1957), *An Economic Theory of Democracy*, Harper, New York.

FROGNIER A.-P., BOL D., SWYNGEDOUW M. (2012), « Une démocratie multipartisane. Flandre-Wallonie : 20 ans d'analyse des comportements électoraux », in A. Von Busekist (ed.), *Singulière Belgique*. Fayard, Paris, pp. 135-145.

FROGNIER A.-P., DE WINTER L.D., BAUDEWYNS P. (2007), *Elections: le reflux ? : Comportements et attitudes lors des élections en Belgique*, De Boeck, Bruxelles.

HENRY L., VAN HAUTE E., HOOGHE M. (2015), « Confiance, satisfaction et comportement électoral dans un Etat fédéral », in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, P. Baudewyns, S Walgrave (eds.), *Décrypter l'électeur. Le Comportement Électoral et Les Motivations de Vote*, Lannoo Campus, Tielt, pp. 213-234.

HOOGHE M., MARIEN S., PAUWELS T. (2011), « Where Do Distrusting Voters Turn if There is No Viable Exit or Voice Option? The Impact of Political Trust on Electoral Behaviour in the Belgian Regional Elections of June 2009 », *Governement & Opposition*, 46, pp. 245-273.

LAZARSFELD P.F., BERELSON B. R., GAUDET H. (1948), *The people's choice. How the voter makes up his mind in a presidential campaign*, Columbia University Press, New York.

LEWIS-BECK M. S. (1986), « Comparative Economic Voting: Britain, France, Germany, Italy », *American Journal of Political Science*, 30, pp. 315-346.

MARCUS G. E. (2002), *The Sentimental Citizen: Emotion in Democratic Politics. Pennsylvania State University Press*, University Park, PA.

MARCUS G. E. (1988), « The Structure of Emotional Response: 1984 Presidential Candidates », *American Political Science Review*, 82, pp. 737-761.

MARCUS G. E., MACKUEN M. B. (1993), « Anxiety, Enthusiasm, and the Vote: The Emotional Underpinnings of Learning and Involvement During Presidential Campaigns », *American Political Science Review*, 87, pp. 672-685.

MARCUS G. E., VALENTINO N. A., VASILOPOULOS P., FOUCAULT M. (2019), « Applying the Theory of Affective Intelligence to Support for Authoritarian Policies and Parties », *Political Psychology*.,40, pp. 109-139.

MARSH M. (2007), « Candidates or Parties? Objects of Electoral Choice in Ireland », *Party Politics*,13, pp. 500-527.

NORRIS P. (2011), *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, Cambridge University Press, Cambridge.

NORRIS P. (1999), *Critical Citizens: Global Support for Democratic Governance*, Oxford University Press, Oxford.

PAUWELS T. (2010), « Explaining the Success of Neo-Liberal Populist Parties: The Case of Lijst Dedecker in Belgium », *Polit. Stud*.

PILET J.-B., DASSONNEVILLE R., HOOGHE M., MARIEN S. (2014), *L'électeur local : Le comportement électoral au scrutin communal de 2012*, Université de Bruxelles, Bruxelles.

RICO G., GUINJOAN M., ANDUIZA E. (2017), « The Emotional Underpinnings of Populism: How Anger and Fear Affect Populist Attitudes », *Swiss Political Science Review*, 23, pp. 444-461.

VALENTINO N. A., HUTCHINGS V. L., BANKS A. J., DAVIS A. K. (2008), « Is a Worried Citizen a Good Citizen? Emotions, Political Information Seeking, and Learning via the Internet », *Political Psychology*, 29, pp. 247-273.

VALENTINO N. A., WAYNE C., OCENO M. (2018), « Mobilizing sexism: The interaction of emotion and gender attitudes in the 2016 US presidential election », *Opinion Quarterly*, 82, pp. 799-821.

VASILOPOULOS P. (2018), « Terrorist events, emotional reactions, and political participation: the 2015 Paris attacks », *West European Politics*, 41, pp. 102-127.

VASILOPOULOS P., MARCUS G.E. (2017), « Deux voies vers la droite : Enjeux, émotions et vote FN », in O. Fillieule, F. Haegel, C. Hamidi, V. Tiberj, (eds.), *Sociologie Plurielle Des Comportements Politiqu*es, SciencesPo Les Presses, Paris, pp. 287-319.

VASILOPOULOS P., MARCUS G. E., FOUCAULT M. (2018), « Emotional Responses to the Charlie Hebdo Attacks: Addressing the Authoritarianism Puzzle », *Political Psychology*., 39, pp. 557-575.

VASILOPOULOS P., MARCUS G. E., VALENTINO N. A., FOUCAULT M. (2019), « Fear, Anger, and Voting for the Far Right: Evidence From the November 13, 2015 Paris Terror Attacks », *Political Psychology*, 40, pp. 679-704.

VASILOPOULOU S., WAGNER M. (2017), « Fear, anger and enthusiasm about the European Union: Effects of emotional reactions on public preferences towards European integration », *European Union Politics*,18, pp. 382-405.

VERBA S., PETROCIK J. R., NIE N. H. (1976), *The Changing American Voter*, Harvard University Press, Cambridge.

1.6. Chapitre 6

ABRAMOWITZ A. I., SAUNDERS K. L. (2008), « Is Polarization a Myth? », *The Journal of Politics*, 70(2), pp. 542-555.

ABRAMOWITZ A.I., MCCOY J. (2019), « United States: Racial Resentment, Negative Partisanship and Polarization in Trumps America », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 681, pp. 137-156.

ALDRICH J. H. (2012), « Partisan Polarization and Satisfaction with Democracy », in D. M. Shea, P. M. Fiorina, *Can We Talk? The Rise of Rude, Nasty and Stubborn Politics*, Pearson, pp. 121-141.

BRANTS K., VAN PRAAG P. (2006), « Signs of media logic half a century of political communication in the Netherlands », *Javnost - The Public*, 13(1), pp. 25-40.

BROOKS D. J., GEER J. G. (2007), « Beyond Negativity: The Effects of Incivility on the Electorate », *American Journal of Political Science*, 51(1), pp. 1-16.

CARLIN R. E., LOVE G. J. (2018), « Political Competition, Partisanship and Interpersonal Trust in Electoral Democracies », *British Journal of Political Science*, 48(1), pp. 115-139.

DALTON R. J. (1987), « Generational Change in Elite Political Beliefs: The Growth of Ideological Polarization », *The Journal of Politics*, 49(4), pp. 976-997.

FIORINA M. P., ABRAMS S. A., POPE J. C. (2008), « Polarization in the American Public: Misconceptions and Misreadings », *The Journal of Politics*, 70(2), pp. 556-560.

GARRETT R. K., GVIRSMAN S. D., JOHNSON B. K., TSFATI Y., NEO R., DAL A. (2014), « Implications of Pro- and Counterattitudinal Information Exposure for Affective Polarization », *Human Communication Research*, 40(3), pp. 309-332.

GEER J. G. (2006), *In defense of negativity*, Chicago, University of Chicago Press.

GIFT K., GIFT T. (2015), « Does Politics Influence Hiring? Evidence from a Randomized Experiment », *Political Behavior*, 37(3), pp. 653-675.

HETHERINGTON M. J., RUDOLPH T. J. (2015), *Why Washington won't work: Polarization, political trust and the governing crisis*, Chicago, University of Chicago Press.

HETHERINGTON M. J. (2001), « Resurgent Mass Partisanship: The Role of Elite Polarization », *The American Political Science Review*, 95(3), pp. 619-631.

HUBER G. A., MALHOTRA N. (2017), « Political Homophily in Social Relationships: Evidence from Online Dating Behavior », *The Journal of Politics*, 79(1), pp. 269-283.

IYENGAR S., LELKES Y., LEVENDUSKY M., MALHOTRA N., WESTWOOD S. J. (2019), « The Origins and Consequences of Affective Polarization in the United States », *Annual Review of Political Science*, 22(1), pp. 129-146.

IYENGAR S., SOOD G., LELKES Y. (2012), « Affect, Not IdeologyA Social Identity Perspective on Polarization », *Public Opinion Quarterly*, 76(3), pp. 405-431.

IYENGAR S., WESTWOOD S. J. (2015), « Fear and Loathing across Party Lines: New Evidence on Group Polarization », *American Journal of Political Science*, 59(3), pp. 690-707.

KERSBERGEN K. V., KROUWEL A. (2008), « A double-edged sword! The Dutch centre-right and the 'foreigners issue' », *Journal of European Public Policy*, 15(3), pp. 398-414.

LELKES Y., SOOD G., IYENGAR S. (2017), « The Hostile Audience: The Effect of Access to Broadband Internet on Partisan Affect », *American Journal of Political Science*, 61(1), pp. 5-20.

LEVENDUSKY M. (2010), « Clearer Cues, More Consistent Voters: A Benefit of Elite Polarization », *Political Behavior*, 32(1), pp. 111-131.

MASON L. (2015), « "I Disrespectfully Agree": The Differential Effects of Partisan Sorting on Social and Issue Polarization », American Journal of Political Science, 59(1), pp. 128-145.

MASON L. (2016), « A Cross-Cutting Calm: How Social Sorting Drives Affective Polarization », *Public Opinion Quarterly*, 80(S1), pp. 351-377.

MUTZ D. C., REEVES B. (2005), « The New Videomalaise: Effects of Televised Incivility on Political Trust », *The American Political Science Review*, 99(1), pp. 1-15.

MCCONNELL C., MARGALIT Y., MALHOTRA N., LEVENDUSKY M. (2018), « The Economic Consequences of Partisanship in a Polarized Era », *American Journal of Political Science*, 62(1), pp. 5-18.

MICHELITCH K., UTYCH S. (2018), « Electoral Cycle Fluctuations in Partisanship: Global Evidence from Eighty-Six Countries », *The Journal of Politics*, 80(2), pp. 412-427.

MUNZERT S., BAUER P. C. (2013), « Political Depolarization in German Public Opinion (1980-2010) », *Political Science Research and Methods*, 1(1), pp. 67-89.

REILJAN A. (2020), « "Fear and loathing across party lines" (also) in Europe: Affective polarisation in European party systems », *European Journal of Political Research*, 59(2), pp. 376-396.

ROGOWSKI J. C., SUTHERLAND J. L. (2016), « How Ideology Fuels Affective Polarization », *Political Behavior*, 38(2), pp. 485-508.

ROODUIJN M. (2020), *Kiezer steeds meer radicaal-rechts?*

SOOD G., IYENGAR S. (2016), « Coming to Dislike Your Opponents: The Polarizing Impact of Political Campaigns », *SSRN Scholarly Paper from Social Science Research Network website*, (ID 2840225).

STROUD N. J. (2010), « Polarization and Partisan Selective Exposure », *Journal of Communication*, 60(3), pp. 556-576.

SUHAY E., BELLO-PARDO E., Maurer B. (2018), « The Polarizing Effects of Online Partisan Criticism: Evidence from Two Experiments », *The International Journal of Press/Politics*, 23(1), pp. 95-115.

TAJFEL H., TURNER J. (1979), « An Integrative Theory of Intergroup Conflict », in W. G. Austin, S. Worchel (eds.), *The Psychology of Intergroup Relations* Monterey, Brooks/Cole, pp. 33-47.

VAN AELST P., STRÖMBÄCK J., AALBERG T., ESSER F., DE VREESE C., MATTHES J., HOPMANN D., SALGADO S., HUBE N., STEPINSKA A., PAPATHANASSOPOULOS S., BERGANZA R., LEGNANTE G., REINEMANN C., SHEAFER T., STANYER J. (2017), « Political communication in a high-choice media environment: A challenge for democracy? », *Annals of the International Communication Association*, 41(1), pp. 3-27.

VAN DER MEER T. W., VAN ELSAS E., LUBBE R., VAN DER BRUG W. (2015), « Are volatile voters erratic, whimsical or seriously picky? A panel study of 58 waves into the nature of electoral volatility (The Netherlands 2006-2010) », *Party Politics*, 21(1), pp. 100-114.

WALTER A. S., VAN DER BRUG W. (2013), « When the gloves come off: Inter-party variation in negative campaigning in Dutch elections (1981-2010) », *Acta Politica*, 48(4), pp. 367-388.

WELBERS K., OPGENHAFFEN M. (2019), « Presenting News on Social Media », *Digital Journalism*, 7(1), pp. 45-62.

WESTWOOD S. J., IYENGAR S., WALGRAVE S., LEONISIO R., MILLER L., Strijbis O. (2018), « The tie that divides: Cross-national evidence of the primacy of partyism », *European Journal of Political Research*, 57(2), pp. 333-354.

WOJCIESZAK M. E., Mutz D. C. (2009), « Online Groups and Political Discourse: Do Online Discussion Spaces Facilitate Exposure to Political Disagreement? », *Journal of Communication*, 59(1), pp. 40-56.

1.7. Chapitre 7

ANDERSON C., GUILLORY C. (1997), « Political Institutions and Satisfaction with Democracy: A Cross-National Analysis of Consensus and Majoritarian Systems », *The American Political Science Review*, 91(1), pp. 66-81.

BASTARDI A. UHLMANN E., ROSS L. (2011), « Wishful Thinking: Belief, Desire, and the Motivated Evaluation of Scientific Evidence », *Psychological Science*, 22(6), pp. 731-732.

BURT R. (1984), « Network items and the General Social Survey », *Social Networks*, 6(4), pp. 293-339.

CHRISTAKIS N., FOWLER J. (2009), *Connected. How your friends' friends' friends affect everything you feel, think and do*, New York, Back Bay Book.

CIALDINI R., RENO R., KALLGREN C. (1990), « A focus theory of normative conduct: Recycling the concept of norms to reduce littering in public places », *Journal of Personality and Social Psychology*, 58(6), pp. 1015-1026.

CROSSLEY N., BELLOTTI E., EDWARDS G. EVERETT M., KOSKINEN J., TRANMER M. (2015), *Social Network Analysis for Ego-Nets*, London, Sage.

CUTLER F., NUESSER A., NYBLADE B. (2012), « Institutions, Contexts, and Citizens' Judgements of their Democracy », paper presented at the *2012's ECPR General Conference in Bordeaux*, France.

DAWES R. (1989), « Statistical criteria for establishing a truly false consensus effect », *Journal of Experimental Social Psychology*, 25, pp. 1-17.

EZROW L., XEZONAKIS G. (2016), « Satisfaction with democracy and voter turnout : A temporal perspective », *Party Politics*, 22, pp. 3-14.

FOA R., KLASSEN A., SLADE M., RAND A., WILLIAMS R. (2020), *The Global Satisfaction with Democracy Report 2020*, Cambridge, United Kingdom, Centre for the Future of Democracy.

GAUTHIER L. (2010), « The False Consensus Effect : Projection or Conformity ? », A dissertation submitted to the *department of communication and the committee of graduate studies of Stanford University for the degree of doctor of philosophy.*

GORDON R., FRANKLIN N., BECK J. (2005), « Wishful thinking and source monitoring », *Memory & Cognition*, 33(3), pp. 418-429.

HANSEN M., GEONAGA A. (2019), « Gender and Democratic Attitudes: Do Women and Men Prioritize Different Democratic Institutions? », *Politics & Gender*, Published Online First.

HENNAU S., ACKAERT J (2014), « Confiance et comportement électoral lors des élections locales », in J.-B. Pilet, R. Dassonneville, M. Hooghe, S. Marien (eds.), *L'électeur local. Le comportement électoral au scrutin communal de 2012*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.

KROSNICK J. (1988), « The role of attitude importance in social evaluation: A study of policy preferences, presidential candidate evaluations, and voting behavior », *Journal of Personality and Social Psychology*, 55, pp. 196-210. KRUEGER J., CLEMENT R. (1997), « Estimates of social consensus by majorities and minorities: the case for social projection » *Personality and Social Psychology Review*, 1, pp. 299-313.

LAZER D., RUBINEAU B., CHETKOVICH C., KATZ N., NEBLO M. (2009), « The Coevolution of Networks and Political Attitudes », *Political communication*, 27(3), pp. 248-274.

LEE E., KARIMI F., WAGNER C., JO H.-H., STROHMAIER M., GALESIC M. (2019), « Homophily and minority-group size explain perception biases in social networks », *Nature Human Behaviour*, 3, pp. 1078-1087.

LINDE J., EKMAN J. (2003), « Satisfaction with demcoracy: A note on a frequently used indicator in comparative politics », *European Journal of Political Research*, 42, pp. 391-408.

MARKS G., MILLER N. (1987), « Ten years of research on the false-consensus effect: an empirical and theoretical review », *Psychological Bulletin*, 102, p. 72.

McCLURG S. (2003), « Social Networks and Political Participation: The Role of Social Interaction in Explaining Political Participation », *Political Research Quarterly*, 56(4), pp. 449-464.

McPHERSON M., SMITH-LOVIN L., COOK J. (2001), « Birds of a feather: homophily in social networks », *Annual Review of Sociology*, 27, pp. 415-444.

MILLER M., WANG G., KULKARNI S., POOR H., OSHERSON D. (2012), « Citizen forecasts of the 2008 U.S. presidential election », *Political Policy*, 40, pp. 1019-1052.

MULLEN B., DOVIDIO J., JOHNSON C., COPPER C. (1992), « In-group-out-group differences in social projection », *Journal of Experimental Social Psychology*, 28, pp. 422-440.

NORRIS P. (2010), *Democratic deficit. Critical citizens revisited*, Cambridge, Cambridge University Press.

PAULIS E. (2018), « Party Members in Context. Social networks and local branches as context for party membership », Thèse présentée en vue *de l'obtention du grade académique de Docteur en Sciences Politiques et Sociales à l'Université libre de Bruxelles*.

PAULIS E., CLOSE C. (2018), « Satisfaction with democracy and participation: a network-based perspective », paper presented at the *2018's State of the Federation conference in Leuven*, Belgium.

PERRY B., PESCOSOLIDO B., BORGATTI S, *Egocentric Network Analysis. Foundations, Methods and Models*, Cambridge, Cambridge University Press.

ROSS L., GREENE D., HOUSE P. (1977), « The "false consensus effect": an egocentric bias in social perception and attribution processes », *Journal of Experimental Social Psychology*, 13, pp. 279-301.

SINCLAIR B. (2012), *The Social Citizen. Peer Networks and Political Behavior*, Chicago, University of Chicago Press.

SULS J., WAN C., SANDERS G. (1987), « In search of the false-uniqueness phenomenon: fear and estimates of social consensus », *Journal of Personality and Social Psychology*, 52, pp. 211-217.

SULS J., WAN C., SANDERS G. (1988), « False consensus and false uniqueness in estimating the prevalence of health-protective behaviors », *Journal of Applied Social Psychology*, 18, pp. 66-79.

VAN BOVEN L., JUDD C., SHERMAN D. (2012), « Political Polarization Projection: Social Projection of Partisan Attitude Etremity and Attitudinal Processes », *Journal of Personality and Social Psychology*, 103(1), pp. 84-100.

1.8. Chapitre 8

ALEXANDER J.C. (2006), *The civil sphere*, Oxford, Oxford University Press.

ALLPORT G. W. (1954), *The Nature of Prejudice*, Reading, MA, Addison-Wesley.

BANTING K., KYMLICKA W. (2006), *Multiculturalism and the welfare state. Recognition and redistribution in contemporary democracies*, Oxford, Oxford University Press.

BANTING K., KYMLICKA W. (2016), *The Strains of Commitment. Solidarity in diverse societies*, Oxford, Oxford University Press.

DESCHOUWER K., SINARDET D. (2010), « Identiteiten, communautaire standpunten en stemgedrag », in: K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, S. Walgrave (eds*), De stemmen van het volk. Een analyse van het stemgedrag in Vlaanderen en Wallonië op 7 juni 2009*, Brussel, VUB Press, p. 75-98.ERK J., ANDERSON L. (2009), « The Paradox of Federalism: Does Self-Rule Accomodate or Exacerbate Ethnic Divisions? », *Regional and Federal Studies*, 19 (2), pp. 191-202.

FROGNIER A., DE WINTER L., BAUDEWYNS P. (2008), « Les Wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007 », *Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique*.

LIJPHART A. (1977), *Democracy in Plural Societies: A Comparative Explanation*, New Haven, Yale University Press.

PUTNAM R. (2007), « E pluribus unum: diversity and community in the twenty-first century. The 2006 Johan Skytte Prize Literature », *Scandinavian Political Studies*, 30 (2), pp. 137-174.

PETTIGREW T.F. (1998), « Intergroup contact theory », *Annual Review of Psychology*, 49, pp. 65-85.

PETTIGREW T. F., TROPP L. (2008), « How does intergroup contact reduce prejudice? in: Meta-analytic tests of three mediators », *European Journal of Social Psychology*, 38, pp. 922-934.

RIKER W. H. (1964), *Federalism: Origin, Operation, Significance, Little, Brown*, 169 p.

SINARDET D. (2011), « La démocratie consociative belge : vecteur d'instabilité ? in: Pouvoirs », *Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 35(thématique : La Belgique/1), p. 21-35.

SINARDET D. (2012), « Is there a Belgian public sphere? What the case of a federal multilingual country can contribute to the debate on transnational public spheres. And vice versa », in M. Seymour, A.-G. Gagnon (eds.), *Multinational Federalism: Problems and Prospects*, New-York: Palgrave MacMillan, p. 172-20.

SINARDET D., DE WINTER L., DODEIGNE J., REUCHAMPS M. (2018), « Language identity and voting », in K. Deschouwer, *Mind the gap. Political participation in Belgium*, ECPR Press, p. 113-132.

SWYNGEDOUW M., BEERTEN R. (1996), « Cognitieve en affectieve motieven van partijkeuze. De nationale verkiezingen van 21 mei 1995 », *Res Publica*, 36(4), pp. 555-574.

SWYNGEDOUW M., RINK N. (2008), *Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007*, Centrum voor Sociologisch Onderzoek, Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek.

THIJSSEN P. (2012), « From mechanical to organic solidarity, and back. With Honneth beyond Durkheim », *European Journal of Social Theory*, 15 (4), pp. 454-470.

VAN PARIJS P. (2011), *Linguistic justice for Europe and for the world*, Oxford, Oxford University Press.

THIJSSEN P., SINARDET D. (2015), « Maken de contacten de Belgen? De relatie tussen Vlaams-Waalse contacten, identiteiten en houdingen over staatshervorming », in D. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, P. Baudewyns, S. Walgrave, *De kiezer ontcijferd. Over stemgedrag en stemmotivaties*, Leuven, Lannoo Campus, pp. 130-150.THIJSSEN P., SINARDET D. (2018), *Federalism and Solidarity in Belgium: Insights from Public Opinion' in John Kincaid & Jack Jedwab, 'Identities, Trust, and Cohesion in Federal Systems: Public Perspectives*, McGill-Queen's University Press.

1.9. Chapitre 9

ARCENEAUX K. (2006), « Do campaigns help voters learn? A cross-national analysis », *British Journal of Political Science*, 36(1), pp. 159-173.

BARABAS J., JERIT J., POLLOCK W., RAINEY C. (2014), « The question (s) of political knowledge », *American Political Science Review*, 108(4), pp. 840-855.

BOOGERS M., VOERMAN G. (2003), « Surfing citizens and floating voters: Results of an online survey of visitors to political web sites during the Dutch 2002 General Elections », *Information Polity*, 8(1, 2), pp. 17-27.

CHAFFEE S. H., ZHAO X., LESHNER G, (1994), « Political knowledge and the campaign media of 1992 », *Communication Research*, 21(3), pp. 305-324.

CLAASSEN R. L. (2011), « Political awareness and electoral campaigns: Maximum effects for minimum citizens? », *Political Behavior*, 33(2), pp. 203-223.

DEJAEGHERE Y., van ERKEL P, (2017), « The importance of issue-ownership and salience for voters' knowledge of parties' issue positions », *Electoral Studies*, 46, pp. 15-25.

DELLI CARPINI M. X., KEETER S, (1996), *What Americans know about politics and why it matters*, New Haven, Connecticut, Yale University Press.

DOWNS A. (1957), *An economic theory of democracy*, New York, Harper & Row.

DRUCKMAN J. N. (2005), « Media matter: How newspapers and television news cover campaigns and influence voters », *Political Communication*, 22(4), pp. 463-481.

FIVAZ J., NADIG G. (2010), « Impact of voting advice applications (VAAs) on voter turnout and their potential use for civic education », *Policy & Internet*, 2(4), pp. 167-200.

GARZIA D., MARSCHALL S. (2012), *Voting advice applications under review: the state of research.*

HOLBROOK T. (2002), « Presidential campaigns and the knowledge gap », *Political Communication*, 19(4), pp. 437-454.

HOOGHE M., TEEPE W. (2007), « Party profiles on the web: an analysis of the logfiles of non-partisan interactive political internet sites in the 2003 and 2004 election campaigns in Belgium », *New media & Society*, 9(6), pp. 965-985.

KAMOEN N., HOLLEMAN B., KROUWEL A., VAN DE POL J., DE VREESE C. (2015), « The effect of voting advice applications on political knowledge and vote choice », *Irish Political Studies*, 30(4), pp. 595-618.

KARP J. A., BANDUCCI S. A. (2008), « Political efficacy and participation in twenty-seven democracies: How electoral systems shape political behaviour », *British Journal of Political Science*, 38(2), pp. 311-334.

KLEINNIJENHUIS J., DE RIDDER J. A. (1998), « Issue news and electoral volatility », *European Journal of Political Research*, 33(3), pp. 413-437.

LADNER A., FELDER G., FIVAZ J. (2010), « More than toys? A first assessment of voting advice applications in Switzerland. Voting advice applications in Europe », *The state of the art*, pp. 91-123.

LADNER A., FIVAZ J., NADIG G. (2009), « Voting assistance applications as tools to increase political participation and improve civic education », *In Civic education and youth political participation*, Brill Sense, pp. 43-59.

LADNER A., FIVAZ J., PIANZOLA J. (2012), « Voting advice applications and party choice: evidence from smartvote users in Switzerland », *International Journal of Electronic Governance*, 5(3-4), pp. 367-387.

SCHULTZE M. (2014), « Effects of voting advice applications (vaas) on political knowledge about party positions », *Policy & Internet*, 6(1), pp. 46-68.

VAN DE POL J., HOLLEMAN B., KAMOEN N., KROUWEL A., DE VREESE C. (2014), « Beyond young, highly educated males: a typology of VAA users », *Journal of Information Technology & Politics*, 11(4), pp. 397-411.

VAN DER MEER T. W. G., WALTER A., VAN AELST P. (2016), « The contingency of voter learning: how election debates influenced voters' ability and accuracy to position parties in the 2010 Dutch election campaign », *Political Communication*, 33(1), pp. 136-157.

VEGETTI F., FAZEKAS Z., MÉDER Z. Z. (2017), « Sorting your way out: perceived party positions, political knowledge, and polarization », *Acta Politica*, 52(4), pp. 479-501.

WALGRAVE S., LESSCHAEVE C., RIHOUX B., MEULEWAETER C. (2015), « L'incertitude politique », in K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe, P. Baudewyns, S. Walgrave (eds.), *Décrypter l'électeur. Le comportement électoral et les motivations du vote*, Leuven, Lannoo Campus.

WALGRAVE S., NUYTEMANS M., PEPERMANS K. (2009), « Voting aid applications and the effect of statement selection », *West European Politics*, 32(6), pp. 1161-1180.

WALGRAVE S., VAN AELST P., NUYTEMANS M. (2008), « "Do the vote test": the electoral effects of a popular vote advice application at the 2004 Belgian elections », *Acta Politica*, 43(1), pp. 50-70.

WESTLE B., BEGEMANN C., RÜTTER A. (2015), « The "Wahl-O-Mat" in the course of the German Federal Election 2013–Effects of a German VAA on users' election-relevant political knowledge », *ZPol Zeitschrift für Politikwissenschaft*, 24(4), pp. 389-426.

1.10. Chapitre 10

AMENGAY A., STOCKEMER D. (2019), « The radical right in Western Europe: a meta-analysis of structural factors », *Political Studies Review*, 17(1), pp. 30-40.

BLONDEL J., SINNOTT R., PALLE S. (1997), « Representation and voter participation », *European Journal of Political Research*, 32(2), pp. 243-272.

CLARK N., ROHRSCHNEIDER R. (2009), « Second-order elections versus first-order thinking: How voters perceive the representation process in a multi-layered system of governance », *European Integration*, 31(5), 645-664.

CORBETT R. (2014), « "European Elections are Second-Order Elections": Is Received Wisdom Changing? », *Journal of Common Market Studies*, 52(6), pp. 1194-1198.

DANDOY R., REUCHAMPS M., BAUDEWYNS P. (2015), « The 2014 federal and European elections in Belgium », *Electoral Studies*, 39, pp. 164-168.

DESCHOUWER K., DELWIT P., HOOGHE M., BAUDEWYNS P., WALGRAVE S (2015), *Décrypter électeur. Le comportement électoral et les déterminants du vote*, Editions Racine, Bruxelles.

DE VREESE C. H., BANDUCCI S. A., SEMETKO H. A., BOOMGAARDEN H. G. (2006), « The news coverage of the 2004 European Parliamentary election campaign in 25 countries », *European Union Politics*, 7(4), pp. 477-504.

DE WILDE P. (2019), « Media logic and grand theories of European integration », *Journal of European Public Policy*, 26(8), pp. 1193-1212.

DE WILDE P., ZÜRN M. (2012), « Can the politicization of European integration be reversed? », *Journal of Common Market Studies*, 50, pp. 137-153.

DOWNS A. (1957), *An Economic Theory of Democracy*, Harper & Brothers, New York.

FØLLESDAL A., HIX S. (2006), « Why there is a democratic deficit in the EU: A response to Majone and Moravcsik », *Journal of Common Market Studies*, 44(3), pp. 533-562.

HADJAR A., BECK M. (2010), « Who does not participate in elections in Europe and why is this? A multilevel analysis of social mechanisms behind non-voting », *European Societies*, 12(4), pp. 521-542.

HIX S., MARSH M. (2007), « Punishment or protest? Understanding European parliament elections », *The Journal of Politics*, 69(2), pp. 495-510.

HIX S., MARSH M. (2011), « Second-order effects plus pan-European political swings: An analysis of European Parliament elections across time », *Electoral Studies*, 30(1), pp. 4-15.

HIX S., HØYLAND B. (2013), « Empowerment of the European parliament », *Annual Review of Political Science*, 16, pp. 171-189.

HOBOLT S. B., SPOON J.-J. (2012), « Motivating the European voter: Parties, issues and campaigns in European Parliament elections », *European Journal of Political Research*, 51(6), pp. 701-727.

HOOGHE L., MARKS G. (2009), « A postfunctionalist theory of European integration: From permissive consensus to constraining dissensus », *British Journal of Political Science*, 39(1), pp. 1-23.

HOOGHE L., MARKS G. (2018), « Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage », *Journal of European Public Policy*, 25(1), pp. 109-135.

KENTMEN-CIN C. (2017), « What about ambivalence and indifference? Rethinking the effects of European attitudes on voter turnout in European parliament elections », *Journal of Common Market Studies*, 55(6), pp. 1343-1359.

KROEBER C., LE GALL C., DINGLER S. C. (2020), « How individuals' social characteristics impact the likelihood to waste a vote-evidence from Great Britain, Germany and France », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, pp. 1-20.

LE GALL C. (2018), « Does European economic integration affect electoral turnout and economic voting? », *Politique européenne*, 62(4), pp. 34-79.

MARSH M. (1998), « Testing the second-order election model after four European elections », *British Journal of Political Science*, 28(4), pp. 591-607.

MATTILA M. (2003), « Why bother? Determinants of turnout in the European elections », *Electoral Studies*, 22(3), pp. 449-468.

OPPENHUIS E., VAN DER EIJK C., MARK N. F. (1996), « The Party Context: Outcomes », in C. Van Der Eijk, N. F. Mark (eds.). *Choosing Europe? The European Electorate and National Politics in the Face of Union*, University of Michigan Press, pp. 287-305.

REIF K. (1984), « National electoral cycles and European elections 1979 and 1984 », *Electoral Studies*, 3(3), pp. 244-255.

REIF K. (1997), « European elections as member state second-order elections revisited », *European Journal of Political Research*, 31(1-2), pp. 115-124.

REIF K., HERMANN S. (1980), « Nine second-order national elections: A conceptual framework for the analysis of European Election results », *European Journal of Political Research*, 8(1), pp. 3-44.

SCHIMMELFENNIG F. (2014), « European integration in the euro crisis: The limits of postfunctionalism », *Journal of European Integration*, 36(3), pp. 321-337.

SCHMITT H. (2005), « The European Parliament elections of June 2004: still second-order? », *West European Politics*, 28(3), pp. 650-679.

SCHMITT H., HOBOLT S. B., POPA S. A. (2015), « Does personalization increase turnout? Spitzenkandidaten in the 2014 European Parliament elections », *European Union Politics*, 16(3), pp. 347-368.

SCHMITT H., TEPEROGLOU E. (2015), « The 2014 European Parliament elections in Southern Europe: second-order or critical elections? », *South European Society and Politics*, 20(3), pp. 287-309.

SCHMITT H., TOYGÜR I. (2016), « European parliament elections of May 2014: driven by national politics or EU policy making? », *Politics and Governance*, 4(1), pp. 167-181.

SMETS K., VAN HAM C. (2013), « The embarrassment of riches? A metaanalysis of individual-level research on voter turnout », *Electoral Studies*, 32(2), pp. 344-359.

STOCKEMER D. (2012), « Citizens' support for the European Union and participation in European Parliament elections », *European Union Politics*, 13(1), pp. 26-46.

TAGGART P. (1998), « A touchstone of dissent: Euroscepticism in contemporary Western European party systems », *European Journal of Political Research*, 33(3), pp. 363-388.

VAN INGELGOM V. (2014), « Integrating Indifference. A comparative, qualitative and quantitative approach to the legitimacy of European integration », *ECPR Press*.

2. Documents officiels

2.1. Chapitre 3

Programmes des partis politiques belges :

- Programme électoral d'Ecolo (2019). Retrieved January 20, 2020, from https://ecolo.be/proteger-le-climat-et-la-qualite-de-vie/.
- Programme électoral de DéFi (2019). Retrieved January 20, 2020, from https://defi.eu/wp-content/uploads/2019/07/Programme_f%C3%A9d%C3%A9ral_200519.pdf.
- Programme électoral de Groen (2019). Retrieved January 15, 2020, from https://www.groen.be/programma.
- Programme électoral de la N-VA (2019). Retrieved January 15, 2020, from https://www.n-va.be/verkiezingen/programma.
- Programme électoral de l'OpenVLD (2019). Retrieved January 15, 2020, from https://www2.openvld.be/verkiezingsprogramma-2019-2024/.
- Programme électoral du cdH (2019). Retrieved January 20, 2020, from http://www.lecdh.be/sites/default/files/inline/files/notre-programme-2019.pdf.
- Programme électoral du CD&V (2019). Retrieved January 15, 2020, from https://www.cdenv.be/standpunten/beleidsniveau-federaal/.
- Programme électoral du MR (2019). Retrieved January 20, 2020, from https://www.mr.be/wp-content/uploads/2019/04/MR-PROGRAMME-GENERAL-2019.pdf.
- Programme électoral du PS (2019). Retrieved January 20, 2020 from https://www.ps.be/#/page/article/Decouvrez_les_programmes_du_PS_pour_les_elections_du_26_mai_2019/19572.
- Programme électoral du PTB-PVDA (2019). Retrieved January 20, 2020, from https://archive.ptb.be/vision/programme.
- Programme électoral du PVV 2017-2021. (2017). Retrieved April 14, 2018, from https://www.pvv.nl/images/Conceptverkiezingsprogrammma.pdf.
- Programme électoral du SP.A (2019). Retrieved January 15, 2020, from https://www.s-p-a.be/standpunten/.
- Programme électoral du Vlaams Belang (2019). Retrieved January 20, 2020, from https://www.vlaamsbelang.org/programma/.

2.2. Chapitre 6

Staatscommissie parlementair stelsel. (2018), *Lage drempels, hoge dijken: Democratie en rechtsstaat in balans.* Retrieved from https://www.staatscommissieparlementairstelsel.nl/documenten/rapporten/samenvattingen/12/13/eindrapport.

Annexes

1. Annexes chapitre 1

1.1. Annexe 1 : résultats des modèles de régression (non pondérée)

Tableau A1. Régression logistique entre les élections (2014-2019) et pendant la campagne (W1-W2)

	Transferts entre les élections				Transferts au sein de la campagne			
Variables	*Wallonie*		*Flandre*		*Wallonie*		*Flandre*	
Socio-Structurelles	Coef.	S.E.	Coef	S.E.	Coef.	S.E.	Coef	S.E.
Genre (femme)	-0,02	(0,13)	-0,08	(0,16)	-0,10	(0,16)	0,09	(0,20)
Âge	-0,03***	(0,01)	-0,01+	(0,01)	-0,01	(0,01)	-0,00	(0,01)
Éducation (réf. secondaire inférieur)								
Pas de diplôme/ primaire	0,50	(0,44)	-0,39	(0,72)	0,26	(0,52)	-1,45	(1,13)
Diplôme enseigne-ment supérieur	-0,35**	(0,13)	0,31+	(0,17)	-0,27+	(0,16)	-0,15	(0,20)
Classe sociale (ref. inactif)								
Travailleur	-0,63	(0,40)	-0,00	(0,47)	0,60	(0,43)	-0,50	(0,60)
Classe moyenne	-0,22	(0,15)	-0,49**	(0,18)	-0,10	(0,18)	-0,59**	(0,21)
Classe supérieure	-0,00	(0,28)	-0,32	(0,29)	0,41	(0,33)	-0,71+	(0,37)
Positionnement idéologique								
Gauche droite (position)	-0,03	(0,03)	-0,06	(0,04)	0,00	(0,04)	-0,03	(0,05)
Extrême	-0,02	(0,05)	-0,13*	(0,05)	-0,12*	(0,06)	-0,30***	(0,07)
Utilité du vote (dis-tance)	-0,34***	(0,03)	-0,24***	(0,03)	-0,47***	(0,05)	-0,35***	(0,05)
Sophistication politique								
Connaissance politique	-0,05	(0,04)	-0,03	(0,05)	-0,14**	(0,05)	-0,05	(0,06)
Intérêt politique	0,03	(0,03)	0,02	(0,04)	-0,08*	(0,04)	-0,03	(0,05)
Participation politique	0,00	(0,02)	0,06+	(0,03)	0,04	(0,03)	0,07+	(0,04)
Intérêt pour la campagne	-0,06	(0,08)	0,07	(0,09)	0,01	(0,09)	0,17	(0,11)
(Dés)affection politique								
Efficacité politique	-0,31*	(0,14)	0,07	(0,16)	-0,18	(0,17)	0,18	(0,21)
Confiance politique	-0,13***	(0,04)	-0,16***	(0,05)	-0,02	(0,04)	-0,04	(0,06)
Intercept	2,58***	(0,53)	1,79**	(0,61)	1,28*	(0,64)	0,77	(0,74)
R^2	0,16		0,14		0,18		0,17	
N	1,592		971		1,461		850	

Note : le modèle vérifie également la préférence de lot dans W1 (référence : N-VA en Flandre, MR en Wallonie) pour inclure les différences systématiques entre les électorats.

2. Annexes chapitre 2

2.1. Annexe A : liste des propositions

1. Héberger des migrants en transit doit être un délit punissable.
2. Il faut mettre en place des tests de situation pour détecter la discrimination à l'embauche.
3. Pour pouvoir obtenir la nationalité belge, il faut d'abord avoir réussi un examen sur les valeurs européennes.
4. Si la demande d'asile de familles avec enfants a été rejetée, ces familles peuvent être placées en détention en attendant leur rapatriement.
5. D'ici 2024, les voitures de société qui roulent à l'essence ou au diesel doivent être interdites.
6. La TVA sur l'électricité doit être réduite de 21 à 6 %.
7. Il faut taxer les billets d'avion pour qu'ils soient plus chers.
8. Les centrales nucléaires doivent rester opérationnelles après 2025.
9. On ne peut pas conduire en ayant bu de l'alcool.
10. L'avortement doit aussi être autorisé au-delà de 12 semaines de grossesse.
11. Le don de sperme ne doit plus pouvoir être anonyme.
12. Les grandes fortunes doivent être plus taxées.
13. Les salaires ne doivent plus être automatiquement indexés.
14. Les empreintes digitales de tous les citoyens doivent être conservées dans une base de données centrale.
15. Les magasins doivent pouvoir choisir quand ils font leurs soldes.
16. Il faut instaurer une pension de retraite de 1500€ minimum par mois
17. Le gouvernement doit compter autant d'hommes que de femmes.
18. Les décisions politiques importantes doivent pouvoir être laissées aux citoyens par le biais d'un référendum.

2.2. Annexe B (données pondérées)

Nos analyses se basent sur les deux premières vagues de notre enquête « Represent online panel ». Ces enquêtes ont été menées par Kantar TNS à la demande du consortium EoS (Excellence of Science) RepResent (Representation and democratic resentment). L'échantillon brut est composé de répondants recrutés à partir de divers panels en ligne (de Kantar et d'autres bureaux d'enquêtes en ligne) afin de tendre vers un échantillon net représentatif de la population flamande et wallonne disposant du droit de vote sur le plan du genre, de l'âge et du niveau d'éducation. Les échantillons nets finaux divergent légèrement des caractéristiques de la population. Nous présentons

les analyses non-pondérées dans le texte. Afin de contrôler les analyses, les données ont été pondérées sur base de la distribution des échantillons en termes d'âge (quatre catégories), genre, et niveau d'éducation (six catégories), et comportement électoral en 2019. Les pondérations ont été calculées à l'aide d'*iterative proportional fitting* qui permet de définir les distributions marginales des échantillons afin qu'elles soient égales aux distributions de population. Dans cette annexe, les analyses sur base des données pondérées sont présentées.

Tableau B.1. Attitudes protestataires des électorats – Flandre

	Confiance politique	Satisfaction envers le gouvernement régional	Satisfaction envers la démocratie
CD&V	4,75	5,87	3,29
Groen	4,67	4,91	3,26
N-VA	4,60	6,21	2,98
Open VLD	4,76	5,51	3,25
PVDA	3,13	4,04	2,72
SP.A	3,77	4,48	3,02
VB	3,32	4,42	2,44
Blanc/invalide	3,08	3,88	2,52
ANOVA	F = 19,92 p = 0,000	F = 31,01 p = 0,000	F = 25,17 p = 0,000

Tableau B.2. Attitudes protestataires des électorats – Wallonie

	Confiance politique	Satisfaction envers le gouvernement régional	Satisfaction envers la démocratie
cdH	3,96	5,01	2,90
Défi	2,82	3,96	2,54
Ecolo	3,31	4,04	2,71
MR	4,38	5,18	3,12
PS	3,78	4,42	2,81
PTB	2,10	2,63	2,07
Blanc/invalide	2,02	2,22	2,40
ANOVA	F = 25,38 p = 0,000	F = 34,77 p = 0,000	F = 18,57 p = 0,000

Table B.3. Préférences politiques des électorats – Flandre

	Les immigrés non-occidentaux doivent s'adapter à la culture européenne (échelle 0-10)	Les grandes fortunes doivent être plus taxées (échelle 1-4)
CD&V	6,94	3,24
Groen	5,95	3,31
N-VA	7,44	3,10
Open VLD	7,27	2,84
PVDA	5,71	3,53
SP.A	6,93	3,53
VB	7,42	3,16
ANOVA	F = 14,42 p = 0,000	F = 14,73 p = 0,000

Tableau B.4. Préférences politiques des électorats – Wallonie

	Les immigrés non-occidentaux doivent s'adapter à la culture européenne (échelle 0-10)	Les grandes fortunes doivent être plus taxées (échelle 1-4)
cdH	6,53	3,13
Défi	7,42	3,31
Ecolo	6,65	3,41
MR	7,66	3,02
PS	6,99	3,35
PTB	6,60	3,57
ANOVA	F = 6,05 p = 0,000	F = 10,67 p = 0,000

Tableau B.5. Congruence idéologique des électorats avec le VB et le PVDA – Flandre

	Congruence idéologique avec le VB	Congruence idéologique avec le PVDA
CD&V	9,17	9,79
Groen	7,59	11,94
N-VA	10,12	8,91
Open VLD	9,20	9,76
PVDA	8,93	11,89
SP.A	8,54	11,25
VB	10,20	9,23
ANOVA	F = 37,07 p = 0,000	F = 70,93 p = 0,000

Tableau B.6. Congruence idéologique des électorats avec le PTB – Wallonie

	Congruence idéologique avec le PTB
cdH	10,72
Défi	10,58
Ecolo	12,27
MR	9,71
PS	10,79
PTB	11,34
ANOVA	F = 11,68 p = 0,000

3. Annexes chapitre 3

Tableau A1. Soutien des répondants aux sept réformes étudiées (données pondérées)

	% de répondants en faveur[1]			
	Belgique	*Flandre*	*Wallonie*	*Bruxelles*
Système électoral majoritaire	44,7	44,7	46,3	39,9
Réduction du salaire des élus	76,6	78,9	74,8	72,7
Experts prennent les grandes décisions	69,2	69,1	70,5	65,9
Référendum consultatif	76,2	75,9	77,4	74,5
Référendum décisionnel	72,5	70,6	75,9	70,5
Forums citoyens consultatifs	75,3	73,3	77,9	75,8
Budgets participatifs	70,7	68,9	73,5	70,5

[1] Le pourcentage de répondants « favorables » a été calculé de la manière suivante. Pour les éléments mesurés sur une échelle de quatre points, ceux indiquant « plutôt pour » ou « totalement pour » ont été additionnés. Pour les éléments mesurés sur une échelle de dix points, les répondants ayant obtenu un score supérieur à six ont été additionnés. La catégorie intermédiaire (5) a donc été interprétée comme n'étant pas favorable. En outre, les répondants qui ont répondu « ne sait pas » n'ont pas été inclus dans le calcul des pourcentages valables.

Tableau A2. Analyse de variance (ANOVA) – score de soutien moyen des électeurs des partis francophones aux sept réformes (données pondérées)

	Système électoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
	(1=totalement contre ; 4 = totalement pour)			(0=pas du tout d'accord ; 10 = totalement d'accord)			
CD&V	2,16 (0,96)	2,99 (0,99)	2,81 (0,84)	6,95 (2,32)	6,11 (2,64)	6,72 (2,24)	5,89 (2,47)
Groen	1,85 (0,90)	2,95 (0,91)	2,84 (0,78)	6,83 (2,17)	5,85 (2,64)	6,68 (2,20)	6,00 (2,33)
N-VA	2,50 (0,95)	3,07 (0,91)	2,75 (0,87)	6,96 (2,23)	6,74 (2,45)	6,60 (2,28)	6,00 (2,43)
Open VLD	2,14 (0,80)	3,01 (0,94)	2,77 (0,81)	6,74 (2,19)	6,00 (2,76)	6,58 (2,00)	5,99 (2,46)
PVDA	2,01 (0,96)	3,62 (0,69)	3,02 (0,74)	6,97 (2,63)	7,18 (2,59)	6,95 (2,25)	7,12 (1,92)
SP.A	2,02 (1,06)	3,39 (0,82)	2,79 (0,83)	6,52 (2,50)	6,29 (2,81)	6,48 (2,57)	6,03 (2,64)
VB	2,85 (0,93)	3,42 (0,81)	2,88 (0,88)	6,90 (2,40)	7,18 (2,42)	6,83 (2,47)	6,86 (2,35)
ANOVA	F = 33,46 *p* = 0,000	F = 15,54 *p* = 0,000	F = 1,72 *p* = 0,113	F = 1,04 *p* = 0,395	F = 9,65 *p* = 0,000	F = 0,92 *p* = 0,479	F = 8,88 *p* = 0,000
Tests de Levene	= 3,52 *p* = 0,002	= 3,73 *p* = 0,001	= 2,52 *p* = 0,020	= 1,58 *p* = 0,149	= 1,87 *p* = 0,082	= 2,08 *p* = 0,053	= 2,05 *p* = 0,056
Robust ANOVA	F = 33,88 *p* = 0,000	F = 17,35 *p* = 0,000	F = 1,93 *p* = 0,075	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.

Note : l'écart-type est indiqué entre parenthèses.

Tableau A3. Tests post-hoc pour les écarts de soutien moyen aux réformes entre électorats des partis flamands (données pondérées)

	Système électoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
CD&V	↙Groen^{+} ↗N-VA** ↗VB***	↗PVDA*** ↗SP.A** ↗VB***	-	-	↗PVDA** ↗VB***	-	↗PVDA** ↗VB***
Groen	↗CD&V^{+} ↗N-VA*** ↗Op. VLD^{+} ↗VB***	↗PVDA*** ↗SP.A*** ↗VB***	-	-	↗N-VA** ↗PVDA** ↗VB***	-	↗PVDA** ↗VB**
N-VA	↙CD&V** ↙Groen*** ↙Op. VLD** ↙PVDA*** ↙SP.A*** ↗VB***	↗PVDA*** ↗SP.A** ↗VB***	↗PVDA*	-	↙Groen** ↙Op. VLD*	-	↗PVDA*** ↗VB***
Open VLD	↙Groen^{+} ↗N-VA** ↗VB***	↗PVDA*** ↗SP.A** ↗VB***	-	-	↗N-VA* ↗PVDA** ↗VB***	-	↗PVDA** ↗VB**
PVDA	↗N-VA*** ↗VB***	↙CD&V*** ↙Groen*** ↙N-VA*** ↙Op. VLD***	↙N-VA*	-	↙CD&V** ↙Groen** ↙Op. VLD** ↙SP.A^{+}	-	↙CD&V** ↙Groen** ↙N-VA*** ↙Op. VLD** ↙SP.A**
SP.A	↗N-VA*** ↗VB***	↙CD&V** ↙Groen*** ↙N-VA** ↙Open VLD**	-	-	↗PVDA^{+} ↗VB**	-	↗PVDA** ↗VB**
Vlaams Belang	↙CD&V*** ↙Groen*** ↙N-VA*** ↙Op. VLD*** ↙PVDA*** ↙SP.A***	↙CD&V*** ↙Groen*** ↙N-VA*** ↙Op. VLD***	-	-	↙CD&V*** ↙Groen*** ↙Op. VLD*** ↙SP.A**	-	↙CD&V*** ↙Groen** ↙N-VA*** ↙Op. VLD** ↙SP.A**

Note : une flèche vers le haut signifie que l'électorat du parti dans la case est plus favorable à la réforme que les électeurs du parti de la première colonne. Inversement, une flèche vers le bas indique que les électeurs du parti dans la case sont moins favorables à une réforme que les électeurs du parti de la première colonne.
$^{+}p < 0,10$; $*p < 0,05$; $**p < 0,01$; $***p < 0,001$.

Tableau A4. Analyse de variance (ANOVA) – score de soutien moyen des électeurs des partis francophones aux sept réformes (données pondérées)

	Système électoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
	(1=totalement contre ; 4 = totalement pour)			(0=pas du tout d'accord ; 10 = totalement d'accord)			
cdH	2,49 (1,03)	2,93 (0,93)	2,95 (0,77)	6,87 (2,25)	6,43 (2,60)	6,59 (2,17)	6,48 (2,12)
Défi	2,38 (0,93)	3,13 (1,06)	2,89 (0,84)	7,38 (2,07)	7,23 (2,58)	7,51 (1,96)	6,71 (2,31)
Ecolo	2,08 (0,90)	3,01 (0,93)	2,72 (0,83)	7,30 (2,12)	6,98 (2,29)	7,25 (2,13)	6,68 (2,05)
MR	2,40 (0,96)	2,81 (0,96)	2,74 (0,79)	7,13 (2,20)	6,67 (2,68)	6,72 (2,37)	6,29 (2,44)
PS	2,41 (0,97)	3,08 (0,93)	2,73 (0,87)	6,75 (2,22)	6,79 (2,39)	6,96 (2,09)	6,57 (2,19)
PTB	2,39 (1,00)	3,53 (0,77)	2,83 (0,86)	7,04 (2,79)	7,74 (2,33)	7,69 (2,33)	7,56 (2,20)
ANOVA	F = 4,10 *p* = 0,001	F = 14,61 *p* = 0,000	F = 1,72 *p* = 0,127	F = 2,50 *p* = 0,029	F = 6,75 *p* = 0,000	F = 7,25 *p* = 0,000	F = 8,49 *p* = 0,000
Tests de Levene	= 2,89 *p* = 0,013	= 5,85 *p* = 0,000	= 1,19 *p* = 0,312	= 3,12 *p* = 0,008	= 2,62 *p* = 0,023	= 3,12 *p* = 0,008	= 2,09 *p* = 0,065
Robust ANOVA	F = 4,45 *p* = 0,001	F = 18,14 *p* = 0,000	n.a.	F = 2,78 *p* = 0,017	F = 6,93 *p* = 0,000	F = 6,90 *p* = 0,000	n.a.

Note : l'écart-type est indiqué entre parenthèses.

Tableau A5. Tests post-hoc pour les écarts de soutien moyen aux réformes entre électorats des partis francophones (données pondérées)

	Système electoral majoritaire	Diminution du salaire des élus	Experts	Référendum consultatif	Référendum décisionnel	Forums citoyens consultatifs	Budgets participatifs
cdH	↙Ecolo*	↗PTB***	-	-	↗PTB**	↗Défi* ↗PTB**	↗PTB**
Défi	↙Ecolo*	↙MR* ↗PTB**	-	↙PS*	-	↙cdH* ↙MR** ↙PS^{+}	↗PTB**
Ecolo	↗cdH* ↗Défi* ↗MR** ↗PS** ↗PTB*	↗PTB***	-	↙PS*	↗PTB**	↙MR^{+}	↗PTB**
MR	↙Ecolo**	↗Défi* ↗PS* ↗PTB***	-	-	↗PTB***	↗Défi** ↗Ecolo^{+} ↗PTB***	↗PTB***
PS	↙Ecolo**	↙MR* ↗PTB***	-	↗Défi* ↗Ecolo*	↗PTB***	↗Défi $^{+}$ ↗PTB **	↗PTB***
PTB	↙Ecolo*	↙cdH*** ↙Défi** ↙Ecolo*** ↙MR*** ↙PS***	-	-	↙cdH** ↙Ecolo** ↙MR*** ↙PS***	↙cdH** ↙MR*** ↙PS**	↙cdH** ↙Défi** ↙Ecolo** ↙MR*** ↙PS***

Note : là encore, une flèche vers le haut signifie que l'électorat du parti dans la case est plus favorable à la réforme que les électeurs du parti de la première colonne. Inversement, une flèche vers le bas indique que les électeurs du parti dans la case sont moins favorables à une réforme que les électeurs du parti de la première colonne.
$^{+}p < 0{,}10$; $^{*}p < 0{,}05$; $^{**}p < 0{,}01$; $^{***}p < 0{,}001$.

4. Annexes chapitre 4

4.1. Annexe 1 : liste complète des propositions politiques

Propositions politiques liées au clivage économique :

1. Les propriétaires de plusieurs maisons devraient être davantage imposés.
2. Plutôt que de construire lui-même des logements sociaux, le gouvernement devrait aider les gens à louer sur le marché privé.
3. Dans chaque municipalité, une proportion fixe de logements doit être constituée de logements sociaux.
4. Souligne que l'Europe doit prendre des mesures fermes à l'encontre des États membres qui ne respectent pas les règles budgétaires européennes.

5. Estime que l'Europe doit se montrer ferme à l'égard des États membres qui accordent d'importants avantages fiscaux à certaines entreprises.
6. Les prestations familiales devraient être introduites dans chaque État membre de l'UE.
7. Un salaire minimum devrait être introduit dans toute l'Europe.
8. L'imposition des bénéfices des entreprises devrait être réduite.
9. Le congé de paternité devrait être étendu à plus de 10 jours.
10. La visite chez le médecin devrait devenir totalement gratuite
11. La possibilité de gagner des revenus supplémentaires dans l'industrie de l'hôtellerie et de la restauration à un taux d'imposition réduit (flexi-jobs) devrait être supprimée.
12. Les magasins devraient être autorisés à choisir le moment où ils vendent.
13. Pour les navetteurs, le train devrait être gratuit.
14. Les avantages fiscaux pour l'épargne-pension doivent être remplacés par une augmentation des pensions légales.
15. Les enseignants ont une profession exigeante, ils devraient donc pouvoir prendre une retraite anticipée.
16. Les salariés vivants devraient effectuer des travaux d'intérêt général.
17. Les chômeurs devraient perdre leurs prestations après un certain temps.
18. La VRT ne devrait plus permettre aux entreprises de payer pour montrer leurs produits dans les programmes.
19. Dans l'enseignement secondaire également, il doit y avoir une facture maximale pour les parents.
20. La limite de revenu pour les allocations de loyer doit être relevée, afin que davantage de personnes y aient droit.

Propositions politiques liées au clivage culturel :

1. L'Europe doit autoriser davantage de cultures génétiquement modifiées.
2. Une taxe européenne sur le carburant d'aviation doit être introduite.
3. L'Europe ne devrait conclure des accords commerciaux qu'avec des pays qui respectent les droits de l'homme.
4. Il devrait y avoir une carte d'identité européenne pour remplacer la carte nationale.
5. C'est l'UE qui doit décider de l'introduction de l'heure d'été ou d'hiver, et non les États membres.
6. Les autorités publiques doivent procéder à des tests pratiques pour vérifier l'absence de discrimination à l'embauche.
7. La vente de nouvelles voitures à essence et diesel devrait être interdite à partir de 2030.

8. Après 2025, nous devons également maintenir les centrales nucléaires ouvertes.
9. L'achat des nouveaux avions de combat doit être inversé.
10. Il doit être possible de laisser les décisions politiques importantes aux citoyens par le biais d'un référendum.
11. Les citoyens doivent pouvoir choisir de voter ou non.
12. Les écoles doivent obliger les enfants à parler néerlandais dans la cour de récréation.
13. Les voitures les plus polluantes devraient être interdites dans toute la Flandre (zone à faibles émissions).
14. L'utilisation d'une partie du budget flamand doit être décidée directement par les citoyens eux-mêmes.
15. Les boerkinis devraient être autorisés dans les piscines publiques.
16. Les autorités flamandes doivent procéder à des tests pratiques afin de détecter les discriminations dans la location de maisons.
17. Le gouvernement flamand ne peut plus reconnaître les nouvelles mosquées.
18. Dans l'enseignement communautaire, les élèves ne sont pas autorisés à porter le foulard à l'école.
19. Les nouveaux arrivants devraient tout au plus remplacer leur culture et leurs coutumes d'origine par la culture et les coutumes flamandes.
20. L'arrêt du béton doit être réalisé plus rapidement.

4.2. Annexe 2 : modèles logit conditionnels complets

	Modèle 1 (effets principaux)	Modèle 2 (avec interactions de la saillance économique)	Modèle 3 (avec interaction de la saillance culturelle)
Distance dimension économique	-0,393*** (0,009)	-0,247*** (0,016)	-0,464*** (0,015)
Distance dimension culturelle	-0,421*** (0,008)	-0,539*** (0,017)	-0,287*** (0,015)
Saillance économie*		-0,199***	
Distance dimension économique		(0,019)	
Saillance économie*		0,176***	
Distance dimension culturelle		(0,02)	
Saillance culturelle *			0,115***
Distance dimension économique			(0,019)
Saillance culturelle *			-0,19***
Distance dimension culturelle			(0,018)
Homme_groen	-0,134 (0,082)	-0,147* (0,084)	-0,145* (0,084)
Homme_nva	-0,204*** (0,079)	-0,2** (0,079)	-0,185** (0,079)
Homme_vld	-0,341*** (0,087)	-0,372*** (0,087)	-0,364*** (0,087)

Homme_pvda	-0,177* (0,092)	-0,184** (0,094)	-0,182* (0,093)
Homme_spa	-0,155* (0,09)	-0,165* (0,091)	-0,173* (0,091)
Homme_vb	-0,085 (0,105)	-0,087 (0,107)	-0,072 (0,107)
Âge_groen	-0,026*** (0,003)	-0,022*** (0,003)	-0,023*** (0,003)
Âge_nva	0,016*** (0,002)	0,016*** (0,002)	0,016*** (0,002)
Âge_vld	-0,015*** (0,003)	-0,015*** (0,003)	-0,015*** (0,003)
Âge_pvda	-0,009*** (0,003)	-0,011*** (0,003)	-0,011*** (0,003)
Âge_spa	0,006* (0,003)	0,004 (0,003)	0,004 (0,003)
Âge_vb	-0,015*** (0,003)	-0,013*** (0,003)	-0,013*** (0,003)
Niveau d'éducation moyen_groen	0,023 (0,179)	-0,028 (0,185)	-0,02 (0,185)
Niveau d'éducation moyen _nva	0,132 (0,146)	0,087 (0,147)	0,105 (0,147)
Niveau d'éducation moyen _vld	0,219 (0,194)	0,209 (0,195)	0,212 (0,195)
Niveau d'éducation moyen _pvda	-0,258 (0,173)	-0,214 (0,174)	-0,196 (0,174)
Niveau d'éducation moyen _spa	-0,213 (0,17)	-0,146 (0,171)	-0,132 (0,171)
Niveau d'éducation moyen _vb	-0,394** (0,159)	-0,441*** (0,163)	-0,423*** (0,163)
Niveau d'éducation moyen _groen	0,242 (0,164)	0,106 (0,171)	0,106 (0,171)
Niveau d'éducation moyen _nva	-0,421*** (0,135)	-0,495*** (0,137)	-0,474*** (0,137)
Niveau d'éducation moyen _vld	0,264 (0,181)	0,225 (0,181)	0,233 (0,181)
Niveau d'éducation moyen _pvda	-0,886*** (0,16)	-0,805*** (0,161)	-0,792*** (0,161)
Niveau d'éducation moyen _spa	-0,703*** (0,156)	-0,577*** (0,158)	-0,569*** (0,158)
Niveau d'éducation moyen _vb	-1,626*** (0,152)	-1,717*** (0,156)	-1,691*** (0,156)
Intérêt politique_groen	-0,029 (0,027)	-0,015 (0,028)	-0,013 (0,028)
Intérêt politique_nva	0,033 (0,025)	0,035 (0,025)	0,033 (0,025)
Intérêt politique_vld	0,004 (0,028)	0,007 (0,029)	0,004 (0,028)
Intérêt politique_pvda	-0,042 (0,031)	-0,058* (0,031)	-0,051 (0,031)
Intérêt politique_spa	0,067** (0,031)	0,054* (0,031)	0,058* (0,031)
Intérêt politique_vb	-0,043 (0,031)	-0,044 (0,032)	-0,043 (0,032)
asc_groen	3,32*** (0,301)	2,183*** (0,331)	1,991*** (0,331)
asc_nva	1,631*** (0,279)	1,783*** (0,298)	1,823*** (0,297)

asc_vld	1,53*** (0,319)	1,135*** (0,34)	1,463*** (0,339)
asc_pvda	3,269*** (0,33)	2,418*** (0,355)	2,641*** (0,355)
asc_spa	0,405 (0,332)	-0,105 (0,355)	-0,045 (0,355)
asc_vb	2,777*** (0,335)	2,485*** (0,369)	1,959*** (0,367)
Saillance économie_groen		-0,632*** (0,095)	-0,596*** (0,088)
Saillance économie_nva		-0,431*** (0,097)	-0,573*** (0,082)
Saillance économie_vld		0,565*** (0,104)	0,273*** (0,099)
Saillance économie _pvda		1,281*** (0,133)	0,903*** (0,119)
Saillance économie_spa		0,895*** (0,117)	0,74*** (0,114)
Saillance économie_vb		-1,015*** (0,111)	-0,679*** (0,102)
Saillance culturelle_groen		1,669*** (0,102)	1,899*** (0,109)
Saillance culturelle_nva		0,305*** (0,077)	0,344*** (0,09)
Saillance culturelle_vld		-0,035 (0,085)	-0,187** (0,09)
Saillance culturelle_pvda		0 (0,091)	-0,03 (0,106)
Saillance culturelle_spa		-0,187** (0,088)	-0,17* (0,091)
Saillance culturelle_vb		1,291*** (0,123)	1,658*** (0,128)
N	93086	93086	93086
R^2	0,28	0,318	0,318

Note : standard errors are in parentheses
****p < 0,01 ; **p <0,05 ; *p <0,1.*

5. Annexes chapitre 5

Tableau 5.13. Explication du choix électoral en Flandre – modèles de régressions multinomiales, N=1,894

Cat. de ref. = VB	CD&V	Groen	N-VA	Open-VLD	PVDA	SP.A	Blanc/nul/abs.
Âge	1,04***	1,00	1,03***	1,01*	1,01	1,03***	1,03**
Femme	1,04	0,87	1,25	0,98	0,88	1,19	1,05
Éducation (ref. aucun/primaire)	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Secondaire	1,42	3,79*	1,27	1,08	0,94	1,12	1,39
Supérieur non-universitaire	3,81***	11,92***	2,20**	2,53**	2,05^{+}	1,40	1,66
Universitaire	5,53***	24,57***	3,35***	2,79*	1,58	1,89	1,17
Auto-positionnement gauche-droite	0,52***	0,33***	0,97	0,62***	0,30***	0,34***	0,58***
Droite socioéco	0,94	0,88^{+}	1,11*	1,04	0,93	0,94	1,06
Droite immigration	0,93	0,86**	1,04	0,97	0,86**	0,97	1,00
Satisfaction	1,38***	1,11	1,38***	1,13	0,93	0,99	0,84*
Confiance	1,16^{+}	1,42***	1,06	1,28**	1,19^{+}	1,43***	1,14
Efficacité pol externe	1,06	1,27	0,95	0,99	0,78	0,92	0,85
Index d'émotions pos.	1,09	0,89	1,09	1,10	0,98	0,91	1,11
Index d'émotions nég.	0,84**	0,85**	0,81***	0,82***	0,92	0,95	0,89^{+}
McFadden's R^2	0,222						
McFadden's R^2 ajusté	0,195						

Note : Coefficients exponentiels
$^{+}p < 0,10$; $^{*}p < 0,05$; $^{**}p < 0,01$; $^{***}p < 0,001$.

Tableau 5.14. Explication du choix électoral en Wallonie – modèles de régressions multinomiales, N=1,355

Cat. de réf=PTB	cdH	Ecolo	MR	PS	Autre	Blanc/nul/abs.
Âge	1,04***	1,02*	1,03**	1,02**	1,02^{+}	1,01
Femme	1,08	1,00	1,23	1,05	1,12	1,07
Éducation (ref. aucun/primaire)	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Secondaire	2,49^{+}	2,29*	2,26*	1,26	1,34	1,17
Supérieur non-universitaire	4,17**	4,26***	4,61***	1,08	1,76	1,27
Universitaire	4,23*	6,70***	6,40***	1,53	2,72*	0,67
Auto-positionnement gauche-droite	1,34***	1,13*	1,96***	0,92^{+}	1,61***	1,39***
Droite socioéco	1,03	1,05	1,06	1,00	1,05	1,01
Droite immigration	0,97	1,04	1,13*	1,06	1,14**	1,07
Satisfaction	1,39**	1,30***	1,61***	1,16*	1,11	0,98
Confiance	1,15	1,21*	1,08	1,13	1,09	1,00
Efficacité pol externe	1,18	1,30	1,37^{+}	1,66***	1,19	1,28
Index d'émotions pos.	1,07	0,89	1,01	1,07	0,91	1,01
Index d'émotions nég.	0,81**	0,90^{+}	0,79***	0,90^{+}	0,93	0,87*
McFadden's R^2	0,160					
McFadden's R^2 ajusté	0,127					

Note : coefficients exponentiels
$^{+}p < 0,10$; $^{*}p < 0,05$; $^{**}p < 0,01$; $^{***}p < 0,001$.

Tableau 5.15. Différentiels vague 2 – vague 1 d'émotions entre électeurs des partis – Flandre

	Colère	Amertume	Inquiétude	Peur	Espoir	Soulagement	Joie	Satisfaction
CD&V	+0,58	+0,41	+0,37	+0,45	**-0,40**	**-0,57**	-0,51	-0,80
Groen	+0,17	+0,24	+0,35	**+0,87**	-0,27	-0,23	-0,09	-0,43
N-VA	+0,29	+0,36	+0,04	+0,21	+0,04	-0,05	-0,21	-0,33
OpenVLD	+0,36	+0,27	+0,23	+0,46	**-0,51**	**-0,59**	-0,59	-0,48
PVDA	+0,08	0,00	-0,08	+0,09	-0,06	+0,17	+0,13	+0,11
SP.A	+0,15	+0,19	+0,21	+0,48	+0,06	+0,09	+0,06	-0,10
VB	+0,23	-0,08	-0,12	**-0,33**	**+0,41**	**+0,29**	**+0,27**	+0,02
Blanc/nul/abs.	-0,06	-0,07	-0,42	**-0,31**	-0,33	-0,22	-0,50	-0,47
Total	+0,24	+0,18	+0,07	+0,19	-0,04	-0,09	-0,14	-0,28
Sig.	-	-	-	***	***	***	***	***

Tableau 5.16. Différentiels vague 2 – vague 1 d'émotions entre électeurs des partis – Wallonie

	Colère	Amertume	Inquiétude	Peur	Espoir	Soulagement	Joie	Satisfaction
cdH	+0,61	+0,51	+0,29	+0,51	+0,11	+0,47	+0,17	+0,27
Ecolo	+0,18	-0,08	-0,07	+0,20	+0,07	0,00	+0,27	+0,18
MR	+0,32	+0,31	+0,05	+0,26	+0,08	-0,22	+0,29	-0,04
PS	-0,08	-0,04	+0,10	+0,24	+0,48	+0,49	+0,43	+0,64
PTB	-0,19	+0,02	-0,03	+0,12	+0,35	+0,20	+0,39	+0,42
Autre parti	-0,05	+0,09	-0,09	+0,05	-0,05	+0,18	+0,25	-0,03
Blanc/nul/abs.	-0,25	+0,30	-0,33	+0,04	-0,43	-0,28	-0,11	-0,32
Total	+0,05	+0,11	-0,01	+0,19	+0,13	+0,12	+0,27	+0,19
Sig.	-	-	-	-	*	**	-	***

6. Annexes chapitre 6

6.1. Annexe A

Tableau A1. Scores moyens donnés aux partis flamands sur un axe gauche-droite.

Parti	Moyenne	Écart-type
PVDA	2,33	2,75
SP.A	2,76	2,18
GROEN	3,01	2,14
CD&V	4,84	1,69
Open VLD	5,63	1,96
N-VA	7,17	2,12
Vlaams Belang	8,30	2,52

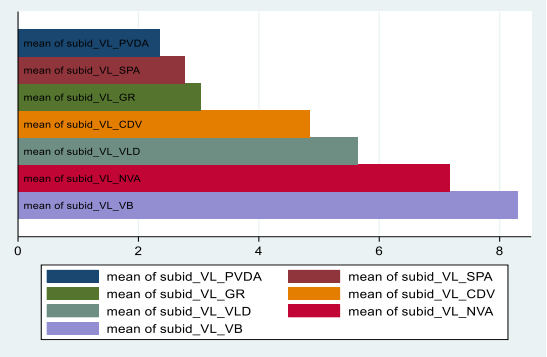


Tableau A2. Scores moyens donnés aux partis wallons sur un axe gauche-droite.

Parti	Moyenne	Écart-type
PTB	2,32	2,84
PS	2,88	2,33
Ecolo	3,99	1,87
CdH	4,94	1,65
Défi	5,53	1,89
PP	6,36	3,30
MR	6,90	2,27

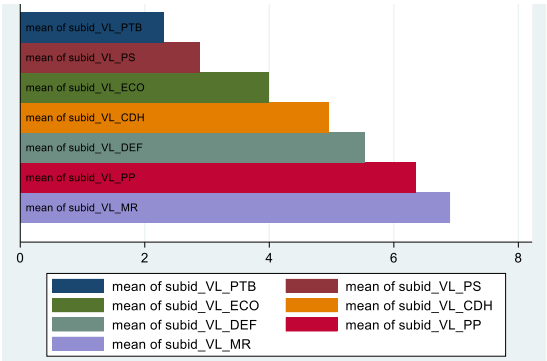


Tableau A3. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis flamands vague 1 (données pondérées)

Thermomètre Vague 1		À propos des partisans du…								
		PVDA	SP.A	Groen	CD&V	Open VLD	N-VA	VB	Flamands	Wallons
Voté pour…	PVDA (n=133)	72,2	59,1	56,7	47,2	30,5	23,6	19,3	64,2	62,3
		(25,0)	(25,6)	(26,9)	(22,5)	(22,2)	(21,5)	(24,5)	(18,2)	(22,8)
	SP.A (n=205)	45,2	68,3	52,0	49,8	39,6	30,4	22,1	69,7	(21,9)
		(23,4)	(22,8)	(23,2)	(20,0)	(21,0)	23,9)	(25,2)	(20,2)	(21,9)
	Groen (n=171)	51,4	58,4	75,0	53,2	47,1	32,5	17,6	68,9	66,0
		(23,4)	(20,0)	(17,5)	(19,3)	(22,4)	(21,5)	(23,8)	(18,7)	(19,0)
	CD&V (n=198)	37,9	47,7	54,2	70,5	51,8	48,4	29,8	74,3	58,6
		(24.9)	(23,1)	(22,4)	(18,1)	(23,6)	(23,6)	(27,0)	(17,3)	(20,1)
	Open VLD (n=168)	34,7	39,9	46,9	49,8	69,8	42,9	25,0	70,3	56,6
		(21,9)	(23,4)	(22,0)	(20,3)	(18,4)	(22,1)	(23,9)	(18,3)	(21,2)
	N-VA (n=509)	28,1	32,6	32,2	45,6	51,4	75,4	39,3	74,7	49,4
		(24,9)	(24,5)	(24,4)	(22,2)	(24,2)	(19,7)	(28,6)	(18,1)	(23,6)
	VB (n=388)	33,8	35,0	29,7	39,5	38,5	51,1	71,7	70,0	46,2
		(24,9)	(24,9)	(24,1)	(23,2)	(23,2)	(25,3)	(24,0)	(20,4)	(24,1)
Électorat total (n=1,945)		38,0	43,4	44,3	48,9	47,85	49,5	37,4	71,3	55,4
		(23,6)	(27,9)	(29,3)	(24,8)	(27,2)	(27,1)	(32,3)	(19,4)	(23,3)

Note : tableau A, scores moyens sur le thermomètre pour la vague 1, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau A4. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis flamands vague 2 (données pondérées)

Thermomètre Vague 2		À propos des partisans de…								
		PVDA	SP.A	Groen	CD&V	Open VLD	N-VA	VB	Flamands	Wallons
Voté pour…	PVDA (n=133)	77,1	59,6	54,1	47,2	33,1	24,9	21,2	66,8	63,8
		(21,1)	(27,5)	(25,7)	(23,3)	(23,4)	(23,6)	(26,7)	(20,4)	(24,1)
	SP.A (n=205)	50,3	76,4	52,0	49,4	38,7	30,3	24,1	68,2	66,4
		(25,6)	(17,8)	(24,2)	(20,5)	(21,3)	(24,6)	(29,0)	(23,1)	(22,8)
	Groen (n=171)	53,1	60,2	78,5	54,8	48,5	31,6	16,6	68,1	65,4
		(24,0)	(21,7)	(20,1)	(21,0)	(21,6)	(24,6)	(24,1)	(20,6)	(23,6)
	CD&V (n=198)	38,2	47,0	52,8	70,8	49,5	48,2	30,2	73,6	59,8
		(25,1)	(23,1)	(23,1)	(19,7)	(22,6)	(23,6)	(27,5)	(16,8)	(22,2)
	Open VLD (n=168)	33,8	38,0	45,7	51,0	72,7	43,7	28,2	68,0	53,8
		(23,8)	(24,5)	(23,6)	(22,6)	(18,5)	(24,4)	(27,6)	(19,0)	(22,9)
	N-VA (n=509)	26,9	30,5	31,1	44,5	50,9	79,8	51,7	78,1	46,0
		(24,3)	(24,5)	(24,6)	(24,4)	(23,6)	(17,0)	(28,6)	(17,2)	(24,5)
	VB (n=388)	33,8	31,1	28,4	36,9	36,3	52,9	80,1	73,6	40,2
		(24,8)	(24,9)	(24,3)	(24,2)	(23,6)	(24,7)	(18,2)	(19,8)	(25,2)
Électorat total (n=1,945)		38,8	43,0	43,2	48,4	47,6	50,8	41,6	69,6	52,8
		(26,7)	(27,3)	(27,7)	(24,5)	(24,7)	(28,8)	(33,2)	(20,9)	(25,0)

Note : tableau B, scores moyens sur le thermomètre pour la vague 2, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau A5. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis en Wallonie vague 1 (données pondérées)

Thermomètre Vague 1		À propos des partisans du…								
		PTB	PS	Ecolo	cdH	Défi	PP	MR	Wallons	Flamands
Voté pour…	PTB (n=186)	70,9	40,8	35,8	31,0	37,0	29,6	20,8	67,2	48,7
		(25,5)	(27,8)	(26,2)	(21,7)	(23,0)	(25,9)	(21,7)	(23,9)	(24,1)
	PS (n=278)	41,2	67,8	45,3	38,1	41,0	27,7	30,5	64,1	48,1
		(25,5)	(20,9)	(23,1)	(20,8)	(20,4)	(23,9)	(23,7)	(22,7)	(23,1)
	Ecolo (n=216)	37,7	44,6	73,5	43,7	42,2	25,7	37,2	65,3	52,3
		(25,8)	(23,1)	(20,5)	(20,4)	(21,0)	(23,2)	(21,5)	(20,7)	(22,8)
	cdH (n=89)	37,6	41,0	52,6	59,3	49,9	28,9	45,8	63,1	53,0
		(24,6)	(21,0)	(22,3)	(19,3)	(20,2)	(22,5)	(21,7)	(19,2)	(21,4)
	Défi (n=83)	38,1	44,0	47,4	42,9	61,8	31,3	37,8	67,8	47,9
		(24,6)	(22,2)	(24,4)	(21,3)	(20,6)	(24,0)	(24,8)	(20,6)	(23,6)
	PP (n=59)	27,5	23,5	27,5	28,4	33,8	66,9	35,8	61,1	51,5
		(27,1)	(25,6)	(25,3)	(22,4)	(21,3)	(28,8)	(29.2)	(27,8)	(25,7)
	MR (n=240)	20,4	23,4	36,5	39,2	36,4	27,0	70,9	62,6	59,9
		(23,1)	(23,0)	(27,3)	(24,8)	(25,3)	(25,4)	(19,5)	(20,7)	(20,8)
Électorat total (n=1,400)		39,2	42,5	44,5	38,9	39,5	28,7	39,9	63,1	50,5
		(28,0)	(27,7)	(27,6)	(22,8)	(22,8)	(24,7)	(28,1)	(22,7)	(23,3)

Note : tableau C, scores moyens sur le thermomètre pour la vague 1, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau A6. Scores de sympathie exprimés par les électeurs des différents partis en Wallonie vague 2 (données pondérées)

Thermomètre Vague 2		À propos des partisans du…								
		PTB	PS	Ecolo	cdH	Défi	PP	MR	Wallons	Flamands
Voté pour…	PTB (n=186)	76,1	41,3	38,6	30,7	33,4	26,2	20,5	66,5	45,2
		(21,4)	(26,4)	(25,9)	(21,1)	(23,2)	(24,7)	(21,0)	(24,7)	(25,6)
	PS (n=278)	44,2	74,1	45,6	38,3	40,3	24,9	30,7	68,3	45,7
		(25,5)	(19,5)	(24,7)	(21,8)	(21,7)	(23,5)	(23,9)	(19,9)	(25,5)
	Ecolo (n=216)	36,5	44,4	76,8	42,7	40,9	20,3	37,4	64,0	49,3
		(26,6)	(24,4)	(19,8)	(22,6)	(21,5)	(21,9)	(23,4)	(19,4)	(22,1)
	cdH (n=89)	36,0	42,3	49,12	66,8	45,7	25,7	43,4	64,6	44,1
		(28,6)	(22,4)	(25,6)	(18,2)	(24,4)	(23,9)	(22,8)	(20,2)	(23,8)
	Défi (n=83)	33,5	42,5	47,3	47,6	68,7	26,1	40,7	67,5	45,0
		(23,8)	(21,0)	(25,0)	(20,3)	(18,8)	(21,9)	(24,8)	(20,5)	(22,6)
	PP (n=59)	29,3	25,6	24,5	32,9	35,0	70,0	33,7	59,1	49,1
		(27,4)	(24,6)	(21,9)	(24,7)	(23,0)	(28,6)	(28,4)	(26,5)	(27,6)
	MR (n=240)	20,2	22,9	33,4	37,5	37,8	23,6	74,3	60,7	53,7
		(23,7)	(23,6)	(25,7)	(24,4)	(23,9)	(25,8)	(17,4)	(22,9)	(25,6)
Électorat total (n=1,400)		39,7	45,0	45,1	40,3	39,5	27,6	41,7	62,4	47,2
		(28,8)	(29,0)	(27,5)	(23,8)	(23,1)	(25,3)	(28,0)	(22,2)	(24,6)

Note : tableau D, scores moyens sur le thermomètre pour la vague 2, échelle de 0 à 100, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau A7. Distance sociale exprimée par les électeurs des différents partis en Flandre (données pondérées)

Distance sociale		À propos des partisans du…								
		PVDA	SP.A	Groen	CD&V	Open VLD	N-VA	VB	Flamands	Wallons
Voté pour…	PVDA (n=133)	6,9	6,4	5,9	5,8	4,8	3,7	2,9	6,9	6.4
		(2,1)	(1,9)	(2,0)	(1,8)	(2,2)	(2,6)	(2,9)	(2,1)	(2,0)
	SP.A (n=205)	5,8	7,2	6,1	6,1	5,3	4,2	3,2	7,4	6,8
		(2,2)	(1,9)	(2,2)	(2,2)	(2,4)	(2,8)	(3,0)	(2,3)	(2,1)
	Groen (n=171)	6,3	6,8	7,6	6,5	6,0	4,4	2,5	7,4	7,0
		(2,2)	(2,1)	(2,2)	(2,4)	(2,4)	(2,8)	(2,9)	(2,2)	(2,3)
	CD&V (n=198)	5,3	5,8	6,4	7,4	6,1	5,8	4,0	8,1	6,9
		(2,8)	(2,5)	(2,4)	(2,1)	(2,4)	(2,4)	(3,0)	(2,1)	(2,4)
	VLD (n=168)	4,9	5,3	5,8	6,1	7,1	5,5	3,8	7,4	6,5
		(2,7)	(2,5)	(2,3)	(2,2)	(2,2)	(2,6)	(3,0)	(2,1)	(2,0)
	N-VA (n=509)	4,1	4,5	4,7	5,5	5,9	7,1	5,3	8,0	5,9
		(2,7)	(2,6)	(2,6)	(2,2)	(2,2)	(1,9)	(2,6)	(2,1)	(2,4)
	VB (n=388)	4,4	4,3	4,0	4,9	4,7	5,6	7,3	7,9	5,3
		(2,4)	(2,5)	(2,5)	(2,5)	(2,4)	(2,3)	(2,3)	(2,4)	(2,6)
Électorat total (n=1,945)		5,0	5,4	5,4	5,8	576	5,5	4,5	7,6	6,1
		(2,6)	(2,5)	(2,6)	(2,3)	(2,4)	(2,6)	(3,1)	(2,3)	(2,4)

Note : tableau E, scores moyens sur la mesure de distance sociale (vague 2), échelle de 0 à 10, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

Tableau A8. Distance sociale exprimée par les électeurs des différents partis en Wallonie (données pondérées)

Distance sociale		À propos des partisans du…								
		PTB	PS	Ecolo	cdH	Défi	PP	MR	Wallons	Flamands
Voté pour…	PTB (n=186)	6,7	5,1	4,8	4,7	4,9	3,9	4,0	6,8	5,8
		(2,2)	(2,6)	(2,7)	(2,6)	(2,3)	(2,7)	(2,8)	(2,1)	(2,7)
	PS (n=278)	5,0	6,6	5,4	5,3	5,4	4,0	4,8	6,9	5,7
		(2,3)	(2,0)	(2,1)	(2,0)	(2,0)	(2,6)	(2,4)	(2,4)	(2,5)
	Ecolo (n=216)	4,4	5,2	6,8	5,4	5,2	3,5	5,2	6,7	6,0
		(2,6)	(2,4)	(2,1)	(2,2)	(2,2)	(2,8)	(2,2)	(2,2)	(2,4)
	cdH (n=89)	4,5	5,0	5,3	6,6	5,6	4,0	5,0	6,9	5,5
		(2,4)	(2,0)	(2,4)	(2,0)	(1,8)	(2,6)	(2,3)	(2,0)	(2,2)
	Défi (n=83)	4,3	5,0	5,5	5,4	6,2	3,7	4,7	6,8	5,1
		(2,5)	(1,9)	(2,2)	(2,1)	(1,8)	(2,5)	(2,4)	(2,3)	(2,7)
	PP (n=59)	3,7	3,4	3,6	4,2	4,5	6,8	4,3	6,9	6,1
		(2,8)	(2,7)	(2,6)	(2,4)	(2,2)	(2,6)	(2,6)	(2,2)	(2,5)
	MR (n=240)	3,3	3,8	4,9	5,1	5,1	3,7	7,0	6,9	6,6
		(2,9)	(2,8)	(2,7)	(2,6)	(2,4)	(3,1)	(2,0)	(2,0)	(2,2)
Électorat total (n=1,400)		4,6	5,0	5,2	5,1	5,1	4,0	5,0	6,6	5,9
		(2,6)	(2,5)	(2,4)	(2,3)	(2,1)	(2,7)	(2,5)	(2,2)	(2,4)

Note : tableau F, scores moyens sur la mesure de distance sociale (vague 2), échelle de 0 à 10, déviations standards entre parenthèses. La couleur vert foncé dénote le score le plus élevé de la ligne, le rouge, le score le plus bas.

7. Annexes chapitre 7

7.1. Annexe 1 : écueils liés à la génération des données réseaux

Après un processus de nettoyage (tableau A.1.), nous avons perdu respectivement 737 répondants, qui n'avaient fourni aucun nom ou des noms douteux, et 606 répondants qui n'ont pas été capables de donner un score de satisfaction pour les personnes qu'ils avaient mentionnées. Malgré la perte de ces 1343 répondants, il demeure que notre échantillon est substantiel en termes d'observations, avec plus de 6274 réseaux personnels collectés.

Tableau A.1. Distribution de la taille des réseaux personnels mesurés

	Génération des noms			Interprétation des noms				
Noms	N	%	% valide	Noms	N	%	N valide	% valide
0[2]	737	9,7		0[3]	606	8,8		
1	62	0,8	0,9	1	300	4,4	300	4,8
2	189	2,5	2,7	2	483	7	483	12,5
3	2780	36,5	40,4	3	2496	36,3	2496	39,8
4	1066	14,0	15,5	4	1018	14,8	1018	16,2
5	2783	36,5	36,5	5	1977	26	1977	31,5
Total	7617	100		Total	6880	100	6274	100
Manquant			737	Manquant	737		1343	

Un écueil majeur lié à la collecte de données sur le niveau de satisfaction politique des membres du réseau social d'un individu pourrait être qu'un répondant est grandement contraint par sa sophistication et son niveau d'éducation. Une rapide analyse croisée (tableau A.2.) montre en effet que la perte d'information entre la génération et l'interprétation des noms a été proportionnellement plus substantielle parmi les personnes avec un très bas niveau d'éducation. Nous disposons toutefois d'une proportion significative de répondants dans chacun des groupes (80 % en moyenne) pour qui la procédure de collection de données « réseaux » s'est avérée concluante.

Tableau A.2. Qualité des données « réseaux » récoltées selon le niveau d'éducation des répondants

	Éliminé après la génération des noms (%)	Éliminé après l'interprétation des noms (%)	Procédure réseau totalement valide (%)
Aucun	17,3	10,6	72,1
Secondaire inachevé	10	9,8	80,2
Secondaire	10,3	7,9	81,8
Supérieur non univ.	8,5	8,2	83,3
Universitaire	8,8	6,2	85

Même si ce n'est pas un indicateur en soi de la taille continue du réseau social d'un individu compte tenu du seuil maximal de 5 noms imposé dans le questionnaire, regarder la moyenne du nombre de noms fournis et la distribution indiquent tout de même quelques variations importantes (tableau A.3.). Si la moyenne oscille entre 3 et 4 noms fournis (3,5), une majorité de répondants a fourni de l'information pour 3 ou 5 noms, alors qu'ils sont beaucoup moins à l'avoir fait spécifiquement pour 4, 2 ou 1 nom. Par ailleurs, il est intéressant de noter dans le que le retrait de certains noms pour qui la satisfaction était inconnue dans le réseau de plusieurs répondants (mais donc pas pour l'ensemble des membres du réseau) ne modifie pas foncièrement la taille moyenne des

2 Aucun nom.
3 Satisfaction inconnue pour tous les *alters*.

réseaux mesurés. Cela signifie que les répondants de l'enquête qui ont fourni des noms dans le générateur ont aussi été capables d'y associer un score de satisfaction politique valide au moment de la phase interprétative.

Tableau A.3. Statistiques descriptives de la taille des réseaux mesurés

	N	Min	Max	Moyenne
Taille avec tous les noms	7617	0	5	3,5
Taille sans les noms pour qui la satisfaction est inconnue	6274	1	5	3,6

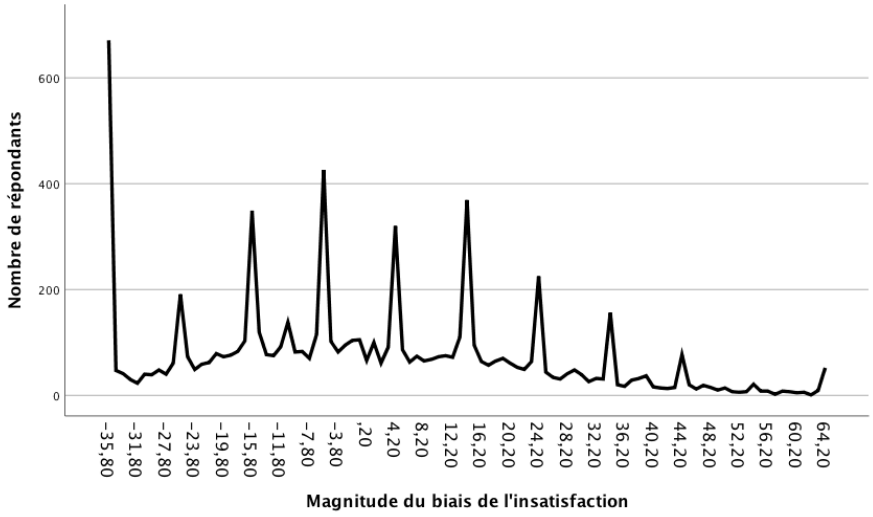
7.2. Annexe 2 : réorganisation des répondants selon les caractéristiques de leur réseau

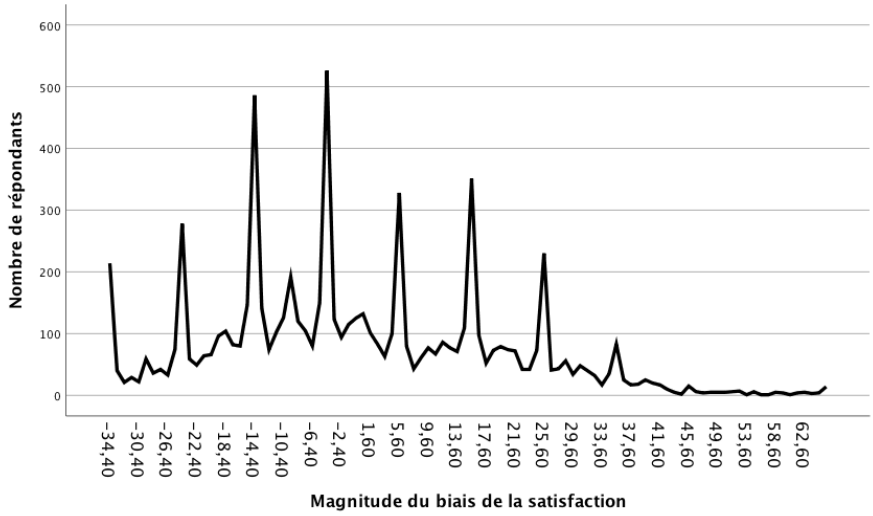
Le tableau A.4. ci-dessous décrit la nouvelle distribution des répondants selon cette réorganisation.

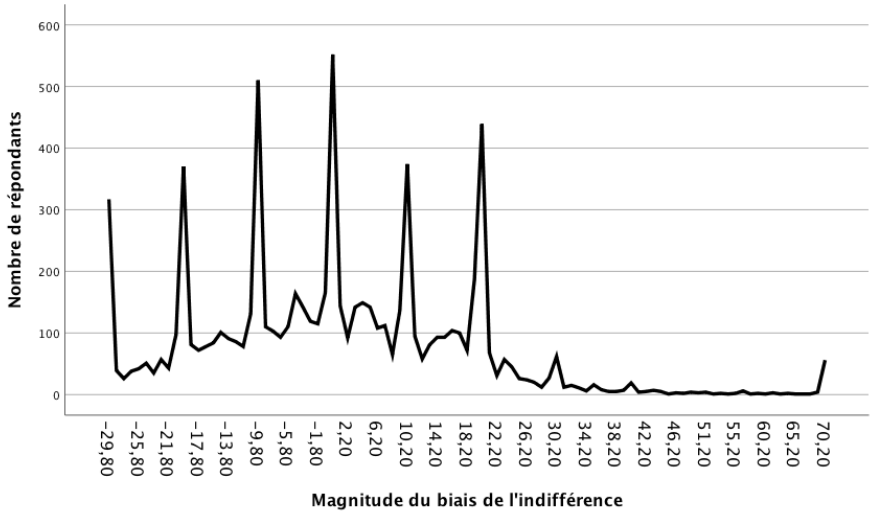
Tableau A.4. Distribution des variables d'homophilie dérivées

	N	%
Homophilie	3101	49,4
Insatisfaction	1000	15,9
Indifférence	723	11,5
Satisfaction	1378	22,0
Hétérophilie	3174	51,6
Insatisfaction	1880	30,0
Indifférence	938	14,9
Satisfaction	356	5,7
Total	6275	100

7.3. Annexe 3 : distribution des variables dépendantes



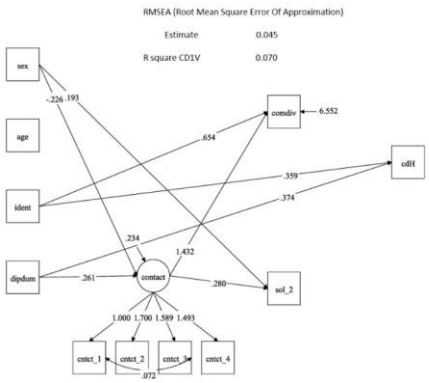


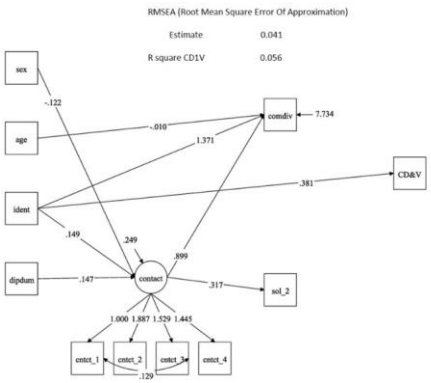


8. Annexes chapitre 8

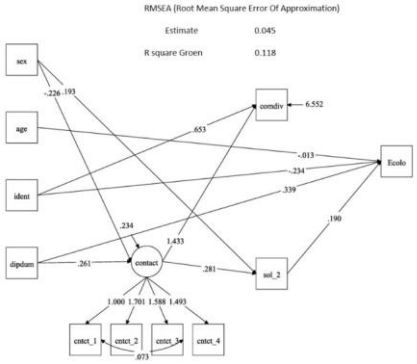
Dans cette annexe, nous présentons une représentation visuelle des effets mesurés dans la modélisation de l'équation structurelle pour chaque parti. Nous présentons les partis par « famille », ainsi que nous l'avons fait dans le chapitre, et l'ordre de présentation suit l'ordre alphabétique des partis politiques flamands.

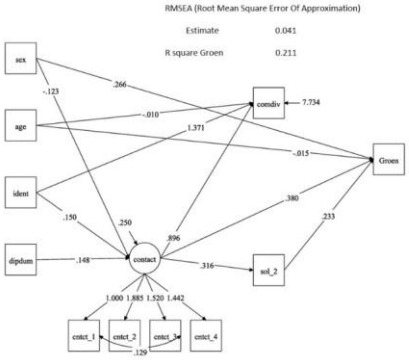
8.1. cdh et CD&V



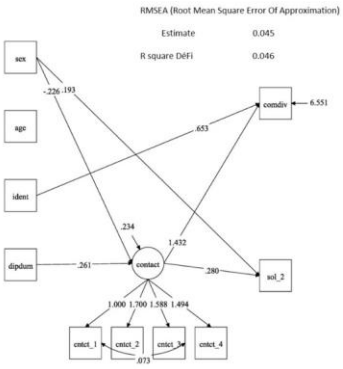


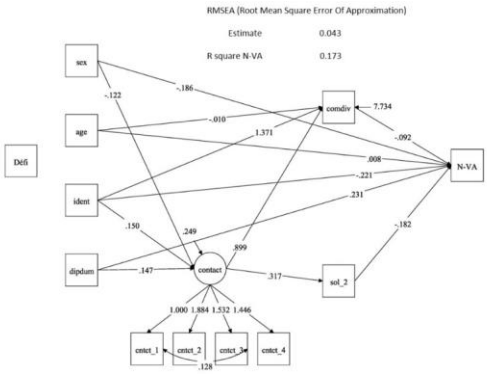
8.2. Ecolo et Groen



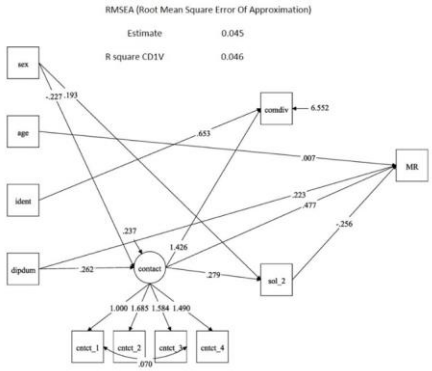


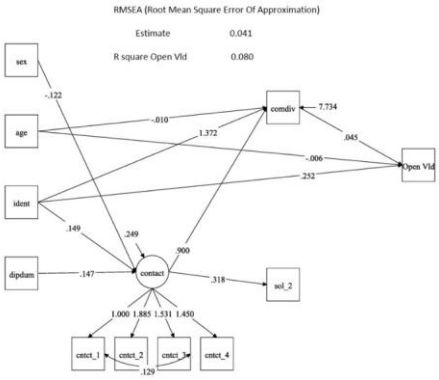
8.3. Défi et N-VA



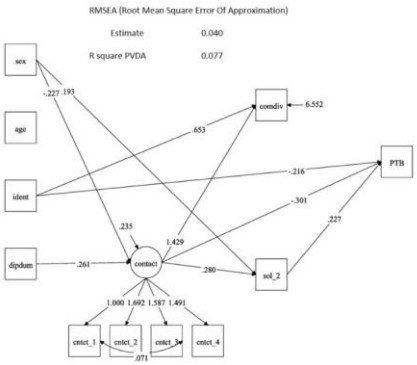


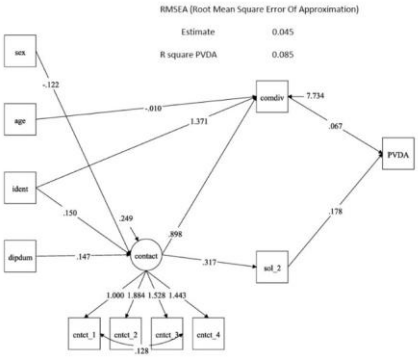
8.4. MR et Open Vld



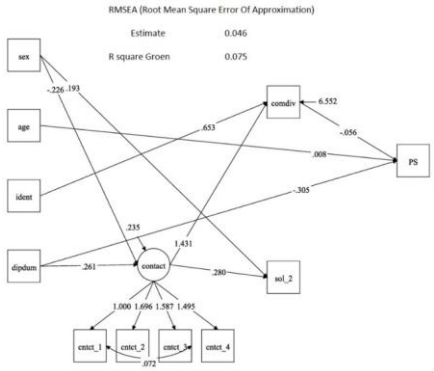


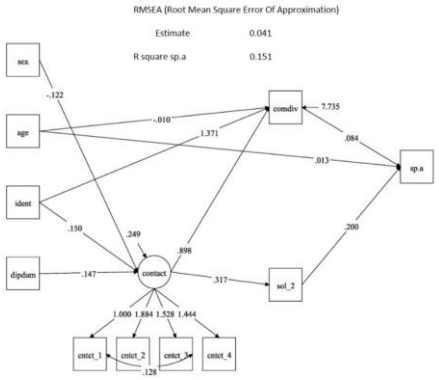
8.5. PTB et PVDA



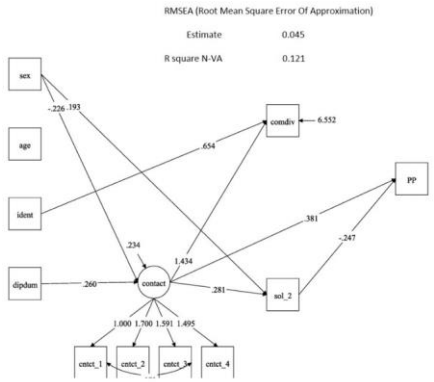


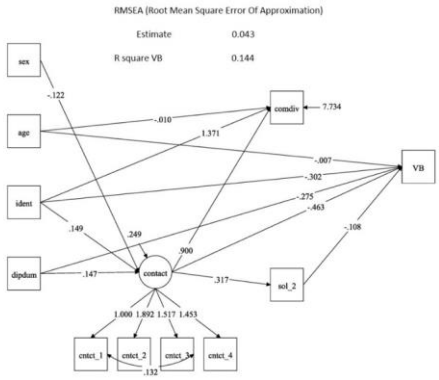
8.6. PS et SP.A





8.7. PP et VB





9. Annexes chapitre 9

Tableau 9.2. Proportion d'utilisateurs du Stemtest/test électoral sur l'ensemble de l'électorat

Niveau	Utilisation du SAV flamand – Stemtest (N=3.419.836)	Utilisation du SAV francophone – Test électoral (N=985.652)
Bruxellois	1,76 %	7,29 %
Européen	18,65 %	22,86 %
Fédéral	35,53 %	47,06 %
Régional	44,06 %	22,79 %

Tableau 9.3. Profil des utilisateurs du Stemtest/test électoral en comparaison avec l'ensemble des électeurs flamands et wallons

	Part parmi les électeurs flamands (%) (a)	Part parmi les utilisateurs du Stemtest (%) (b)	Différence (b-a)	Part parmi les électeurs wallons (%) (c)	Part parmi les utilisateurs du Test électoral (%) (d)	Différence (d-c)
Genre						
Féminin	41,9	41,2*	-0,7	51,4	46,7**	-4,7
Masculin	58,1	58,8*	0,7	48,6	53,3**	4,7
Groupes d'âges						
18-24	6,6	9,7***	3,1	6,6	10,9***	4,3
25-34	10,1	12,3***	2,2	17,5	22,8***	5,3
35-44	15,4	15,4	0	19,4	17,3	-2,1
45-54	19,4	18,2	-1,2	25	18,8***	-6,2
55-64	21,1	16,7***	-4,4	21,8	17,8**	-4
65-74	22,6	23,6	1	8,1	10,9**	2,8
75+	4,7	4,1	-0,6	1,5	1,4	-0,1
Niveau d'éducation						
Bas	12,4	7***	-5,4	12,4	7,4***	-5
Secondaire	40	33,5***	-6,5	35,8	31,4***	-4,4
Élevé	47,6	59,6***	12	50,9	61,3***	10,4
Intérêt politique						
Très faible	10,2	5,1***	-5,1	16,5	8,1***	-8,4
Plutôt bas	12,8	11,4	-1,4	17,8	12,4***	-5,4
Moyen	14,4	11,2***	-3,2	14,5	12,8	-1,7
Plutôt haut	46,7	51,2***	4,5	40	50,8***	10,8
Très élevé	15,9	21***	5,1	11,1	15,9***	4,8
Position gauche-droite						
Gauche radicale	4,4	4,2	-0,2	8,9	13,3***	4,4
Gauche modérée	16,7	23,5***	6,8	25,6	27,6	2
Au centre	31,5	20,4***	-11,1	31,7	20,2***	-11,5
Droite modérée	38,2	43***	4,8	26,7	32,8***	6,1
Droite radicale	9,2	8,8	-0,4	7,1	6,2	-0,9
Suivi de la campagne						
Très intense	10	14,7***	4,7	6	11,6***	5,6
Intense	32,4	38,7***	6,3	24,5	35,9***	11,4
Pas très intense	43,1	41,5	-1,6	44,8	43,7	-1,1
Pas du tout	14,5	5,1***	-9,4	24,7	8,8***	-15,9
Satisfaction avec la démocratie						
Très satisfait	2,1	2,6	0,5	2,2	2,6	0,4
Satisfait	29,1	34,8***	5,7	21,9	30,4***	8,5
Ni l'un, ni l'autre	31,5	28***	-3,5	30,9	29,7	-1,2
Insatisfait	26,2	25,4	-0,8	28,5	26,8	-1,7
Très insatisfait	11	9,2**	-1,8	16,5	10,5***	-6

Tableau 9.4. Test t de différence statistique entre les non-utilisateurs et les utilisateurs du Stemtest/test électoral

Variables dépendantes	Moyenne non-utilisateurs (déviation stantard)	Moyenne utilisateurs (déviation stantard)	Nombre d'observations N =	Différences significatives ? (Test T d'indépendance)
Âge du répondant	50,54 (14,66)	48,48 (16,84)	2172 non-utilisateurs 1228 utilisateurs	Sig = 0,000 Significatif
Niveau d'intérêt politique du répondant	5,12 (2,92)	6,45 (2,49)	2171 non-utilisateurs 1228 utilisateurs	Sig = 0,000 Significatif

Tableau 9.5. Régression logistique pour l'utilisation du SAV

	B	E.S	Wald	ddl	Sig.	Exp(B)
Région flamande	0,475	0,329	2,089	1	0,148	1,608
Homme	0,113	0,127	0,786	1	0,375	1,120
Homme * région flamande	-0,169	0,165	1,046	1	0,306	0,845
Âge du répondant	-0,018***	0,004	16,444	1	0,000	0,982
Âge du répondant * région flamande	0,005	0,005	0,995	1	0,318	1,005
Niveau d'éducation faible	-0,250	0,231	1,163	1	0,281	0,779
Niveau d'éducation élevé	0,435***	0,133	10,658	1	0,001	1,546
Niveau d'éducation faible * région flamande	-0,147	0,291	0,254	1	0,614	0,864
Niveau d'éducation élevé * région flamande	0,143	0,169	0,721	1	0,396	1,154
Intérêt politique	0,275***	0,055	24,846	1	0,000	1,317
Intérêt politique * région flamande	-0,025	0,070	0,123	1	0,726	0,976
Participation politique	0,032***	0,008	16,290	1	0,000	1,032
Gauche radicale	0,653***	0,168	15,046	1	0,000	1,921
Gauche modérée	0,713***	0,113	40,101	1	0,000	2,040
Droite modérée	0,594***	0,101	34,854	1	0,000	1,812
Droite radicale	0,170	0,156	1,190	1	0,275	1,185
Constante	-2,118	0,272	60,531	1	0,000	0,120

*Note : erreur standard ***p < 0,01 ; **p < 0,05 ; *p < 0 ,1.*

Tableau 9.6. Profil politique des différents utilisateurs du Stemtest/test électoral

	Incertains (%/M)	Vérificateurs (%/M)	Chercheurs (%/M)
Efficacité politique externe	2,4	2,56	2,58
Intérêt politique	1	9	6
Moment de décision de vote			
Le jour des élections	20,7 %	11,8 %	25,5 %
Pendant la campagne	46,2 %	27,9 %	40,1 %
Avant le début de la campagne	33,1 %	60,3 %	37,4 %
Total	100 %	100 %	100 %
Proportion de chaque type	13,6 % (n=166)	38,4 % (n=471)	48 % (n=588)

Note : l'efficacité externe est mesurée sur base d'une échelle allant de 1 à 5. Les valeurs les plus hautes indiquent un plus grand niveau d'efficacité. L'intérêt politique est mesuré sur base d'une échelle allant de 0 à 10. Les valeurs les plus hautes indiquent un plus grand niveau d'intérêt. Le moment de décision de vote est une variable nominale.

Tableau 9.7. Profil socio-démographique des différents utilisateurs du Stemtest/test électoral (en pourcentage)

	Flandre				*Wallonie*			
	Incertains	Vérificateurs	Prospecteurs	Total	Incertains	Vérificateurs	Prospecteurs	Total
Âge								
18-24	15,6	6,4	11,1	9,7	11,4	5	14,8	10,9
25-34	16,7	6,1	16,7	12,3	31,4	14,9	25,2	22,8
35-44	19,8	10,6	18,5	15,4	21,4	17	16,2	17,3
45-54	24	11,8	22,2	18,2	11,4	21,3	19,5	18,8
55-64	13,5	23,6	11,4	16,7	15,7	24,1	14,3	17,8
65-74	9,4	35,2	17,2	23,6	8,6	15,6	8,6	10,9
75+	1	6,4	2,9	4,1	0	2,1	1,4	1,4
Éducation								
Faible	8,4	7	6,6	7	11,5	5	7,6	7,4
Moyen	49	32,4	30,4	33,5	31,4	18,4	40	31,4
Haut	42,7	60,6	62,9	59,6	57,1	76,6	52,4	61,3
Genre								
Masculin	32,3	78,2	48,7	58,8	31,4	63,1	54,1	53,3
Féminin	67,7	21,8	51,3	41,2	68,6	36,9	45,9	46,7
Taille	11,1	41,7	47,2	100	16,6	33,5	49,9	100

Tableau 9.8. Effet de l'utilisation du SAV sur la connaissance des positions des partis en Flandre et en Wallonie

Variables	Expertise quant au système de partis (Flandre)	Expertise quant au système de partis (Wallonie)
Âge	0,0244*** (0,00765)	0,0612*** (0,0138)
Homme	0,664*** (0,250)	0,709* (0,395)
Niveau d'éducation moyen	-0,468 (0,385)	0,957 (0,649)
Niveau d'éducation élevé	0,747* (0,384)	1,450** (0,627)
Intérêt politique	0,481*** (0,0638)	0,483*** (0,0902)
Extremity	0,399*** (0,0792)	0,172 (0,125)
Participation politique	-0,0280 (0,0258)	-0,0763* (0,0416)
Niveau d'intensité avec laquelle le répondant a suivi la campagne : élevé	-0,166 (0,405)	1,227** (0,539)
Niveau d'intensité avec laquelle le répondant a suivi la campagne : faible	-0,426 (0,475)	0,862 (0,657)
Niveau d'intensité avec laquelle le répondant a suivi la campagne : extrêmement faible	-0,134 (0,616)	3,557*** (1,010)
Utilisation du SAV fédéral	2,343*** (0,247)	1,818*** (0,447)
Constante	21,85*** (0,658)	25,40*** (1,029)
Observations	1,470	871
R carré	0,227	0,184

*Note : erreurs standard entre parenthèses ***p < 0,01 ; **p < 0,05 ; *p < 0,1.*